







VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS.

IMPRIMERIE DE C. L. F. PANCKOUCKE.

Le seizième volume est accompagné de sept planches, dont une triple et trois doubles; ce qui forme douze planches.

VICTOIRES, CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

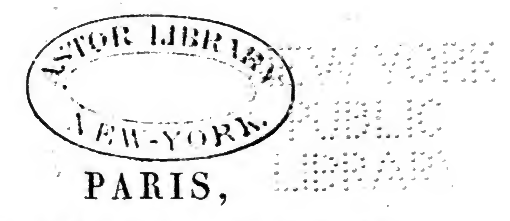
DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES.

Suum cuique decus posteritas rependit.
TACITE, *Annales*, liv. IV, 35.

TOME SEIZIÈME.



PARIS,
C.L.F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR,
Rue des Poitevins, n°. 14.

1819.

PLANS

CONTENUS DANS LE TOME SEIZIÈME [1].

[1] Tous ces Plans sont dressés par M. Ambroise TARDIEU, d'après le texte même, et d'après les meilleurs matériaux, tant publiés qu'inédits.

TABLE

DES

CHAPITRES DU SEIZIEME VOLUME.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

LIVRE IV.

CHAPITRE PREMIER.

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES DU TOME SEIZIEME.

TABLE

ALPHABÉTIQUE

De tous les noms de Français ou étrangers, et de tous les corps désignés dans le seizième volume.

C

ARMÉES FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES.

Armée française.

FIN DE LA TABLE DES NOMS DU SEIZIÈME VOLUME.

VICTOIRES, CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815.

LIVRE TROISIÈME.

TROISIEME COALITION.

CHAPITRE IV.

ANNÉE 1805.

Relation des principaux événemens maritimes depuis la rupture du traité d'Amiens jusque vers la fin de l'année 1805. Préparatifs dans tous les ports; construction, sur toutes les rivières navigables, de bateaux pour la descente en Angleterre; réunion de la flottille à Boulogne et dans les ports voisins; tentatives infructueuses des Anglais pour détruire la flottille; mouvemens des flottes de Brest, Rochefort et Toulon; combat de Trafalgar, etc.

La paix d'Amiens ne fut à proprement parler qu'une trêve, à laquelle le gouvernement anglais ne consentit qu'en raison des avantages qu'il se proposait d'en retirer au moment où il jugerait à propos de la rompre. N'ayant pu nous enlever Saint- 1805 an XIII. France.

1805-an XIII. France.

Domingue, il voulait que la France consommât de ses propres mains la ruine de cette superbe colonie; il espérait aussi que, pleins d'une funeste sécurité, les commerçans français couvriraient la mer de leurs navires: alors ce fantôme de paix devait s'évanouir, et le flambeau de la guerre se rallumer avec plus d'activité que jamais. Tout favorisa les projets du ministère britannique: le premier consul perdit Saint-Domingue, pour avoir voulu le conquérir au lieu de le pacifier, et les armateurs, d'abord timides, s'abandonnant ensuite avec trop de confiance à de vastes spéculations, expédièrent des bâtimens pour les pays les plus lointains: l'instant parut favorable, et la paix fut rompue.

Contre le droit des gens, mais suivant un usage trop commun de la part de l'Angleterre, les hostilités précédèrent la déclaration de guerre. On croyait encore à Paris les négociations en activité lorsqu'on y apprit, par une dépêche télégraphique du préfet maritime de Brest, que les Anglais s'étaient emparés de deux bâtimens marchands dans la baie d'Audierne; le même jour ou le lendemain, ils attaquèrent les bâtimens de guerre français.

Le 18 mai 1803, le lougre *l'Affronteur* de quatorze canons de 8 et de quatre-vingts hommes d'équipage, fut chassé, dans les environs de Brest, et joint par la frégate anglaise *la Doris*. Malgré l'extrême disproportion de forces entre les deux bâtimens, le lieutenant de vaisseau Dutoya, commandant le lougre francais, voulut tenter le sort d'un combat. Il fit le feu le plus vif sur la frégate, qui, dans le principe, avait paru mépriser un si faible adversaire, mais qui bientôt fut obligée de faire jouer contre lui toute son artillerie. Les bâtimens étant venus très-près l'un de l'autre, après une bordée tirée presque à bout touchant, le capitaine français s'efforça d'aborder la frégate; mais en ce moment il fut tué. Sa mort fut suivie de la reddition du lougre, qui, indépen-

damment de son capitaine, avait eu huit hommes tués et quatorze blessés. Les Anglais firent un brillant éloge de l'audace du lieutenant de vaisseau Dutoya [1]. La conduite de ce brave officier fit présager que la guerre, dont il était devenu la première victime, serait glorieuse pour la marine française, et l'enthousiasme qui régnait alors parmi les marins de tout grade semblait confirmer ce présage.

Les Anglais firent sur toutes les mers ce qu'ils venaient de faire près des côtes de France : ils commirent des hostilités dans toutes les parties du globe, avant qu'on y eût connaissance que la guerre était déclarée. Aux Antilles, l'attaque par laquelle ils débutèrent donna lieu à un des combats les plus honorables dont fassent mention les annales de la marine.

Après avoir rempli de la manière la plus distinguée les fonctions de commandant des forces navales formant la station du sud de Saint-Domingue, et s'être concilié, dans cette partie de la colonie, l'estime et la vénération des hommes de tous les partis et de toutes les couleurs, le chef de division Willaumez retournait au Cap-Français avec la frégate *la Poursuivante*, en conséquence des ordres de l'amiral Latouche-Tréville. Tous les bâtimens français employés à l'expédition de Saint-Domingue avaient été armés et équipés sur le pied de paix, et *la Poursuivante*, frégate portant du 24 en batterie, n'avait pas son artillerie complète, et n'était manœuvrée que par un équipage de cent cinquante hommes dont trente noirs [2]. Parti des Cayes, le 27 juin avant le jour, de conserve avec la corvette *la Mignonne*, le commandant

[1] Le capitaine de *la Doris* s'exprimait ainsi, dans son rapport à l'amirauté : « Ce bâtiment (*l'Affronteur*) fit sur moi un feu roulant, jusqu'à ce que je l'eusse approché bord à bord; et, dans cette position même, les Français ne renoncèrent à une lutte si téméraire que lorsque leur capitaine fut tué. »

[2] A cette époque, le réglement fixait, sur le pied de guerre, à environ quatre cents hommes, l'équipage d'une frégate portant du 24.

1805-AN XIII. France. Willaumez, bien qu'on ne fût pas encore en guerre, se tint constamment sur ses gardes. Le 29 au point du jour, étant dans les parages du Mole Saint-Nicolas, à environ deux lieues de terre, entre la Plate-Forme et le cap-à-Fou, il eut connaissance d'un convoi de plus de cinquante voiles fortement escorté. Peu de temps après, il aperçut plusieurs des bâtimens de l'escorte qui se détachèrent du convoi et se dirigèrent vers *la Poursuivante*, toutes voiles dehors; il ne tarda pas à les reconnaître ponr des vaisseaux de ligne anglais qui lui donnaient la chasse et le gagnaient considérablement. Le commandant Willaumez prit alors le parti de longer la côte à environ une lieue de distance sous toutes voiles, afin de gagner le Mole et de pouvoir s'y réfugier s'il était attaqué par les vaissaux anglais. Dès le matin, le signal de liberté de manœuvre avait été fait à la corvette *la Mignonne*, qui marchait mieux que *la Poursuivante*, et le capitaine de cette corvette avait jugé à propos de serrer la terre plus que la frégate [1]. A huit heures, *l'Hercule*, le vaisseau anglais qui s'avançait le premier, était parvenu à portée de canon de *la Poursuivante*, et conservait toute la voilure possible. A huit heures et demie, il fit des signaux avec ses voiles aux bâtimens qui le suivaient; un quart d'heure après il hissa pavillon anglais, la frégate française arbora aussitôt les couleurs nationales. A neuf heures, *l'Hercule* tira sur *la Poursuivante* un coup de canon dont le boulet passa entre les mâts de cette frégate. Tout était disposé pour le combat, et le commandant Willaumez ordonna de passer des canons en retraite; mais cette disposition devint inutile, la marche supérieure du vais-

[1] Cette manœuvre fut cause de la prise de la corvette *la Mignonne*, qui, par son avantage de marche sur *la Poursuivante*, pouvait plus facilement qu'elle atteindre le Mole Saint-Nicolas; mais, en rangeant de trop près la côte, la corvette s'y trouva en calme, et les ennemis, favorisés par le peu de brise qui régnait au large, eurent la facilité de lui couper le chemin.

seau anglais l'ayant promptement amené par la hanche de *la Poursuivante*. Dans toute autre circonstance, le brave et habile Willaumez n'eût pas laissé prendre ni conserver au vaisseau ennemi cette position avantageuse ; mais il y était forcé alors, afin de ne pas se déranger de la route qu'il suivait pour gagner le Mole, et aussi pour éviter d'être joint par deux autres vaisseaux qui l'approchaient sensiblement. Cependant, fatigué d'essuyer à portée de fusil les bordées du vaisseau ennemi, qui causaient d'autant plus de dommage à sa frégate que la mer était si unie, qu'il n'y avait pas un coup à perdre, il fit un mouvement et présenta audacieusement le travers à son formidable adversaire. Un combat en règle s'engagea de la sorte entre une frégate française, délabrée par une longue campagne et presque sans équipage, et un vaisseau de ligne anglais qui, outre l'avantage de ses dimensions et de sa solidité, avait une artillerie plus que double et un équipage au moins quadruple. Les bordées se succédaient rapidement des batteries de *l'Hercule*, tandis que la pénurie de munitions obligeait *la Poursuivante* à ne faire qu'un feu lent : toutefois, il n'en était que mieux dirigé, et, vers onze heures, le vaisseau ennemi avait déjà éprouvé des avaries notables. En ce moment, la brise tomba ; les deux bâtimens perdirent presque toute leur vitesse, et le vent même prit sur leurs voiles. Le commandant Willaumez, en marin expérimenté, se hâta de profiter de cette circonstance. Pourvu d'un équipage trop peu nombreux pour tirer et manœuvrer en même temps, il fit entièrement cesser le feu, afin d'employer tout son monde à la manœuvre. Il parvint, par ce moyen, à prendre une position, qui lui permit d'envoyer toute sa bordée dans la poupe de *l'Hercule*. Cette bordée fut décisive. Le dommage qu'en reçut le vaisseau anglais joint à la proximité de la côte et au danger d'y échouer, le força à reprendre le large et à abandonner *la Poursuivante*. Cette frégate entra bientôt après

1805-an XIII. France.

dans la baie du Mole. Le général Lapoype, commandant au Mole Saint-Nicolas, accompagné de son état-major, et presque tous les officiers de terre et de mer employés dans la place, vinrent dans des canots au-devant de *la Poursuivante*, pour complimenter le commandant Willaumez et son brave équipage sur leur brillante conduite dans une affaire dont ils avaient été les témoins : en même temps les batteries de la place les saluaient de leur artillerie. La frégate avait reçu quantité de boulets dans sa coque et plusieurs dans sa mâture; toutes ses voiles étaient criblées et une grande partie de ses manœuvres courantes et dormantes coupées. Ses pertes se montaient à dix hommes tués et quinze blessés. Au nombre des premiers se trouvait l'aspirant Violette [1], jeune homme de la plus grande espérance; parmi les seconds était le lieutenant de vaisseau Esmangard, capitaine du port des Cayes. Les pertes de *l'Hercule* s'élevèrent à une quarantaine d'hommes; son capitaine fut tué. Il serait superflu de faire l'éloge des marins et des officiers de *la Poursuivante*; cependant nous ne pouvons nous empêcher de citer la conduite du lieutenant de vaisseau Fourré, commandant en second de la frégate, en rappelant que cet estimable officier perdit un bras dans le combat livré par l'amiral Sercey aux vaisseaux anglais *l'Arrogant* et *le Victorieux* [2], circonstance que nous avons omis de mentionner. A son retour en France (après une campagne que nous regrettons de ne pouvoir détailler ici, où le combat de *la Poursuivante* ne se trouve placé que d'une manière incidente), le chef de division Willaumez fut promu au grade de contre-amiral, que sa bravoure, ses talens comme homme de mer, et la durée de ses services lui méritaient à juste titre; les officiers

[1] Fils du contre-amiral de ce nom, alors capitaine de vaisseau.

[2] Voyez tom. VII, page 249 et suivantes.

de son état-major reçurent aussi de l'avancement, et le lieutenant de vaisseau, Esmangard, fut fait capitaine de frégate [1].

Tandis que les Anglais attaquaient ainsi à l'improviste les bâtimens de guerre français, ils fondaient de toutes parts sur les bâtimens marchands : ils firent de nombreuses captures et réduisirent le commerce maritime de la France à un état déplorable, dont il ne s'est plus relevé. Ces actes d'agression irritèrent l'opinion dans toutes les parties de la république, et, dès le début, la guerre prit parmi les Français un caractère national. Le premier consul voulut mettre à profit sur-le-champ ces heureuses dispositions : en conséquence, aussitôt qu'on eut reçu la nouvelle des premières hostilités, il s'occupa de dresser des plans pour la conduite d'une guerre qui s'ouvrait sous de si favorables auspices. Il donna, sur tous les autres plans, la préférence à un vaste projet d'invasion du territoire anglais, au moyen d'une immense flottille qu'il voulait réunir sur les côtes de la Manche les plus voisines de l'Angleterre. Les premiers ordres donnés pour l'armement des diverses escadres dans les grands ports de la république, annoncèrent effectivement que le gouvernement ne comptait pas beaucoup sur les vaisseaux de haut bord dans la guerre qu'il allait soutenir, mais que toutes ses vues étaient tournées vers la création d'une nombreuse flottille et les préparatifs d'une grande descente en Angleterre.

Soit que Napoléon eût réellement l'intention d'aborder sur les rivages anglais, à la tête de cent ou cent cinquante mille hommes, comme il l'annonçait, soit qu'il ne mît ce dessein en avant que pour entretenir l'enthousiasme qu'il voyait se manifester au sein de la capitale et dans tous les départemens, la descente fut bientôt à l'ordre du jour en France. Cependant la

[1] Le brillant combat de *la Poursuivante* a fourni au pinceau de M. Crépin le sujet d'un tableau, dont les connaisseurs font l'éloge, et qui fera partie de l'exposition de 1819.

1805-an XIII. France. flottille n'existait pas, et même la côte sur laquelle on devait la tenir réunie n'offrait pas de havres capables de l'abriter toute entière. Il fallait ainsi construire à la hâte quinze cents ou deux mille bateaux nécessaires à l'expédition, et creuser à grands frais dans des sables arides les ports que la nature avait refusés à la France. N'importe, aucun obstacle ne fut pris en considération; et plus le plan était gigantesque, plus peut-être obtint-il de faveur auprès d'un homme habitué à exécuter de grandes choses et qui affectait de n'en reconnaître aucune impossible.

A peine le gouvernement consulaire eut-il manifesté l'intention d'envahir l'Angleterre, que, de tous les points de la France, on se disposa à seconder ses efforts dans cette grande entreprise. On vit, ainsi que nous l'avons déja dit, se renouveler à cette époque les dons patriotiques qui avaient eu lieu au commencement de la révolution; mais cette fois ils furent et plus généraux et plus importans. Presque tous les départemens votèrent chacun un vaisseau de ligne, les grandes villes offrirent des frégates, et chaque commune fit don d'une prame, d'une canonnière, d'un bateau plat ou d'une péniche [1], suivant sa population et ses ressources [2]. A aucune époque ni dans aucun pays, on ne vit un mouvement pareil à celui qui regnait alors sur toutes les parties du territoire de la république française. Non-seulement on construisait avec la plus grande activité, dans tous les ports militaires et marchands et jusque dans les moindres havres, les bateaux de la flottille, mais encore, sur les bords de toutes les rivières dont le lit offrait plus de trois pieds de profondeur (soit

[1] Bâtimens adoptés pour la descente, sous la désignation de bateaux de grande, de première, de seconde et de troisième espèce.

[2] Tous les bateaux votés de la sorte ne furent pas construits, leur nombre eût été trop considérable; mais les fonds destinés à leur construction furent appliqués aux dépenses d'armement et d'entretien de la flottille.

qu'elles se déchargeassent directement dans la mer, ou qu'elles 1805-an XIII.
fussent affluentes de la Seine, de la Loire, de la Garonne France.
ou du Rhin), on établit des cales et des chantiers de construction; Paris enfin devint pour un moment un arsenal maritime. Deux chantiers furent formés dans cette capitale : l'un en face des Invalides, et l'autre à la Rapée. Les habitans de cette vaste cité s'y portaient en foule. Ces travaux, étrangers pour eux, les intéressaient vivement, et le spectacle majestueux du lancement d'un navire à l'eau, spectacle si nouveau pour des yeux parisiens, leur fut offert plusieurs fois par semaine pendant quelques mois. En même temps les chantiers établis peu d'années auparavant à Anvers recevaient une nouvelle extension et l'on y posait la quille de huit vaisseaux de ligne; Brest, Lorient, Rochefort et Toulon présentaient également de nouveaux vaisseaux en construction. Le patriotisme, qui enfante des miracles, sembla en avoir fait un en faveur de la marine : lés Français de l'intérieur, jusqu'alors si indifférens pour tout ce qui avait rapport à la force navale de leur pays, firent, des grands préparatifs maritimes dont il était le théâtre, le sujet habituel de leurs entretiens; et si jamais l'on put espérer de voir la marine devenir populaire en France, ce fut à cette époque brillante du long ministère de l'amiral Decrès, dont la funeste expédition de Saint-Domingue avait marqué le début d'une manière sinistre.

Cependant le plan d'invasion de l'Angleterre, suivant les dispositions arrêtées, ne réunissait pas les suffrages de tous les marins éclairés. Les bateaux destinés à cette expédition devaient à la fois transporter des hommes et des chevaux, et être armés (selon leur espèce) d'une ou plusieurs pièces de grosse artillerie, pour se protéger eux-mêmes contre les bâtimens de haut bord anglais, et traverser le canal sans être soutenus par une flotte française de ces mêmes bâtimens de haut bord : c'était là la base du projet; c'est aussi sur ce

1805-an XIII. France. point, la protection propre de la flottille, que les avis se trouvaient partagés. L'amiral Truguet, dont la haute capacité et la longue expérience devaient être d'un grand poids dans la balance, paraissait à la tête des adversaires du projet, ou plutôt il était seul encore assez indépendant pour s'en montrer hautement l'adversaire. D'après des considérations de haute politique que nous développerons ailleurs, il blâmait l'expédition en elle-même, et pensait que ce n'était pas avec des bateaux qu'on pouvait le mieux faire la guerre à l'Angleterre; il avait adressé, à cet égard, au premier consul toutes les représentations possibles. Lorsqu'il ne fut plus question que de discuter l'efficacité des moyens adoptés pour faire la descente, il borna ses objections aux détails. L'ex-ministre Forfait, habile ingénieur constructeur, avait fixé les dimensions et réglé les devis de chaque espèce de bateau. Un jour il fit porter ses modèles à Saint-Cloud, le premier consul en parut très-satisfait: Truguet, qui se trouvait présent, soutint et démontra qu'une flottille composée de pareils bateaux ne pourrait opérer que sous la protection d'une flotte de vaisseaux et de frégates momentanément maîtresse de la Manche; il ajouta que, par conséquent, au lieu de bâtir à grands frais des bateaux qui ne pourraient jamais servir à rien autre chose qu'à l'expédition projetée (à laquelle il ne les trouvait même pas propres), il lui paraissait convenable de ne construire que des bâtimens qui pussent être revendus au commerce après avoir servi de transports concurremment avec ceux qu'on pouvait mettre en réquisition. Les idées de Forfait prévalurent. Nous verrons plus loin que l'épreuve qu'on fit de ses bateaux amena, dans le plan de la descente, un changement conforme en partie aux idées de Truguet.

Les objections de cet amiral contre la préférence exclusive accordée au plan de descente étaient de nature à faire hésiter un homme moins entier que Napoléon. L'étendue donnée à c

plan, représentait le sage amiral, rendait évident que cette expédition formidable serait la principale et peut-être l'unique tentée par la France dans le cours de la guerre; mais, comme toutes les expéditions même les mieux combinées, elle était exposée à ne pas réussir: alors le succès de la guerre était manqué complétement, et le fruit des plus énormes dépenses perdu sans aucune compensation. Débarquer en Irlande, piller le commerce anglais sur toutes les mers, ravager et rançonner les colonies de la Grande-Bretagne, paraissaient à l'amiral Truguet des moyens plus sûrs de lui faire la guerre. Les particuliers, ruinés par les escadres et les croiseurs de la république, eussent maudit hautement le système du ministère, et la nation anglaise elle-même eût secondé les Français pour contraindre le cabinet de Saint-James à conclure enfin une paix qui assurât aux deux peuples un repos acheté de part et d'autre par tant de sacrifices. Au contraire, la menace d'une invasion allait exalter au plus haut degré le patriotisme des Anglais, et la guerre, qui avait d'abord paru nationale sur les rives de la Seine, allait le devenir bien plus réellement sur les rives de la Tamise: car c'est chez le peuple qui tremble pour ses foyers, pour ses lois et sa liberté, qu'elle prend ce caractère d'une manière plus forte et plus durable.

Tel fut effectivement en Angleterre le résultat du genre d'attaque adopté par le premier consul. La nation britannique manifesta, dans le principe, son mécontentement de la rupture du traité d'Amiens, et blâma vivement le ministère d'avoir renouvelé les hostilités sans nécessité évidente et à une époque où il était de la plus grande imprudence de le faire. « On nous embarque, disait-on à Londres et sur tous les points du royaume, dans une guerre impolitique et intempestive. On nous force de rentrer en lice au moment où nous n'y sommes nullement préparés, tandis que

1805-an XIII. France. la France peut disposer immédiatement de grandes forc maritimes. Les vaisseaux qu'elle a encore à Saint-Domi gue et ceux qui en sont revenus récemment sont prêts à fo dre sur notre commerce et nos colonies d'Amérique, même temps qu'une escadre formidable, partie depuis p d'un port français, va ravager nos comptoirs aux Indes ori tales. » Ces craintes au reste étaient mal fondées; et le mi tère britannique était bien plus en mesure, et surtout le g vernement français bien moins en état de porter immédi ment de grands coups à l'Angleterre, qu'on ne le cro dans ce pays. Les forces navales demeurées à Saint-Don gue étaient insignifiantes en comparaison de celles des glais aux Antilles, et les vaisseaux français revenus de l'e dition de Leclerc, délabrés par l'effet d'une longue c pagne, privés de leurs équipages (dont les restes écha à la fièvre jaune avaient été congédiés), ne pouvaient rep dre la mer de long-temps; enfin une escadre commandée le contre-amiral Linois avait effectivement été expédiée les mers de l'Inde, au mois de mars 1803; mais, loin d formidable, elle ne se composait que d'un vaisseau de lig de trois frégates, et sa mission était la reprise de posse de Pondichéri, que, par une conduite inconcevable, on n' songé à effectuer qu'un an après sa rétrocession stipulée[1] qu'il fut question de la descente en Angleterre, on ch de langage de l'autre côté de la Manche, l'opinion se ral gouvernement, chacun se sentit animé d'un zèle ardent la plus sainte des causes, la défense de la patrie, et l pulation toute entière courut aux armes.

Le mouvement patriotique et guerrier qui éclata sir nément sur tous les points du premier des trois roy

[1] Nous d[...]nerons le détail des opérations de cette escadre à l'époque se terminèrent.

unis de la Grande-Bretagne, fut aussi unanime en Ecosse; en Irlande, les créatures du gouvernement et les partisans de l'Angleterre seuls y prirent part. L'immense majorité de la population de ce pays, loin d'être portée à repousser une invasion en Angleterre, eût vu avec plaisir ses tyrans vaincus et subjugués : une descente sur les rivages irlandais, au lieu d'être un sujet d'alarmes pour elle, eût été envisagée comme l'aurore de sa délivrance. La nation irlandaise regardait les Français comme ses futurs libérateurs, et depuis dix ans elle les appelait de tous ses vœux. L'Irlande, soumise en apparence au joug qui pesait sur elle, mais toujours secrètement agitée, épiait depuis *l'union* [1], une occasion favorable de reconquérir une indépendance dont pendant plusieurs siècles elle avait été privée: elle crut que la guerre qui venait d'éclater lui présentait cette occasion si désirée. Les anciennes associations se renouèrent; de toutes parts on conspira, et la masse de la nation se disposa à se débarrasser de ses oppresseurs.

Le plan général de la conspiration était l'expulsion des Anglais et l'établissement d'une république irlandaise une et indivisible; mais on ne peut se faire une juste idée de l'importance de cette conjuration, parce que, lorsqu'elle eut échoué, le gouvernement britannique affecta, par des motifs politiques, d'exagérer la faiblesse des ressources des conspirateurs, et de considérer leur tentative comme méprisable et ridicule. Cette circonstance et l'attention qu'eurent les Irlandais eux-mêmes de ne pas faire connaître tous les moyens qu'ils avaient à leur disposition, dans l'espoir d'en faire par la suite un plus heureux usage, réduisirent en apparence à peu de chose un événement, qui, dans notre opinion, pouvait se terminer par l'affranchissement total de l'Irlande.

[1] Voyez tome x, page 427.

1805-AN XIII. France.

Quoi qu'il en soit, nous ne parlerons que de ce qui s'est passé ostensiblement.

Dès la fin du mois de mai 1803 et pendant tout le mois de juin, divers symptômes annoncèrent en Irlande la nouvelle insurrection qui était sur le point d'y éclater[1]; toutefois le complot avait été tramé avec tant de secret, et une si grande fidélité régnait parmi les nombreux conjurés, que le gouvernement n'avait que des soupçons vagues, et ne put obtenir aucun renseignement positif sur la conspiration. Cependant des amas d'armes à feu et de piques se formaient de tous côtés et des comités étaient organisés dans chaque province. Tous les comtés devaient se soulever en même temps; mais la capitale devait en donner le signal par une émeute, dans laquelle le peuple tenterait de s'emparer du château de Dublin, siége du gouvernement d'Irlande.

Les noms des chefs de la conjuration n'ont pas été dévoilés et l'on n'a jusqu'à présent reconnu pour tels que les individus qui jouèrent un rôle patent dans la révolte, et qui furent victimes de leur patriotisme et de leur audace. Russel, ancien officier de l'armée anglaise, fut regardé comme l'agent principal chargé de faire éclater la rébellion dans les comtés du nord; Robert Emmet, à peine âgé de vingt-trois ans, jeune homme rempli de mérite et de talens et appartenant à une famille respectable, se trouva, par suite de l'événement, considéré comme le directeur des mouvemens insurrectionnels à Dublin et dans les environs, et comme le premier chef de la conspiration. Les montagnes dont l'Irlande

[1] Peu de temps auparavant, une émeute avait eu lieu dans plusieurs comtés; elle avait pour but de faire taxer à un prix modique les pommes de terre, qui forment à peu près l'unique nourriture des pauvres en Irlande. Le gouvernement punit quelques-uns des malheureux qui avaient pris part à cette émeute avec une cruauté qui ne contribua pas peu à exaspérer les esprits du peuple, et à le disposer à une insurrection générale.

est couverte renfermaient encore à cette époque quelques ban- 1805-an XIII.
des de rebelles insoumises, à qui elles offraient des retraites France.
inexpugnables, où, depuis 1798, elles bravaient les forces anglaises répandues dans l'île. Dwyver, chef d'une de ces bandes réfugiées dans les montagnes voisines de Dublin, ne paraissait pas avoir plus de vingt hommes sous ses ordres; mais son influence sur les paysans des districts environnant le mettait à même d'avoir promptement à sa disposition un corps considérable; il devait descendre des montagnes aussitôt que le drapeau vert (couleur nationale des Irlandais) serait arboré sur le château de Dublin.

Le 23 juillet avait été fixé pour l'exécution du complot. Plusieurs motifs avaient déterminé le choix de ce jour: c'était à la fois un samedi, un jour de marché et la veille de la fête de Saint-James, trois circonstances qui favorisaient l'entrée à Dublin de quantité de paysans et d'ouvriers du dehors, et le rassemblement près des églises et sur les places publiques d'une grande foule de peuple sans que les autorités pussent en prendre l'alarme. En attendant ce grand jour, les Irlandais manifestèrent plus hautement que de coutume leur amour pour la liberté: le 14 juillet, anniversaire de la première journée de la révolution française, fut célébré en Irlande par des feux de joie. Ces réjouissances donnèrent à penser aux chefs du gouvernement; mais l'analogie leur échappa et ils ne se crurent pas si près d'une scène destinée à retracer la prise de la Bastille.

Le moment décisif arriva. Le 23, dès le matin, une multitude de paysans et d'ouvriers se rassemblèrent dans les rues de Dublin. De midi à deux heures, la foule devint si considérable dans la principale rue qui conduit au château de Dublin, que la circulation en fut interrompue. En ce moment, des piques, des sabres, des pistolets et d'autres armes furent apportés d'un dépôt que les conjurés avaient dans le voi-

1803-an XIII. France.

sinage; on les rangea le long des murs, des deux côtés de la rue, et tous ceux qui le voulurent s'armèrent. Robert Emmet parut alors à cheval et harangua la multitude armée. Il voulut la faire marcher sur le château, et en moins d'un quart d'heure il eût pu l'y conduire; mais, malgré ses efforts longtemps réitérés, il lui fut impossible de mettre en mouvement cette masse d'hommes sans ordre et sans discipline; un certain nombre même, après avoir pris des armes, avaient abandonné la colonne et s'étaient répandus dans la ville, où ils commirent quelques désordres. On assure que, à la fin, outré de rage de la lâche inaction des hommes à la tête desquels il voulait attaquer le château de Dublin, Emmet brisa son épée, quitta le lieu du rassemblement et s'éloigna sur-le-champ de la ville. Depuis son départ, il ne fut plus question de cette attaque, dont le succès (certain s'il eût pu ébranler sa phalange) devait servir de signal à une insurrection générale dans toute l'île. Les désordres sans but et sans utilité augmentèrent alors. Quelques soldats avaient été tués en défendant les postes où ils étaient placés; un colonel qui se rendait aux casernes de son corps fut saisi et massacré; le lord chef de la justice, qu'une excessive sévérité avait rendu odieux aux basses classes du peuple, éprouva le même sort. Cependant les chefs du gouvernement d'Irlande, qui avaient d'abord été frappés de terreur, commencèrent à reprendre de la confiance. Ils envoyèrent quelques troupes contre les insurgés; et cette multitude sans chefs, après avoir résisté pendant quelques instans, jeta ses armes et se dispersa. Ainsi se termina une tentative qui, en dépit des assertions du ministère anglais, eût réussi facilement avec un peu plus d'ordre dans les dispositions, et qui aurait eu vraisemblablement pour résultat la séparation de l'Irlande de l'empire britannique.

Après avoir erré pendant quelque temps aux environs de Dublin, Robert Emmet fut arrêté; Russel éprouva le même

sort. Ces deux chefs apparens de la conspiration manquée furent condamnés à être pendus avec quelques autres agens subalternes. La conduite d'Emmet devant ses juges, et la manière héroïque dont il marcha au supplice furent dignes d'un homme persuadé que tout effort pour arracher sa patrie au joug tyrannique de l'Angleterre était une action noble et légitime : il mourut en Romain, et ses derniers momens rappelèrent ceux de Sidney [1].

1803—an XII. France.

Il est naturel de croire, ainsi que l'affirma le jeune Emmet, que l'insurrection dont il parut le chef avait été concertée

[1] Nous ne pouvons nous empêcher de citer des passages du discours adressé par Emmet au président du tribunal, au moment de sa condamnation à mort. Ce morceau, d'une éloquence remarquable, donne une haute idée du caractère de ce jeune compatriote irlandais. Le président du tribunal ayant demandé à Emmet s'il avait quelques observations à faire sur la sentence qui allait être prononcée contre lui, il répondit : « Je ne m'oppose en aucune manière à ce que sentence de mort soit prononcée contre moi ; sur ce point, je ne n'ai pas de motif à faire valoir : il n'en est pas de même de la lâche et odieuse calomnie par laquelle on cherche à ternir ma réputation, et, à cet égard, mes moyens de défense seront nombreux.

» On m'accuse, Milord, d'avoir été l'émissaire gagé du gouvernement français. Je n'ai point agi comme émissaire d'une puissance étrangère, mais comme Irlandais animé du désir d'arracher ma patrie au joug d'une faction domestique, oppressive et vénale, et à l'influence corruptrice d'une tyrannie étrangère et cruelle : c'était là l'objet de tous mes vœux, le mobile de toutes mes actions. Ces sentimens sont ceux de quantité d'Irlandais, qui l'emportent sur vous, Milord, et sur vos collègues, par leur rang dans la société, leur mérite et leurs vertus.

» Vous m'appelez cependant l'ame de la rébellion, c'est me faire trop d'honneur. Sachez, Milord, que je n'y suis pas même parvenu à un rang secondaire....

» On m'accuse d'avoir voulu vendre à la France la liberté et l'indépendance de ma patrie. Exécrable calomnie! Non, mes compatriotes, je voulais placer vos droits hors de l'atteinte d'aucune puissance sur la terre......

» Si les Français, sans y avoir été invités par le peuple d'Irlande, se fussent présentés avec des desseins hostiles sur nos côtes, je leur eusse résisté de tous mes moyens, de toutes mes facultés, et vous, mes concitoyens, je vous aurais crié d'accourir pour les repousser de vos rivages, ou pour les immoler sur leurs vaisseaux, plutôt que de voir souiller de leur despotisme le sol de notre pays; et, si je me fusse vu contraint de céder au nombre et à la discipline, je leur

1805-an XIII. France.

avec le gouvernement français; cependant il est encore plus probable que le moment de l'exécution n'avait pas été convenu entre ce gouvernement et les conjurés, ou, au pis aller, qu'il n'avait pas été fixé à une époque aussi prochaine: car il était de toute impossibilité que la France fût prête, dès le mois de juillet, à envoyer de puissans secours aux insurgés irlandais, la guerre n'ayant éclaté que vers la fin de mai. Une expédi-

eusse disputé le terrain pas à pas, j'aurais brûlé l'herbe sous mes pieds, et le dernier retranchement de la liberté fût devenu mon tombeau.

» Mais les Français ne viendront, ni sans y avoir été invités, ni avec des intentions hostiles; ils viendront, comme alliés, pour vous aider à chasser à jamais les tyrans qui vous dévorent. O mes compatriotes! vos plus mortels, vos plus implacables ennemis sont au milieu de vous, au sein de votre pays.

» J'ai sollicité, il est vrai, la bienveillante coopération de la France; mais j'ai voulu auparavant prouver à la France et à l'univers entier que l'Irlande méritait d'être secourue; que mes compatriotes sont indignés de leur esclavage, et qu'ils sont prêts à réclamer et à soutenir leur liberté et leur indépendance. J'ai tenté de procurer à mon pays l'appui que Washington obtint pour l'Amérique. Cet appui nous est enfin assuré, et maintenant je déclare hautement, non pour vous en instruire, Milord, mais pour l'instruction et la consolation des vrais amis de l'Irlande qui peuvent aujourd'hui m'entendre, que, sur tous les points des côtes de France, il se fait des préparatifs pour venir à notre secours.....

» On m'accuse d'ambition; mais, ô ma patrie! si l'ambition eût été le mobile de mes actions, n'aurais-je pas pu, par ma fortune et mon éducation, par le rang et la considération dont jouissait ma famille, me placer dans les rangs de tes oppresseurs? Ma patrie fut mon idole, j'ai sacrifié de grand cœur sur son autel mes affections les plus douces, et, pour dernier holocauste, je lui offre aujourd'hui ma vie......... Ma carrière est achevée; le flambeau de l'existence s'éteint pour moi, et je vais descendre dans la tombe. L'unique faveur que je sollicite des vivans, c'est celle de leur silence. Que personne n'écrive mon épitaphe; car il n'est pas donné à ceux qui connaissent les motifs de ma conduite de la justifier aujourd'hui, et je désire que la prévention et l'ignorance s'abstiennent d'en parler. Que le secret de ces motifs repose avec moi dans la nuit du tombeau, et que ma pierre sépulcrale demeure sans inscription, jusqu'à ce que d'autres temps arrivent, et que d'autres hommes puissent sans crainte rendre justice à ma mémoire. » Les événemens que nous venons de raconter ont inspiré, dans le temps, à M. P.-F. Tissot, une pièce de vers intitulée : *les trois conjurés irlandais ou l'ombre d'Emmet*.

tion maritime comme celle qu'eût exigée l'Irlande, se prépare difficilement en cinq ou six semaines; du moins en France, par des causes tenant à l'organisation vicieuse du ministère de la marine, on a rarement donné l'exemple d'une pareille diligence. Il faut en conclure que le gouvernement français n'eut aucun tort dans cette circonstance, et que, si Emmet se hâta de donner le signal de la rébellion, ce fut, comme il le dit dans le discours que nous venons de citer, parce qu'il *voulait prouver d'avance à la France et à l'univers entier que l'Irlande méritait d'être secourue*. Il est inconcevable, au reste, que, depuis le commencement de la guerre de la révolution, les Irlandais n'aient reçu de la France qu'un seul secours aussi peu opportun que peu efficace.

Une chose assurément digne de remarque, c'est que, pour débuter dans la nouvelle lutte maritime entre la France et l'Angleterre, leurs gouvernemens aient, chacun de son côté, adopté des mesures propres à rendre la guerre nationale chez le peuple ennemi. Au nombre de ces mesures impolitiques, il faut ranger celle que prit le ministère britannique à la fin de l'été de 1803, et qui n'eut pour résultat que l'incendie de quelques maisons et la mort de quelques habitans paisibles des côtes de France. Dans l'espace d'environ un mois, presque tous les ports français situés sur la Manche, depuis Granville jusqu'à Calais, furent bombardés par des bâtimens anglais, bien que, dans une grande partie de ces ports, il n'y eût ni bâtimens armés, ni armemens en activité. Les dégâts, toutefois, furent peu considérables. Le premier consul ordonna que les propriétaires dont les maisons avaient souffert fussent indemnisés sur-le-champ par le trésor public. Lorsqu'on exécuta cet ordre, on reconnut que les dommages ne s'élevaient pas à quarante-cinq mille francs. Quoi qu'il en soit, l'indignation fut générale en France, et cette circonstance y donna un nouvel élan au patriotisme.

1805-an XIII. France.

Cependant la construction des prames, canonnières, bateaux plats et péniches, se poursuivait avec la plus grande activité. La capitale se distingua des autres villes françaises par le nombre de bâtimens qui y furent construits, et la célérité de ces travaux. La nécessité d'avoir à Paris des marins pour composer les équipages de tous ces bâtimens et les descendre au Havre, fit naître au premier consul l'idée de créer un bataillon de matelots destiné à faire partie de sa garde. Telle fut l'origine d'un corps dont nous aurons plus d'une fois à signaler les services importans et les beaux faits d'armes. C'est également dans la vue de pouvoir mobiliser facilement des ouvriers, et de les diriger sur tous les points où les constructions de la flottille réclamaient leurs bras et leur industrie, qu'on forma le beau corps des ouvriers militaires, troupe infiniment plus utile à la marine [1], et dont les actions guerrières ne le cédèrent pas à celles du bataillon des matelots de la garde.

En attendant que les bateaux de Forfait fussent achevés, tout ce qui existait de canonnières et de bateaux plats anciens fut dirigé sur Boulogne, par divisions plus ou moins fortes. La réunion de cette première partie de la flottille s'opéra, malgré tous les efforts des croisières anglaises pour s'y opposer : il en résulta, en France, une opinion fortement prononcée de la probabilité du succès de la descente. Cette opinion s'établit également en Angleterre, et, à la fin de 1803, un écrivain anglais s'exprimait ainsi : « Il paraît maintenant parfaitement prouvé que la France peut réunir une flottille aussi considérable que possible sur la partie de ses côtes située en vue des rivages anglais. En conséquence, l'expérience qui

[1] Cette comparaison est juste et n'offense personne : en effet, s'il fut avantageux à l'état d'avoir des marins à l'armée, il ne le fut guère à la marine d'avoir des matelots casernés à Paris, tandis qu'elle tira un grand avantage de l'incorporation des ouvriers.

reste à faire à l'Angleterre est d'essayer si, dans un empire aussi riche en population, en ressources et en esprit national, on ne peut organiser un système militaire tel, que nous soyons constamment en état de repousser les forces, quelque considérables qu'elles puissent être, qui viendraient de France pour nous envahir. Si l'on permet à Bonaparte de violer tout à fait l'indépendance des différentes nations de l'Europe, et de rassembler toutes les forces disponibles de la France et de ses alliés dans les ports de la Manche, *le sort de notre pays paraît décidé*; et à moins que le ciel ne nous gratifie, dans sa miséricorde, d'un ministère qui, jouissant de la confiance générale, puisse rallier à lui tous les partis, toutes les religions, et employer les efforts de toutes les classes du peuple pour arrêter un ennemi aussi puissant et aussi implacable, le temps arrivera bientôt où le citoyen le plus patriote devra désespérer, et dire de l'Angleterre ce qu'Annibal dit autrefois de sa malheureuse patrie: *agnosco fata Carthaginis*[1].»

1805-an XIII. France.

Quoique toutes les espérances de Napoléon parussent toujours se fonder sur son vaste plan de descente, il fut à la fin frappé du désavantage de concentrer toutes les opérations de la guerre sur une expédition unique, et de l'utilité de partager l'attention de l'ennemi. D'un autre côté, les ressources que le patriotisme des Français avait mises à sa disposition lui donnaient les moyens de multiplier les armemens maritimes. En conséquence il ordonna d'équiper à la fois tous les vaisseaux qui se trouvaient à Brest et à Toulon. Le commandement de l'armée navale que devaient composer les vaisseaux du premier de ces ports fut déféré à l'amiral Truguet. Cette circonstance fit penser que le premier consul avait des projets sur l'Irlande, et que l'ex-ministre était appelé à diriger lui-même l'expédition qu'il avait naguère si habilement concertée, et qui eût réussi, sans doute, s'il l'avait pu commander

[1] Annual Register, 1803.

1805 an XIII France. en personne. L'amiral la Touche-Tréville fut nommé commandant des forces navales de Toulon. Le bruit public attribua cette nomination au souvenir de ses succès à Boulogne contre Nelson, et au dessein de l'opposer encore à cet amiral, qui commandait la flotte anglaise de la Méditerranée. Nelson le pensait ainsi, et disait quelquefois d'un ton ironique : « On l'a envoyé exprès, parce qu'il m'a battu à Boulogne, pour me battre encore. » Outre ces deux grands armemens, il en fut ordonné d'autres à Rochefort et à Lorient, où plusieurs vaisseaux de ligne venaient d'être lancés et d'autres devaient l'être bientôt.

On sentira combien il fut avantageux à la France, sous le point de vue politique et militaire, d'avoir équipé ces diverses escadres, en pensant à la quantité de points qu'elles menaçaient, et à combien d'expéditions diverses on pouvait les destiner, sans que l'ennemi pût deviner laquelle de toutes ces destinations était la véritable. Le témoignage de Nelson vient encore appuyer ici nos réflexions. « Rien n'est plus incertain, écrivait-il alors, que la direction que prendra l'escadre de Toulon, quand elle mettra en mer : elle peut avoir autant de destinations qu'il y a de pays. » Dans la Méditerranée seule, de l'avis de cet amiral anglais, elle menaçait Naples, la Sicile, la Sardaigne, Malte et l'Egypte. C'est alors que la position de l'Angleterre devint véritablement critique : car, outre le danger de l'invasion dont elle était menacée, elle courait encore toutes les chances d'une guerre maritime ordinaire, où l'habileté, la ruse et le secret suppléent à la force ; où le plus faible, par de savantes combinaisons, de l'audace et de la célérité, peut triompher du plus fort, en éludant ses escadres, fondant sur son commerce et ses colonies, et se présentant toujours sur le point où il est le moins attendu. Et combien de points vulnérables n'offrent pas sans cesse les possessions anglaises disséminées dans les quatre par-

ties du globe. Nous ne cesserons de le redire, c'est moins le nombre des bâtimens de guerre que leur bon emploi, qui fait les succès dans la guerre maritime, et ce bon emploi des vaisseaux, on peut toujours l'obtenir avec un ministère bien organisé et des amiraux habiles. 1805-an XIII. France.

Nous avons dit plus haut que, pour l'expédition destinée à l'invasion de l'Angleterre, tout était à créer, et les bateaux et les ports mêmes qui devaient les mettre à l'abri des tempêtes et de l'ennemi jusqu'au moment où ils iraient tenter la fortune sur les rivages anglais. Il est à propos de donner une idée des immenses travaux entrepris pour vaincre les obstacles que semblait présenter l'exécution du plan gigantesque adopté par le premier consul. On a déjà vu comment s'opéra la construction des bateaux ; il reste à présenter quelques détails sur la forme, le gréement et l'armement de ces bateaux, divisés conformément au plan de Forfait, en quatre espèces [1].

Les prames, dites bateaux de grande espèce, avaient environ cent dix pieds de longueur totale, de tête en tête, vingt-cinq pieds de largeur, au maître bau ; elles tiraient de sept à huit pieds d'eau ; elles avaient trois mâts, et leur gréement était pareil à celui des corvettes de vingt canons ; l'artillerie des prames se composait de douze canons de 24 ; leur équipage avait été fixé à trente-huit marins [2] ; on avait établi

[1] Une cinquième espèce de bâteaux fut adoptée pour la flottille, ce furent les caïques ou chaloupes à l'espagnole, qui avaient les dimensions des chaloupes des vaisseaux de ligne de premier rang, et portaient un canon de 24 sur l'avant ; mais on en construisit très-peu, et il n'y en eut pas trente en tout à Boulogne. L'idée d'employer des caïques dans les flottilles fut donnée au gouvernement français par le contre-amiral Lacrosse. Dans une mission en Espagne, dont l'objet était d'assurer et de hâter le ralliement de l'escadre espagnole, commandée par Massaredo, à l'armée navale partie de Brest sous les ordres de Bruix, l'amiral Lacrosse vit des caïques à Cadix, et apprit de quelle utilité elles avaient été lors du bombardement de ce port par les Anglais en 1797.

[2] Les équipages des bateaux de la flottille avaient été fixés au plus petit nom-

1805-an XIII. France.

dans leur cale une écurie pour cinquante chevaux; chaque prame construite et armée avait coûté soixante mille francs : on n'en construisit qu'une vingtaine.

Les canonnières, désignées sous le nom de bateaux de première espèce, avaient environ soixante-seize pieds de longueur totale, de tête en tête, et dix-sept pieds de largeur; elles tiraient de cinq pieds à cinq pieds et demi d'eau de l'arrière; elles étaient gréées en brigantin; leur artillerie se composait de trois canons de 24 et d'un obusier français de 8 pouces; leur équipage avait été fixé à vingt-deux hommes; chaque canonnière, construite et armée, avait coûté trente-cinq mille francs : on en construisit environ trois cents.

Les bateaux canonniers, ou de seconde espèce, avaient soixante pieds de longueur, quatorze pieds de largeur; leur plus grand tirant d'eau était de quatre pieds trois pouces; ils étaient gréés en lougre; leur artillerie se composait d'un canon de 24 devant, et d'une pièce de campagne derrière; leur équipage avait été fixé à six hommes; on avait établi dans leur cale une écurie pour deux chevaux, destinés au service de la pièce de campagne; chaque bateau plat, construit et armé, avait coûté vingt mille francs : on en construisit environ trois cent cinquante.

Les péniches, ou bateaux de troisième espèce, avaient soixante pieds de longueur, dix pieds de largeur; elles tiraient trois pieds et demi d'eau de l'arrière; leur gréement était le même que celui des bateaux de deuxième espèce; elles avaient communément pour artillerie un canon de 4 derrière, et un obusier français de 6 pouces devant, excepté quelques divisions, où, à cette dernière pièce, on avait subs-

bre possible de marins, parce que les soldats devaient agir sur les manœuvres basses quand ces bateaux allaient à la voile, et manier les avirons lorsqu'ils allaient à la rame.

titué un obusier prussien de 6 pouces, ou un mortier de 8 pouces; leur équipage avait été fixé à cinq hommes; chaque péniche avait coûté, de construction et d'armement, sept mille francs : on en construisit environ quatre cents.

Il résulte de ce que nous venons d'exposer, que la construction et l'armement de tous ces bâteaux coûtèrent à la France la somme de vingt à vingt-deux millions, à quoi joignant celle d'environ cinq millions pour les frais d'armement des anciens bateaux de guerre et l'achat des bâtimens de transport, on trouve, pour les dépenses de premier établissement de la flottille, vingt-six ou vingt-sept millions. Cette somme n'aurait pas dû paraître énorme, si le but de l'expédition eût été rempli; et elle ne l'était pas en effet à proportion des fonds immenses faits pour subvenir aux frais de cette expédition gigantesque. Toutes les dépenses furent ordonnancées *sur un crédit provisoire de quatre cents millions, ouvert au ministre de la marine pour l'exécution de la descente* : telle était la teneur des mandats tirés sur le trésor public pour solder ces diverses dépenses.

Celles qu'on fut obligé de faire pour obtenir, sur une étendue de sept lieues de côtes, les ports nécessaires pour recevoir toute la flottille durent être exorbitantes : nous n'avons pas à notre disposition les documens qui les établissent; mais toutes les personnes qui savent ce que coûtent les travaux d'art, et surtout les travaux hydrauliques, en demeureront convaincues après avoir lu ce qui suit.

La position de Boulogne, en face et à douze lieues des terres basses situées entre les falaises de Douvres et la pointe d'Hastings, avait sans doute déterminé le choix qu'en fit d'abord le premier consul pour point de réunion de la flottille : mais, dans l'état où il se trouvait alors, il n'en eût pu contenir qu'une partie, et il parut impossible de l'agrandir suffisamment pour la recevoir toute entière. En visitant la

1805—AN XIII. France.

côte, pour choisir l'emplacement d'un nouveau port destiné à recevoir la portion de flottille qui ne pourrait trouver place dans celui de Boulogne, Napoléon s'arrêta à Wissant, et forma soudain le projet d'y créer un port qui pût même dispenser d'agrandir Boulogne. Cette résolution du premier consul ne fut pas due à la tradition qui représente Wissant comme le fameux port d'Itius, d'où partit Jules César pour envahir l'Angleterre [1], mais uniquement aux avantages que lui parurent présenter les localités. La baie de Wissant est située entre les caps Grinez et Blanez, en face de la rade des dunes; elle est presque fermée au large par des bancs de sable, dont une portion découvre à marée basse. Napoléon conçut le dessein gigantesque de faire de cette baie une rade capable d'abriter non-seulement toute sa flottille, mais même la flotte la plus nombreuse de vaisseaux de haut bord, en la fermant tout à fait au moyen de digues dont la presque totalité devait être faite à pierres perdues, comme celle de Cherbourg, et qui eussent présenté un développement plus que quadruple de celle-ci. Il fit faire sur-le-champ un plan et un devis des travaux nécessaires pour l'exécution de ce grand projet. Il approuva pleinement l'un et l'autre; et si ensuite il ne fit pas commencer les travaux, ce fut plutôt en raison du temps qu'ils eussent exigé, que des dépenses énormes qu'ils auraient nécessitées : cette dernière considération l'arrêtait bien rarement, tandis que son génie actif et impatient ne pouvait souffrir les délais.

L'agrandissement du port de Boulogne fut entrepris immédiatement, et l'on y travailla jour et nuit. Avant l'époque

[1] Un étymologiste peut trouver frappante l'analogie qui existe entre les deux noms d'*Itius* et de *Wissant* : quant à nous, sans aller chercher si loin l'origine du dernier de ces noms, nous ferons observer que les Anglais l'écrivent *Whitsand* (sable blanc), nom évidemment tiré de l'aspect des dunes qui se trouvent sur ce point de la côte du Pas-de-Calais.

Digues de C

F^t Napoléon
ou du Musoir

Jettée du F^t Napoléon

Prolongement proposé

Digue en Fascinage

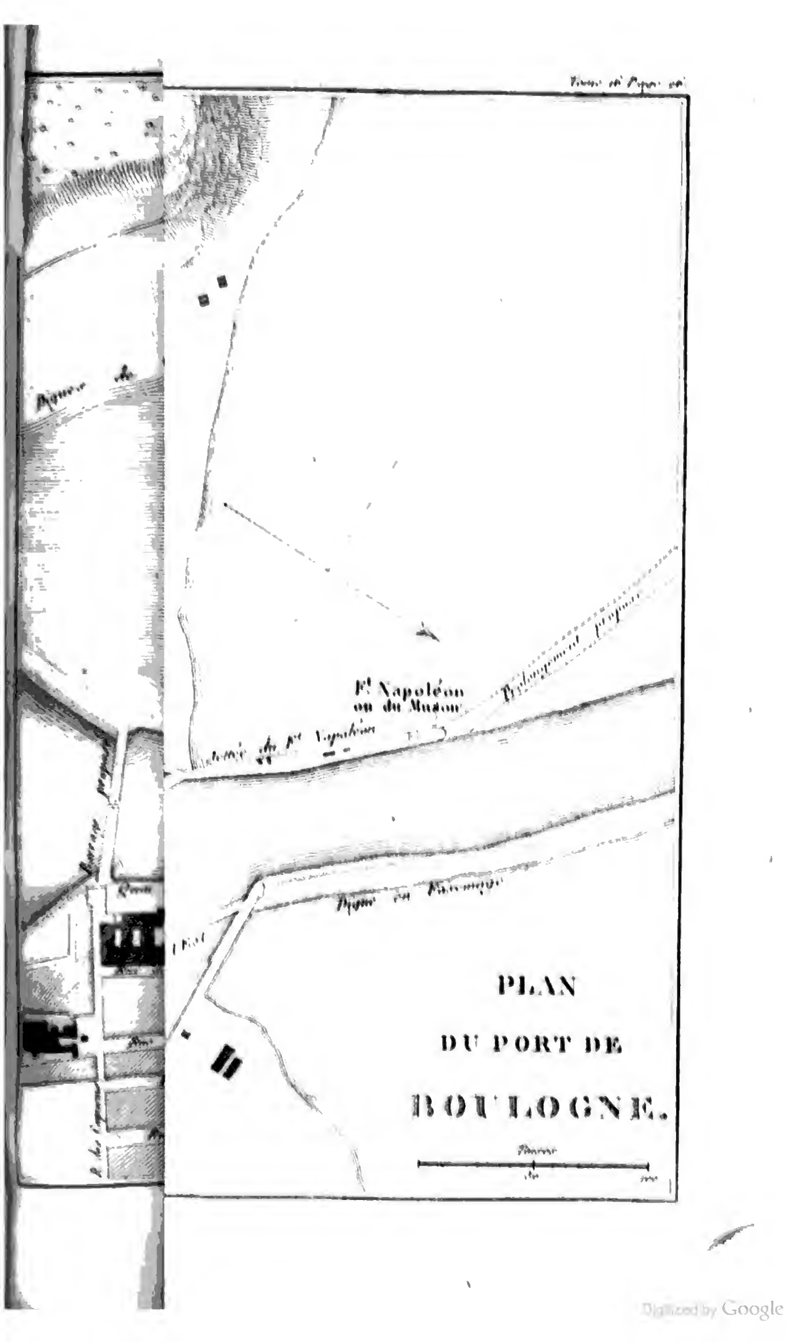
PLAN
DU PORT DE
BOULOGNE.

Toises

1805-an XIII. France. côte, pour choisir l'emplacement d'un nouveau port destiné à recevoir la portion de flottille qui ne pourrait trouver place dans celui de Boulogne, Napoléon s'arrêta à Wissant, et forma soudain le projet d'y créer un port qui pût même dispenser d'agrandir Boulogne. Cette résolution du premier consul ne fut pas due à la tradition qui représente Wissant comme le fameux port d'Itius, d'où partit Jules César pour envahir l'Angleterre [1], mais uniquement aux avantages que lui parurent présenter les localités. La baie de Wissant est située entre les caps Grinez et Blanez, en face de la rade des dunes; elle est presque fermée au large par des bancs de sable, dont une portion découvre à marée basse. Napoléon conçut le dessein gigantesque de faire de cette baie une rade capable d'abriter non-seulement toute sa flottille, mais même la flotte la plus nombreuse de vaisseaux de haut bord, en la fermant tout à fait au moyen de digues dont la presque totalité devait être faite à pierres perdues, comme celle de Cherbourg, et qui eussent présenté un développement plus que quadruple de celle-ci. Il fit faire sur-le-champ un plan et un devis des travaux nécessaires pour l'exécution de ce grand projet. Il approuva pleinement l'un et l'autre; et si ensuite il ne fit pas commencer les travaux, ce fut plutôt en raison du temps qu'ils eussent exigé, que des dépenses énormes qu'ils auraient nécessitées : cette dernière considération l'arrêtait bien rarement, tandis que son génie actif et impatient ne pouvait souffrir les délais.

L'agrandissement du port de Boulogne fut entrepris immédiatement, et l'on y travailla jour et nuit. Avant l'époque

[1] Un étymologiste peut trouver frappante l'analogie qui existe entre les deux noms d'*Itius* et de *Wissant* : quant à nous, sans aller chercher si loin l'origine du dernier de ces noms, nous ferons observer que les Anglais l'écrivent *Whitsand* (sable blanc), nom évidemment tiré de l'aspect des dunes qui se trouvent sur ce point de la côte du Pas-de-Calais.


PLAN
DU PORT DE
BOULOGNE.
Ft Napoléon
ou du Musoir

dont nous parlons, ce port n'était qu'un méchant havre formé par l'embouchure de la petite rivière de la Liane; la mer venait le remplir à marée haute, et le laissait presqu'à sec en se retirant : une seule portion de quai y existait à l'endroit où abordaient ordinairement les paquebots d'Angleterre. En très-peu de temps, les deux rives furent bordées de quais; des jetées furent bâties, un grand bassin creusé, et un pont de service établi pour faciliter la communication entre les deux rives; en même temps on s'occupa de la construction d'un barrage à écluse, qui devait, en retenant les eaux de la mer dans la Liane, servir à conserver des bâtimens à flot, mais principalement à obtenir une chasse pour nettoyer le port. Sur le musoir qui terminait la jetée de l'ouest, on éleva un beau fort en pierre qui reçut le nom de fort Napoléon; il fut armé de canons en bronze du plus gros calibre et de mortiers de douze pouces coulés sur plaque. Le moyen reconnu comme le plus efficace pour préserver le port et la ville de Boulogne des fâcheux effets d'un bombardement, était l'établissement en rade d'une ligne d'embossage, composée d'un certain nombre de bâtimens de la flottille; mais, soit pour soutenir le centre et les ailes de cette ligne, soit pour la suppléer dans le cas d'une attaque tentée par l'ennemi dans un moment où la flottille n'aurait pu sortir, on construisit au large de la côte les trois forts dits fort de l'Heurt, fort de la Crêche, et Fort en bois, dont nous avons parlé dans un précédent article [1]. On leur donna à tous les trois la forme semi-circulaire : les deux premiers furent construits en pierres sur des roches qui découvrent à marée basse; le troisième fut établi sur des pilotis chassés dans le sable à la laisse de basse mer dans les marées ordinaires; on les arma de la même manière que le fort Napoléon. L'érection de ces forts eut lieu avec une rapidité surprenante : celle du fort en bois occasiona quelques

1805-an XIII. France.

[1] Voyez tome XV, page 83.

1805-an XIII. France. escarmouches avec les Anglais, qui firent diverses tentatives pour détruire les travaux ou du moins inquiéter les travailleurs. Tel est l'aperçu des principaux travaux exécutés au port de Boulogne pour le rendre capable de servir d'asile à une grande partie de l'expédition : il fut affecté aux deux corps formant le centre de la flottille.

A une lieue environ au nord-est de Boulogne, à l'embouchure du ruisseau de Wimille, on creusa un nouveau port, celui de Wimereux, et, en très-peu de temps, il se trouva prêt à remplir sa destination, qui était de recevoir l'aile droite de la flottille et une escadrille de réserve armée par les marins de la garde. Des travaux exécutés avec la même activité mirent, en le déblayant et l'agrandissant, le petit port d'Ambleteuse, situé à une lieue plus loin dans le nord-est, en état de contenir toute la flottille batave. La baie d'Etaples, qui se trouve à cinq lieues au sud-ouest de Boulogne, à l'embouchure de la Canche (rivière un peu plus considérable que la Liane), fut destinée à contenir l'aile gauche de la flottille : il fallut peu d'efforts pour la rendre propre à cet objet.

L'amiral Bruix, ainsi qu'on l'a dit précédemment, avait été appelé par le premier consul à l'honneur de commander en chef la flottille. De grands talens et une réputation plus grande encore justifiaient un pareil choix; mais la faible santé de Bruix le rendait incapable de supporter les fatigues d'une opération telle que l'organisation d'une flottille de plus de deux mille bâtimens, dont l'armement et l'équipement laissaient toujours quelque chose à désirer lorsqu'ils arrivaient à Boulogne. On lui adjoignit en conséquence, pour commandant en second, et avec le titre de directeur supérieur de l'armement de la flottille, le contre-amiral Lacrosse, que nous avons déjà vu chargé de fonctions à peu près semblables en 1798[1].

[1] Voyez tome VIII, pages 280 et suivantes.

Cet officier général remplit une tâche aussi pénible et aussi minutieuse avec un talent, une patience et une activité admirables. Graces aux dispositions qu'il régla et prescrivit, tant pour l'installation et la tenue des bâtimens que pour le service des officiers et marins, et à la rigidité avec laquelle il les fit exécuter, on vit régner parmi l'expédition maritime la plus nombreuse, sans doute, des temps modernes un ordre tel que n'en présenta jamais aucune force navale de quelque puissance que ce soit.

Ce fut au milieu des travaux que nous venons d'esquisser que les officiers de marine attachés à la flottille de Boulogne se virent appelés à voter sur la question relative à l'hérédité de la dignité impériale dans la famille de Napoléon Bonaparte. Presque tous, aveuglés par la gloire et les grandes qualités du premier consul, votèrent pour l'affirmative; le reste, sans rendre moins de justice à Napoléon, prévit les conséquences funestes pour la liberté de ce changement dans la forme du gouvernement français, et vota pour la négative ou s'abstint simplement de voter [1]. Témoins oculaires et narrateurs impartiaux, nous devons dire que la nouvelle de l'élévation du premier consul au trône impérial fut reçue, à Boulogne, avec enthousiasme par les troupes de terre et de mer. Et n'était-il pas naturel que les hommes appartenant à une expédition formidable que Napoléon devait commander en personne, fussent animés pour leur chef d'un pareil enthousiasme? A Toulon, et dans les autres ports français, les choses se passèrent comme à Boulogne : Brest seul n'offrit pas tout à fait le même spectacle.

Les armemens, dans ce premier port militaire de la France, avaient été conduits avec cette supériorité de talens et d'activité qui avaient depuis long-temps placé l'amiral Truguet

[1] L'auteur de cet article fit partie de la minorité.

1805-an XIII. France. à la tête des généraux les plus distingués de la marine républicaine. Vingt-un vaisseaux de ligne étaient prêts à prendre la mer, et un corps d'armée de vingt mille hommes, commandé par le général Augereau, n'attendait que le signal du départ pour s'y embarquer; l'union la plus fraternelle régnait entre les marins et les soldats comme entre leurs chefs; la même ardeur guerrière et le même patriotisme animaient les deux armées de terre et de mer, et faisaient présager de leurs futurs travaux un résultat glorieux pour les armes françaises et avantageux à la république. Truguet, de retour de Paris, où il avait été prendre les derniers ordres du premier consul pour son plan de campagne, en rapportait les réponses les plus rassurantes du premier magistrat de la république aux craintes que ce digne amiral avait osé témoigner sur le sort de la liberté de son pays, d'après certains bruits qui circulaient alors, et les propos de quelques personnages éminens[1].

Tout à coup on apprend à Brest la démarche du tribunat et du sénat conservateur, et bientôt après les votes de la marine et de l'armée de terre sont réclamés. A la stupeur qui règne d'abord dans les deux armées succède un mécontentement prononcé : des murmures éclatent, et ce sont les grenadiers qui les premiers les font entendre; les officiers et

[1] Quels que fussent les desseins secrets de Bonaparte, il paraît qu'il était prodigue alors de protestations semblables contre l'intention qu'on lui supposait d'aspirer au trône; l'anecdote suivante en est une preuve : Un jour Napoléon, entouré d'officiers généraux de terre et de mer, et de plusieurs des grands fonctionnaires de la république, leur adressa ainsi la parole : « On prétend que j'ai formé le projet de rétablir la monarchie en France et de placer la couronne sur ma tête, quelle supposition absurde! Si j'avais voulu me faire roi, je le pouvais en Italie, on m'y a vivement engagé; mais je n'ai jamais ambitionné le trône. J'avoue que j'ai toujours été jaloux de présider aux destinées de la France. Eh bien! premier consul à vie, et maître de choisir mon successeur, que me manque-t-il encore? Un vain titre : il n'a pas d'attraits pour moi. Le premier magistrat de la république française est cent fois plus qu'un roi. »

les chefs supérieurs ne peuvent contenir leur indignation : en vain on leur présente comme un exemple à suivre, la conduite de leurs frères d'armes réunis à Boulogne. « Eh quoi ! répondent-ils, imiterons-nous ces braves qui, dans l'ivresse de leur admiration pour un chef qui les mena si souvent à la victoire, consentent à échanger le noble titre de citoyens français contre celui de sujets d'un ambitieux couronné ? Ils ne voient pas que désormais des torrens de sang seront versés, non plus pour le salut de la patrie, mais pour satisfaire l'ambition d'un maître et l'orgueil d'une dynastie. » Officiers, soldats et matelots, tous hésitent et ne savent ce qu'ils doivent faire. Cependant, quel serait le résultat de leur opposition? la guerre civile : et quelle guerre civile encore ! La Vendée, soulevée de nouveau, viendrait leur offrir ses étendards. L'horreur d'une guerre intestine l'emporte dans le cœur de ces braves et bons Français, et ce noble sentiment les décide enfin à la soumission, bien plus que les suggestions des partisans intéressés du nouvel ordre de choses. Ceux-ci s'agitent, ils parlent à toutes les ambitions, ils flattent ou ils menacent, ils promettent surtout ; que ne promettent-ils pas à ceux qui s'empresseront de reconnaître le nouvel empereur !... C'en est fait, les armées de Brest consentent à suivre l'exemple des autres corps, et à jeter un voile funèbre sur la statue de la liberté.

Les chefs de ces deux armées, en se soumettant, n'éprouvent qu'une consolation, celle de pouvoir bientôt épuiser tout leur ressentiment sur l'éternel ennemi de la France. La position de l'amiral surtout est cruelle : il faut qu'il fasse au maintien de la discipline le sacrifice de ses sentimens personnels. Les équipages ne peuvent s'assembler et les votes être émis, sur les vaisseaux de son armée, sans un ordre émané de lui. Il donne cet ordre ; et, loin de chercher à influencer ses subordonnés, il a le courage de se vaincre et de conseiller la

1805-an XIII. France.

soumission. Cependant il ne transige point avec son opinion, et il refuse de joindre sa signature au vœu, devenu presque unanime, de l'armée navale. Les motifs de ce refus, il les exprime dans une lettre adressée au premier consul avec les votes de son armée; mais il ajoute qu'il ne sera pas rebelle à la volonté nationale, quand la majorité du peuple français aura prononcé, et qu'il est toujours prêt à partir pour combattre l'ennemi et mettre à exécution les plans convenus. « Un mot, et l'armée est à la voile. »

En réponse à cette lettre, l'amiral Truguet reçut sa destitution du commandement de l'armée; elle fut suivie de celle de membre du conseil d'état; et, chose inouïe, il fut rayé de la liste de la légion-d'honneur, dont il était grand-officier [1].

Nous allons maintenant donner le récit des événemens militaires qui signalèrent la période comprise entre la création de la flottille et l'époque où sa réunion fut achevée, et les préparatifs pour la descente en Angleterre complétement terminés. Le ralliement à Boulogne, Etaples, Wimereux et Ambleteuse de plus de deux mille bâtimens expédiés de tous les points de la côte de France depuis la Hollande jusqu'à Baïonne (opération exécutée avec le plus grand succès, malgré la vigilance et les efforts des croisières ennemies), a donné lieu à une foule de petits combats où la valeur française ne fut pas déployée aussi infructueusement qu'elle l'avait été sur mer depuis 1793 : la fortune s'y déclara presque constam-

[1] Nous verrons, après plusieurs années d'une disgrâce complette, l'amiral Truguet appelé par l'empereur à rendre de nouveaux services à la France, et replacé à son rang dans la légion d'honneur. En attendant, nous ferons remarquer que ce fut tout ce que Napoléon fit pour réparer une des plus grandes injustices qu'on ait à lui reprocher; et, en effet, ni avant le 31 mars 1814, ni durant les cent jours, il n'accorda à l'amiral Truguet aucun de ces titres, de ces décorations, de ces dotations dont il avait été si prodigue envers les généraux de l'armée de terre, et même envers ceux de l'armée navale, dont Truguet était depuis bien long-temps le doyen.

1805-an XIII. France.

ment en faveur des marins français, et ils recueillirent enfin quelque gloire pour prix du sang qu'ils ne cessaient de répandre depuis plus de dix ans. Ne pouvant, à cause de leur nombre, raconter toutes ces actions honorables, nous choisirons quelques-unes des plus saillantes.

Le 5 mai 1804, une section de quatre canonnières, commandée par le lieutenant de vaisseau Tourneur[1], étant en route pour Lorient, fut rencontrée et attaquée par une forte corvette et un lougre anglais; le combat se soutint avec acharnement pendant quelque temps. Le nombre des bouches à feu des bâtimens ennemis était plus que double de celui des canonnières; mais le calibre plus fort dont ces dernières étaient armées, joint à l'adresse et à la vivacité avec lesquelles les pièces furent servies, compensa bientôt cette différence et donna l'avantage aux bâtimens français. Ecrasés par les boulets et la mitraille que vomissaient les canons de 24 des canonnières, la corvette et le lougre prirent le large en forçant de voiles. Non content de les avoir contraints à la retraite, et au lieu de continuer tranquillement sa route, le brave Tourneur se décide à les poursuivre. Il leur donne la chasse, en les canonnant vigoureusement, les atteint près de l'île d'Houat, et les oblige à amener leur pavillon[2]. Le grade de capitaine de frégate devint la récompense de cette brillante conduite du lieutenant de vaisseau, Tourneur, et celui d'enseigne de vaisseau fut conféré aux quatre officiers provisoires Guerard,

[1] Aujourd'hui capitaine de vaisseau, chevalier de la légion d'honneur et de Saint-Louis.

[2] La corvette anglaise était commandée par le capitaine Wright, le même qui avait débarqué, sur la côte de Normandie, la plupart des personnages qui figurèrent dans la conspiration de George. Il fut conduit à Paris et enfermé au Temple, où il avait déjà partagé la captivité de sir Sidney Smith. Tout le monde connaît la mort violente du capitaine Wright, bien qu'on soit loin d'être d'accord sur les circonstances qui l'accompagnèrent, et qui fournirent, dans ces derniers temps, contre Bonaparte, une accusation extrêmement grave, si elle était fondée.

1805-an XIII. France. Laxalde, d'Etchevery et Hudes, qui commandaient les canonnières sous ses ordres.

Le 16 du même mois (mai), une division de la flottille batave, composée de dix-neuf canonnières, quarante-sept bateaux canonniers et quelques transports, appareilla de Flessingue, sous le commandement du vice-amiral Verhuell, pour se rendre à Ostende : elle était escortée par les deux prames françaises *la Ville d'Aix* et *la Ville d'Anvers*. A la hauteur de Heyst, elle fut attaquée par une croisière anglaise, commandée par le commodore Sidney Smith. Malgré tous les efforts des ennemis, ils ne purent entamer la ligne, et la division gallo-batave continua sa route en bon ordre.

Au bruit des premiers coups de canon, deux sections de péniches, commandées par le capitaine de frégate Lambour, furent expédiées d'Ostende au devant de la division qui combattait; elles la rejoignirent, et elles donnèrent la remorque à plusieurs bateaux dégréés que le vent portait à la côte. L'action ayant eu lieu très-près de terre, les batteries secondèrent les bâtimens de la flottille, et l'artillerie légère, qui suivait tous les mouvemens de la division, fit un feu extrêmement vif sur les Anglais, qui furent surtout très-incommodés de ses obus.

Le poids du combat tomba principalement sur l'arrière-garde de la flottille. Les deux prames *la Ville d'Aix* et *la Ville d'Anvers*, chargées de la couvrir, remplirent cette tâche d'une manière distinguée; leurs équipages combattirent avec une ardeur sans égale, et l'artillerie fut servie à bord de ces deux navires avec une promptitude et une adresse qui causèrent quantité d'avaries aux bâtimens ennemis. Après avoir presque entièrement épuisé ses munitions, *la Ville d'Anvers* échoua près de la côte. Dans cette position, elle se défendit de la manière la plus brillante et repoussa toutes les tentatives que firent les Anglais pour s'en emparer ou pour l'incendier.

Vers la fin du combat, les vents étant devenus contraires et soufflant avec force, une partie seulement de la flottille batave put gagner le port d'Ostende; le reste des bâtimens, à qui la grosse mer ne pouvait permettre de demeurer au mouillage qu'il avait pris devant Blaukemberg, fit route pour rentrer dans l'Escaut, et y parvint en dépit des obstacles que les ennemis cherchèrent à opposer à cette manœuvre. 1805-an XIII. France.

Cette affaire, où les projets de l'ennemi furent complétement déjoués[1], coûta la vie à quelques braves Français; un plus grand nombre furent blessés : parmi ces derniers se trouva le lieutenant de vaisseau Dutaillis, commandant la prame *la Ville d'Anvers*. Quant aux bâtimens anglais, indépendamment du dommage qu'ils éprouvèrent dans leur gréement, ils perdirent une centaine d'hommes. Sir Sidney Smith, qui n'avoue dans son rapport que la moitié de cette perte, convient, au reste, qu'elle fut plus faible que celle qu'il eût dû éprouver; mais il attribue cette circonstance à ce que les bâtimens de la flottille gallo-batave pointaient à la mâture. Une autre cause y contribua plus puissamment : c'était la position du canon de 24 à bord des bateaux bataves; cette pièce y était disposée de manière que, pour la tirer, les bateaux eussent dû présenter le devant à l'ennemi, et par conséquent se déranger de leur route, ce qu'il ne convenait pas de faire. Sous tous les rapports, les deux prames françaises furent les bâtimens qui firent le plus de mal aux Anglais[2].

[1] Un bateau de transport, qui s'était trop écarté au large, fut la seule capture que firent les Anglais, et la seule perte éprouvée par la flottille gallo-batave.

[2] La lettre de sir Sidney Smith à l'amirauté contient quelques assertions qui méritent d'être relevées. Il dit que la prame (*la Ville d'Anvers* sans doute) a amené son pavillon. Le fait est faux. Il ajoute : « Je ne pus envoyer mes embarcations, au milieu de la ligne ennemie, chercher les bâtimens qui avaient amené leur pavillon, et qui étaient abandonnés par leur équipage, mêlés comme

1805-an XIII. France. La blessure du lieutenant de vaisseau Dutaillis l'ayant obligé de se faire transporter à terre, le commandement de la prame *la Ville d'Anvers* échut à l'enseigne de vaisseau Giroux. Cet officier s'en montra digne en soutenant, trois jours après, un combat plus opiniâtre et plus glorieux encore que le premier. La prame demeurée échouée fut attaquée plusieurs fois infructueusement : au reste, la crainte de s'échouer eux-mêmes empêchait les bâtimens ennemis de trop s'en approcher. Lorsqu'elle eut été remise à flot, elle fit voile pour atteindre Ostende : c'est alors que les Anglais jugèrent pouvoir l'attaquer avec avantage. Ils s'avancèrent sur la prame et l'engagèrent à petite portée, faisant le feu le plus terrible ; mais les manœuvres habiles du capitaine Giroux et la bravoure de son équipage rendirent vaine cette nouvelle tentative. *La Ville d'Anvers*, après avoir combattu pendant deux heures et demie, tout en faisant route, entra dans le port d'Ostende. Les batteries de cette ville et l'artillerie du camp la saluèrent à son entrée [1].

La première récompense décernée aux braves défenseurs de la prame *la Ville d'Anvers*, le fut par le corps municipal de cette ville au nom de ses habitans. Une épée d'or fut of-

ils se trouvaient parmi ceux qui tiraient encore. » On ne peut pas mieux s'excuser de ne pas amener les prises qu'on dit avoir faites. « Nous voyons, continue le commodore, le haut des mâts de trois des canonnières et d'un des bateaux que nous avons coulés. » Sir Sidney Smith n'avait pas une bonne *longue-vue* ce jour-là ; car aucun bâtiment ne fut coulé bas. Nous sommes loin de vouloir taxer cet officier de jactance ou de mauvaise foi ; mais, en lisant ses rapports, on ne peut comprendre quelle fatalité l'a toujours fait aussi mal voir que dans cette circonstance.

[1] Un trait extraordinaire peint l'ardeur et l'enthousiasme qui régnaient parmi les braves défenseurs de la prame *la Ville d'Anvers*. On vint à manquer de *valets* (bouchons de vieux cordage) pour charger les canons : les marins de l'équipage, les hussards du septième régiment et les soldats du quarante-huitième d'infanterie de ligne déchirèrent à l'envi leurs vêtemens pour y suppléer.

ferte au lieutenant de vaisseau Dutaillis, et une pareille à l'enseigne Giroux. Le gouvernement éleva le premier de ces officiers au grade de capitaine de frégate, et le second à celui de lieutenant de vaisseau. L'enseigne provisoire Deschamps, qui s'était distingué dans les deux combats, reçut le brevet d'enseigne de vaisseau entretenu; l'aspirant Maubisson fut fait enseigne provisoire. Les officiers et marins de *la Ville d'Aix* furent également récompensés. Le lieutenant de vaisseau Brunet, qui commandait ce bâtiment, fut fait membre de la légion d'honneur, ainsi que les nommés Parmentier, maître d'équipage, Mahé, chef de timonnerie, et trois matelots.

Le courage du guerrier ne suffit pas seul au marin: toujours en guerre avec les élémens, il a besoin d'une autre espèce d'intrépidité pour se soustraire à leur fureur, ou pour y dérober ses semblables. Moins éclatantes peut-être que les actions militaires, mais plus utiles à l'humanité, celles qui honorèrent les Français dans de semblables circonstances, doivent trouver ici leur place, surtout quand l'événement qui y donna lieu peut avoir eu quelque influence sur les opérations militaires que nous racontons.

Le 20 juillet 1804, un grand nombre de bâtimens de toute espèce de la flottille étaient réunis sur la rade de Boulogne, où ils formaient une ligne d'embossage. Un coup de vent de nord-est (partie d'où les vents soufflent plus rarement avec violence que de l'ouest et du sud-ouest) se déclara tout d'un coup, et son impétuosité fut telle, que tous les bâtimens souffrirent plus ou moins. La mer étant basse alors, il était impossible de les faire rentrer: ceux qui se trouvaient au vent du port mouillèrent tout ce qu'ils avaient d'ancres pour tâcher de tenir bon en attendant la marée; les autres mirent sous voiles pour chercher à s'élever au vent. Les canonnières résistèrent assez bien à la tempête; mais les bateaux canonniers,

1805-an XIII. France. les péniches et les caïques se trouvèrent dans une position cruelle (surtout ces deux dernières espèces de bateaux , qui n'étaient pas pontés). Quelques-uns remplirent et coulèrent à fond ; d'autres coupèrent leurs cables et laissèrent arriver, pour tâcher de trouver un refuge dans quelqu'un des ports sous le vent : les uns périrent en mer ; d'autres parvinrent, après mille dangers, à relâcher dans les ports d'Etaples et de Saint-Valery-sur-Somme ; enfin, il y en eut qui furent poussés jusqu'à Dieppe, et plus loin encore.

La nuit du 20 au 21 fut terrible, et plus de quatre cents marins et soldats furent ensevelis sous les flots. Pour comble de malheur, à la marée haute, plusieurs bâtimens manquèrent l'entrée du port, et furent jetés à la côte; quelques hommes encore perdirent la vie dans cette malheureuse circonstance. L'empereur, arrivé de la veille à Boulogne, fut témoin de ces désastres ; il se montra encore plus affligé que furieux ; la sensibilité chez lui parut bien supérieure au dépit, et l'orgueil de son caractère céda à la bonté de son cœur. Cette nuit fatale fut marquée par une foule de traits de courage, et quantité de victimes furent arrachées à une mort certaine. Dans l'impossibilité de citer tous les officiers marins et militaires qui se distinguèrent, nous nous bornerons à ceux dont les noms suivent, et à qui l'amiral Bruix paya un juste tribut d'éloges dans les ordres du jour des 3 et 5 thermidor an XII : les enseignes Rigny [1], Margolé, Dubois, Jamet, Letourneur [2], Oreille et Labrière ; les marins Germe, Leprêtre, Libert, Decaen, Lelaud, Boré, Copin, Petit, Rebours, Devos, Jouvenel; les canonniers Pourre et Baugrand ; les soldats Mariette, Julien, Martel, Barthelemy et Plaisant.

[1] Aujourd'hui capitaine de vaisseau, chevalier de la légion d'honneur et de Saint-Louis, et maître des requêtes au conseil d'état.

[2] Aujourd'hui lieutenant de vaisseau, chevalier de Saint-Louis.

Le Havre, par sa position centrale sur les côtes françaises de la Manche, était le point où les bâtimens de la flottille, construits et armés dans les ports plus occidentaux, ou dans la Seine et les rivières affluentes, se rendaient isolément ou par petites divisions, pour en partir ensuite en convois plus nombreux, et sous la direction d'officiers supérieurs spécialement chargés de les conduire à Boulogne. Les Anglais projetèrent, en conséquence, une attaque par mer sur le Havre: elle se borna à plusieurs tentatives de bombardement. Les principales eurent lieu les 16 et 23 juillet, et les 1er et 2 août 1804. La dernière fut la plus sérieuse; néanmoins les ennemis furent loin d'obtenir tout le succès qu'ils s'en étaient promis : ils firent éprouver quelque dommage à la ville, mais ils n'en causèrent presque aucun à la flottille. Ce résultat fut principalement dû aux bonnes dispositions défensives qui avaient été prises par les autorités militaires et maritimes.

1805-an XIII. France.

On avait éprouvé, depuis plusieurs années, qu'un port a, en général, peu de chose à craindre d'un bombardement lorsqu'il est couvert par une ligne de bâtimens de guerre bien embossés. Le Havre, lors de la dernière des attaques dont nous parlons, se trouvait couvert par une ligne d'embossage composée de dix-huit canonnières, douze bateaux canonniers, deux bombardes et plusieurs caïques et péniches. Le feu de cette ligne, bien plus efficace que celui des batteries de la ville, força les bombardes anglaises, d'abord de prendre une position plus éloignée de terre qu'elles ne l'eussent fait, et ensuite de se retirer pour n'être pas coulées à fond par la grêle de boulets, d'obus et de bombes qui pleuvaient sur elles.

La retraite des ennemis fut surtout déterminée par l'appareil[illegible]e et la manœuvre audacieuse d'une petite division de la flottille. Cette division était composée de deux canonnières et de quelques bateaux armés par des marins de la garde impériale; leurs garnisons étaient formées par des militaires de cette

1805-an XIII. France. même garde; le capitaine de frégate Baste [1], chef d'un des équipages du bataillon des marins de la garde, la commandait. Cet officier supérieur se porta avec intrépidité vers les bâtimens anglais, qu'il canonna vigoureusement. L'un d'eux, le brick *le Locust*, se trouvant un peu éloigné de sa ligne, le commandant Baste s'attacha plus particulièrement à lui. Il le démâta de son grand mât de hune, lui fit beaucoup d'autres avaries, et s'en fût rendu maître si le vent ne l'eût favorisé, et s'il n'eût été secouru à temps par les autres bâtimens de la division ennemie. Les officiers qui se distinguèrent le plus dans cette affaire furent les lieutenans de vaisseau Roquebert cadet [2], Saizieu [3] et Bouvier, l'enseigne de vaisseau Cretel et l'enseigne provisoire Deboisse.

Quelques jours après la distribution solennelle des croix de la légion d'honneur au camp de Boulogne, l'amiral Bruix donna à l'empereur le spectacle d'un petit combat naval. Le 8 fructidor, vers deux heures de l'après-midi, une grande corvette anglaise à trois mâts s'avança pour observer la ligne d'embossage de la flottille. Elle s'arrêta à grande portée de canon des bâtimens français; et néanmoins elle tira quelques volées, qui ne produisirent aucun effet. L'amiral fit aussitôt le signal à la première division des canonnières, commandée par le capitaine de vaisseau Leray, de mettre sous voiles pour aller repousser la corvette ennemie. Cet ordre fut promptement exécuté, et la corvette se replia en toute hâte sur son escadre. La division française continua à évoluer conformément aux signaux de l'amiral.

[1] Tué dans la campagne de France en 1814. Il était alors contre-amiral et général de brigade, comte et grand officier de la légion d'honneur.

[2] Tué, en 1811, à bord de la frégate *la Renommée* qu'il commandait.

[3] Aujourd'hui capitaine de vaisseau en retraite, officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis. La perte de cet officier est au nombre des plus fâcheuses qu'a éprouvées la marine par les diverses réformes qui ont eu lieu depuis 1814.

Bientôt l'ennemi détacha une division composée d'une frégate de quarante-quatre canons, d'une corvette de vingt-quatre, de trois bricks de dix-huit, et d'un cutter de seize, pour troubler les évolutions de la petite division française, et tâcher de lui couper la retraite sur la ligne d'embossage, lorsque le signal lui en serait fait, ou que la marée l'y obligerait. Les canonnières s'avancèrent à la rencontre de l'ennemi, et l'action s'engagea. L'empereur était en rade, dans un canot, accompagné des ministres de la guerre et de la marine, des maréchaux Soult et Mortier et de l'amiral Bruix; il se fit conduire, à force de rames, vers le point où le combat était engagé. Lorsque les bâtimens ennemis et les canonnières qui couraient au même bord, en combattant, eurent repris presque simultanément la bordée de terre, l'empereur se trouva au milieu des chaloupes canonnières. Il donna en ce moment l'ordre à l'amiral de faire serrer l'ennemi au feu. Les canonnières se portèrent alors toutes à la fois sur les bâtimens ennemis, en faisant le feu le plus vif. Ceux-ci ripostèrent pendant quelque temps avec une égale vivacité; mais enfin les avaries qu'ils avaient reçues et l'approche des bâtimens qui s'avançaient pour renforcer la première division de canonnières les déterminèrent à faire route pour rallier le mouillage de leur escadre. Ils furent suivis et foudroyés, dans ce mouvement, non-seulement par la division qui les avait combattus d'abord, mais encore par la quatrième division de canonnières, commandée par le brave capitaine Pevrieu, et par les deux sections de péniches portant des obusiers prussiens, commandées par les lieutenans de vaisseau Maison-Blanche et Lasalle, qui avaient rejoint la première division. Le cutter anglais coula à fond entre les bâtimens français et ceux de sa division. Les autres bâtimens ennemis, considérablement maltraités, rallièrent le gros de leur escadre [1].

1805-an XIII. France.

[1] Les Anglais rapportent que, dans cette affaire, une bombe française tomba

1805-an XIII. France.

Tous les spectateurs de cet engagement honorable pour la flottille admirèrent la conduite audacieuse des trois enseignes de vaisseau, Morin, Bourdon et Delaunay. Le premier montait une canonnière et les deux autres chacun une péniche à obusier prussien. Ils reconduisirent la frégate anglaise jusqu'à son mouillage, en la canonnant de très-près. Les enseignes provisoires Massieu [1] et Vatinel, montant des péniches à obusier prussien, se firent également remarquer. Quelque temps après cette affaire, l'enseigne de vaisseau Morin fut fait lieutenant, et les enseignes provisoires Delaunay et Massieu reçurent leur brevet d'enseignes de vaisseau.

Lorsque les Anglais se furent convaincus de l'inutilité de leurs efforts pour empêcher la réunion de la flottille à Boulogne, ils dirigèrent toutes leurs spéculations vers les moyens de la détruire dans ce port même. La plupart de ces moyens, simplement projetés ou mis effectivement en usage, furent aussi extravagans que barbares. Mais en vain épuisa-t-on, en Angleterre, tout ce que la science peut offrir de ressources au génie du mal, la vigilance et le courage des officiers, des marins et des soldats français firent échouer toutes les tentatives de l'ennemi; et le ministère britannique ne recueillit que la honte pour prix de ses affreux essais et pour indemnité des sommes énormes qu'ils lui avaient fait dépenser.

Le recours à des moyens odieux fut adopté par les Anglais en conséquence de l'impossibilité reconnue d'arriver à leur but par ceux qu'on emploie d'ordinaire à la guerre. Ils se fussent bornés, sans doute, à bombarder la flottille dans le port de Boulogne, si la chose eût été praticable; mais, chaque fois que le temps permettait à des bâtimens de tenir le long de la

à bord du brick *the Harpy*, écrasa un homme, et que, par un hasard singulier, la fusée s'étant éteinte dans le sang de ce malheureux, elle n'éclata pas.

[1] Aujourd'hui capitaine de frégate, chevalier de la légion d'honneur et de Saint-Louis.

côte, une partie de la flottille mettait en rade, et formait une ligne d'embossage à sept ou huit cents toises du bord de la mer, à la place même qu'eussent dû occuper les bombardes ennemies pour tirer avec quelque succès sur le port. 1805 an XIII. France.

Obligés de renoncer à un bombardement et à toute autre attaque de vive force sur les bâtimens réunis dans les ports de Boulogne, Wimereux et Ambleteuse, les Anglais conçurent le projet insensé de les y enfermer en coulant des navires chargés de pierres à l'entrée du chenal de chacun de ces ports, comme si les milliers de bras que les Français avaient à leur disposition n'eussent pu facilement la déblayer en deux ou trois marées. Ce plan ridicule ne fut point mis à exécution. L'amirauté anglaise, après l'avoir abandonné, fit préparer une immense quantité de brûlots, de catamarans et de machines infernales de toutes les espèces, soit pour les lancer contre les bâtimens français dans la rade de Boulogne, soit pour les conduire, à la faveur de la nuit, jusque entre les jetées de ce port, au milieu duquel, poussés par la marée montante, ils eussent fait leur explosion. L'or ne fut point épargné, et l'activité apportée à ces préparatifs fut proportionnée au succès qu'on en espérait.

En attendant qu'ils fussent terminés, l'amiral Keith, qui commandait les forces ennemies devant Boulogne, essaya d'inquiéter la ligne d'embossage de diverses manières. Quelques tentatives partielles, faites avec des canots de son escadre, lui démontrèrent le peu d'avantage qu'il eût eu à tenter un genre d'attaque dans lequel le fameux Nelson avait si complétement échoué trois ans auparavant. Keith ne fut pas plus heureux en envoyant des frégates et des corvettes canonner la ligne française, et il acquit la certitude qu'il lui était impossible de l'écraser avec son escadre, tant la position qu'elle occupait était forte, et la protection des batteries de terre formidable. Le mois de septembre se passa donc assez tranquil-

1805-an XIII. France. lement, et de nouvelles divisions, venant de l'ouest, rallièrent sans obstacle le gros de la flottille.

Vers la fin du mois, toutes les machines infernales furent prêtes, et les Anglais se disposèrent à en faire usage. Lord Melville, premier lord de l'amirauté, voulut être témoin du succès espéré d'une expédition qu'il avait encouragée et favorisée de tout son pouvoir; il se fit, en conséquence, transporter devant Boulogne, à bord du *Tremendous*, vaisseau de l'amiral Keith. Pitt lui-même, afin de jouir du spectacle délicieux que devait lui offrir l'embrasement de la flottille, vint s'établir en observation à sa maison de campagne de Walmer-Castle, située sur le haut des falaises opposées au rivage français[1].

Sans connaître précisément le nombre et l'espèce des machines qui devaient être employées, l'amiral Bruix avait appris par ses espions de quelle nature était l'attaque méditée contre sa flottille, et il avait pris, sur ces informations, des mesures pour la repousser; quant à l'époque où elle devait avoir lieu, il l'ignorait, mais il comptait en juger par les mouvemens de l'escadre ennemie. L'augmentation considérable et successive des bâtimens de la station anglaise, dans les derniers jours de septembre, annonça que l'instant était proche. Le 1er octobre, au matin, on compta au mouillage, à une lieue et demie environ de la ligne d'embossage française,

[1] Un journal anglais s'exprimait ainsi à cette occasion : « Quel sujet pour un poème burlesque! Considérez, d'une part, lord Melville à bord du *Tremendous*, environné de ses brûlots, et prêt à souffler la destruction sur les orgueilleux préparatifs de BONAPARTE! Voyez-le dirigeant lui-même le combat sanglant, et remportant une victoire signalée contre des ennemis plus exécrables et plus redoutables que les diables de Milton. Voyez M. Pitt, *semblable au père des dieux et des hommes*, dans l'Iliade, assis à Walmer-Castle, environné des lords Harrowby, Hawkesbury, Levison-Gower, etc., comme autant de déités, et pesant, dans sa terrible balance, les destins de l'intrépide BONAPARTE et du grand Melville, jusqu'à ce que le héros du nord ait la gloire du triomphe. »

cinquante-deux bâtimens ennemis, dont plusieurs vaisseaux de ligne; dans ce nombre, on remarquait vingt à vingt-cinq bricks et cutters de peu d'apparence : on jugea que c'étaient des brûlots. Dans la journée, un vaisseau de ligne, trois frégates, deux bricks et plusieurs cutters se détachèrent de l'escadre ennemie, et vinrent mouiller, hors de portée de canon, au vent de l'aile gauche de la ligne française : cette manœuvre ne permit plus de douter de la proximité de l'attaque. Le temps, d'ailleurs, était le plus favorable aux desseins des Anglais : une bonne brise de l'O. S. O. et la force du courant de pleine lune offraient les plus grandes facilités pour lancer des brûlots contre les bâtimens français.

La ligne d'embossage, l'une des plus nombreuses qui eussent été formées jusqu'alors en rade de Boulogne, était commandée par le contre-amiral Lacrosse, qui avait arboré son pavillon à bord de la prame *la Ville de Mayence*. Cet officier-général, qui avait déployé tant de talens, de zèle et d'activité dans l'armement et l'organisation de la flottille, n'en déploya pas moins dans cette circonstance, où il s'agissait de défendre une portion considérable de ces nombreux bâtimens, parmi lesquels il avait établi un ordre si admirable. Les dispositions qu'il prit contribuèrent puissamment à déconcerter les projets de l'ennemi. Indépendamment des ordres qu'il donna par signal, il réunit à son bord tous les chefs de divisions et de sections de la ligne, et leur fit connaître les manœuvres qu'ils devaient prescrire aux capitaines sous leurs ordres, pour les divers cas qui pourraient se présenter. A la chute du jour, il expédia tous les canots de grande dimension et plusieurs péniches à obusier prussien pour aller prendre poste en vedette au large de la ligne d'embossage. Ces embarcations devaient avertir de l'approche de l'ennemi, combattre ses canots et accrocher ses brûlots pour les écarter de la ligne.

1805 an XIII. France. A neuf heures et demie, les vedettes françaises placées à la gauche eurent connaissance de plusieurs bâtimens à la voile qui se dirigeaient vers elles. On fit sur eux un feu très-vif de mousqueterie et de mitraille; mais, comme ces bâtimens s'avançaient toujours sans riposter, il n'y eut plus de doute que ce ne fussent des brûlots. On manœuvra alors pour les accrocher; mais l'amiral anglais les ayant fait soutenir par les embarcations de son escadre, elles s'opposèrent à cette manœuvre, et le combat s'engagea entre elles et les péniches et canots français. Les embarcations ennemies furent promptement repoussées; toutefois, pendant ce temps, les brûlots, poussés par le vent et la marée, avaient pu arriver jusqu'auprès de la ligne d'embossage, où on les acccueillit à coups de canon pour tâcher de les couler. Le premier, qui était un fort cutter, y pénétra parmi les canonnières de la troisième division, et fut sur le point d'aborder la canonnière n° 149. L'enseigne de vaisseau Coulonne, membre de la légion d'honneur, qui commandait cette canonnière et la première section de la troisième division, manœuvra de manière à éviter un abordage aussi redoutable. Le brûlot dériva vers la terre, et le courant le portait sur l'un des bateaux de deuxième espèce, placés en seconde ligne; c'était le n° 241. Ce bateau fila son câble pour l'éviter. Déjà l'enseigne Coulonne faisait embarquer quelques hommes dans son canot pour aller accrocher le cutter, lorsqu'il fit son explosion entre la canonnière n° 149 et le bateau n° 241. Ce dernier bâtiment eut deux hommes blessés par les éclats.

Cette explosion subite, accompagnée d'une détonation épouvantable, causa quelques alarmes à terre et même dans la ligne d'embossage. A la vue de l'immense gerbe de feu qui s'éleva tout d'un coup vers le ciel, on crut voir sauter en l'air un des bâtimens de la flottille, par suite d'un accident malheureux qui avait mis le feu à la soute aux poudres : le cœur

de tous les spectateurs se serra en pensant aux nombreuses victimes de ce désastre imprévu. Cette erreur était très-naturelle : suivant les usages ordinaires de la guerre, au moment où l'on abandonne les brûlots, on y met le feu, et ils s'avancent tout en flammes vers les bâtimens contre lesquels ils sont lancés. Ici, aucune trace d'embrasement ne s'était fait apercevoir avant l'explosion, et l'on ne pouvait penser que ce fût un brûlot qui fît son effet. Une seconde explosion semblable vint bientôt dissiper l'erreur, et l'on put avec moins d'effroi admirer le magnifique bouquet d'artifice qu'offrait chaque brûlot en éclatant. 1805-an XIII. France.

Le second brûlot qui pénétra dans la ligne d'embossage était également un cutter ; il sauta presqu'au même point que le premier. Une pluie d'éclats retomba aux environs, plusieurs bâtimens français en furent atteints, mais sans éprouver aucun dommage ; deux marins et un officier furent légèrement blessés.

Durant la première partie de l'action, la gauche seule se trouvant engagée, le contre-amiral Lacrosse quitta *la Ville de Mayence*, et se dirigea dans son canot vers cette portion de la ligne, pour s'assurer si ses ordres étaient bien exécutés et en seconder la parfaite exécution par sa présence. Dans le trajet, il aperçut un bâtiment à la voile entre la ligne d'embossage et la terre. Il s'en approcha, et reconnut à la voilure que c'était un bâtiment ennemi ; il fit aussitôt tirer dessus, et ordonna à ses canotiers de forcer de rames pour aller l'accrocher, et s'en emparer si c'était un bâtiment de guerre, ou l'écarter de la ligne si c'était un brûlot. Au moment où le canot n'était plus qu'à demi-portée de pistolet de ce bâtiment, il sauta en l'air avec un fracas épouvantable. Le canot fut couvert d'eau et d'éclats ; mais, par un bonheur extraordinaire, deux matelots seulement furent atteints et blessés très-légèrement. Après avoir échappé à un danger aussi imminent, le

1805-an XIII France. contre-amiral Lacrosse continua sa tournée dans la ligne; il revint à bord de la prame portant son pavillon lorsque l'attaque passa de la gauche au centre.

Cette portion de la ligne française courut les mêmes dangers, et ne parvint à s'y soustraire que par le même sang-froid et la même bravoure qui avaient été déployés par les officiers, équipages et garnisons des bâtimens attaqués les premiers. Un brûlot fut dirigé vers *la Ville de Mayence*. La péniche à un obusier prussien, numéro 309, montée par le lieutenant de vaisseau Lasalle, commandant une division de bateaux de cette espèce, ne put réussir à accrocher ce brûlot; mais la prame manœuvra sur ses cables, parvint à l'éviter, et l'explosion eut lieu sans causer aucun dommage.

Pendant que les brûlots parcouraient ainsi la ligne d'embossage de la gauche à la droite, les embarcations de l'escadre ennemie cherchaient, sur tous les points, à inquiéter les bâtimens français, soit en dirigeant sur eux un feu très-vif de mitraille et de mousqueterie, soit en lançant à bord des artifices embrasés; mais elles furent repoussées de la manière la plus vigoureuse, et il y en eut un certain nombre de coulées à fond : la grande quantité d'avirons et d'ustensiles de canots, ainsi que des coques entières, trouvés à la côte, au point du jour, en fournirent la preuve la plus complète.

On ne peut nier que la bonne contenance et le zèle des hommes de tout grade et de toute arme embarqués sur la flottille, en secondant les dispositions prescrites par le général commandant la ligne, et mises à exécution par les capitaines, n'aient principalement contribué à faire échouer les projets de l'ennemi (projets qu'on ne saurait regarder comme impraticables après le funeste succès dont, peu d'années plus tard, ils furent couronnés à Rochefort); car non seulement quantité de bâtimens durent aux efforts de leur équipage de n'être point accrochés par les brûlots, mais encore plusieurs,

qui avaient été accrochés parvinrent à se débarrasser et à éloigner d'eux ces formidables machines qui devaient les faire sauter avec elles. Le bateau de deuxième espèce, n° 362, entre autres, fut abordé par un brûlot; l'enseigne provisoire Lemonnier, capitaine de ce bateau, et le lieutenant Guidon, du trente-sixième de ligne, qui en commandait la garnison, donnèrent à leurs hommes l'exemple du calme et du courage dans ce moment de péril. En un instant, tout le monde est à l'ouvrage pour dégager le bateau. Dix hommes, marins et soldats, s'élancent à bord du brûlot, tant pour couper les manœuvres qui se trouvent engagées avec celles du bateau, que pour chercher la mèche et l'éteindre. Ce n'est qu'après des ordres plusieurs fois réitérés, que le capitaine Lemonnier, justement effrayé des suites de leur imprudence, peut les faire revenir à son bord. A peine sont-ils rentrés, que le brûlot, que rien ne tenait plus accroché au n° 362, s'en éloigne, entraîné par la marée: un instant plus tôt, il emportait ces dix hommes, et une mort inévitable devenait pour eux le prix d'un excès d'audace et d'un dévouement dignes des plus grands éloges. Lorsque ce même brûlot passa le long de la canonnière n° 267, montée par le brave capitaine de vaisseau Pevrieu, neuf hommes, dont quatre marins, quatre fusiliers et un tambour du quarante-sixième de ligne, sautèrent dans le canot de la canonnière pour aller l'accrocher: il éclata presque au même instant.

1805 an XIII. France.

L'action se prolongea presque toute la nuit; le dernier brûlot fit son explosion à trois heures et demie du matin. Douze seulement sautèrent : c'étaient tous des bâtimens (cutters ou bricks). Une grande quantité de machines infernales d'une autre espèce furent lancées, mais ne produisirent aucun effet.

Un seul événement malheureux marqua cette nuit, aussi glorieuse pour les Français qu'elle répandit de honte sur le

1805-an XIII. France. gouvernement britannique. La péniche à obusier prussien, n° 267, aperçoit un canot à la voile qui remorquait un brûlot, elle s'en approche : une partie des hommes qui la montent sautent dans le canot anglais, où ils ne trouvent personne; mais au moment où la péniche vient à toucher le brûlot, il éclate : la péniche est engloutie avec tous les hommes restés à bord; ceux qui se trouvaient dans le canot anglais, au nombre de vingt-sept, gagnèrent le port de Wimereux. Un officier, treize soldats et sept marins, périrent à bord de la péniche n° 267.

A l'exception de quelques blessés, cette perte fut la seule éprouvée par les Français sur toute la ligne. Celle des Anglais ne put être évaluée; mais on pensa, avec raison, qu'une grande partie des équipages des canots qu'on leur coula dut périr; et en effet de si frêles embarcations crevées par les boulets remplissent, et vont à fond avec une rapidité qui ne laisse guère le temps de les approcher et d'en sauver les hommes. L'obscurité, en outre, ne permettait pas aux Anglais de voir celles qui se trouvaient en danger.

Au point du jour, le 2, la ligne d'embossage, formée avec le plus grand ordre, présentait le même coup d'œil que la veille, et rien n'eût rappelé la terrible attaque dont elle avait été l'objet, si la plage, couverte de débris de toute espèce, dans un espace de deux lieues, n'en eût offert de nombreux témoignages. Dans la matinée, le vent ayant passé au sud-ouest, et le temps prenant une apparence menaçante, l'escadre anglaise mit à la voile pour gagner la rade des dunes, et la flottille rentra dans le port.

Telle fut l'issue d'une opération dont les Anglais attendaient les plus immenses résultats; ainsi échoua le projet *horrible et lâche* qu'ils avaient conçu pour incendier des bâtimens qu'ils n'osaient plus attaquer de vive force. « J'ai donné à ce projet les noms d'*horrible et lâche*, écrivait le

maréchal Soult au ministre de la guerre, parce que c'est un attentat *horrible*, contre les lois de la guerre, que de chercher à faire périr une armée par des moyens qui n'exposent à aucun danger; parce qu'on ne peut voir qu'une insigne *lâcheté* dans une pareille attaque de la part d'une croisière qui avait trois fois plus de canons que la partie de notre flottille qui était en rade. Pourquoi Keith n'a-t-il pas imité la conduite de Nelson en l'an IX, et n'a-t-il pas voulu combattre notre flottille corps à corps? Cette entreprise, quel qu'en eût été le succès, aurait mérité notre estime : s'attaquer canon contre canon, baïonnette contre baïonnette, tel est le droit de la guerre; mais une nation qui n'emploie pour sa défense que des complots, des poignards et des brûlots, est déjà déchue du rang qu'elle prétend occuper [1]. »

1805-an XIII.
France.

Les machines infernales employées par les Anglais, dans la nuit du 1er au 2 octobre 1804, étaient de trois espèces. La première se composait de bâtimens, cutters ou bricks, ne différant des brûlots ordinaires qu'en ce qu'aucune trace

[1] On doit à la nation anglaise la justice de dire que, dans toutes les parties de l'Angleterre, la plus vive indignation fut manifestée contre les auteurs et protecteurs de cette honteuse expédition, appelée dans le pays l'*expédition des catamarans*. On trouve dans l'*Annual Register*, 1804, le passage suivant :

« Ainsi finit l'expédition des catamarans, entreprise aussi follement conçue que dispendieusement exécutée. Ce sera à jamais une tache imprimée à la mémoire des hommes puissans qui furent assez faibles pour approuver et faire exécuter un tel projet, mélange absurde d'ignorance et de témérité. »

« Par l'effet de semblables inventions, lit-on dans un ouvrage périodique de cette époque, l'habileté, la vigilance et le courage des marins anglais deviendront inutiles au service de leur pays; les hommes les plus braves seront les victimes d'un artifice de lâches. Se peut-il que la honte d'encourager de tels moyens soit réservée à notre gouvernement, et que nos ministres et nos généraux ne rougissent pas de les donner en spectacle au monde? »

En général, toutes les expéditions de ce genre, tentées pendant les deux guerres maritimes de la révolution, n'ont eu pour partisans que les ministres anglais et quelques officiers, plus ambitieux que pénétrés des véritables sentimens de l'honneur : la masse du peuple et des militaires les a constamment blâmées.



1805-an XIII. France.

d'embrasement ne s'y faisait remarquer avant l'explosion, ce qui les rendait plus terribles, en les laissant apercevoir plus tard, et en donnant lieu de les prendre pour des bâtimens de guerre. Cette erreur pouvait exciter à tenter de s'en emparer à l'abordage, et devenir fatale aux Français qui se porteraient à cet acte de bravoure. C'est ainsi que périrent les seules victimes de la lâcheté du ministère britannique, les braves marins et militaires qui montaient la péniche n° 267. La seconde espèce de machines infernales consistait en coffres de bois doublés en cuivre, longs et plats, et terminés en pointe à leurs deux extrémités; chacun de ces coffres contenait environ cinq milliers de poudre à canon en grenier, et par dessus cette poudre plusieurs rangs de pelotes d'artifice [1]. La troisième espèce, enfin, consistait en barriques remplies de poudre et d'artifice, et que quelques boulets enfermés dans une toile clouée sur les douves, du côté opposé à la bonde, devaient empêcher de rouler par l'effet des lames, et maintenir à flot dans une même position.

Il paraît que le feu était communiqué aux machines de la première espèce par les mêmes moyens qu'aux brûlots ordinaires. Le moyen employé pour les deux autres espèces de machines était tout à fait différent. Une boîte plate en cuivre, hermétiquement fermée par la pression d'une vingtaine de vis sur une bande de cuir huilé placée entre ses

[1] Ces pelotes, assemblées deux à deux par un bout de corde ou une chaîne, avaient la forme et la grosseur d'un melon; elles étaient composées de fil de carret ou de bitord, fortement goudronné, entourant une boule d'artifice, au milieu de laquelle se croisaient deux fusées de bombe bien chargées. Elevées en l'air et dispersées de tous côtés par l'explosion de la poudre sur laquelle on les avait posées, ces pelotes devaient retomber à bord des bâtimens français, et la chaîne ou le bout de corde qui les unissait deux à deux devait leur fournir le moyen de s'accrocher à quelque partie du gréement, et y porter l'incendie. Ces pelotes ne produisirent aucun effet, et il ne serait pas difficile de prouver que rien n'était plus mal imaginé. Cette conception était le comble de l'absurdité.

bords et la plaque qui la recouvrait, était appliquée à la machine, à l'aide d'une douille à vis chargée d'artifice comme la fusée d'une bombe. Cette boîte renfermait un mouvement d'horlogerie et une batterie de fusil dont le bassinet communiquait avec la douille; le ressort qui tenait le chien armé portait sur l'épaisseur d'une roue pleine aux sept huitièmes; une entaille occupait le huitième restant, et cette roue, en tournant, maintenait le ressort comprimé jusqu'à l'instant où son extrémité rencontrait l'entaille; le chien s'abattait alors, et le feu se communiquait du bassinet à la douille, et de celle-ci à la poudre du coffre ou de la barrique. On pouvait de la sorte obtenir l'explosion au bout d'un nombre donné d'heures et de minutes : pour cela, il suffisait de tourner la roue dont nous venons de parler de manière que le bout du ressort qui retenait le chien se trouvât éloigné de l'entaille d'un arc qui fût, à la circonférence de la roue, dans la même proportion que l'espace de temps donné l'était à la durée d'une révolution entière de cette roue. La précision de ce moyen, l'art et le soin avec lesquels ces mouvemens d'horlogerie étaient exécutés, fournirent une preuve évidente et de l'importance que les Anglais attachaient à l'expédition que nous racontons, et de l'étendue des espérances qu'ils en avaient conçues.

1805-an XIII. France.

Les moyens dont se servirent les ennemis pour conduire et diriger ces diverses espèces de machines infernales différèrent également. Les machines de la première espèce furent conduites à la voile et accompagnées par des canots, qui les abandonnaient à l'instant où la ligne d'embossage commençait à tirer dessus. Les coffres et les barriques furent dirigés autrement. Après avoir monté leurs mouvemens pour l'espace de temps présumé devoir s'écouler jusqu'à l'instant où ils se trouveraient entre les bâtimens français, ils en laissèrent aller une certaine quantité en dérive, d'un point d'où la marée devait



1805-an XIII. France. les porter directement sur la ligne d'embossage. Ils essayèrent de conduire le reste jusque parmi la flottille ; mais, reconnaissant l'impossibilité d'y parvenir de vive force ou de tromper la vigilance des Français, ils imaginèrent un moyen à la faveur duquel ils comptaient pouvoir arriver jusque dans la ligne, par une nuit obscure, sans être aperçus. Ils fabriquèrent quantité de machines qu'il est difficile de décrire sans le secours du dessin[1], mais dont néanmoins nous allons essayer de donner une courte description. Deux coffres, de dix-sept pieds de long et de moins d'un pied de large, construits en bois mince et léger, et remplis de liége pour les rendre insubmersibles, plats en dessus, façonnés en dessous et à leurs extrémités comme une pirogue, formaient la partie principale de chaque machine. Ces coffres étaient joints par quelques traverses qui les tenaient écartés l'un de l'autre d'environ deux pieds et demi. Une planche placée longitudinalement au milieu de l'espace intermédiaire, sur deux plates-bandes de fer ou de cuivre transversales et doublement coudées de chaque côté, fournissait, à environ un pied au-dessous de la partie supérieure des coffres, un siége pour deux hommes qui, s'y plaçant à califourchon, se trouvaient dans l'eau à peu près jusqu'au nombril, et manœuvraient chacun deux petites rames. Pour obvier au bruit que font ordinairement les rames, celles-ci étaient passées dans un collier de cuivre porté sur un pivot et une double charnière bien huilés, qui leur permettaient de se mouvoir en tous sens avec facilité et sans le moindre bruit. Ces machines, inventées pour remorquer les brûlots de la deuxième espèce, avaient à chacune de leurs extrémités un caillebotis ou grillage sur lequel on pouvait placer des barils

[1] Cette difficulté est réellement si grande, qu'on a jugé nécessaire de joindre au Moniteur du 21 vendémiaire an XIII une gravure représentant la machine en question. Ce dessin, quoique fait à la hâte, est assez exact.

incendiaires, des caisses d'artifice ou d'autres objets. En terminant ces détails, qui n'avaient jamais été présentés d'une manière aussi circonstanciée, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que, plus les Anglais crurent devoir apporter d'art dans la construction de leurs machines, plus ils firent par là l'éloge des Français qui montaient les bâtimens contre lesquels ils étaient réduits à employer de tels moyens. 1805-an XIII. France.

Quelque honteux qu'ils dussent être du ridicule résultat de cette formidable expédition, l'on ne crut pas en France que les Anglais renonceraient au projet d'incendier la flottille par des moyens à peu près pareils à ceux qu'ils venaient d'employer si infructueusement : on pensa, avec raison, qu'ils allaient chercher à perfectionner ces moyens, et qu'ils recommenceraient leur tentative lorsqu'ils jugeraient pouvoir parvenir plus sûrement au but important de leurs désirs et de leurs efforts. En conséquence, l'amiral Bruix donna des ordres pour qu'on ajoutât encore aux précautions déjà employées pour soustraire la flottille aux dangers dont les ennemis la menaçaient. Le capitaine de vaisseau Saint-Haouen[1], chef militaire du port de Boulogne, fut chargé d'établir une chaîne de barrage qui mît la ligne d'embossage à l'abri des brûlots et de toute espèce de machine infernale. Il déploya dans cette circonstance le talent et l'activité les plus remarquables. Il fut impossible, au reste, de juger jusqu'à quel point étaient insurmontables les obstacles que sa chaîne de barrage présentait aux entreprises des Anglais, car ils ne firent plus aucune tentative importante pour incendier les bâtimens français dans la rade de Boulogne. Ils se bornèrent à faire en petit une foule d'essais divers, qui finirent sans doute par les convaincre

[1] Aujourd'hui baron, contre-amiral en retraite, officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis. Cet officier général a rempli, en 1814, les fonctions de préfet maritime à Dunkerque.



1805 an XIII. France.

de la nécessité de renoncer à leurs projets incendiaires. Ils ajoutèrent d'abord aux barriques dont nous avons donné la description, un cordage et un grappin, soutenus sur l'eau par quelques flottes de liége ; le grappin devait accrocher le cable d'un des bâtimens français, et, par l'effet du courant, la barrique se fixer le long du bord, pour y éclater par l'effet de son mouvement d'horlogerie. Ils substituèrent ensuite à ce mouvement une espèce de moulinet en fer qui s'appuyait sur une ou deux mèches phosphoriques : au moindre choc d'une des branches du moulinet contre un corps quelconque, les tubes de verre enfermant les mèches phosphoriques devaient se briser et le feu se communiquer à la poudre. Ils placèrent quelquefois quantité de ces mèches parmi diverses sortes d'artifice, sur de la paille, des fagots préparés, et d'autres matières inflammables ; ils laissaient aller le tout en dérive, espérant que la moindre pression briserait les tubes de verre et mettrait le feu à l'artifice, puis au bâtiment contre lequel la marée les aurait poussés. Les *globes de compression* eurent leur tour. Ces globes sphériques, d'environ sept à huit pieds de diamètre, étaient chargés comme des brûlots, et lestés de manière à conserver dans l'eau une position qui bornât leurs mouvemens à celui de rotation autour de l'axe vertical. Sur le grand cercle, qui, dans cette position, représentait l'équateur de la sphère, et qui se trouvait toujours horizontal, plusieurs points présentaient un bout de cheville en cuivre, saillant de quelques lignes, et qu'il suffisait de presser pour qu'il agît comme détente. Il semblait impossible que, en heurtant un navire et continuant le long du bord son mouvement de rotation, ce globe n'entrât pas en contact par un des points où se trouvaient les bouts de cheville agissant comme détente, et n'éclatât pas sur-le-champ. Quoi qu'il en soit, ces globes furent abandonnés après un petit nombre d'expériences infructueuses ; et, en général,

aucune des inventions que nous venons d'exposer ne parut méritcr qu'on l'éprouvât en grand. On verra, dans un autre article, ce que les Anglais jugèrent à propos de faire succéder aux brûlots [1]. 1805-an XIII. France.

L'ordre chronologique, dont nous nous écartons le moins qu'il est possible, nous oblige à quitter un moment Boulogne pour jeter un coup d'œil rapide sur les préparatifs dont on s'occupait dans les autres parties de l'empire français, et sur la nouvelle face que prit la guerre maritime, à partir du mois d'octobre 1804. Jusqu'à cette époque, la république batave était la seule puissance qui eût encore consenti à tourner ses armes contre l'Angleterre, et à combiner ses forces navales avec celles de la France. L'Espagne avait gardé la plus stricte neutralité; mais le gouvernement anglais, prévoyant que cette puissance finirait tôt ou tard par se laisser entraîner à prendre parti contre lui, résolut de l'y décider, non en lui déclarant la guerre suivant le droit des gens, ni en préludant à une rupture par quelques déprédations sur le commerce espagnol, mais en consommant un acte de piraterie digne des plus déhontés forbans, et s'emparant en pleine paix d'une partie des trésors que les colonies espagnoles faisaient passer annuellement à la métropole.

On savait que quatre frégates armées en galions et chargées des tributs que le vice-roi des provinces de la Plata envoyait au roi d'Espagne, devaient arriver bientôt en Europe: une escadre anglaise fut expédiée pour les intercepter. Ces frégates, en effet, étaient déjà parties de Montevideo chargées de trois millions deux cent mille piastres en espèces (plus de

[1] Quelques personnes ont prétendu que les Anglais avaient fait brûler des *cornets arseniqués* devant la rade de Boulogne (Voyez *Annales militaires*, quinzième cahier, page 279). Pendant tout le temps qu'est demeurée armée cette flottille, à laquelle nous étions attachés, nous n'avons jamais entendu parler de ce fait (digne au reste du ministère britannique d'alors).

1805-an XIII. France.

dix-sept millions de francs), et bondées des marchandises les plus précieuses que fournit l'Amérique méridionale. Elles touchaient aux attérages d'Espagne, lorsqu'elles furent rencontrées par l'escadre anglaise qui y croisait en les attendant. Le capitaine Moore, commandant de cette escadre, signifia au contre-amiral espagnol, dont le pavillon flottait à bord d'une des frégates, l'ordre qu'il avait de les arrêter. Quelque disproportionnées que fussent les forces des deux escadres, l'amiral espagnol préféra le péril d'un combat désavantageux à la honte de se soumettre sans résistance à un pareil ordre. L'action s'engagea. L'indignation des Espagnols et la cupidité des Anglais produisirent de part et d'autre un égal acharnement; et, bien que le nombre dût finir par l'emporter, la lutte eût sans doute été longue, si un accident funeste n'eût contribué à en abréger la durée. Une des frégates espagnoles sauta tout à coup en l'air : les trois autres ne tardèrent pas à se rendre.

La guerre fut immédiatement déclarée par l'Espagne à un gouvernement qui, sans déclaration, l'avait commencée d'une manière aussi odieuse. Des escadres furent armées sur-le-champ dans tous les ports militaires espagnols, et les marins manifestèrent le plus ardent désir de se livrer à de justes représailles. Par cet événement, la France se trouva de nouveau à la tête d'une triple alliance maritime contre l'Angleterre. Les Français en auguraient de plus brillans résultats que de celle qui avait existé avant le traité d'Amiens : la confiance générale dans le génie de Napoléon en était une première cause; d'un autre côté, les officiers et marins espagnols qui avaient fait partie de l'escadre amenée à Brest par Bruix en 1799, ayant, durant leur séjour dans ce port, contracté avec leurs alliés des liaisons qui avaient dû affaiblir certaines préventions nationales, on devait compter sur une coopération plus franche et plus active de leur part que dans la dernière guerre.

Quoi qu'il en fût, Napoléon, dont les escadres étaient demeurées oisives dans les ports de France depuis le renouvellement des hostilités, se disposa à les faire sortir, et concerta des plans avec le gouvernement espagnol. Les amiraux commandant à Brest, Rochefort et Toulon, reçurent bientôt des instructions en conséquence de ces plans, avec l'ordre de se tenir sans cesse prêts à mettre à la voile. Nous parlerons des mouvemens de ces diverses escadres en rendant compte du combat de Trafalgar, qui les termina d'une manière si désastreuse. 1805-an XIII. France.

Avant de revenir à la flottille, nous devons rapporter un combat particulier qui ne se rattache à aucune des opérations principales de la guerre maritime, mais qui présente l'exemple d'une de ces circonstances honorables et malheureuses, où, après avoir enlevé bravement un navire anglais, un bâtiment français et sa prise, trop maltraités par l'effet du premier combat pour en soutenir vigoureusement un second, sont devenus la proie facile d'un nouvel ennemi.

La frégate *la Ville de Milan*, de concert avec quelques autres frégates, avait rempli heureusement une mission dont l'objet était le ravitaillement de la Martinique; elle revenait en France. Porteur de dépêches importantes du gouverneur de cette colonie pour le gouvernement, le capitaine de vaisseau Reynaud, commandant de *la Ville de Milan*, avait reçu l'ordre le plus formel d'effectuer son retour avec la plus grande diligence, de ne faire aucune prise, et d'éviter toute espèce d'engagement, afin de n'éprouver aucun retard.

Le 16 février 1805, cette frégate fut aperçue par la frégate anglaise *la Cléopâtre*. Conformément à ses ordres, le capitaine Reynaud força de voiles pour éviter ce bâtiment. *La Cléopâtre* prit chasse sur lui, et l'avait beaucoup approché à la chute du jour. Soit que le capitaine Reynaud n'eût pas fait fausse route pendant la nuit, ou que le commandant de la frégate anglaise

1805-an XIII. France.

eût par hasard deviné cette fausse route, au point du jour, le 17, les deux frégates étaient en vue et peu éloignées l'une de l'autre. La chasse recommença avec le même avantage que la veille. Le capitaine Reynaud eût désiré pouvoir la prolonger encore jusqu'à la nuit, afin de faire une nouvelle tentative pour s'échapper à la faveur de l'obscurité ; mais bientôt il vit qu'il serait infailliblement joint avant le soir. Le combat, devenu inévitable, il diminua de voiles, et mit sa frégate au plus près du vent pour attendre l'ennemi. *La Cléopâtre*, craignant que la frégate française ne lui gagnât le vent et ne s'échappât, s'établit également au plus près. Le commandant de *la Ville de Milan*, remarquant alors que la frégate ennemie marchait moins bien sous cette allure, recommença à faire de la voile; cependant il ne put réussir à lui gagner le vent, et elle continuait à s'approcher.

Convaincu, pour la seconde fois, de l'impossibilité d'exécuter l'ordre qu'il avait reçu d'éviter toute espèce d'engagement, il eût peut-être été à propos qu'il virât de bord sur-le-champ et qu'il se portât au-devant de *la Cléopâtre*. Cette manœuvre décidée, par laquelle un capitaine peut rendre à son équipage la confiance qu'une longue chasse devant un bâtiment égal ou inférieur en force manque rarement d'affaiblir, impose ordinairement à l'ennemi ; et, s'il n'était pas besoin de relever le courage du brave équipage de *la Ville de Milan*, il devenait utile de refroidir l'enthousiasme qu'avait dû exciter parmi les marins anglais la vue d'une frégate au moins aussi forte que la leur fuyant devant elle depuis la veille [1].

[1] Nous avons fait voir, tome VII, pages 250 et 251, que le combat ne devait jamais être le but d'une campagne maritime, du moins pour la plus faible des deux puissances belligérantes. Toutefois, nous ne pouvons nous empêcher de convenir que le système d'éviter le plus possible d'en venir aux mains, bien qu'avantageux à l'état, présente l'inconvénient grave d'intimider les équipages. Au reste, un chef habile a mille moyens pour y remédier et entretenir l'ardeur

Quoi qu'il en soit, la chasse continua, et *la Cléopâtre*, s'étant mise dans les eaux de *la Ville de Milan*, lorsqu'elle l'eut approchée à portée de canon, elle commença à tirer sur elle ses pièces de chasse. La frégate française y répondit par un feu très-vif de ses canons de retraite, et le fit avec succès. « Son artillerie (est-il dit dans le rapport du capitaine de *la Cléopâtre*) nous sembla si bien dirigée et d'un si fort calibre, que, pour éviter d'être enfilé par elle, je fus obligé de gouverner de manière à me conserver par sa hanche, quoique cette manœuvre prolongeât la chasse. » A deux heures et demie, la distance entre les deux frégates n'étant plus que d'une encablure (cent toises), *la Ville de Milan* fit une auloffée et envoya sa bordée à *la Cléopâtre*. Celle-ci continua de s'approcher, et ne riposta qu'au moment où elle n'était plus qu'à une demi-encablure de la frégate française. Le combat devint alors terrible, et, des deux côtés, on déploya une égale ardeur. Cependant le feu de *la Ville de Milan*, conserva toujours la supériorité sur celui de son adversaire.

A cinq heures, *la Cléopâtre* quitta le travers de la frégate française, et gagna de l'avant. S'il faut en croire le capitaine anglais, un de ses boulets venant de couper la vergue du grand hunier de *la Ville de Milan*, elle perdit par là une partie de son sillage; et, les manœuvres courantes de sa propre frégate étant hachées, il ne put sur-le-champ orienter ses voiles pour modérer sa vitesse. Il est plus probable que, écrasée par l'artillerie de *la Ville de Milan*, la frégate ennemie ne pouvait plus tenir par son travers et cherchait à se retirer du feu. Quelle qu'ait été en réalité la cause de cette circonstance, nous ne nous arrêterons qu'au fait, c'est que *la Cléopâtre*

guerrière des hommes qu'il commande. Malheureusement peu de commandans se sont appliqués à soigner le moral des marins : tous ceux qui le firent obtinrent des succès.

1805-an XIII. France. courut de l'avant et dépassa la frégate française : celle-ci la suivit dans son mouvement. Le capitaine anglais assure encore que, après avoir, malgré lui, dépassé *la Ville de Milan*, il voulut manœuvrer pour l'enfiler de l'avant à l'arrière ; mais qu'un boulet venait de briser la roue de son gouvernail, et que le gouvernail lui-même se trouva engagé par des éclats de bois qui l'empêchaient de se mouvoir. Nous n'insisterons pas davantage sur cette assertion. Réduit, pour tracer ce combat, à des notes particulières et à la relation anglaise (le rapport français ne renfermant presque aucun détail), [1] c'est du sein des erreurs de cette relation elle-même que nous tirons les faits qui honorèrent les braves Français qui montaient *la Ville de Milan*. Cette frégate serra de si près *la Cléopâtre*, après que celle-ci l'eut dépassée, qu'elle vint appuyer son beaupré sur le bastingage de babord du gaillard de la frégate ennemie. Aussitôt les Français se disposent à aller à l'abordage. La mousqueterie du gaillard d'avant et des hunes de *la Ville de Milan* fait en un instant évacuer le gaillard d'arrière de *la Cléopâtre*, et une partie de l'équipage français va s'y élancer. Dans ce moment critique, le capitaine anglais essaye, comme dernière ressource, de faire hisser quelques voiles d'avant pour tâcher ou de fuir, ou du moins d'éviter l'abordage ; mais, à mesure que ses matelots se présentent pour exécuter ses ordres, ils tombent sous une grêle de balles : ils n'osent plus se montrer, l'abordage s'effectue, et *la Cléopâtre* est aux Français.

Les Anglais eurent, dans cette affaire, vingt-neuf hommes tués et trente-six blessés. La perte des Français fut beaucoup moindre ; mais le brave capitaine Reynaud se trouva au nombre des tués. Sa mort, au reste, n'eut pas, sur le sort du

[1] Le rapport anglais fut imprimé dans le Moniteur avec une note pareille à celles que le gouvernement d'alors y insérait si fréquemment ; mais cette pièce était tronquée.

combat, la fatale influence qu'un semblable événement produit quelquefois, et le lieutenant de vaisseau Guillet [1], quoique blessé grièvement dans l'abordage, acheva dignement l'œuvre glorieuse commencée par son chef. 1805-an XIII. France.

Le premier soin des vainqueurs fut de mettre les deux frégates en état de gagner un port : elles étaient dans un délabrement complet. *La Cléopâtre* avait perdu dans le combat tous ses mâts, excepté celui d'artimon; dans la nuit suivante, le mauvais temps abattit le grand mât et le mât d'artimon de *la Ville de Milan*, qui avaient été criblés de boulets. On s'occupa d'établir à bord de chacune des mâtereaux à la place de ses mâts majeurs; mais la force du vent et la grosseur de la mer contrarièrent cette opération. Le 23, six jours après le combat, la frégate française et sa prise faisaient route sous leurs mâts de fortune à demi installés, se dirigeant vers les Canaries, lorsqu'elles eurent connaissance de deux gros bâtimens. Elles prirent chasse; mais elles ne tardèrent pas être jointes par le premier des bâtimens aperçus : c'était le vaisseau *le Leander*. Ce vaisseau attaqua d'abord *la Cléopâtre*, qui, après avoir tiré quelques coups de canon, se rendit. La mer était très-grosse, et la frégate, privée de l'appui que lui donnaient les mâts qu'elle avait perdus, roulait au point que les lames entraient dans sa batterie par les sabords, et qu'elle ne pouvait se servir de ses canons. Le capitaine du *Leander* laissa le soin d'amariner cette prise facile à la frégate *le Cambrian* [2], qui l'accompagnait, et il se porta sur *la Ville de Milan*. Cette frégate faisait force de voile par tous les moyens

[1] Aujourd'hui capitaine de frégate en retraite, chevalier de la légion d'honneur et de Saint-Louis.

[2] Il est à remarquer que le capitaine du *Leander* ne parle nullement dans son rapport de l'assistance qu'il reçut du *Cambrian*. Quoique dans l'état où se trouvaient la frégate française et sa prise, il eût pu se passer de son secours, la présence de ce bâtiment était une circonstance à mentionner. De pareilles omis-

1805-an XIII. France.

que lui offraient les réparations qu'on avait pu lui faire depuis son combat. Elle fut bientôt atteinte par *le Leander*, qui lui envoya quelques coups de canon. Privée, comme *la Cléopâtre*, de l'usage de sa batterie, elle ne put riposter que de ses pièces de gaillard, et sans aucun succès, parce que l'état de sa mâture, et le peu de voiles qu'elle avait établies permirent au vaisseau de prendre et de conserver une position d'où il pouvait l'écraser sans recevoir un seul de ses boulets. Dans cette triste extrémité, *la Ville de Milan* fut réduite à amener un pavillon devant lequel, si peu de temps auparavant, s'était baissé le pavillon britannique.

Le combat de *la Ville de Milan* est un de ceux à la relation desquels nous croyons utile de joindre quelques réflexions, dictées par notre patriotisme et par le désir de faire rendre plus de justice qu'elle n'en a obtenue jusqu'ici à une arme dont les revers sont dus à des causes encore généralement inconnues, et non au défaut de courage et d'amour de la patrie; qualités qui, au contraire, n'existent nulle part à un plus haut degré que parmi les marins français.

Obligés, par la nature de notre travail, de consulter sans cesse les rapports anglais, personne plus que nous n'a été à même de se convaincre combien ils sont peu dignes de foi. Nous avons déjà relevé plusieurs assertions de celui du capitaine de *la Cléopâtre*; il y en a d'autres, contenues dans ce même rapport et dans celui du commandant du *Leander*, qu'il est impossible de laisser sans réfutation. Il est dit, dans l'un de ces rapports, que *la Ville de Milan* était d'une force plus que double de celle de *la Cléopâtre*, et l'on ajoute, comme une preuve de cette assertion erronée, une fausseté plus pal-

sions nous ont souvent frappés. Maint capitaine anglais s'est attribué à lui seul la prise d'un bâtiment français, dont la reddition fut motivée sur la présence d'autres bâtimens ennemis que celui pour lequel il amenait son pavillon. On se fait ainsi de la gloire à bon marché.

pable encore, en disant que la frégate française avait les dimensions principales d'un vaisseau de ligne, et qu'elle avait été construite, dans le principe, avec l'intention d'en faire un vaisseau de 74. Le nombre et le calibre des canons que (suivant les Anglais eux-mêmes) portait *la Ville de Milan* répondent victorieusement à cette dernière allégation. En effet, si cette frégate avait les dimensions principales d'un vaisseau de ligne, en un mot si elle était un vaisseau rasé, pourquoi ne portait-elle que vingt-six canons de 18 en batterie, tandis que plusieurs de nos frégates, construites comme telles, ont été armées de vingt-huit et de trente canons de 24? Sa force ne pouvait donc pas être double de celle de la frégate ennemie. Nous allons faire voir maintenant à quoi se réduisait en réalité la différence de force des deux bâtimens. *La Ville de Milan* était une frégate construite pour porter quarante bouches à feu, dont vingt-huit canons de 18 dans sa batterie; mais elle se trouvait réduite à trente-huit pièces d'artillerie par le débarquement de deux de ses canons de 18 à la Martinique. *La Cléopâtre* était une frégate dite de trente-deux canons, et destinée à porter du 12 en batterie; mais il est notoire que ces frégates dites de trente-deux, portent réellement quarante-deux bouches à feu, et que, à une époque qu'il nous est impossible de préciser, les canons de 12 y ont été remplacés par des canons de 18 courts [1]. Si ce remplacement, dont nous avons déjà parlé au sujet du combat de *la Baïonnaise* et de *l'Embuscade*, avait été effectué à bord de *la Cléopâtre*, il en résulterait que son artillerie était égale en calibre et supérieure en nombre à celle de *la Ville de Milan*, qui n'avait alors en sa faveur qu'une légère différence d'*échantillon* (épais-

1805-an XIII.
France.

[1] Voyez *Tables comparatives des principales dimensions des bâtimens de guerre français et anglais*, par P.-G. Gicquel des Touches, capitaine de vaisseau (table XX).

1805-an XIII. France.

seur de la muraille). Au reste, n'ayant eu l'intention de présenter la prise de *la Cléopâtre* par *la Ville de Milan* que comme une action honorable, et non comme un triomphe éclatant, nous eussions pu nous interdire cette espèce de discussion, dans laquelle nous ne sommes entrés que par amour pour la vérité. En terminant son rapport, le capitaine de *la Cléopâtre* affirme de la manière la plus positive que, sans l'accident arrivé à sa frégate, il eût pris la frégate française; le capitaine du *Leander* va encore plus loin : « Les officiers français que j'ai prisonniers à mon bord, dit-il, ne peuvent s'empêcher d'avouer que, si *la Cléopâtre* n'eût pas malheureusement dépassé *la Ville de Milan*, à la fin du combat, cette frégate aurait été obligée de se rendre à la frégate anglaise.» Quel officier de la marine française eût consenti à faire un pareil aveu à l'ennemi de son pays, et à ternir ainsi lui-même la gloire qu'il venait d'acquérir? Quoi qu'il en soit, il n'appartenait pas même à un Anglais de dire que la prise de *la Cléopâtre* fut le résultat d'un accident. Sans doute, le succès d'un combat entre deux bâtimens de guerre dépend, en général, du plus ou du moins de dommage que l'un ou l'autre éprouve; mais, comme il l'éprouve par le feu de son adversaire, il n'y a là rien de fortuit. A forces égales, la victoire doit donc, en général, demeurer aux marins les plus intrépides et les plus adroits; et le capitaine qui réduit le bâtiment qu'il combat à l'impossibilité de prendre et à la nécessité d'être pris, est vainqueur par une conséquence de sa bravoure et de ses talens comme homme de mer, et non par l'effet du hasard [1].

[1] Nous semblerions prononcer ici l'arrêt de plusieurs capitaines de vaisseau français, si nous ne nous hâtions de faire remarquer que, pour être égaux en force, il ne suffit pas que deux bâtimens soient armés d'une artillerie pareille, quant au nombre et au calibre, mais qu'ils doivent être d'une égale solidité dans leur coque, leur mâture et leur gréement. Sans cette condition indispensable, la règle que nous venons d'établir serait fausse : le courage et l'habileté

L'hiver de 1804 à 1805 n'offrit, à Boulogne, rien de remarquable que l'arrivée de nouvelles divisions de la flottille. Des députations de la marine avaient accompagné celles de l'armée de terre à Paris, pour assister au couronnement de Napoléon, et elles en revinrent avec les aigles que le nouvel empereur avait donnés aux différens corps de la flottille. Ce fut vers ce temps que la marine et l'armée de terre, d'un commun accord, votèrent l'érection, sur le haut des falaises de Boulogne, d'un monument destiné à perpétuer le souvenir de leur réunion sur cette côte pour la conquête de l'Angleterre. Les militaires de tous grades des deux armées, pour subvenir aux frais de construction de ce monument, firent l'abandon d'une journée de leur solde par mois pendant toute la durée des travaux [1]. 1805-an XIII. France.

Au moment où le retour du printemps allait rendre plus fréquentes les sorties de la ligne d'embossage, ainsi que la présence des bâtimens ennemis sur la rade de Boulogne, et fournir aux marins français de nouvelles occasions de signaler leur courage, la flottille perdit son chef. L'amiral Bruix, dont la santé était depuis long-temps chancelante, mourut le 18 mars 1805. Ce fut un jour de deuil pour la marine française et pour la nation entière, qui, à cette époque, semblait prendre plus d'intérêt aux travaux de cette arme importante, qu'on

ne suffiraient pas pour donner l'avantage au capitaine d'un navire dont les bois, les cordages et les toiles seraient d'une qualité inférieure à ceux du bâtiment ennemi qu'il aurait à combattre, puisque le percement de la muraille, la rupture des mâts et du gréement, auraient lieu plus facilement à bord d'un pareil navire, et le mettraient plus promptement dans l'état où la résistance est impossible ou du moins inutile. Tel fut pourtant l'état des choses en France pendant toute la durée des deux guerres maritimes de la révolution. Les mauvaises fournitures faites à la marine française pendant cette longue période (et sans doute auparavant), sont l'une des principales causes de son défaut de succès.

[1] La description de ce monument, dont l'exécution avait été confiée à M. E. Labarre (aujourd'hui architecte de la bourse de Paris), fera partie de la collection des *Monumens des victoires des Français*.

1805-an XIII. France.

ne l'avait fait jusqu'alors en France. La mort de Bruix fit passer le commandement en chef de la flottille au contre-amiral Lacrosse. Personne n'était plus capable de remplir ce poste important : car, à mérite égal, personne ne pouvait connaître et diriger la flottille comme l'officier-général qui l'avait organisée avec une patience et des peines infinies, et l'avait rendue l'admiration, non-seulement des observateurs superficiels, mais encore des hommes capables de juger combien il était difficile d'établir une uniformité et un ordre si parfaits parmi un aussi grand nombre de bâtimens. Cependant cette promotion fut plutôt une charge qu'une récompense pour le contre-amiral Lacrosse, par l'étrange conduite du ministre, qui parut oublier que, dans le service militaire, le grade doit toujours être en harmonie avec les fonctions, et qui laissa échapper cette occasion favorable d'élever au rang de vice-amiral un officier-général qui comptait alors plus de huit années du grade de contre-amiral. Dans tous les cas, un pareil acte était impolitique : c'était diminuer l'importance de la flottille aux yeux des étrangers, de la nation et des marins eux-mêmes, que de ne pas investir son nouveau chef, non de toutes les dignités, mais au moins du grade militaire du chef qu'elle venait de perdre.

Nous avons dit que le port d'Ambleteuse avoit été fixé pour point de réunion de la flottille batave. Cette flottille resta long-temps dans le port d'Ostende, non, sans doute, que le vice-amiral Verhuell, qui la commandait, trouvât trop difficile de se rapprocher de Boulogne; mais le corps du maréchal Davoust était campé aux environs d'Ostende, et il entrait peut-être dans le plan de Napoléon de menacer l'Angleterre de ce point pendant quelque temps. Lorsque le maréchal Davoust eut levé le camp pour rallier la grande armée expéditionnaire, dont son corps formait l'aile droite, la flottille batave se disposa à partir pour Ambleteuse. Elle se rendit d'a-

bord à Dunkerque, et ensuite ses diverses divisions partirent successivement de ce port pour leur destination définitive. 1805-an XIII. France.

La première de ces divisions se composait de trente-trois bateaux canonniers et de dix-neuf transports chargés des démolitions du camp d'Ostende. Elle appareilla de la rade de Dunkerque le 23 avril 1805 à neuf heures du soir, favorisée par l'obscurité et par un vent frais de la partie du N. E. La station ennemie, mouillée au large de Gravelines, était de dix bâtimens, dont quatre frégates : c'est ce qui avait déterminé le départ de la division batave pendant la nuit, afin qu'elle fît route sans être aperçue, et qu'elle se trouvât prête à doubler le cap Grinez au point du jour.

Poussée par une bonne brise de N. E., la division dépassa facilement Gravelines et Calais ; mais, sur la fin de la nuit, le vent varia jusqu'au Sud-Est, et même au Sud-Sud-Est, et les bâtimens qui avaient voulu louvoyer avec le reste du jusant ne se trouvaient plus en bon ordre au point du jour le 24. En ce moment, ils furent aperçus par les croiseurs ennemis. Cependant le gros de la division avait serré la côte d'aussi près que le temps le permettait, et se disposait à prendre un mouillage entre les caps Blanez et Grinez; mais huit bateaux canonniers, qui avaient trop prolongé leurs bordées, se trouvaient à deux lieues au large. Ils furent bientôt entourés par une frégate, une corvette et trois bricks anglais. Six d'entre eux furent obligés de se rendre après une résistance opiniâtre; les deux autres parvinrent à se dégager, malgré la mitraille et les boulets qu'on faisait pleuvoir sur eux. Le commandant batave fit de vains efforts pour rallier sa division et se porter sur l'ennemi; il ne put parvenir qu'à la faire mouiller à terre du banc à laine, après avoir encore perdu deux transports, dont l'ennemi s'empara.

On entendit la canonnade de Boulogne sans apercevoir le combat, parce que le cap Grinez masquait les bateaux bata-

1805-an XIII. France.

ves; mais on vit les ennemis s'éloigner du champ de bataille avec leur proie. Si la ligne d'embossage eût été en rade, l'amiral Lacrosse en eût détaché une partie au secours de la division batave; mais l'annonce de vents violens du S. O. avait empêché la sortie des bâtimens du port de Boulogne. Après l'événement du matin, il y avait tout lieu de croire que, les vents devenant de plus en plus mauvais pour doubler le cap Grinez, la division batave mettrait à la voile pour relâcher à Calais. Au contraire, elle demeura à son mouillage, et quelques bâtimens essayèrent de doubler le cap en se touant. Dans la vue de faciliter cette manœuvre, l'amiral Lacrosse fit partir, sous le commandement de l'enseigne de vaisseau Parisot [1], une division de canots de la plus grande dimension, bien armés et chargés de grapins et d'aussières; ces canots atteignirent le mouillage de la division batave à la nuit tombante. Aussitôt les officiers et aspirans qui les montaient s'occupèrent à élonger des touées à plusieurs bateaux; mais le vent ayant passé au Sud-Ouest et soufflant avec force, il fallut renoncer à cette manœuvre; et ceux des bateaux bataves qui avaient doublé le cap Grinez, ne pouvant même tenir sur leurs ancres sans s'exposer à être jetés à la côte, durent appareiller pendant la nuit pour retourner au mouillage de leur division.

Malgré le mauvais temps, les bricks ennemis s'étaient tenus pendant la nuit très-près de la division batave, et, au point du jour, le 25, le vent ayant tombé, on les vit encore emmener deux bateaux de cette division. On en aperçut un troisième qui, dégréé en partie, semblait chercher à gagner la terre pour se dérober à un brick ennemi. L'enseigne de vaisseau Parisot se porta sur-le-champ, avec le canot qu'il montait, au-devant de ce bateau, dans l'intention de le prendre à la remorque et de le ramener à terre. Il s'en approcha en effet

[1] Aujourd'hui lieutenant de vaisseau en retraite.

jusqu'à portée de fusil sans avoir été autrement inquiété que par deux ou trois coups de canon partis du brick. A cette distance, le peu d'opposition du brick et la manœuvre même du bateau batave donnèrent du soupçon au commandant du canot français; il fit lever les rames, et dirigea, avec plus d'attention qu'il n'avait fait encore, sa longue-vue sur le pont du bateau. Celui-ci, au même instant, arbora pavillon anglais en lâchant sur le canot une décharge à mitraille, qui fut appuyée par quelques boulets du brick. L'enseigne de vaisseau Parisot vira de bord aussitôt avec son canot, et, à force de rames, regagna la division batave. Le bateau au secours duquel il croyait aller, était un de ceux qui avaient été pris la veille, et que les Anglais avaient équipé avec leurs matelots; ils l'avaient conduit de nuit près de la division, afin qu'au jour il eût l'air d'être un de ses bâtimens poursuivi par l'ennemi. Le but de cette ruse était probablement d'attirer la division batave au large, afin de la combattre avec plus d'avantage. 1805-an XIII. France.

On s'attendait, dans cette division, à être attaqué au mouillage par des forces plus considérables que la veille, et l'on se préparait à soutenir cette attaque. En effet, à sept heures du matin, les bâtimens ennemis mouillés devant Boulogne mirent à la voile et se dirigèrent vers le cap Grinez. Une heure et demie après, le combat commença entre les bateaux bataves et un vaisseau rasé, deux frégates, deux corvettes à trois mâts, et six bricks, qui vinrent défiler à petite portée de canon, devant la division, en lui lâchant leurs bordées. Les bateaux ripostèrent avec succès, et une frégate, entre autres, reçut d'assez fortes avaries. Cependant, les grands bâtimens ennemis ne pouvant s'approcher davantage, dans la crainte d'échouer, cessèrent bientôt de prendre part à l'action, qui continua entre la division et les bricks anglais seulement. Ceux-ci cherchaient surtout à accabler les bateaux les plus au large pour les forcer à se rendre et les emmener

1805 an XIII. France. ensuite. Conduits par d'excellens pilotes, ils tentèrent même d'en couper quelques-uns en passant à terre d'eux; mais ils ne purent y réussir. C'est dans cette circonstance que les canots expédiés de Boulogne rendirent do grands services. Ils n'avaient cessé, depuis le point du jour, de travailler à faire rallier la terre aux bateaux canonniers et aux transports qui s'en trouvaient trop écartés; ils continuèrent cette opération malgré le feu de l'ennemi. L'enseigne de vaisseau Parisot les mena, sous la mitraille des bricks anglais, prendre à la remorque plusieurs des bateaux que l'ennemi cherchait à couper. Après ce nouvel engagement, la division batave parvint à gagner le port d'Ambleteuse. L'affaire que nous venons de raconter fut la plus malheureuse de toutes celles où la flottille eut à combattre les croisières anglaises; et, toute faible que fût la perte qu'elle éprouva dans cette circonstance, dans aucune autre elle n'en fit une pareille. On verra bientôt les autres divisions de la flottille batave, commandées par le brave amiral Verhuell en personne, réparer glorieusement ce léger échec, dont un accident imprévu (une saute de vent) avait seul été la cause, et prouver que les marins hollandais de cette époque étaient les dignes descendans des compagnons des Tromp et des Ruyter.

Parmi les officiers supérieurs de la marine qui contribuèrent le plus à la prompte et heureuse réunion de la flottille, on doit citer avec éloge le capitaine de vaisseau Hamelin [1], qui, chargé de conduire les différentes divisions du Havre à Boulogne, remplit cette mission de la manière la plus distinguée. Il soutint contre les croisières anglaises qui cherchaient à s'opposer au passage de ses convois, divers combats honorables pour lui et les marins qu'il commandait.

Le 10 juin 1805, à sept heures du matin, le capitaine

[1] Aujourd'hui contre-amiral, baron, commandant de la légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, et major-général de la marine au port de Toulon.

Hamelin appareilla du Havre avec une division composée de deux corvettes canonnières, quatre canonnières proprement dites, trois bateaux canonniers, huit péniches et quatorze transports. A peine avait-il fait quelques lieues que, par le travers de Bruneval, il fut attaqué par une frégate, une grande corvette à trois mâts, un brick et un cutter anglais. L'ennemi dirigea particulièrement son attaque sur la tête de la division française. A cette partie de la ligne se trouvait postée la corvette canonnière *la Foudre*, commandée par l'enseigne de vaisseau Cocherel [1]; elle résista de la manière la plus vigoureuse aux bâtimens anglais, et, secondée par les autres bâtimens de l'avant-garde, elle força les assaillans, très-maltraités dans leur gréement, à se retirer au large. La division continua sa route.

1805-an XIII. France.

A une heure et demie après midi, l'ennemi, qui avait réparé ses avaries, se présenta de nouveau, et attaqua cette fois l'arrière-garde, que protégait la corvette canonnière *l'Audacieuse*, commandée par le lieutenant de vaisseau Roquebert aîné [2]. Ce brave officier fit la plus brillante défense. Voyant que l'ennemi s'acharnait particulièrement à la canonnière n° 89, commandée par l'enseigne auxiliaire Giret, qui avait un transport à la remorque, le capitaine Roquebert vint lui-même, avec *l'Audacieuse*, prendre cette remorque sous le feu de l'ennemi. A trois heures, les bâtimens anglais furent contraints de s'éloigner encore une fois, après avoir reçu de nouvelles avaries, et la division entra dans le port de Fécamp. La perte des Français, dans cette affaire, se monta à deux ou trois hommes tués et une douzaine de blessés; au nombre des derniers se trouvait l'enseigne Giret.

[1] Aujourd'hui capitaine de frégate, chevalier de la légion d'honneur et de Saint-Louis.

[2] Aujourd'hui capitaine de vaisseau en retraite, officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis.

1805-an XIII. France. Les bâtimens de la flottille destinés à naviguer à la rame aussi bien qu'à la voile se trouvaient par là très-propres à aller attaquer, d'un temps calme, les bâtimens ennemis dépourvus du premier de ces moyens de se mouvoir et de se diriger. Nous allons citer l'exemple d'une pareille attaque couronnée de succès.

Le capitaine de vaisseau Jacob[1], chargé de diriger et d'accélérer les mouvemens des divisions de la flottille de Saint-Malo à Cherbourg, aperçut de Granville, le 15 juillet au soir, deux corvettes anglaises mouillées à quatre lieues au large, près des îles de Chausey. Jugeant qu'il ferait calme pendant la nuit, il résolut d'envoyer attaquer ces bâtimens par une section de la flottille en relâche au port de Granville. En conséquence, il donna l'ordre au capitaine de frégate Collet[2] de sortir avec sept canonnières, et de se porter à la rame sur les bâtimens ennemis pour les enlever. Ces bâtimens étaient les bricks *le Teaser* et *le Plumper :* le premier portant dix caronades et quatre canons de 18, et le second douze caronades et deux canons de ce même calibre.

Le capitaine Collet partit à l'entrée de la nuit, et, à deux heures et demie du matin, le 16, il se trouva à portée de canon des deux bricks, qui commencèrent le feu en demeurant à l'ancre. Les canonnières continuèrent de ramer sur eux pour les aborder ; mais le courant ne leur permettant pas d'approcher assez, elles ripostèrent au feu de l'ennemi lorsqu'elles en furent à un quart de portée. La canonnade se soutint avec vivacité de part et d'autre pendant une heure, au bout de laquelle *le Plumper* amena son pavillon. *Le Teaser*, obligé de résister seul aux canonnières, n'eût pas tardé à se rendre

[1] Aujourd'hui contre-amiral, commandant de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis.

[2] Aujourd'hui capitaine de vaisseau, officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis.

également, si un reversement de marée ne fût venu écarter les bâtimens de la flottille, dont les rameurs étaient d'ailleurs très-fatigués, ayant manié l'aviron pendant toute la nuit. Le capitaine Collet fit alors mouiller ses canonnières, et procura ainsi aux équipages un repos dont ils avaient grand besoin avant de recommencer le combat.

A six heures du matin, le courant étant devenu moins fort, il fit lever l'ancre, et se dirigea sur *le Teaser*, qu'il recommença à canonner avec vigueur. A sept heures, ce bâtiment mit à la voile; mais, le calme continuant et les canonnières étant parvenues à portée de pistolet, il amena son pavillon. A deux heures après midi, le capitaine Collet rentra triomphant dans le port de Granville avec ses deux prises.

Presque tous les coups de l'ennemi ayant porté dans les voiles et le gréement des canonnières, elles éprouvèrent quelques avaries, mais elles n'eurent personne de tué; cinq hommes seulement furent blessés, outre le capitaine Collet, qui fut atteint par quelques éclats; on trouva à bord des Anglais dix-sept blessés, parmi lesquels était le capitaine du *Plumper*, qui avait eu un bras emporté. Les morts ayant été jetés à la mer, on n'en put pas savoir le nombre.

Dans le rapport que le capitaine de vaisseau Jacob adressa au ministre de la marine, il paya un juste tribut d'éloges au capitaine Collet, au lieutenant de vaisseau le Maresquier [1], commandant en second des canonnières, et aux sept capitaines de ces bâtimens, MM. Gauthier, lieutenant de vaisseau auxiliaire [2], Pastoureau, Raymond, Emmanuel, Leredde, Cudenet et Besson, enseignes.

Après avoir été, pendant plus de deux mois, contrarié par les vents, l'amiral Verhuell trouva enfin une circonstance favorable pour conduire le gros de la flottille batave de Dun-

[1] Tué, en 1811, à bord de la frégate *la Néréide*, qu'il commandait.

[2] Aujourd'hui capitaine de frégate, membre de la légion d'honneur.

1805-an XIII. France. kerque à Ambleteuse. Nommé, par le grand pensionnaire de Hollande, ministre de la marine, cet amiral avait mis pour condition à son acceptation, qu'il conserverait le commandement de sa flottille jusqu'à ce qu'il l'eût réunie à la grande flottille française : il savait avec quelle impatience cette réunion était attendue par l'empereur. En conséquence, pour être à même de profiter de la première brise un peu faite, il avait tenu sur la rade de Dunkerque la majeure partie de ses bâtimens, malgré les dangers de toute espèce auxquels ils étaient exposés dans cette rade, qui n'offre d'abri sûr ni contre les tempêtes ni contre l'ennemi.

Enfin, le 17 juillet, dans l'après-midi, le vent parut se fixer au N. E. A cinq heures, l'amiral appareilla avec quatre prames françaises et trente-deux canonnières bataves, les seuls bâtimens qui se trouvassent alors en rade, parce que les vents violens de N. et de N. N. O. qui avaient régné les jours précédens, avaient obligé les transports et les bateaux canonniers à rentrer dans le port. L'amiral fit marcher sa flottille sur deux lignes, les bâtimens endentés, de manière à pouvoir tirer tous en même temps au large. Il plaça les quatre prames, deux au centre et une à chaque extrémité de la ligne extérieure. Le capitaine de frégate Lambour, commandant des prames, prit poste à la tête. Les canonnières furent formées en trois divisions : l'avant-garde et l'arrière-garde chacune sous le commandement d'un capitaine de vaisseau batave, et le centre commandé par l'amiral en personne.

La croisière anglaise, forte d'un vaisseau rasé, deux frégates, trois corvettes à trois mâts et neuf bricks, observait tranquillement ces mouvemens de son mouillage à la hauteur de Gravelines. Le vent étant faible, et les prames mauvaises marcheuses, la flottille employa près de quatre heures à se rendre par le travers de ce port. Les Anglais mirent à la voile seulement alors, et se dirigèrent sur la ligne gallo-batave :

ils commencèrent leur feu à grande portée ; mais l'amiral Verhuell ne fit riposter que lorsqu'ils se furent approchés davantage. L'attaque des ennemis sur la tête de la ligne ne fut pas très-vive ; ils attaquèrent un peu plus chaudement le centre ; mais ensuite ils réunirent toutes leurs forces contre l'arrière-garde. Cette partie de la ligne était soutenue par la prame *la Ville de Genève* : le lieutenant de vaisseau Boissy qui la commandait se comporta avec la plus grande bravoure. Cependant les forces de l'ennemi étaient si supérieures, que deux ou trois canonnières furent en peu de temps presque complètement désemparées et obligées de s'échouer, pour ne pas couler à fond ; la prame elle-même eut son grand mât cassé, et, cette avarie ayant gêné sa manœuvre, elle toucha. Les bâtimens anglais voulurent profiter de cette circonstance pour achever de l'écraser et la forcer à se rendre ; mais le lieutenant de vaisseau Boissy fit faire sur eux un feu si terrible qu'ils furent contraints de l'abandonner : il remit son bâtiment à flot et poursuivit sa route. Vers les onze heures du soir, le combat cessa entièrement et l'ennemi reprit le large. La flottille gagna tranquillement la rade de Calais, où elle mouilla en ligne : la prame *la Ville de Genève* et les canonnières les plus avariées entrèrent dans le port.

1805 an XIII.
France.

Le 18, à quatre heures et demie du matin, dix-neuf bâtimens anglais, dont deux vaisseaux de ligne, cinq frégates, six grandes corvettes et six bricks, vinrent attaquer la flottille gallo-batave au mouillage devant Calais. L'amiral Verhuell était resté dans cette position pour attirer sur lui toutes les forces anglaises des différentes stations au nord du Pas-de-Calais, et faciliter ainsi la sortie du port de Dunkerque d'une grande partie des transports et des bateaux canonniers qu'il y avait laissés. L'engagement dura environ deux heures, au bout desquelles l'ennemi reprit le large : les plus avariés de ses bâtimens gagnèrent en toute hâte la rade des Dunes.

1805-an XIII. France. Instruit de l'approche de la flottille batave et du premier combat qu'elle avait soutenu, l'amiral Lacrosse fit appareiller le 18, au point du jour, plusieurs divisions des bâtimens qui formaient la ligne d'embossage dans la rade de Boulogne. Elles se portèrent au large comme pour attaquer la station anglaise à son mouillage; celle-ci leva l'ancre et s'avança à la rencontre des divisionsde la flottille française : bientôt le combat commença. Les divisions françaises, après avoir fait pendant quelque temps un feu très-vif sur les bâtimens ennemis, se repliaient vers la ligne d'embossage, afin d'amener les Anglais à portée de cette ligne et des batteries de terre; mais ceux-ci, dès que les bombes les approchaient, reprenaient le large. Les divisions de la flottille les y suivaient de nouveau, et reviraient ensuite vers leur ligne pour les y attirer. Cette manœuvre de l'amiral Lacrosse produisit une diversion très-utile à la flottille batave. La persévérance avec laquelle les divisions de la flottille française demeuraient sous voile, courant alternativement un bord au large et l'autre à terre; la sortie de nouvelles divisions du port de Boulogne et les dispositions d'appareillage de la ligne d'embossage, firent penser aux Anglais qu'une tentative de descente allait être faite ce jour-là sur leurs rivages. On vit leurs bâtimens de guerre accourir de tous les côtés; jamais on n'en avait aperçu un aussi grand nombre; et l'on eut lieu de croire qu'ils avaient montré dans cette circonstance, tant devant Boulogne que devant Calais, toutes les forces navales qu'ils comptaient opposer à la flottille lorsqu'elle tenterait de traverser le canal.

Vers trois heures de l'après-midi, l'amiral Verhuell appareilla de la rade de Calais avec vingt-une canonnières et trois prames : il prit la tête de la ligne, et plaça les prames à l'arrière-garde. Le maréchal Davoust était venu joindre l'amiral en rade de Calais; il voulut partager les dangers de sa traversée jusqu'à Ambleteuse, et sa présence à bord de la ca-

nonnière amirale remplit d'une nouvelle ardeur les troupes françaises embarquées sur la flottille batave. 1805-an XIII. France.

C'était principalement sous les caps Blanez et Grinez que l'ennemi s'était posté pour attaquer l'amiral Verhuell. En effet, à peine la flottille fut-elle arrivée par le travers du premier de ces caps, qu'elle fut assaillie par une vingtaine de bâtimens ennemis ; mais le commandant de ces forces, ne les trouvant pas suffisantes pour arrêter la flottille dans sa marche, les fit s'éloigner toutes voiles dehors, pour se rallier à celles qui attendaient l'amiral Verhuell sous le cap Grinez et entre les deux caps. Ces forces réunies se montaient à une cinquantaine de bâtimens, vaisseaux, frégates, corvettes, bombardes et bricks, portant plus de neuf cents bouches à feu, tandis que les vingt-une canonnières et les trois prames n'en portaient pas deux cents.

A la hauteur de Wissant, l'attaque recommença, et des deux côtés on se servit de mitraille ; mais la flottille batave ayant réussi à entrer dans le canal étroit situé entre la côte et le banc à laine, et les bâtimens ennemis étant obligés de se tenir au large de ce banc, on ne tira plus qu'à boulets. Sous le cap Grinez, où les plus gros vaisseaux peuvent approcher la terre jusqu'à portée de pistolet, l'affaire devint plus chaude. Tous les bâtimens ennemis se réunirent pour empêcher la flottille de le doubler; les uns la combattant par le travers, les autres cherchant à lui barrer le passage et à envelopper la tête de sa ligne. Malgré le feu le plus vif à boulets et à mitraille, la canonnière montée par l'amiral Verhuell et le maréchal Davoust parvint à contourner le cap ; toute la ligne suivit ce mouvement et s'avança en bon ordre vers la rade d'Ambleteuse, en longeant la côte à la distance d'ùn jet de pierre. Les Anglais, quoique certains alors de ne pouvoir plus empêcher l'arrivée de la flottille batave sur cette rade, continuèrent de l'accompagner jusqu'à son mouillage, en lui envoyant

1805-an XIII. France. bordée sur bordée à portée de mitraille : ils s'éloignèrent lorsqu'elle eut jeté l'ancre. Cependant, après avoir couru un grand bord au large, ils revinrent l'attaquer au mouillage; mais les bâtimens de la flottille se trouvant alors dans la position la plus avantageuse pour se défendre, les bâtimens ennemis furent bientôt obligés de renoncer à cette dernière attaque, aussi infructueuse que toutes les autres. Le lendemain, quantité de bateaux canonniers et de transports, partis de Dunkerque pendant que toutes les forces anglaises étaient aux prises avec la flottille devant Blanez et devant Boulogne, arrivèrent sans avoir été inquiétés dans leur route; et, peu de temps après, toute la flottille batave se trouva réunie à Ambleteuse.

La division aux ordres du capitaine de vaisseau Hamelin, dont nous avons parlé plus haut, se renforça à Fécamp de deux canonnières, ainsi que de quelques bateaux canonniers et péniches qui se trouvaient dans ce port. Ainsi renforcé, le capitaine Hamelin ne craignit pas d'appareiller en présence de la même croisière ennemie qu'il avait déjà combattue; il mit à la voile, le 23 juillet, à cinq heures du matin. Les Anglais se bornèrent d'abord à observer ses mouvemens; mais le vent étant devenu plus fort et la mer grosse, circonstances qui donnaient de l'avantage aux bâtimens ennemis sur ceux de la flottille, ils s'avancèrent pour attaquer la division française.

Les Anglais s'attachèrent particulièrement à combattre l'arrière-garde qui était protégée par la corvette canonnière *l'Audacieuse*. Le capitaine de frégate Roquebert [1], commandant de cette corvette, les reçut avec la même vigueur

[1] En récompense de leur belle conduite dans le combat que nous avons rapporté plus haut, l'empereur avait élevé le lieutenant de vaisseau Roquebert au grade de capitaine de frégate, et l'enseigne Cocherel au grade de lieutenant de vaisseau; mais ces officiers l'ignoraient encore.

que dans le combat du 10 juin. Le capitaine Hamelin, qui marchait à la tête de sa ligne, était trop brave et trop bon marin pour en laisser écraser la queue sans lui porter secours; il vira de bord avec la corvette canonnière *la Foudre*, qu'il montait, et vint prendre poste en avant de *l'Audacieuse*: les deux corvettes canonnières ainsi ralliées serrèrent l'ennemi au feu jusqu'à petite portée de fusil, et firent jouer sur lui en même temps artillerie et mousqueterie. 1805-an XIII. France.

Cette belle manœuvre intimida les Anglais: ils forcèrent de voiles pour se retirer de dessous le feu meurtrier des corvettes, et se porter sur une partie de la ligne, où ils n'auraient à combattre que des canonnières et des bateaux, qu'ils supposaient, à cause de la grosseur de la mer, hors d'état de se servir avantageusement de leur artillerie: ils y furent accueillis comme ils venaient de l'être à l'arrière-garde.

Une manœuvre hardie de l'enseigne de vaisseau Hilaire contribua puissamment à faire échouer la nouvelle tentative de la division ennemie. Cet officier commandait trois canonnières, dont les affûts à coulisses ne leur permettaient pas de tirer par le travers; il les fit virer de bord et courir droit sur les bâtimens anglais en faisant feu par devant. Ce feu, qui se croisait avec celui des bâtimens français demeurés en ligne, obligea les Anglais à prendre le large.

Deux heures après, les bâtimens ennemis ayant repassé des manœuvres et changé quelques voiles, revinrent à la charge, et l'on se battit de très-près. Les cris *à l'abordage! à l'abordage!* retentissaient dans la ligne française, et *l'Audacieuse* demanda par signal à aborder l'ennemi. Le capitaine Hamelin, trouvant la mer trop grosse, refusa d'accorder cette demande, et fut à regret obligé de renoncer à ce genre d'attaque, pour lequel il s'était hautement prononcé, et dont il se promettait le plus grand succès, malgré l'extrême différence de hauteur entre les bâtimens ennemis et ceux de la

1805-AN XIII. France.

flottille. Le combat continua avec acharnement. Un boulet emporta le bras droit du brave Cocherel, capitaine de *la Foudre* : obligé par cette blessure de quitter son poste, il le fit en criant plusieurs fois : *Vive l'empereur !* et en recommandant à son équipage de continuer le feu avec précision et vivacité.

Au bout d'une heure de ce nouvel engagement, l'ennemi fut obligé de chercher son salut dans la fuite. Ses bâtimens avaient eu plusieurs mâts partiels coupés, et leurs bas-mâts étaient très-endommagés. Le capitaine Hamelin poursuivit sa route avec l'intention de débarquer, en passant, ses blessés à Dieppe ; mais le mauvais temps qui survint l'obligea d'entrer avec sa division dans ce port. Il en partit peu de temps après, et arriva heureusement à Boulogne.

Les principales avaries reçues par la division du capitaine Hamelin dans ce dernier combat, le furent dans les mâts et les voiles, le peu d'élévation des bâtimens de la flottille dérobant leur corps aux coups de l'ennemi. La perte en hommes fut, par cette même raison, peu considérable ; elle se monta à cinq ou six tués et vingt-deux blessés : parmi les premiers, se trouva l'enseigne de vaisseau Giret, qui avait déployé la plus grande bravoure dans les deux affaires des 10 juin et 23 juillet.

L'arrivée de la flottille batave et de quelques divisions venant de l'ouest avait presque complетté la réunion de la flottille, et les bâtimens qui restaient encore à venir n'étaient pas absolument nécessaires, puisque Boulogne et les ports voisins en renfermaient un nombre suffisant pour transporter toute l'armée rassemblée sur les côtes de Picardie[1]. Ainsi, de-

[1] La flottille, composée alors de 2,365 bâtimens de toute espèce, pouvait porter plus de 160,000 hommes de troupes, et près de 10,000 chevaux. Le tableau placé à la fin de ce volume, et dressé d'après les états fournis au gouvernement par l'amiral commandant en chef la flottille, fait voir, dans le plus grand détail, quelle était la situation de l'expédition au moment où elle fut suspendue.

puis la fin de juillet 1805, Napoléon était en mesure de tenter l'expédition pour laquelle la France avait fait des efforts si prodigieux et si rapides. Cette époque est celle où il convient que nous donnions une idée de l'organisation de la flottille, de l'ensemble des moyens préparés pour la descente, ainsi que des obstacles et des chances de succès que présentait cette entreprise vraiment gigantesque. 1805-an XIII. France.

La flottille fut partagée en six grands corps. Le premier, désigné sous le nom d'aile gauche de la flottille, et placé au port d'Etaples, était destiné à porter les troupes composant le camp dit de Montreuil, et commandées par le maréchal Ney; le second et le troisième, appelés aile droite et aile gauche du centre de la flottille, occupaient le port de Boulogne, et devaient porter les troupes réunies dans les camps établis, à droite et à gauche de ce port, sous le commandement du maréchal Soult; le quatrième, nommé aile droite de la flottille, occupait le port de Wimereux et devait porter le corps du maréchal Lannes, composé de diverses divisions d'infanterie, parmi lesquelles se trouvaient celles de grenadiers de l'avant-garde et de la réserve; la flottille batave, réunie au port d'Ambleteuse, formait, sous cette désignation, le cinquième corps de l'expédition, et devait porter les troupes commandées par le maréchal Davoust; enfin, un sixième corps, rassemblé au port de Calais, sous le nom de réserve de la flottille, était destiné à embarquer la division d'infanterie italienne et diverses divisions de dragons montés et non montés [1].

Les quatre premiers corps seuls avaient une organisation régulière: chacun d'eux était partagé en deux portions appelées escadrilles; chaque escadrille était destinée à embar-

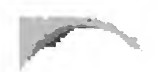
[1] La garde impériale devait s'embarquer sur des bâtimens formant une escadrille particulière, et armés par des équipages tirés du bataillon de matelots de cette même garde.

1805-an XIII. France.

quer une division de l'armée, composée de quatre régimens de ligne et d'un d'infanterie légère, avec sa cavalerie, son artillerie et ses bagages. L'escadrille était généralement composée de deux divisions de bateaux de première espèce et de deux de seconde, affectées aux quatre régimens de ligne; de deux divisions de péniches ou bateaux de troisième espèce, affectées au régiment d'infanterie légère; de deux divisions de bâtimens écuries, affectées l'une à la cavalerie et l'autre aux chevaux d'artillerie; d'une section de transports destinés au gros matériel d'artillerie; et enfin, d'une division entière de ces mêmes transports pour les bagages de la portion d'armée embarquée sur l'escadrille. La formation des régimens à cette époque avait déterminé le nombre des bâtimens de chaque division de la flottille, destinée à embarquer un régiment. Les divisions de la flottille étaient donc partagées en deux sections affectées aux deux bataillons du régiment; chaque section avait été, en conséquence, composée de neuf bâtimens affectés chacun à l'une des neuf compagnies dont se composait alors un bataillon [1].

Cet ordre admirable avait été complетté par la manière adoptée pour l'arrangement des diverses divisions dans les ports. A Boulogne, par exemple, on avait eu soin de placer sur la rive droite du port les divisions destinées aux régimens du camp de droite, et, sur la rive gauche, celles qui devaient porter les troupes du camp de gauche; les bâtimens étaient rangés par sections, c'est à-dire par files de neuf. Sur le quai, vis-à-vis le centre de chaque escadrille, était placé un poteau portant cette inscription : — *escadrille, division* N;

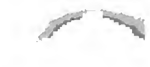
[1] On avait cependant reconnu la nécessité d'ajouter à chaque division de seconde espèce un dix-neuvième bateau; l'encombrement de la cale par les deux chevaux embarqués à bord de chacun des bateaux de deuxième espèce avait rendu cette addition nécessaire. Ce bateau supplémentaire portait l'état-major du régiment et quelques effets appartenant au corps.



vis-à-vis l'intervalle qui séparait les deux divisions de même espèce on lisait : *brigade* N ; et vis-à-vis l'espace laissé entre les deux files de bâtimens de chaque division, — *régiment de ligne* ou *d'infanterie légère* : de la sorte, toute confusion était impossible. 1805-an XIII. France.

Une des dispositions les plus propres à assurer le succès de tout débarquement général ou partiel tenté par la flottille, était celle en vertu de laquelle on n'avait placé sur les transports que le gros matériel et les bagages d'armée ; les bâtimens de guerre destinés au passage des troupes portaient en même temps toutes les munitions, les vivres et les outils de campement nécessaires aux troupes embarquées : de manière que, en quelque nombre que fussent les troupes mises à terre, elles se trouvassent toujours en état d'opérer sur-le-champ et sans avoir besoin d'attendre d'autres bâtimens. Ces vivres, ces munitions et ces outils pouvaient être, et avaient été effectivement embarqués à l'avance : quant aux hommes et aux chevaux, des mesures avaient été prises pour en rendre l'embarquement le plus facile possible à l'instant du départ. Lorsqu'elles devaient embarquer, les troupes arrivaient en colonnes serrées, la droite ou la gauche en tête, selon la position des quais ; au moment où les colonnes s'arrêtaient, la tête de chaque bataillon se trouvait présentée vis-à-vis la file de bateaux qui lui était affectée ; la compagnie de grenadiers traversait toute cette file, pour gagner le bâtiment le plus au large ; la première compagnie de fusiliers s'arrêtait sur le bâtiment le plus voisin de celui-ci, et ainsi de suite, jusqu'à la dernière compagnie du bataillon, qui se trouvait occuper le bateau le plus près du quai. Les chevaux étaient hissés à bord des bateaux avec un ordre pareil et une égale promptitude.

L'empereur, jaloux de connaître positivement quel degré de célérité on pouvait apporter à cette opération importante, la fit exécuter deux fois en sa présence : le résultat surpassa



1805-an XIII France. son attente. Bien que les troupes occupassent des camps dont l'extrémité fût éloignée de plus de dix-huit cents toises du point d'embarquement, une heure et demie après la générale battue, hommes et chevaux, tout était embarqué. Chaque fois, les acclamations de l'armée annoncèrent l'enthousiasme dont elle était animée pour son chef, et sa vive impatience d'aborder les rives britanniques. Ce spectacle, l'un des plus magnifiques et des plus extraordinaires peut-être qui aient été offerts aux regards des hommes, dut causer à Napoléon autant de regrets qu'il causait d'admiration au reste des Français qui en étaient témoins. Déjà les événemens se pressaient sur le continent; la coalition nouvelle, formée par l'or anglais, se préparait à l'attaquer, et il prévoyait que bientôt il serait forcé d'abandonner ces lieux d'où il faisait trembler la Grande Bretagne, et de remettre à d'autres temps la punition de tous les maux que cette puissance avait causés à la France.

Une circonstance, autre que la formation d'une coalition nouvelle sur le continent, vint rendre la descente impossible ou du moins en éloigner l'exécution. On peut affirmer, en toute certitude, que le concours de ces deux circonstances fit suspendre l'entreprise, quand même on penserait que la première seule n'eût pas produit ce résultat, et que la seconde au contraire le rendait inévitable [1]. Nous allons exposer cette dernière circonstance; mais, auparavant, il est nécessaire de faire connaître quelles modifications avait éprouvées le plan

[1] Quelques personnes ont prétendu que l'agression de l'Autriche et de la Russie n'aurait pas empêché Napoléon de passer en Angleterre avec l'armée de Boulogne, si, par une meilleure exécution des ordres qu'il avait donnés d'un autre côté, il se fût trouvé à même de surmonter les difficultés du trajet : il eût, disent-elles, confié à la masse de la nation, unie aux troupes demeurées dans l'intérieur, la défense des frontières françaises. Sans nier la possibilité d'une telle défense, à cette époque, il nous paraît certain que Napoléon n'était pas disposé à tenter cette expérience : tout a prouvé qu'il avait pour système d'empêcher la nation de se mêler directement de ses affaires.

adopté primitivement par Napoléon pour l'invasion de l'Angleterre. 1805-an XIII. France.

Nous avons vu qu'on s'était flatté, dans le principe, que les bateaux de la flottille, tels qu'on les avait construits et armés, pourraient opérer sans le secours d'une force navale composée de bâtimens de haut bord. Cette erreur subsista long-temps ; et la facilité avec laquelle s'effectuait la réunion de la flottille contribua surtout à l'entretenir. Protégés par les batteries de côte ou l'artillerie mobile qui les suivait sur la plage, par le fort calibre de leurs propres canons, et par leur peu de tirant d'eau, qui leur permettait de naviguer sur des bas fonds au large desquels les bâtimens ennemis étaient obligés de se tenir, les bateaux français bravèrent tous les efforts des croisières anglaises pour les empêcher d'arriver à leur destination. Ils parurent aussi très-propres à balayer un rivage sur lequel ils viendraient s'échouer à force de voiles ou de rames ; mais on reconnut bientôt qu'ils étaient loin d'offrir les mêmes avantages au large de toute terre, c'est-à-dire pendant la traversée. D'un gros temps, outre le danger qu'ils auraient couru d'être submergés, il leur eût été aussi impossible de combattre, en faisant route, que d'aborder ensuite sur une côte battue par des lames capables de les briser en peu d'instans. Le calme leur eût été, à la vérité, plus favorable, pourvu toutefois qu'il fût assez parfait pour leur permettre, à l'aide de leurs avirons, de passer à la vue des bâtimens de haut bord anglais devenus complétement immobiles ; mais la moindre brise qui fût venue à s'élever, en rendant à ces bâtimens la faculté de se mouvoir, eût compromis la flottille. Et, peut-on compter dans la Manche sur un calme plat de douze heures ?

Deux moyens seuls existaient pour faire arriver la flottille sur les côtes d'Angleterre : forcer le passage ou bien le surprendre. Nous venons de voir que le forcer était presque

1805-an XIII. France.

impossible ; il reste à montrer si le surprendre était plus facile. Il nous semble que les localités présentaient à cet égard des obstacles insurmontables. La chance, à coup sûr, la plus heureuse qui pût se présenter pour cela eût été l'absence totale des bâtimens de guerre anglais de la partie du canal que la flottille avait à traverser, pendant un espace de temps suffisant pour ce trajet ; mais la flottille ne pouvait profiter d'une pareille circonstance, quand elle se fût présentée, parce qu'il lui fallait plus d'une marée pour sortir des ports de Boulogne, Wimereux, etc. Si, en avant de ces ports, il eût existé des rades où toute la flottille eût pu demeurer à l'ancre sans danger pendant la durée d'un de ces coups de vent si fréquens et si terribles sur la Manche, pour en appareiller aussitôt la tempête passée, le succès de l'expédition eût été certain ; mais, malheureusement, la nature n'a placé aucun mouillage sûr, le long de cette partie des côtes de la France. Toutes ces considérations firent enfin sentir à Napoléon la nécessité de combiner la sortie de la flottille avec l'arrivée, dans le fond de la Manche, d'une force navale française infiniment supérieure à celle qui resterait aux Anglais dans ces parages. Un plan fut conçu pour obtenir ce résultat important ; et, qu'il l'ait été par l'empereur lui-même ou par le ministre Decrès (ce dont il est permis de douter)[1], il fait le plus grand honneur à son auteur.

La France avait alors à sa disposition des flottes plus ou

[1] Une opinion généralement répandue, c'est que, à part celle-ci, toutes les combinaisons nautiques de la période comprise entre 1801 et 1814 furent marquées au coin de la maladresse et de l'imprévoyance les plus complettes. Nous sommes trop impartiaux pour ne pas déclarer qu'il faut en chercher la principale cause dans un vice monstrueux, qui existait et qui existe encore dans l'organisation de la division chargée, au ministère de la marine, de la direction et du mouvement des forces navales ; mais cette circonstance ne saurait excuser le ministre, dont le devoir est de ne confier des fonctions qu'aux hommes capables de les remplir.

moins nombreuses dans les ports du Texel, de Brest, de Rochefort, du Ferrol, de Cadix et de Toulon; le plan de Napoléon était de faire arriver toutes ces flottes ensemble dans la Manche, au moment où il aurait habilement forcé les Anglais à éloigner de l'Europe la presque totalité de leurs forces navales. Ce plan fut mis à exécution. La flotte de Toulon eut ordre de sortir, d'aller débloquer Cadix, et, renforcée par les vaisseaux français et l'escadre espagnole réunis dans ce port, de se rendre aux Antilles pour y joindre l'escadre de Rochefort qui devait l'y attendre. La jonction opérée, et tandis que plusieurs escadres ennemies seraient occupées à les chercher dans les mers d'Amérique et de l'Inde, ces forces, montant à vingt-cinq vaisseaux, devaient revenir sur-le-champ en Europe et se présenter devant le Ferrol, d'où une quinzaine de vaisseaux espagnols et français seraient sortis pour les rallier. De là, elles devaient se porter rapidement à la hauteur de Brest, débloquer ce port et se faire joindre par les vingt-deux vaisseaux qui s'y trouvaient prêts à prendre la mer. L'amiral Cornwallis, commandant de la seule flotte que les Anglais eussent pu en ce moment opposer à cette grande armée navale, n'eût sans doute pas prétendu résister à des forces triples des siennes; et soixante-trois vaisseaux français et espagnols entraient dans la Manche dont ils demeuraient maîtres pendant un temps plus que suffisant pour que la flottille sortît de ses ports et traversât le canal sans avoir une amorce à brûler pendant le trajet.

1805-an XIII. France.

Le départ de l'escadre de Rochefort, celui de la flotte de Toulon et le débloquement de Cadix s'opérèrent heureusement. Toutes les escadres ennemies disponibles furent détachées à la poursuite des escadres françaises et espagnoles sur divers points, parce que leurs destinations étaient inconnues. Il ne restait plus de flottes anglaises que devant le Ferrol et devant Brest, et tout semblait annoncer la réussite du plan

1805-an XIII. France.

impossible; il reste à montr ... re de Rochefort r
cile. Il nous semble que l ... tion ordonné
des obstacles insurmonta ... , parce q
heureuse qui pût se pr ... sez no
tale des bâtimens de ... l'e
la flottille avait à t ...
fisant pour ce t ... ie ...
d'une pareille ... eurs lieues
qu'il lui fall ... avale franco-espagno
Boulogne, ... on attendait avec la plus viv
existé de ... es savantes combinaisons qui devaie
sans da ... le une paisible traversée. C'est dans ce mo
quens ... pérance était portée au plus haut point, où l'o
sitôt ... t de voir enfin la marine française favorisée à la fo
ta ... génie et de la fortune, qu'on apprend coup sur coup qu
... l'armée combinée, forte de vingt vaisseaux, a livré, vers le
côtes d'Espagne, à quinze vaisseaux anglais, un combat, qu
nous raconterons plus loin, dans lequel deux vaisseaux es
pagnols ont été pris, et que, après avoir débloqué le Ferrol
cette armée, renforcée de quinze vaisseaux, au lieu de s
porter vers Brest, est rentrée dans le port de Cadix. L'empe
reur est furieux de ce contretemps. Cependant il dissimu
son mécontentement; il inspecte de nouveau la flottille dan
le plus grand détail, feint de n'avoir jamais compté que su
elle pour l'invasion de l'Angleterre, et fait encore exécuter
en sa présence, l'embarquement des troupes et des chevaux
Mais les nuages formés sur le continent s'amoncellent, l'orag
éclate, Napoléon quitte Boulogne, et bientôt l'armée reço
subitement l'ordre d'en partir pour se porter sur le Rhin
tandis qu'on désarme en partie la flottille, et que les marin
qui la montaient, transformés tout à coup en soldats, demeu
rent chargés d'entretenir et de défendre cet immense matéri
d'une expédition qu'ils ont l'espoir de recommencer bientôt

…minant la relation du … inattendus qui firent
… aucune natio… …erté, événemens fu-
…me quest… …er des plaies encore
…apolé… …ner de la plus ri-
… nous parlerons

…s fait men-
…ares de… …efort de-
…e importance. L… …e de ce
… conquête de l'Europe e… …ée de
…nie universelle dont il serait le ch… …ates
prétexte de la descente pour rassembler, sans … …
puissances continentales, une armée avec laquelle il … tait fondre sur elles à l'improviste. Selon d'autres, cette ar… mée n'était destinée qu'à assurer son élévation au trône impérial, et à imposer aux mécontens de l'intérieur, ainsi qu'aux souverains étrangers qui eussent tenté d'apporter obstacle à ce qu'il s'emparât du sceptre de Charlemagne. L'histoire lèvera un jour tous ces doutes. En attendant, on peut opposer quelques argumens à l'opinion que les démonstrations faites sur les côtes françaises de la Manche n'étaient qu'un vain simulacre. L'étendue seule des préparatifs suffirait peut-être pour prouver invinciblement qu'il ne s'agissait pas d'une feinte. Cette ardeur à faire construire des milliers de bateaux, et à mettre tout en œuvre pour les faire arriver avec la plus grande promptitude au point désigné pour leur réunion; ces millions prodigués pour creuser des havres et des bassins, élever des môles et bâtir des forts avec une rapidité qui semblait tenir de l'enchantement; cette constance à négocier pour conserver la paix avec l'Autriche, quand il pouvait fondre sur cette

[1] C'est moins le nombre des canons que celui des hommes et des chevaux embarqués, qui rendit cet armement supérieur à tout autre dont l'histoire ait conservé le souvenir. En effet, soixante vaisseaux de ligne portent une artillerie bien supérieure en nombre et en calibre à celle de toute la flottille.

1805 an XIII. France. de Napoléon. Cependant l'escadre de Rochefort rentra dans ce port sans avoir effectué la jonction ordonnée; mais cette circonstance ne parut pas fâcheuse, parce que les forces de Toulon et de Cadix étaient encore assez nombreuses pour débloquer facilement le Ferrol, et que l'escadre de Rochefort pouvait sortir de nouveau et les joindre dans leur route vers Brest. L'escadre légère faisant partie de la flotte de ce dernier port allait tous les jours à plusieurs lieues au large pour signaler l'arrivée de l'armée navale franco-espagnole. A Boulogne, tout était prêt, et l'on attendait avec la plus vive impatience le résultat des savantes combinaisons qui devaient assurer à la flottille une paisible traversée. C'est dans ce moment, où l'espérance était portée au plus haut point, où l'on se flattait de voir enfin la marine française favorisée à la fois du génie et de la fortune, qu'on apprend coup sur coup que l'armée combinée, forte de vingt vaisseaux, a livré, vers les côtes d'Espagne, à quinze vaisseaux anglais, un combat, que nous raconterons plus loin, dans lequel deux vaisseaux espagnols ont été pris, et que, après avoir débloqué le Ferrol, cette armée, renforcée de quinze vaisseaux, au lieu de se porter vers Brest, est rentrée dans le port de Cadix. L'empereur est furieux de ce contretemps. Cependant il dissimule son mécontentement; il inspecte de nouveau la flottille dans le plus grand détail, feint de n'avoir jamais compté que sur elle pour l'invasion de l'Angleterre, et fait encore exécuter, en sa présence, l'embarquement des troupes et des chevaux. Mais les nuages formés sur le continent s'amoncellent, l'orage éclate, Napoléon quitte Boulogne, et bientôt l'armée reçoit subitement l'ordre d'en partir pour se porter sur le Rhin, tandis qu'on désarme en partie la flottille, et que les marins qui la montaient, transformés tout à coup en soldats, demeurent chargés d'entretenir et de défendre cet immense matériel d'une expédition qu'ils ont l'espoir de recommencer bientôt.

En terminant la relation du plus formidable armement qu'ait jamais exécuté aucune nation maritime [1], nous avons à examiner brièvement une question du plus haut intérêt. On met encore en doute si Napoléon avait réellement l'intention d'envahir l'Angleterre, et l'on regarde les immenses préparatifs qu'il fit pour l'exécution de ce grand projet comme un masque propre à couvrir d'autres desseins, dont la réussite était pour lui de la plus haute importance. Les uns supposent que, méditant déjà la conquête de l'Europe et l'établissement d'une monarchie universelle dont il serait le chef, il se servit du prétexte de la descente pour rassembler, sans effrayer les puissances continentales, une armée avec laquelle il comptait fondre sur elles à l'improviste. Selon d'autres, cette armée n'était destinée qu'à assurer son élévation au trône impérial, et à imposer aux mécontens de l'intérieur, ainsi qu'aux souverains étrangers qui eussent tenté d'apporter obstacle à ce qu'il s'emparât du sceptre de Charlemagne. L'histoire lèvera un jour tous ces doutes. En attendant, on peut opposer quelques argumens à l'opinion que les démonstrations faites sur les côtes françaises de la Manche n'étaient qu'un vain simulacre. L'étendue seule des préparatifs suffirait peut-être pour prouver invinciblement qu'il ne s'agissait pas d'une feinte. Cette ardeur à faire construire des milliers de bateaux, et à mettre tout en œuvre pour les faire arriver avec la plus grande promptitude au point désigné pour leur réunion; ces millions prodigués pour creuser des havres et des bassins, élever des moles et bâtir des forts avec une rapidité qui semblait tenir de l'enchantement; cette constance à négocier pour conserver la paix avec l'Autriche, quand il pouvait fondre sur cette

1805. — an XIII. France.

[1] C'est moins le nombre des canons que celui des hommes et des chevaux embarqués, qui rendit cet armement supérieur à tout autre dont l'histoire ait conservé le souvenir. En effet, soixante vaisseaux de ligne portent une artillerie bien supérieure en nombre et en calibre à celle de toute la flottille.

1805-an XIII. France.

puissance avant qu'elle fût préparée à la guerre qu'elle avait si imprudemment résolue : tout cela montre assez, suivant nous, le vif désir qu'avait Bonaparte de conquérir l'Angleterre et d'arriver à ce but le plus promptement possible. Nous ne nierons pas que la réunion de la grande armée dans les camps de Boulogne et autres, ainsi que les grandes manœuvres auxquelles on l'exerçait sans relâche, n'aient contribué à mettre Napoléon à même de soutenir une guerre continentale avec succès, quelle que fût la cause qui l'eût allumée; nous ne contesterons pas davantage le formidable appui que présentait cette armée aux prétentions du premier consul à un titre plus pompeux : mais nous persisterons à croire que le projet de la descente en Angleterre était réel, et que c'est avec la plus grande répugnance que l'empereur se vit obligé d'y renoncer. Au reste, si, malgré sa non exécution, il ne fut pas sans fruit pour Napoléon, il ne le fut pas non plus pour la France, à laquelle il prépara les triomphes les plus rapides et les plus éclatans qui soient inscrits dans ses fastes militaires[1].

Jamais, dans tout le cours de la guerre dite de la révolution (et peut-être à aucune autre époque de son histoire), la France ne se trouva dans une attitude plus menaçante envers l'Angleterre qu'en 1805. Indépendamment de son immense flottille, Napoléon avait alors, pour combattre la puissance britannique, quatre-vingts vaisseaux de ligne et quantité de frégates prêts à sortir des ports français, hollandais et espagnols; et ces forces imposantes, bien dirigées, ne pouvaient manquer d'ébranler le colosse maritime sous le joug duquel l'Europe gémissait depuis trop long-temps. Nous avons présenté le tableau des opérations de la flottille : il nous reste à remplir la tâche pénible de retracer celles des diverses escadres dont les mouvemens devaient se combiner avec les siens.

[1] Ceux qui signalèrent la brillante campagne d'Autriche, dont nous avons tracé l'histoire dans le volume précédent.

Obligés de raconter les événemens inattendus qui firent échouer le plan le plus habilement concerté, événemens funestes et encore si récens; forcés de sonder des plaies encore saignantes, nous avons besoin de nous armer de la plus rigoureuse impartialité : elle sera notre guide, et nous parlerons sans passion comme sans faiblesse. 1805-an XIII. France.

Conformément aux dispositions dont nous avons fait mention plus haut, les escadres de Toulon et de Rochefort devaient sortir presque simultanément; cependant celle de ce dernier port mit en mer la première. Elle était composée de cinq vaisseaux de ligne, dont un à trois ponts, trois frégates et deux bricks [1], et commandée par le contre-amiral Missiessy, alors le doyen des contre-amiraux français. Trois mille cinq cents hommes de troupes, sous le commandement du général de division Lagrange, s'embarquèrent sur cette escadre, et y furent répartis comme suit : sept cents hommes sur *le Majestueux*, cinq cents sur chaque vaisseau de soixante-quatorze, deux cents sur chaque frégate et cent sur chacun des bricks. On y embarqua également cinq mille fusils, cent milliers de poudre et un train d'artillerie considérable; ces objets étaient destinés à augmenter l'armement des colonies françaises aux Antilles.

Le 11 janvier 1805, à une heure après midi, l'amiral Missiessy appareilla de la rade de l'île d'Aix, par une brise favorable, mais peu forte. Cet officier-général ayant combiné ses mouvemens de manière à tromper la surveillance de la croisière ennemie, l'escadre n'en fut point aperçue; mais, dans la nuit, la brise qui avait favorisé sa sortie tomba tout

[1] Savoir : *le Majestueux*, de 120 canons, capitaine Violette; *le Magnanime*, de 74, capitaine Allemand; *le Jemmapes*, de 74, capitaine Petit; *le Lion*, de 74, capitaine Soleil, *le Suffren*, de 74, capitaine Troude; *l'Armide*, de 44 canons, capitaine Louvel; *la Gloire*, de 44, capitaine Bonami; *l'Infatigable*, de 44, capitaine Girardias; *le Lynx*, de 16 canons, capitaine Farjenel; et *l'Actéon*, de 16, capitaine Depoge.

1805-an XIII. France.

à fait, ce qui fut du plus mauvais augure, le calme plat, en hiver, étant ordinairement précurseur de la tempête. Le lendemain, les vents se fixèrent à l'ouest, et soufflèrent avec violence; bientôt le temps devint affreux, et la mer extrêmement grosse. Les marins savent combien, en pareille circonstance, et dans le cœur de la mauvaise saison surtout, il est dangereux pour des bâtimens de tenir dans le golfe de Gascogne. L'amiral Missiessy eût pu, sans mériter de reproche, relâcher dans un des ports français qui lui restaient sous le vent; mais, jaloux de ne pas apporter le moindre retard à sa mission, il préféra lutter avec son escadre contre la tempête, et demeurer à la cape jusqu'à ce que le temps lui permît de continuer sa route [1]. Elle dura treize jours consécutifs, et tous les bâtimens souffrirent plus ou moins; néanmoins l'amiral persévéra dans la résolution qu'il avait prise de ne point relâcher. Enfin, le 25, le vent changea, la mer redevint belle, et l'escadre poursuivit sa course.

La sortie de cette escadre excita, en Angleterre, des alarmes d'autant plus vives, que le bruit se répandit en même temps que l'escadre de Toulon avait mis en mer également, et qu'un fort détachement de l'armée navale de Brest avait appareillé de ce port. Ces escadres étaient-elles destinées à aller attaquer séparément quelques-unes des nombreuses possessions britanniques éparses dans les deux Indes, ou bien, tous les vaisseaux ayant des troupes à bord, ne devaient-elles pas se réunir à la mer pour aller opérer un débarquement sur les côtes d'Irlande? Telles étaient les questions que s'adressaient tristement les Anglais. Leur inquiétude était portée à son

[1] Un motif puissant pour empêcher l'amiral Missiessy de relâcher était la crainte que l'escadre de Toulon, non contrariée par une tempête qui pouvait n'être que locale, ne se rendît aux Antilles, et n'en revînt après avoir vainement attendu la sienne, ce qui eût fait manquer l'expédition à laquelle ces deux escadres devaient concourir.

comble; et l'incertitude du gouvernement lui-même à l'égard de la destination de l'escadre de Rochefort, l'obligea de détacher plusieurs escadres à sa poursuite sur divers points, vers lesquels on pouvait supposer qu'elle se dirigeait. Cette circonstance, qui se renouvela dans ce temps chaque fois qu'une escadre française prit la mer, était du plus grand avantage pour le succès des combinaisons de Napoléon, qui devenait assuré, dès qu'il aurait obligé l'Angleterre à dégarnir les mers d'Europe de ses vaisseaux. Sans soupçonner ce dessein, les Anglais sentaient combien il était funeste pour leur pays que le cabinet de Saint-James ne fût pas mieux informé du but des expéditions maritimes de la France. « Il est bien à regretter, disait un écrivain anglais [1], que, à cette époque, si honorable sous d'autres rapports pour les hommes chargés de la direction de notre marine, nous demeurions dans une aussi complète ignorance des desseins de l'ennemi, de l'état de ses préparatifs et des mouvemens de ses forces navales. » On a lieu de regretter plus vivement, en France, que, malgré cet avantage et quantité d'autres qui devaient favoriser les entreprises de la marine, elle n'ait pas fait à l'ennemi tout le mal qu'une meilleure direction l'eût mise facilement à même de lui faire.

1805 AN XIII.
France.

Les instructions de l'amiral Missiessy lui prescrivaient de se rendre, avec la plus grande diligence, aux Antilles, et d'y attendre, pendant trente-cinq jours, l'escadre de Toulon. Ce temps devait être employé à ravitailler les colonies françaises et à ravager celles de la Grande-Bretagne dans ces parages. L'amiral dirigea sa route en conséquence, et, le 20 février, vingt-sept jours après la fin du coup de vent qui avait retenu l'escadre dans le golfe de Gascogne, elle donna dans le canal qui sépare la Martinique de Sainte-Lucie. Un convoi anglais, escorté par une frégate, fut chassé et poursuivi jusque sous les batteries de Sainte-Lucie. Un seul des bâtimens compo-

[1] Annual Register, 1805, p. 224.

1805-an XIII. France.

sant ce convoi put être pris, après quoi l'escadre fit route pour la rade du Fort de France (île de la Martinique), où elle mouilla avant le soir. Pendant le reste du jour et une partie de la nuit, on travailla à débarquer les deux mille cinq cents fusils et les cinquante milliers de poudre destinés pour la Martinique.

Aussitôt que les vaisseaux eurent jeté l'ancre, l'amiral Missiessy et le général Lagrange descendirent à terre pour conférer avec l'amiral Villaret, capitaine-général de la colonie, sur la direction à donner aux forces sous leurs ordres, et apprendre de lui quelle était, à cette époque, la manière la plus sûre de causer de grands dommages aux Anglais dans leurs possessions des Antilles. D'après les conseils de l'amiral Villaret, il fut décidé que les opérations commenceraient par l'attaque de l'île de la Dominique, sa position entre la Martinique et la Guadeloupe offrant aux ennemis un moyen facile de gêner les communications entre ces deux îles et de troubler les opérations maritimes (de course ou de commerce) auxquelles les colons français se fussent livrés, et qui devaient être aussi profitables au gouvernement qu'aux particuliers.

De retour à bord du vaisseau amiral, les deux généraux dressèrent leur plan d'attaque, et, le lendemain à la pointe du jour, ils réunirent en conseil tous les capitaines des bâtimens de l'escadre et tous les chefs de corps des troupes expéditionnaires pour le leur communiquer, afin que chacun sût parfaitement quelle part il devait prendre à son exécution.

D'après ce plan, l'escadre devait se présenter le lendemain 22, au point du jour, devant la Dominique, et opérer aussitôt un débarquement sur trois points différens. Les troupes avaient, en conséquence, été partagées en trois colonnes. La première colonne, forte de neuf cents hommes et commandée par le général Lagrange en personne, devait prendre

terre entre la pointe sud-est de l'île et la ville du Roseau, s'emparer d'une batterie située sur ce point, et marcher rapidement vers le fort qui défend la ville du côté de l'est. La seconde colonne, composée de cinq cents hommes sous les ordres de l'adjudant-commandant Barbot, chef d'état-major du corps expéditionnaire, devait débarquer au pied d'une montagne, nommée le morne Daniel, à une demi-lieue au nord-ouest du Roseau, tourner un fort qui domine la ville, et couper la retraite à la garnison qui l'occupait. La troisième colonne, composée d'environ neuf cents hommes, et commandée par le général Claparède, devait opérer son débarquement à deux portées de canon d'un morne situé à l'extrémité nord-ouest de l'île, et marcher sur cette position pour l'enlever à la baïonnette.

1805-an XIII. France.

Ces dispositions arrêtées, l'escadre mit à la voile et fit route vers la Dominique, précédée par deux goëlettes qui lui servaient d'éclaireurs. A minuit, l'escadre se trouva par le travers de la pointe sud-est de l'île : le fort établi sur cette pointe tira le canon d'alarme; bientôt après des feux furent allumés sur divers points de la côte. L'amiral Missiessy, continuant sa route à petites voiles, parut avant le jour devant la ville du Roseau. Il fit alors arborer le pavillon anglais à ses bâtimens, et tout préparer pour la descente. Plein de sécurité à la vue de cette escadre, qu'il croyait anglaise, le brigadier-général Prévost, gouverneur de l'île, envoya le capitaine de port à bord du vaisseau amiral, pour le conduire au mouillage. On peut juger de la surprise et du désappointement de cet officier en se trouvant à bord d'un vaisseau français.

Quelques instans après, le pavillon national fut substitué aux couleurs anglaises, et toutes les embarcations de l'escadre, chargées de troupes, partirent pour se porter sur les divers points où le débarquement devait s'opérer : alors les

1805-an XIII. France. forts ouvrirent sur l'escadre un feu auquel les vaisseaux et les autres bâtimens de guerre français répondirent de la manière la plus vive. *Le Majestueux*, *le Jemmapes*, *le Lion*, *l'Actéon*, et une des goëlettes s'étant approchés de terre autant que le calme pouvait le permettre, protégèrent la descente: tandis que *le Magnanime*, *le Suffren* et les frégates, qui avaient pris position sous la ville, la foudroyaient de leur artillerie, *le Lynx* s'occupait à amariner vingt-deux navires anglais qui se trouvaient au mouillage du Roseau.

La colonne conduite par le général Lagrange en personne débarqua en présence de deux cents hommes qui étaient rangés en bataille sur le rivage, mais qui n'opposèrent qu'une faible résistance avant de se retirer vers un poste établi au pied d'un morne très-escarpé, et que cette position rendait formidable. Malgré les obstacles que présentait l'escarpement du morne, ce poste fut tourné et l'ennemi obligé de faire sa retraite sur un morne plus éloigné. Quoique contrarié par un calme plat, qui ne permit pas aux vaisseaux de s'approcher assez de terre pour protéger son débarquement, la seconde colonne réussit à l'opérer, poursuivit l'ennemi, et lui coupa la retraite sur une forte redoute armée de quatre pièces de canon, et défendue par cent cinquante hommes. L'adjudant-commandant Barbot fit harceler par ses tirailleurs l'ennemi qu'il venait de déposter du rivage, et qui se retirait dans l'intérieur de l'île; en même temps il se porta vers la redoute, qu'il attaqua sur deux points différens, et l'enleva à la baïonnette; il n'y trouva que seize canonniers, l'infanterie qui la défendait ayant réussi à s'échapper et à se jeter dans un défilé où il était difficile de la poursuivre. Après avoir laissé un détachement dans la redoute, cet officier supérieur se mit en marche pour se réunir à la colonne du général Lagrange, contre laquelle le

gouverneur de l'île cherchait à rassembler toutes ses forces. 1805-an XIII.
Le général Claparède avait été contrarié par le calme au point France.
qu'il n'avait pu se rendre à sa destination. Le général Lagrange lui donna ordre de réunir sa colonne à la seconde et de se porter avec toutes ces troupes vers un morne, d'où il pourrait être à même de couper la retraite au général anglais, qui semblait ne pouvoir tenir long-temps contre la première colonne. Le général Claparède exécuta ce mouvement avec promptitude, gravit le morne et s'empara du fort qui le défendait. Trois cents hommes des milices de l'île qui composaient la garnison de ce fort mirent bas les armes. Cependant le brigadier-général Prévost avait déjà pris ses précautions; il n'avait feint de résister plus vigoureusement au général Lagrange, que pour masquer sa retraite, disons mieux sa fuite. Après avoir exhorté les milices à tenir ferme à leurs postes, et donné secrètement ordre qu'on lui amenât toutes les troupes de ligne au fort du prince Rupert, de l'autre côté de l'île, il s'enfuit, accompagné seulement de deux officiers, vers ce fort, où les débris de ses troupes ne le rejoignirent qu'au bout de quatre jours et après avoir éprouvé toutes sortes de misères. A quatre heures du soir, les trois colonnes françaises entrèrent au Roseau : cette capitale de l'île était alors la proie des flammes. L'incendie avait été allumé par la bourre d'un canon des batteries anglaises qui dominaient la ville, et ses progrès avaient été extrêmement rapides. Les soldats français employèrent sur-le-champ tous leurs efforts pour éteindre le feu; mais ils ne purent sauver que quelques cases habitées par des nègres libres.

Le rapport du général Lagrange au ministre de la marine fait monter la perte des Anglais, dans la journée du 22 février, à deux cents hommes tant tués que blessés et prisonniers; le général Prévost ne la porte qu'à cinquante hommes, mais il ajoute qu'il n'a reçu aucun compte de celle des mi-

7.



1805-an XIII. France.

lices, qu'il suppose considérable [1] : on a vu comme il les avait sacrifiées. La perte des Français, dans le rapport dont nous venons de parler, est évaluée à trois officiers et trente-deux soldats tués, cinq officiers et soixante-dix-sept soldats blessés : le général Prévost l'éleva à environ trois cents soldats, outre plusieurs officiers de marque [2].

Les Anglais, renfermés au port du prince Rupert, prirent à la hâte toutes les dispositions pour soutenir un siége. Le général Ernouf, capitaine-général de la Guadeloupe, arriva sur ces entrefaites à la Dominique, et offrit au général Lagrange un corps de grenadiers pour seconder ses troupes dans cette opération; mais cette offre ne fut point acceptée, et, après avoir inutilement sommé le gouverneur anglais de se rendre, le général Lagrange se décida à évacuer l'île. Avant de se retirer, il fit raser toutes les batteries, embarquer quelques pièces de canon et mettre toutes les autres hors de service; il ordonna de détruire les affûts, de jeter les munitions à la mer, et d'incendier tous les magasins de vivres et de denrées coloniales ; il emmena prisonniers à bord de l'escadre toutes les troupes de ligne, désarma les milices et leur fit donner leur parole de ne point servir d'un an; enfin il frappa une forte contribution sur les habitans, et partit, laissant l'île tellement privée de défense, que le moindre corsaire français eût pu impunément insulter ses côtes [3].

[1] Lettre du brigadier-général Prévost au lieutenant-général Myers, commandant les troupes britanniques aux Iles du vent et sous le vent, *Annual Register*, 1805.

[2] Ces contradictions se rencontrent toujours quand on compare les relations françaises et anglaises. Nous observons toutefois que nous nous sommes servis d'une copie certifiée du rapport du général Lagrange au ministre de la marine, pièce bien différente de ce qu'on a publié dans le Moniteur; tandis que la dépêche du général Prévost a été puisée dans les gazettes anglaises.

[3] Les Anglais ont presque transformé en victoire cette affaire de la Dominique (où, à la vérité, on ne leur fit peut-être pas tout le mal possible, puisqu'on n'as-

annonçaient la rentrée de l'escadre de Toulon dans le port à la suite d'une tempête, et lui prescrivaient en conséquence de ne pas attendre cette escadre pendant les trente-cinq jours convenus, mais d'effectuer son retour en Europe. L'escadre avait déjà passé les deux tiers de ce temps aux Antilles. 1805-an XIII. France.

L'amiral s'empressa d'obéir aux ordres qu'il venait de recevoir; mais, en faisant route, il se porta vers Saint-Domingue pour donner quelques secours au petit nombre de Français qui luttaient encore sur un coin de cette île contre toutes les forces des noirs. La ville de Santo-Domingo était, à cette époque, le seul refuge de cette poignée de Français, dont la résistance héroïque marquera dans les fastes militaires de la France. Le général Ferrand les commandait, et avait jusqu'alors déployé une constance égale à ses talens et à son courage; mais la place, peu, ou, pour ainsi dire, point fortifiée, était assiégée depuis vingt-quatre jours par une multitude de nègres qui la serraient de très-près, et au point que leur mousqueterie tuait à chaque instant du monde dans les rues; du côté de la mer, elle était bloquée par quelques bâtimens de guerre anglais: sa faible garnison allait succomber, et jamais secours ne furent plus nécessaires.

Au moment où l'escadre parut devant Santo-Domingo, la garnison était engagée dans une sortie où elle avait le désavantage: l'amiral Missiessy, par sa seule présence, sauva la ville. Dès le lendemain, l'armée noire leva le siége et se retira dans l'intérieur de l'île. Le général Lagrange fit mettre à terre le dernier bataillon qui lui restait, ainsi que de l'artillerie et des munitions; de concert avec l'amiral, il y joignit une somme d'argent et des vivres provenant des vaisseaux, qui se réduisirent à ceux strictement nécessaires pour effectuer leur retour en France. L'amiral tint son escadre sous voiles pendant un jour et deux nuits qu'on mit à débarquer tous ces objets. Il savait trop combien le mouillage de Santo-Domingo est

1805-an XIII. France.

marchands anglais qui se trouvaient sur la rade. Monserrat fut traitée de la même manière.

A Saint-Christophe, l'amiral et le général français abordèrent avec quelque précaution. Deux frégates furent détachées en avant de l'escadre pour reconnaître la rade de la Basse-Terre et les défenses qui la protégeaient. Une colonne de quatre cents hommes, commandée par le chef d'état-major Barbot, eut ordre d'opérer une descente, sous la protection des frégates. Dès que les habitans de la Basse-Terre virent mettre les chaloupes à la mer, ils arborèrent le pavillon blanc, et quatre des membres du conseil municipal se rendirent à bord du vaisseau amiral pour traiter de la rançon de l'île. Pendant ce temps, l'adjudant-commandant Barbot fit son débarquement. Il occupa sans peine les deux forts qui flanquent la ville, toutes les troupes de ligne, ainsi que les milices, s'étant retirées à Brimstone-Hill, le Gibraltar des Antilles. Cette position était trop formidable pour être prise autrement que par un siége en règle, que les obstacles du terrain eussent rendu extrêmement long. Le général Lagrange ne put entreprendre une opération de cette nature, et qui eût exigé plus de temps que l'escadre n'en devait passer aux Antilles. Après avoir détruit l'artillerie et les munitions des deux forts de la Basse-Terre, enlevé les fusils des milices et perçu la contribution imposée aux habitans, il évacua l'île. L'escadre s'empara, sur la rade de Saint-Christophe, de plusieurs grands navires, dont quelques-uns étaient très-richement chargés: ils furent tous brûlés.

Les calmes, qui durèrent plusieurs jours, empêchèrent l'amiral de se porter sur d'autres îles anglaises, et il regagna la Martinique, où il devait déposer la presque totalité des troupes qui restaient à bord de l'escadre. L'amiral Missiessy trouva, à la Martinique, le brick *le Palinure*, nouvellement arrivé de France, et qui lui apportait des dépêches. Elles lui

cents hommes eussent assiégé avec un succès non douteux, manquait seule pour compléter la conquête de cette île. Nous ignorons si les instructions de l'amiral et du général commandant les troupes expéditionnaires leur prescrivaient impérieusement de prendre possession de la Dominique, et d'y placer une garnison. Il est permis d'en douter; car c'est, appuyés sur une autorité imposante, que nous avons dit plus haut que l'attaque de la Dominique fut résolue *d'après les conseils de l'amiral Villaret, capitaine général de la Martinique* [1].

Quoi qu'il en soit, le gouvernement fit insérer dans le Moniteur un article, où il cherchait, aux dépens de ses deux généraux, à effacer, aux yeux de l'Europe, la tache qu'il supposait avoir été imprimée à la gloire militaire française, en laissant imparfaite la conquête de la Dominique : « Nous pouvions nous considérer comme maîtres de cette colonie, disait-on; mais déjà le général Lagrange et le contre-amiral Missiessy avaient appris que Santo-Domingo, attaqué par les nègres, demandait de prompts secours [2]. Ils sentirent qu'il leur devenait impossible de remplir en entier leur mission, qui était non-seulement d'augmenter les forces et d'approvisionner [illegible]ement la Martinique et la Guadeloupe; de porter des

[illegible] suivant dans la correspondance de cet amiral avec le [illegible] 8 ventose an XIII) : « L'escadre commandée [illegible] les troupes de débarquement aux or- [illegible] mouilla dans la rade du Fort de France, [illegible] J'eus immédiatement une conférence [illegible] la plus utile à donner à cette expédition [illegible] avantageuse d'opérer dans ces mers. *Mes* [illegible] *attaque de la Dominique.*

[illegible], il suffit de se rappeler qu'il s'écoula environ [illegible]ment des troupes à la Dominique et l'arrivée de [illegible]go, où elle eût [illegible] porter en quatre ou cinq jours,

1805-an XIII France.

dangereux pour songer à s'y établir. Bien lui prit d'en agir ainsi, car des forces anglaises très-supérieures aux siennes vinrent pour le surprendre à ce mouillage très-peu de jours après qu'il se fut dirigé vers l'Europe, malgré les vives instances du général Ferrand, qui le pressait de prolonger son séjour devant Santo-Domingo.

Cette escadre, qui portait en France de l'argent, des prisonniers, des équipages formés à la manœuvre, pleins de santé, de courage et d'ardeur, était attendue sur sa route par plusieurs escadres ennemies. Le gouvernement britannique, humilié du ravage et de la terreur qui venaient d'être portés dans ses colonies des Antilles, mettait le plus grand prix à intercepter les vaisseaux qui retournaient chargés de leurs dépouilles; mais l'amiral Missiessy sut habilement éluder les forces anglaises envoyées à sa rencontre, et il rentra avec tous ses bâtimens à Rochefort, après une campagne d'environ cinq mois.

L'expédition que nous venons de raconter fut (il est pénible de le dire) la plus heureuse de toute la dernière guerre maritime, puisque, après avoir causé d'assez grands dommages aux Anglais, elle rentra toute entière dans le port d'où elle était partie; circonstance assez rare durant cette période désastreuse. Cependant, la conduite de Napoléon, non pas à l'égard du général Lagrange, qui était en grande faveur auprès de lui, mais envers le contre-amiral Missiessy, montra qu'il n'était pas satisfait des opérations de ces deux généraux[1]. Le motif de ce mécontentement parut être l'évacuation de la Dominique, lorsque la prise d'un fort, que trois mille cinq

[1] On assure que, loin de passer condamnation sur ses opérations, l'amiral Missiessy réclama de l'avancement, et témoigna au ministre de la marine sa répugnance à reprendre la mer, s'il n'était fait vice amiral, grade auquel son ancienneté, comme contre-amiral, lui donnait droit de prétendre après une campagne utile à l'état. Il ne fut point avancé.

cents hommes eussent assiégé avec un succès non douteux, manquait seule pour compléter la conquête de cette île. Nous ignorons si les instructions de l'amiral et du général commandant les troupes expéditionnaires leur prescrivaient impérieusement de prendre possession de la Dominique, et d'y placer une garnison. Il est permis d'en douter; car c'est, appuyés sur une autorité imposante, que nous avons dit plus haut que l'attaque de la Dominique fut résolue *d'après les conseils de l'amiral Villaret, capitaine général de la Martinique*[1].

Quoi qu'il en soit, le gouvernement fit insérer dans le Moniteur un article, où il cherchait, aux dépens de ses deux généraux, à effacer, aux yeux de l'Europe, la tache qu'il supposait avoir été imprimée à la gloire militaire française, en laissant imparfaite la conquête de la Dominique: « Nous pouvions nous considérer comme maîtres de cette colonie, disait-on; mais déjà le général Lagrange et le contre-amiral Missiessy avaient appris que Santo-Domingo, attaqué par les nègres, demandait de prompts secours[2]. Ils sentirent qu'il leur devenait impossible de remplir en entier leur mission, qui était non-seulement d'augmenter les forces et d'approvisionner complétement la Martinique et la Guadeloupe; de porter des

[1] On trouve le passage suivant dans la correspondance de cet amiral avec le ministre de la marine (*Lettre du 6 ventose an* XIII): « L'escadre commandée par le contre-amiral Missiessy, et portant les troupes de débarquement aux ordres du général de division Lagrange, mouilla dans la rade du Fort de France, le premier de ce mois (20 février 1805). J'eus immédiatement une conférence avec ces deux généraux sur la direction la plus utile à donner à cette expédition importante, et sur la manière la plus avantageuse d'opérer dans ces mers. *Mes observations les décidèrent à l'attaque de la Dominique.*

[2] Pour apprécier cette excuse, il suffit de se rappeler qu'il s'écoula environ un mois entre le rembarquement des troupes à la Dominique et l'arrivée de l'escadre à Santo-Domingo, où elle eût pu se porter en quatre ou cinq jours, s'il eût été nécessaire.

1805-an XIII. France. approvisionnemens et des renforts à Santo-Domingo; mais encore de conserver la possession de la Dominique, en y laissant un établissement suffisant pour la mettre à l'abri d'une force, même considérable, que l'ennemi aurait pu y diriger [1]. »

On voit que l'empereur voulait persuader qu'il avait envoyé l'escadre de l'amiral Missiessy aux Antilles pour conquérir, et non pour ravager [2]. C'était montrer trop de susceptibilité et afficher un orgueil déplacé, suivant nous. La guerre maritime, en effet, a un caractère particulier, et ne ressemble pas à la guerre continentale; leur but et leurs résultats doivent être aussi différens que leurs moyens. Dans la guerre maritime, nous le répétons, il faut éviter la défensive. Celui qui attaque sans relâche le commerce et les colonies de son ennemi, et qui n'a rien à défendre, doit indubitablement être vainqueur. Dans ce genre de guerre, on profite moins de ce qu'on gagne que de ce que l'ennemi perd. Cette position devint à la fin celle de la France: nous dirons comment il est arrivé qu'elle n'en a pas su tirer parti.

Peu de temps après sa rentrée à Rochefort, l'amiral Missiessy quitta le commandement de son escadre. Ce commandement fut donné au chef de division Allemand [3], le plus

[1] On insinua sourdement aussi que le retour prématuré de l'amiral Missiessy, sans avoir attendu l'escadre de Toulon aussi long-temps qu'il le devait, avait fait manquer une expédition importante. Quelque fâcheux que pût être le défaut de succès de la jonction projetée, au lieu de jeter ainsi de la défaveur sur un amiral qui paraît avoir exécuté strictement ses ordres, il eût été plus noble au gouvernement d'avouer la circonstance fortuite qui avait empêché cette jonction.

[2] Une semaine auparavant, le Moniteur s'exprimait d'une manière toute opposée. Dans une de ces notes, attribuées à Napoléon lui-même, on lisait: « Nous n'avons pas la ridicule ambition de conquérir partout; mais nous voulons détruire partout notre ennemi, ravager partout son commerce, être enfin les plus forts partout où il nous conviendra de nous présenter. »

[3] Aujourd'hui vice-amiral en retraite, comte, grand-officier de la légion d'honneur, etc.

ancien des capitaines sous ses ordres, et l'escadre ne tarda pas à reprendre la mer. 1805-an XIII. France.

Avant de détailler les mouvemens de l'escadre de Toulon, il est à propos de dire quelques mots sur son organisation. Lorsque l'amiral Latouche vint prendre le commandement de cette escadre, elle n'était composée que de sept vaisseaux et quatre frégates, mal armés et mal tenus; la discipline y était on ne peut plus relâchée, et l'on assure même que les officiers ne couchaient à bord de leurs bâtimens que lorsqu'ils étaient de service. L'arrivée de cet amiral fit tout changer de face sur la rade de Toulon. Son exemple, non moins que ses ordres, contribua à retenir les officiers sur leurs vaisseaux; et leur présence constante rendit aux équipages l'activité et la subordination, sans lesquelles on ne peut rien faire en marine. Un vaisseau et une frégate furent désignés, à tour de rôle, pour croiser pendant trois jours en dehors de la rade, en même temps qu'un autre vaisseau et une seconde frégate devaient se tenir toujours prêts à mettre sous voile au premier signal. Lorsque l'ennemi s'approchait avec des forces considérables, non-seulement le vaisseau et la frégate dont nous venons de parler appareillaient pour soutenir les croiseurs français, mais encore une partie de l'escadre, et quelquefois l'escadre toute entière. De cette manière, l'amiral Latouche empêcha les bâtimens légers de l'escadre ennemie d'approcher assez pour voir ce qui se passait dans la rade de Toulon.

L'activité et la discipline allaient toujours croissant, les armemens étaient poussés vivement, et l'escadre comptait dix vaisseaux de ligne et sept frégates parfaitement disposés pour aller à la mer, et montés par des équipages animés du meilleur esprit, lorsque la mort vint tout à coup empêcher l'amiral Latouche de recueillir le fruit de ses travaux et de ses excellentes dispositions: il mourut à bord de son vaisseau, le

1805-an XIII. 20 août 1804, pleuré de son escadre et de toute la marine.
France. Napoléon fut quelque temps sans disposer du commandement en chef de cette belle escadre, que conserva par intérim, pendant deux mois et demi, le contre-amiral Dumanoir, commandant en second sous l'amiral Latouche. Actif, zélé, sévère, mais juste, et possédant alors la confiance des officiers et des marins de l'escadre, le contre-amiral Dumanoir porta honorablement le fardeau dont il se trouvait chargé, et suivit ponctuellement les erremens du chef qu'il venait de perdre : c'est une justice que nous aimons à rendre à cet officier-général dont nous n'aurons pas toujours sujet de louer les opérations. Enfin, le vice-amiral Villeneuve fut nommé commandant en chef de l'escadre de Toulon, et vint y arborer son pavillon le 6 novembre 1804. Il fit connaître, par un ordre du jour, l'intention qu'il avait de maintenir scrupuleusement, et dans toutes ses parties, l'ordre de service établi par l'amiral Latouche. Cependant, peu à peu, il laissa tomber en désuétude les sages dispositions de son prédécesseur, et bientôt il n'y eut plus ni vaisseaux de croisière, ni vaisseaux en appareillage. La discipline se relâcha aussi à bord des vaisseaux et frégates de l'escadre, et le moral des équipages perdit quelque chose de son exaltation ; cependant l'enthousiasme dont les marins demeuraient encore animés suffisait pour faire concevoir de brillantes espérances. Telle était la situation des forces navales françaises de la Méditerranée, à la fin de l'année 1804, époque où elles devaient se tenir prêtes à prendre la mer au premier ordre.

Peu de jours avant sa sortie du port de Toulon, le vice-amiral Villeneuve adressa aux capitaines de son escadre une instruction dont nous citerons les principaux passages, afin que, dans le cours de notre récit, les lecteurs puissent juger si les intentions de cet amiral furent parfaitement remplies. « La mission de l'escadre a un but (écrivait-il) ; c'est

vers ce but que nous devons tendre sans déviation. L'escadre, en conséquence, ne chassera aucun bâtiment qui la détournerait de sa route, à moins que ce ne fût une division de bâtimens de guerre qu'on aurait la certitude de joindre et dont la défaite formerait un événement assez important pour mériter de fixer l'attention..... Je ne me propose point d'aller chercher l'ennemi, je veux même l'éviter pour me rendre à ma destination; mais, si nous le rencontrions, point de manœuvre honteuse: elle découragerait nos équipages et entraînerait notre défaite. Si l'ennemi est sous le vent à nous, maîtres de notre manœuvre, nous formerons notre ordre de bataille et nous arriverons sur lui tous à la fois: chacun de nos vaisseaux combat celui qui lui correspond dans la ligne ennemie et ne doit pas hésiter à l'aborder si la circonstance lui est favorable. Je vous ferai très-peu de signaux; mais j'attends tout du courage de chaque capitaine, de celui des officiers et des équipages, et de la circonstance heureuse qui réunit à bord de nos vaisseaux une portion des plus braves troupes de l'empereur. *Tout capitaine qui ne serait pas dans le feu, ne serait pas à son poste.., et un signal pour l'y rappeler serait une tache déshonorante pour lui....* Les frégates doivent également prendre part à l'action, je n'en ai pas besoin pour les signaux; elles doivent choisir le point où leur coopération peut être avantageuse, pour décider la défaite d'un vaisseau ennemi, ou pour soutenir un vaisseau français trop vivement pressé, et lui donner le secours de la remorque ou tout autre qui lui serait nécessaire . . . Si l'ennemi, au contraire, se présente au vent à nous et témoigne l'intention de nous attaquer, nous devons l'attendre sur une ligne de bataille bien serrée...... L'ennemi ne se bornera pas à se former sur une ligne de bataille parallèle à la nôtre et à venir nous livrer un combat d'artillerie, dont le succès appartient souvent au plus habile, mais toujours au plus heureux; il

1805-an XIII.
France.



1805-an XIII. France. cherchera à entourer notre-arrière garde, à nous traverser et à porter sur ceux de nos vaisseaux qu'il aurait désunis des pelotons des siens pour les envelopper et les réduire. Dans ce cas, c'est bien plus de son courage et de son amour de la gloire qu'un capitaine commandant doit prendre conseil, que des signaux de l'amiral, qui, engagé lui-même dans le combat et enveloppé dans la fumée, n'a peut-être plus la facilité d'en faire.... Tous les efforts doivent tendre à se porter au secours des vaisseaux assaillis et à se rapprocher du vaisseau amiral, qui en donnera l'exemple... Rien ne doit nous étonner dans la vue d'une escadre anglaise: leurs vaisseaux de 74 n'ont pas cinq cents hommes à bord ; ils sont harassés par une croisière de deux ans ; ils ne sont pas plus braves que nous, et ont infiniment moins de motifs pour se bien battre, moins d'amour de la patrie. Ils sont habiles à la manœuvre! Dans un mois, nous le serons autant qu'eux. Enfin, tout se réunit pour nous donner la confiance des succès les plus glorieux et d'une nouvelle ère pour la marine impériale. »

En lisant ces fragmens de l'instruction du vice-amiral Villeneuve, on ne peut s'empêcher de remarquer la différence frappante qui existe entre la manière d'attaquer qu'il recommande à ses capitaines, et celle dont il suppose que l'ennemi l'attaquera lui-même. On se demande pourquoi nos amiraux, certains que *l'ennemi ne se bornera pas à se former sur une ligne de bataille parallèle à la leur, et à venir leur livrer un combat d'artillerie*, adoptent eux-mêmes cet ordre de bataille et prescrivent à chacun de leurs vaisseaux de combattre celui qui lui correspond dans la ligne ennemie, lorsqu'ils savent que cet ennemi s'attachera à entourer une de leurs ailes, à séparer quelques vaisseaux et à porter sur eux des pelotons des siens pour les envelopper et les réduire? On cherche à deviner pourquoi ils n'emploient pas un mode d'attaque dont ils n'ont que trop éprouvé l'efficacité, et persis-

tent à établir leur ordre de bataille sur une ligne parallèle à celle de l'ennemi. Nous n'essaierons pas de résoudre un pareil problème ; nous nous bornerons, quant à présent, à faire observer que cette persévérance à se conformer à d'anciennes règles de la tactique navale, après que cette tactique avait été modifiée par les Anglais, fut une des principales causes des derniers revers de la marine française : nous développerons ailleurs cette idée, en l'appuyant d'exemples. 1805-an XIII. France.

Le 18 janvier 1805, dans l'après-midi, l'escadre de l'amiral Villeneuve, forte de onze vaisseaux de ligne, sept frégates et deux bricks[1], et portant un corps de troupes commandées par le général Lauriston, appareilla de la rade de Toulon : à cinq heures, le dernier bâtiment était en dehors du cap Sepet. Le vent, qui était très-fort au moment de la sortie de l'escadre, redoubla de violence pendant la nuit; plusieurs bâtimens firent des avaries, et le lendemain l'amiral se trouva avec quatre bâtimens de moins, le vaisseau *l'Indomptable* et les frégates *la Cornélie*, *l'Hortense* et *l'Incorruptible*, que le gros temps avait éloignés de lui. Pendant toute cette journée, le temps continua d'être mauvais ; néanmoins *le Neptune* put chasser et amariner un

[1] L'escadre était composée ainsi qu'il suit:

Le Bucentaure, de 80 canons, capitaine Magendie (vice-amiral Villeneuve, commandant en chef) ; *le Neptune*, de 80, capitaine Maistral, aîné; *l'Indomptable*, de 80, capitaine Hubert; *le Mont-Blanc*, de 74, capitaine Lavillegris; *le Scipion*, de 74, capitaine Berenger; *le Formidable*, de 80, capitaine Letellier (contre-amiral Dumanoir, commandant en second); *l'Intrépide*, de 74, capitaine Deperonne; *l'Atlas*, de 74, capitaine Rolland; *l'Annibal*, de 74, capitaine N.; *le Swiftsure*, de 74, capitaine Villemadrin; *le Berwick*, de 74, capitaine Camas; *l'Hortense*, de 40, capitaine Lamarre-Lameillerie (frégate amirale); *le Rhin*, de 40, capitaine Infernet; *l'Uranie*, de 40, capitaine Maistral, cadet; *la Cornélie*, de 40, capitaine Martinencq; *l'Incorruptible*, de 40, capitaine N.; *la Thémis*, de 36, capitaine Jugan; *la Syrène*, de 36, capitaine Chabert; *le Furet*, de 18, capitaine Demay; *la Naïade*, de 18, capitaine Hamon.

1805-an XIII. France.

aviso anglais auquel il mit ensuite le feu. Suivant les journaux de plusieurs officiers, le 20, il fit ce que les marins appellent *un temps maniable*, et les bâtimens qui avaient souffert purent réparer leurs avaries, Le 21, le temps était le même et l'armée faisait route à l'ouest, lorsque l'amiral Villeneuve signala que l'escadre retournait au mouillage à Toulon, et qu'il permettait l'entrée de ce port aux bâtimens les plus à portée. A quatre heures après midi, toute l'escadre était mouillée dans la rade de Toulon, à l'exception des quatre bâtimens qui s'en étaient séparés la nuit du départ [1].

Ces bâtimens revinrent à Toulon les uns après les autres. *la Cornélie* rentra dès le 22 janvier; elle avait relâché à Gênes. Le vaisseau *l'Indomptable* rallia deux jours après; ayant démâté de ses trois mâts de hune, il avait été contraint de relâcher à Ajaccio. Les frégates *l'Hortense* et *l'Incorruptible* n'effectuèrent leur retour qu'au bout de six ou sept semaines. Les capitaines de ces deux frégates, ayant ouvert leurs paquets à décacheter en cas de séparation, s'étaient portés vers le détroit de Gibraltar, et, après y avoir croisé le nombre de jours ordonné, avaient pris le parti de retourner à Toulon. Pendant cette croisière, *l'Hortense* et *l'Incorruptible* capturèrent les deux corvettes anglaises *l'Arrow* et *l'Achéron*; elles les coulèrent à fond ensuite et débarquèrent leurs prisonniers en Espagne, avant de se mettre en route pour rallier l'escadre. Les corvettes *l'Arrow* et *l'Achéron*, obligées de combattre contre des forces supérieures, opposèrent une résistance honorable; mais elles ne rendirent pas un seul instant le succès douteux, en considérant même l'évasion

[1] Au moment où l'escadre de Toulon rentrait ainsi dans le port, l'amiral Missiessy, avec celle de Rochefort, luttait contre la tempête dans le golfe de Gascogne. Cette dernière fit route ensuite, comme nous l'avons dit plus haut. Il résulte de cette différence de manœuvre que, indispensable ou non, la relâche de l'amiral Villeneuve fut la cause qui fit manquer la jonction projetée des deux escadres aux Antilles.

d'une seule d'entre elles comme un succès ; cependant les Anglais, avec leur jactance et leur exagération accoutumées, donnèrent à cette affaire le titre de *Vaillant exploit de deux petits bâtimens anglais dans la Méditerranée* [1]. 1805 an XIII. France.

La relâche de l'amiral Villeneuve occasiona quelques mutations dans son escadre. *L'Uranie*, à bord de laquelle il s'était déclaré une voie d'eau qui exigeait la visite de ses fonds, fut remplacée par *l'Hermione*, de 40 canons, commandée par le capitaine de frégate Mahé, qui prit à son bord les officiers et l'équipage de *l'Uranie*. On fut aussi obligé de désarmer *l'Annibal* [2], et il fut remplacé par *le Pluton*, de 74 canons : ce dernier vaisseau sortait de dessus les chantiers, et avait pour commandant le capitaine Cosmao, qui jouissait déjà d'une réputation que la campagne qu'il allait entreprendre devait lui fournir des occasions de soutenir et d'augmenter encore. La frégate *l'Incorruptible* cessa aussi de faire partie de l'expédition.

Le 30 mars, l'escadre profita d'une brise favorable ; elle sortit de la rade de Toulon et fit route vers le détroit. L'intention de l'amiral Villeneuve était de passer à l'est des îles Baléares pour éviter l'escadre de lord Nelson qu'on lui avait dit être en croisière devant Barcelone ; mais le capitaine d'un bâtiment ragusais, arrêté par les frégates, ayant déclaré avoir eu connaissance de l'escadre anglaise, cinq jours auparavant, dans le sud de la Sardaigne, l'amiral français se décida à passer dans l'ouest des îles, en rangeant de très-près la côte d'Espagne.

Le 7 avril, l'escadre se trouva en calme devant le port de Carthagène, où l'on apercevait des vaisseaux de guerre en état de prendre la mer. L'amiral Villeneuve détacha un canot avec un de ses adjudans vers le commandant de l'escadre

[1] Annual Register, 1805, sommaire du chapitre XVIII.

[2] Le même qui avait été pris aux Anglais dans le combat d'Algésiras.

1805-an XIII. France.

espagnole, pour l'inviter à la réunir à la sienne. Cet officier répondit que, dans le plan général des opérations concertées entre les deux gouvernemens, il avait reçu une destination qui ne permettait pas la jonction de ses vaisseaux avec ceux de l'escadre de Toulon, et qu'ils faisaient partie d'une flotte dont la mission était tout à fait différente de celle que devaient remplir les forces navales espagnoles, dont la réunion à l'escadre de Toulon était ordonnée. En conséquence, l'amiral Villeneuve poursuivit sa route pour sortir de la Méditerranée.

Deux jours après, le 9 avril, à la pointe du jour, on eut connaissance du mont Gibraltar et du Mont aux singes, et avant de donner dans le détroit, l'amiral Villeneuve fit le signal de se préparer au combat. Il forma ensuite son escadre sur deux colonnes, ordonna à toutes les frégates de chasser en avant; et, dans cet ordre, tous les vaisseaux ayant leur grand pavillon de poupe déployé, l'escadre franchit les colonnes d'Hercule. A cette vue, les Anglais tirèrent le canon d'alarme, de tous les points de la montagne de Gibraltar, et deux ou trois bâtimens de guerre prirent le large en faisant à chaque instant des signaux à coups de canon.

Avant le soir, les vaisseaux français étaient en vue du port de Cadix. Les Anglais avaient devant ce port une station de cinq vaisseaux commandés par sir John Orde. Avertis de l'approche de l'escadre française, ces vaisseaux appareillèrent en filant leurs câbles, et, l'avance qu'ils avaient sur les Français ne permettant pas de les poursuivre sans s'exposer à manquer en partie le but de l'expédition, ils firent route sans obstacle et parvinrent à rallier devant Ouessant la flotte qui bloquait Brest. Si Villeneuve eût combiné ses mouvemens de manière à passer de nuit le détroit, il eût pu surprendre et entourer l'escadre de sir John Orde, dont la prise, dans ce cas, eût été presque inévitable. Nous igno-

rons ce qui s'y opposait, et nous ne pensons pas qu'il ait pu préférer à un succès aussi assuré la vaine gloire de passer en plein jour pour déployer orgueilleusement le pavillon français aux regards de la garnison de Gibraltar.

La frégate *l'Hortense* avait précédé l'escadre devant Cadix, afin de faire les signaux convenus pour l'appareillage d'un vaisseau français et de l'escadre espagnole mouillés dans ce port. L'escadre française mouilla à quelque distance de la côte, en attendant l'exécution de ce mouvement. Dans la nuit, des fusées et des coups de canon ayant annoncé la sortie des bâtimens attendus, l'amiral fit lever l'ancre. Au point du jour, on reconnut que l'escadre s'était augmentée de quatre bâtimens : le vaisseau français *l'Aigle*, de 74 canons, capitaine Gourège; *l'Argonauta*, de 80 canons, vaisseau espagnol monté par l'amiral Gravina ; la corvette *la Torche*, de 20 canons, capitaine Dehen ; et le brick *l'Argus*, de 16 canons, capitaine Taillard. Tous les bâtimens cinglaient à l'ouest, d'après les signaux de l'amiral. Le 11, le vaisseau *l'America*, de 64 canons, capitaine don Juan d'Arrac, rallia l'escadre, qui se trouva forte de quatorze vaisseaux de ligne, six frégates, une corvette et trois bricks.

Ainsi renforcé, l'amiral Villeneuve se dirigea vers les Antilles. Sa traversée fut heureuse ; il ne rencontra aucune escadre ennemie, et le seul bâtiment de guerre anglais qu'il vit fut *la Cyane*, corvette de 28 canons et de cent vingt-cinq hommes d'équipage, qu'avaient capturée *l'Hortense* et *l'Hermione*, frégates détachées fort en avant de l'escadre pour reconnaître s'il y avait des forces ennemies sur sa route. Le 13 mai (trente-trois jours après son départ de Cadix), l'escadre eut connaissance de l'île de la Martinique ; et, le lendemain, ayant donné dans le canal situé entre cette île et Sainte-Lucie, elle vint mouiller sur la rade du Fort de France (anciennement et aujourd'hui Fort royal). L'amiral

1805-an XIII. France.

Villeneuve trouva sur cette rade quatre vaisseaux et une frégate espagnols, savoir : *le San-Raphaël*, de 80 canons, capitaine Montès ; *le Firme*, de 74, capitaine Villavicencio ; *le Terrible*, de 74, capitaine Mondragon, *l'Espagna*, de 64, capitaine Mugnoz ; et *la Santa-Madalena*, de 44, capitaine Caro. Ces bâtimens, partis de Cadix un jour après l'amiral Gravina, avaient gagné deux jours sur l'escadre et étaient arrivés de la veille à la Martinique. Cette jonction porta la flotte combinée à dix-huit vaisseaux de ligne, sept frégates et quatre corvettes ou bricks. Avec des forces aussi considérables, il y avait lieu d'attendre que l'amiral Villeneuve allait porter un coup terrible à la puissance britannique dans les Indes occidentales : nous dirons tout à l'heure comment il justifia cette attente.

Les alarmes qui s'étaient répandues dans toute l'Angleterre lors de la sortie de l'escadre de Rochefort, se renouvelèrent bien plus vivement à la nouvelle du départ de l'escadre de Toulon ; elles s'accrurent encore quand on sut que Villeneuve avait débloqué Cadix et s'était renforcé d'une escadre espagnole. Cependant, la confiance que les Anglais avaient dans les talens de Nelson calma un peu leurs craintes, et ils se flattaient que ce célèbre amiral, malgré l'infériorité de ses forces, suivait de près la flotte combinée. On va voir au contraire combien les manœuvres de Nelson favorisèrent, dans le principe, les opérations de cette flotte.

Lorsque l'escadre française sortit pour la première fois de Toulon, le 18 janvier, l'amiral Nelson se trouvait avec la sienne au mouillage entre les îles Madeleine et la côte de Sardaigne. Dès le 19, il fut instruit par les frégates *l'Active* et *le Seahorse* des mouvemens de Villeneuve. Ces frégates avaient observé l'escadre française jusque dans le milieu de la nuit, et, d'après leur rapport, elle devait être alors vers la pointe méridionale de la Sardaigne. Nelson fit sur-le-champ

lever l'ancre à son escadre, et se porta sur le point qu'on venait de lui indiquer ; mais la tempête survint, et il battit la mer pendant dix jours sans apprendre autre chose, sinon qu'un vaisseau français démâté avait relâché à Ajaccio [1]. Il visita toutes les côtes de la Sardaigne, de la Sicile et du royaume de Naples : n'y trouvant pas les Français, il se persuada qu'ils avaient fait voile pour l'Egypte, et il se dirigea en toute hâte vers les bouches du Nil.

Après avoir fait infructueusement cette course, Nelson revint à Malte. Là, des avis qu'on lui transmit de Naples lui apprirent que Villeneuve avait été contraint par le mauvais temps de rentrer à Toulon. Il apprit par la même voie qu'on avait embarqué à bord de l'escadre française quantité de fusils, de selles et de brides ; et cette circonstance le confirma pleinement dans l'idée qu'elle était destinée pour l'Egypte [2]. Tout entier à cette idée, il résolut d'inspirer une fausse sécurité à l'amiral français. En conséquence, pour lui persuader qu'il était stationné sur la côte d'Espagne, il vint se montrer un moment devant Barcelone et retourna aussitôt après à son poste, au sud de la Sardaigne. Ayant attendu là vainement jusque vers la fin du mois de mars, Nelson commença à craindre que le gouvernement français n'eût pris le parti de renoncer à l'expédition ; il se détermina alors à reprendre son ancienne station dans les environs de Toulon. Chemin faisant, il rencontra le 4 avril la frégate *la Phœbé*, qui lui annonça la sortie de Villeneuve ; le capitaine de ce bâtiment ajouta que, lorsqu'il avait perdu l'escadre de vue, elle se dirigeait vers la côte d'Afrique.

[1] Voyez plus haut page 112.

[2] La prise des corvettes *l'Arrow* et *l'Achéron*, dans le voisinage du détroit, par deux frégates de l'escadre de Villeneuve, lors de sa première sortie, eût dû convaincre Nelson que cette escadre était destinée à opérer hors de la Méditerrance.

1805 an XIII. France. Nelson commença à explorer le canal situé entre la Sardaigne et la côte de Barbarie, afin de s'assurer que Villeneuve ne prenait pas pour aller en Egypte la même route qu'avait suivie Ganteaume quelques années auparavant. Certain que l'escadre française n'avait pas encore paru de ce côté, il se porta vers Palerme, pour l'intercepter au cas où elle aurait dirigé sa course par le nord de la Corse. En même temps, il expédia des frégates et des avisos dans toutes les directions, mais principalement à Gibraltar et à Lisbonne, et vers l'amiral Cornwallis, qui commandait les forces navales britanniques devant Brest. Tous les avis qui étaient parvenus à Nelson lui faisaient regarder comme certain que Villeneuve n'avait pas descendu la Méditerranée, et il persistait à l'y chercher. Enfin, le 16, le capitaine d'un bâtiment neutre lui apprit, à son grand désappointement, que l'escadre française avait été vue le 7 sous le cap de Gatte, et qu'elle avait passé le détroit le 9. Nelson alors s'écria *qu'il était bien malheureux*[1]; mais son orgueil lui offrant toujours quelque consolation, il en éprouva un peu *à penser que sa vigilance avait rendu impossible aux Français d'entreprendre aucune expédition dans la Méditerranée*[2] : comme si l'Irlande ou la Jamaïque, vers lesquelles il supposait que Villeneuve se dirigeait en ce moment, n'étaient pas plus précieuses pour l'Angleterre qu'aucun des points que les Français eussent pu tenter d'attaquer en dedans du détroit.

Pour comble de désagrément, si l'on en croit l'historien de Nelson, dès l'instant qu'il voulut se diriger vers l'ouest, les vents soufflèrent de cette partie avec violence, et, malgré tous ses efforts, il ne put parvenir en vue de Gibraltar

[1] Exclaimed that he was miserable.
(*Life of Nelson*, 1814, tom. II, p. 217).

[2] In the reflection, that his vigilance had rendered it impossible for them to undertake any expedition in the Mediterranean. (*Ibid.*)

que le 30 avril. Là, il trouva encore les vents si contraires qu'il ne put passer le détroit [1]; et il fut contraint de mouiller sous la côte de Barbarie. Il prit quelques vivres à ce mouillage et y demeura jusqu'au 5 mai, où une brise de l'est lui permit d'entrer dans l'Océan. Il dirigea alors sa course, pour avoir quelques nouvelles des Français, par les commandans de la station ou par la voie de Lisbonne. « Si je n'apprends rien sur leur compte, écrivait-il à l'amirauté, j'ajouterai foi aux bruits qu'on a répandus qu'ils allaient aux Indes occidentales; et, dans ce cas, je pense qu'il est de mon devoir de les y suivre, ou même jusqu'aux antipodes, si je croyais que ce fût leur destination. » 1805-an XIII. France.

Nelson ne se trompait pas lorsqu'il comptait obtenir par la voie de Lisbonne des renseignemens sur l'escadre française. Un certain Donald Campbell, alors amiral au service des Portugais, avait, peu d'années auparavant, rendu un service important à lord Saint-Vincent, en l'instruisant des mouvemens de la flotte espagnole dont la défaite lui valut son titre [2]. Ce même personnage se transporta à bord du *Victory*, vaisseau de Nelson, et lui donna l'assurance positive que la flotte combinée franco-espagnole se rendait aux Indes occidentales. Toutefois, par de faux mouvemens (provenant soit d'une erreur de jugement, soit plutôt de l'ignorance où se trouvait le gouvernement anglais des projets de Napoléon) et par les contrariétés que les élemens lui avaient fait éprouver, l'habile amiral avait perdu un temps considérable, et il ne partit d'Europe pour aller à la poursuite de la flotte combinée que le 11 mai, c'est-à-dire trois jours seulement avant l'arrivée de Villeneuve à la Martinique. La marine française

[1] Par un phénomène bien surprenant, au détroit de Gibraltar, le courant porte constamment dans la Méditerranée, et avec une force telle qu'on ne peut sortir de cette mer qu'avec un bon vent.

[2] Voyez tome VIII, pages 253 et 254.

1805-an XIII. France.

eut rarement une chance aussi favorable, et jamais peut-être on ne l'en vit moins profiter.

Les Anglais ont exalté au plus haut degré la résolution que prit Nelson de poursuivre la flotte combinée jusqu'en Amérique. Nous ne nous refuserons pas, en cette occasion, à rendre à ce grand homme de mer la justice qui lui est due; mais nous rapporterons toutes les circonstances qui peuvent faire apprécier à sa juste valeur une conduite présentée comme la plus glorieuse qui ait illustré les fastes de la marine anglaise [1]. Nelson comptait rallier à son pavillon l'escadre de sir John Orde, et alors la partie eût été à peu près égale contre la flotte franco-espagnole. Lorsque cet espoir eut été déçu, il donna sans doute une grande preuve d'audace et de dévouement à son pays en se décidant à poursuivre avec dix vaisseaux, délabrés par une croisière de près de deux ans, une flotte de dix-huit vaisseaux nouvellement équipés. Cependant, sa poursuite ayant été infructueuse, il est permis aux Anglais de croire, mais personne ne peut affirmer que Nelson eût osé engager un combat aussi inégal; et l'on nous pardonnera de trouver trop de jactance dans ce que son historien lui fait dire sur ce sujet à ses capitaines : « Combattez, chacun de vous, un vaisseau français, et laissez-moi tous les Espagnols [2]. Quand j'amenerai mon pavillon, faites de même, et pas auparavant. » Nelson, au surplus, pouvait compter, surtout en partant plus d'un mois après la flotte combinée, qu'il ne la rencontrerait pas avant d'avoir

[1] « Depuis le commencement de notre histoire (dit un auteur anglais) jusqu'à l'époque actuelle, et parmi les grands personnages dont elle abonde, on n'en voit que bien peu qui eussent été capables d'adopter, et aucun qui ait jamais exécuté une aussi grande et aussi noble mesure. »

(*Annual Register*, 1805.)

[2] Il est douteux que les officiers de la marine espagnole sachent gré de ce compliment à l'auteur de la Vie de Nelson.

été joint par quelqu'une des escadres qui se trouvaient, ou que le gouvernement anglais ne manquerait pas d'expédier aux Antilles : il y conduisait lui-même ses forces ; mais rien ne prouve qu'il eût en ce moment la certitude qu'elles y seraient les seules que l'Angleterre pût opposer à celles de la France et de l'Espagne. Il fit son devoir ; mais, à coup sûr, il s'attendait que l'amirauté ferait le sien [1].

1805 an XIII. France.

Pendant que Nelson faisait voile vers l'Amérique, on pensait généralement en Europe qu'il n'arriverait que pour être témoin des ravages exercés dans les îles anglaises par la flotte combinée, qui avait un mois d'avance sur lui. Nous allons voir comment Villeneuve employa ce temps. Quelle que fût la mission que cet amiral avait à remplir aux Antilles, on a lieu de s'étonner de la longue inaction dans laquelle il y demeura, et l'on ne saurait concevoir pourquoi la flotte combinée resta trois semaines entières au mouillage du Fort de France. Pendant ce long séjour, elle s'augmenta encore de la frégate *la Didon*, de 40 canons, capitaine Milius, et des vaisseaux de 74, *l'Algésiras*, capitaine Brouard, portant le pavillon du contre-amiral Magon, et *l'Achille*, capitaine de Nieport : ces deux derniers vaisseaux venaient de Rochefort et avaient des troupes à bord. Vingt vaisseaux et le corps nombreux de troupes qu'ils portaient devaient faire trembler toutes les colonies de la Grande-Bretagne aux Indes occidentales, et elles tremblaient en effet [2] ; mais un aussi formidable armement n'eût

1 Il existait à cette époque à la Jamaïque, sous le commandement de l'amiral Dacres, une station de vaisseaux anglais dont nous ne connaissons pas précisément la force ; il en existait une autre près de Santo-Domingo, sous les ordres de l'amiral Cochrane ; et l'on ne saurait douter que Nelson n'eût eu le projet de rallier à son pavillon l'une ou l'autre, et peut-être l'une et l'autre de ces deux escadres, avant d'aller attaquer la flotte combinée : nous le prouverons plus loin.

2 Presque toutes avaient rédigé d'avance la capitulation qu'elles devaient proposer à Villeneuve, et la rançon de quelques-unes était même déjà prête.

1805-an XIII. France. sans doute pas dû se borner à un pareil résultat. L'Europe apprit donc avec la plus grande surprise que la seule opération militaire tentée par Villeneuve fut l'attaque du Diamant.

Ce rocher inhabité et situé dans une anse du même nom, sur la côte de la Martinique, à quelques lieues du Fort de France, avait paru aux Anglais un poste important; en conséquence, ils l'avaient occupé, et, depuis dix-huit mois, ils avaient travaillé à y former des établissemens et à ajouter, par les ressources de l'art, à ce que la nature avait déjà fait pour rendre cette position inexpugnable. Au moyen de ces travaux, le Diamant était devenu une forteresse et le dépôt des malades de la croisière britannique chargée du blocus de la colonie. Des bâtimens de guerre, mouillés sous sa protection, étaient constamment à portée d'intercepter les navires français qui arrivaient d'Europe à la Martinique et de nuire au cabotage. Le vice-amiral Villaret, capitaine-général de l'île, avait d'abord essayé de faire attaquer le Diamant par des chaloupes; mais, pendant trois nuits consécutives, la force des courans s'étant opposée à ce que ces embarcations pussent aborder le rocher, il dut renoncer à ce genre d'attaque; il s'était ensuite, mais en vain, adressé à l'amiral Missiessy pour obtenir de son escadre les bâtimens nécessaires à cette attaque: il fut plus heureux auprès de Villeneuve.

Une division, composée des vaisseaux *le Pluton* et *le Berwick*, de la frégate *la Syrène* et des corvettes *la Fine* et *l'Argus*, fut chargée, sous le commandement du capitaine de vaisseau Cosmao [1], de transporter les troupes destinées à l'expédition projetée, et de les seconder de tous les moyens possibles. A la demande du capitaine-général, ces troupes furent prises exclusivement parmi la garnison de la Martini-

[1] Aujourd'hui baron, contre-amiral en retraite, commandant de la légion d'honneur, et chevalier de Saint-Louis.

que. Il choisit deux cents hommes du quatre-vingt-deuxième régiment de ligne, qu'il plaça sous les ordres du chef d'escadron Boyer[1], qui remplissait auprès de lui les fonctions de chef d'état-major, et qu'il chargea de diriger l'attaque. 1805-an XIII. France.

Le 31 mai, la division du capitaine Cosmao s'approcha du Diamant, accompagnée de quatre chaloupes et quatre canots, fournis moitié par l'escadre française et moitié par l'escadre espagnole. Les troupes se placèrent dans ces embarcations, et se dirigèrent vers une espèce de débarcadère, seul point où il fut possible d'aborder. En même temps, le feu des vaisseaux et autres bâtimens de la division força les Anglais à abandonner le bas du rocher et à se retirer dans les postes qu'ils avaient établis sur le sommet et dans des grottes situées à diverses hauteurs. De ces postes élevés, ils lançaient une grêle de mitraille et de balles sur les embarcations; cependant elles parvinrent à effectuer leur débarquement. Les marins espagnols rivalisèrent d'audace et de bravoure avec les matelots français, et le premier canot qui aborda fut un canot de l'escadre de l'amiral Grâvina. Toutefois, cette opération ne s'exécuta pas sans éprouver quelque perte, et le lieutenant de vaisseau Daudignon, officier du *Bucentaure*, qui commandait en chef les chaloupes, fut grièvement blessé d'une balle au genou.

Aussitôt débarquées, les troupes se répandent à droite et à gauche, et sont bientôt maîtresses de la base du rocher; mais c'est en vain que les soldats français cherchent à le gravir, partout il paraît inaccessible. Retranchés dans leurs grottes et derrière des pointes de roc, les Anglais dirigent

[1] Aujourd'hui colonel d'état-major : mis en jugement par suite des événemens qui eurent lieu, pendant les cent jours, à la Guadeloupe, dont il commandait la garnison, il fut condamné à mort le 11 mars 1816. Sa peine fut d'abord commuée en vingt ans de détention, et ensuite on lui en fit la remise pleine et entière.

1805-an XIII France.

sur eux une vive fusillade, en même temps qu'ils font rouler du haut en bas quantité de boulets, de quartiers de roche et des tonneaux remplis de pierres. Bientôt le chef d'escadron Boyer voit sa position et celle des braves qu'il commande devenir plus critique : le courant éloigne les bâtimens de la division Cosmao, et ils n'en peuvent plus recevoir ni protection ni secours. La faim même vient leur faire sentir ses tourmens : les soldats n'ont point emporté de vivres, et, dans les deux jours qu'ils viennent de passer à bord des vaisseaux qui les ont transportés, le mal de mer a empêché la plupart d'entre eux de prendre aucune nourriture. Le commandant Boyer prend alors le parti de faire réfugier sa troupe dans deux grottes abandonnées par l'ennemi, et de ne laisser au dehors que des tirailleurs chargés de découvrir quelque endroit par où l'on puisse tenter l'escalade et arriver jusqu'aux premières positions occupées par l'ennemi ; il encourage ses compagnons d'armes, et leur fait espérer que, à la faveur de la nuit, des canots leur apporteront des vivres et des munitions, ainsi que des échelles et des cordages, à l'aide desquels ils pourront donner l'assaut à quelque poste ennemi.

Vers le soir, un jeune sous-lieutenant du quatre-vingt-deuxième, nommé Latour, accompagné de quelques aspirans de marine et d'une vingtaine de soldats, parvint à s'élever très-haut ; mais il donna dans une embuscade, et, entouré par les Anglais, il ne put se dégager d'entre leurs mains qu'en laissant deux morts et deux blessés sur la place : parmi ces quatre victimes d'un excès d'intrépidité, se trouvaient les deux aspirans Arena et Gallois ; le premier fut tué roide et le second eut le bras traversé d'une balle. Pendant la nuit, Boyer reçut un renfort de soixante grenadiers du quatre-vingt-deuxième, ainsi que quelques provisions, que lui envoya le capitaine de *la Fine*.

La journée du 1er juin se passa en reconnaissances, et les

Français découvrirent un magasin qui contenait quantité de biscuit, du rhum et un peu de Madère. Ces objets leur furent du plus grand secours; mais ils manquaient encore d'eau, et surtout de cartouches et de pierres à feu. Les courans et le feu de l'ennemi ne permirent pas aux canots d'aborder pendant le jour. Un nouveau renfort de quinze grenadiers arriva dans la nuit du 1er au 2, accompagné des chefs du génie et de l'artillerie de la Martinique. Au point du jour, un canot s'avança vers le débarcadère; il était chargé de vivres et de munitions, et commandé par l'aspirant Béranger, qui, témoin, dans la nuit du 31 mai, des souffrances des braves compagnons de Boyer, leur avait juré qu'il affronterait tous les dangers pour leur apporter du secours. Cet intrépide jeune homme devint victime de son dévouement; il fut tué, ainsi qu'un de ses matelots, et, bientôt après, son canot, atteint d'un boulet, coula à fond : huit marins qui le montaient gagnèrent le rocher à la nage, malgré le feu de l'ennemi, qui en blessa deux.

1805-an XIII. France.

Cependant les reconnaissances faites pendant les deux jours précédens avaient fait découvrir quelques points par lesquels il ne semblait pas impossible d'arriver aux premières grottes occupées par les Anglais. Le commandant Boyer, après s'être concerté avec le chef du génie Richaud, avait dressé un plan d'attaque qu'il allait mettre à exécution, lorsque la bravoure de ses compagnons vint devancer ses ordres et changer ses dispositions. Quelques tirailleurs étaient parvenus, comme par miracle, sur une espèce de plateau élevé de quarante pieds au-dessus d'un des postes occupés par les Français. Des bouts de cordes, qu'ils trouvent épars, sont noués par eux et fixés au rocher; mais ils ne descendent pas à portée de leurs camarades. Ceux-ci saisissent une longue pièce de bois, la dressent contre le rocher : elle atteint les cordages.

1805 an XIII. France.

Un sous-lieutenant, nommé Giraudon, s'élance le premier, grimpe après la pièce de bois, puis après les cordages, et arrive sur le plateau. Il est immédiatement suivi de beaucoup de grenadiers, de fusiliers et de marins. L'ennemi, qui s'aperçoit de cette escalade, redouble son feu et lance une grande quantité de pierres : l'une d'elles atteint l'intrépide Giraudon au bras, une autre lui enlève son chapeau, mais rien ne l'arrête, non plus que les braves qui le suivent, et, en quelques minutes, ils sont sur le plateau. Ce bel exemple anime le reste des Français d'une nouvelle ardeur, et, de toutes parts, le rocher est escaladé. Plusieurs grottes se présentent : l'une d'elles est remplie d'effets d'habillement, une autre renferme les vivres de la garnison, une troisième paraît lui servir de citerne; désormais sa résistance ne peut plus être longue. Le feu de l'ennemi cesse tout à coup; cependant les Français recommencent à gravir une nouvelle portion du rocher, et veulent aller forcer les Anglais dans leur dernière retraite, lorsqu'ils aperçoivent *la Fine* qui s'avance avec pavillon parlementaire. Ce pavillon était arboré au sommet du Diamant; mais, dans la position où ils étaient, Boyer et ses compagnons ne pouvant l'apercevoir, continuaient leur attaque; ce qui obligea *la Fine* de répéter le signal des Anglais. Aussitôt Boyer arrête ses soldats, et, peu d'instans après, il règle une capitulation avec le commandant anglais, qui défile le lendemain devant lui, à la tête de cent-quatre-vingt-quinze hommes, reste d'une garnison à laquelle les Français avaient fait éprouver une perte assez considérable. Celle des assaillans monta à douze tués et vingt-neuf blessés.

La quantité de poudre, de boulets, de munitions de tous genres et de vivres, trouvée dans les grottes du Diamant eût permis aux Anglais de tenir long-temps sur ce rocher, s'ils n'eussent pas été attaqués par des marins et des soldats ha-

situés à ne regarder aucune position comme inexpugnable. 1805-an XIII.
On doit placer la prise du Diamant au rang des plus beaux France.
faits d'armes qui aient signalé la bravoure française [1].

Le succès de l'expédition du Diamant sembla enfin réveiller Villeneuve et rappeler son activité. Aussitôt après le retour de la division Cosmao, il se disposa à quitter la rade du Fort de France pour aller commencer l'attaque des îles anglaises. On ignore celles des possessions britanniques situées dans l'archipel des Antilles qu'il avait le projet d'attaquer; toutefois on peut juger de l'importance de l'expédition que l'amiral français avait en vue par la résolution qu'il prit d'ajouter au corps de troupes embarquées sur sa flotte une portion des garnisons de la Martinique et de la Guadeloupe. Le 4 juin, la flotte combinée appareilla de la rade du Fort de France, laissant au mouillage la frégate espagnole *la Santa-Madalena* et les corvettes *la Torche* et *la Naïade*. Elle rangea la Dominique, et vint mettre en panne, le 6 juin, devant la Basse-Terre (île de la Guadeloupe). Tous les bâtimens reçurent à

[1] Parmi le grand nombre de traits d'intrépidité auxquels donna lieu l'attaque du Diamant, il en est un que nous ne pouvons nous dispenser de citer ici. Un canot était amarré à une roche le long du débarcadère, à longueur de sa drome (25 ou 30 pieds). Une mèche, oubliée par mégarde à bord de ce canot, y avait mis le feu, et il se consumait peu à peu; mais, dans la partie même où le feu avait pris, il contenait une certaine quantité de poudre et de gargousses. On s'attendait à chaque instant à le voir sauter, et, dans la position où se trouvaient les troupes qui venaient de débarquer, il leur était impossible de se soustraire aux éclats dont l'explosion devait les couvrir. Un matelot du *Bucentaure*, nommé Simon Martin, se dévoue pour le salut commun; il traverse le débarcadère sous le feu de l'ennemi, et gagne le canot pour tâcher d'éteindre l'incendie qui le consume; mais les Anglais, s'apercevant de son dessein, font sur lui la fusillade la plus vive. Martin ne s'en épouvante point; il coupe la bosse du canot, parvient à hisser sa voile, et s'éloigne du rocher sous une grêle de balles de fusil et de mitraille: il reçoit une blessure; mais elle ne l'empêche pas, tandis que sa voile est criblée, de travailler à éteindre le feu; il n'y parvient enfin que lorsqu'il est hors de portée du Diamant, et après avoir couru et le danger de sauter en l'air et celui d'être tué par les coups de l'ennemi.

1805-an XIII. France.

bord une portion des troupes que le général Ernouf, gouverneur de la Guadeloupe, avait été invité à fournir à la flotte par les généraux Villeneuve et Lauriston. Après cette opération, la flotte combinée se remit en route et passa à la vue de Montserrat, Antigue, Redonde, etc. Le 8 juin, l'amiral Villeneuve, ayant aperçu quinze voiles, il les fit chasser par ses bâtimens légers : c'était un convoi parti d'Antigue pour l'Angleterre, sous l'escorte d'une frégate. Celle-ci parvint à s'échapper, mais les quatorze navires marchands furent pris : ils étaient chargés de café, de sucre, de rhum et de coton. Ces prises furent expédiées pour la Guadeloupe, sous l'escorte de la frégate *la Syrène*. Le 9, le bruit se répandit dans la flotte que Nelson était arrivé à la Barbade. Nous ne pouvons assurer que cette nouvelle détermina l'amiral Villeneuve à renoncer à toute opération ultérieure aux Antilles et à quitter ces parages. Quoi qu'il en soit, ce jour même, ou le lendemain, toutes les troupes qu'on avait prises à la Martinique et à la Guadeloupe furent embarquées précipitamment sur les frégates *l'Hortense*, *l'Hermione*, *la Thémis* et *la Didon*, qui eurent ordre de les reporter à la dernière de ces îles, et la flotte combinée fit route pour l'Europe [1].

[1] Les officiers et marins de la flotte combinée se virent frustrés des parts de prise qui leur revenaient de la capture du convoi d'Antigue, par un événement que nous nous bornerons à raconter sans y joindre aucune réflexion. Après avoir débarqué leurs troupes à la Guadeloupe, les quatre frégates *l'Hortense*, *l'Hermione*, *la Thémis* et *la Didon*, firent route vers le point que l'amiral Villeneuve leur avait assigné pour rendez-vous. Elles rencontrèrent le convoi d'Antigue, escorté par *la Syrène* : il avait fait fort peu de chemin depuis qu'il s'était séparé de la flotte combinée. Le capitaine de *l'Hortense*, qui, par son ancienneté, se trouvait commandant des frégates, motivant sa détermination sur les difficultés qu'éprouverait ce convoi pour remonter jusqu'à la Guadeloupe, prit sur lui de le diriger vers Porto Ricco, en l'escortant avec les *cinq frégates* qui se trouvaient alors sous ses ordres. Le lendemain, étant à la vue de *deux frégates anglaises*, ce même commandant ordonna de brûler le convoi.

Nelson arriva en effet, le 4 juin, à la Barbade[1], où il trouva l'amiral Cochrane avec deux seuls vaisseaux de ligne qu'il y avait amenés : le reste des forces navales anglaises stationnées aux Antilles était demeuré à la Jamaïque. La faible distance qui sépare la Barbade de la Martinique (trente-cinq ou quarante lieues) ne permettait guère qu'on ignorât, dans la première de ces îles, que la flotte combinée était encore sur la rade du Fort de France ; et l'on est porté à croire que si, dans cette circonstance, Nelson eût eu autant à cœur de joindre cette flotte que celle qu'il détruisit à Aboukir, il eût pu, sinon la trouver encore au mouillage[2], du moins être à même de suivre ses traces sur la route qu'elle avait prise en le quittant. 1805-an XIII. France.

On pourrait supposer que deux vaisseaux de ligne ne lui parurent pas un renfort suffisant pour lui permettre d'aller attaquer la flotte combinée : les événemens semblent, au reste, appuyer cette supposition. Nelson passa à la Barbade au moins vingt-quatre heures, pendant lesquelles ses vaisseaux firent de l'eau et embarquèrent deux mille hommes de troupes que leur fournit le lieutenant-général sir William Myers.

Le 5, l'amiral anglais mit à la voile et se dirigea vers le sud, tandis que la flotte combinée faisait route au nord. Voici comment son historien l'en excuse : « Le bruit courait, dit-il, à la Barbade, au moment de l'arrivée de Nelson, que, le 28 mai, la flotte combinée avait été vue de Sainte-Lucie, se dirigeant au sud, et que Villeneuve avait des projets sur Tabago et la Trinité. Nelson en doutait ; mais, comme il était le seul de son opinion, il céda en prononçant ces paroles prophétiques : *Si vos renseignemens se trouvent faux, vous me*

[1] Il s'y était fait devancer par un bâtiment porteur de ses dépêches.
Whither he had sent despatches before him.
LIFE OF NELSON, tom. II, p. 220.

[2] Ceci eût dépendu presque uniquement de l'heure à laquelle Nelson arriva à la Barbade, et de celle où Villeneuve quitta la rade du Fort de France.

1805-an XIII France. *faites perdre la flotte française.* » Le même auteur prétend ensuite que, « arrivé devant Tabago, Nelson reçut, par le hasard le plus extraordinaire, la confirmation des faux avis qu'on lui avait donnés par erreur, ou dans le dessein de le tromper. Un commerçant de Tabago, au milieu de l'alarme générale, et ne sachant pas si l'escadre qui se trouvait en vue était amie ou ennemie, envoya une petite goëlette pour la reconnaître et lui indiquer par signal ce qu'elle était. Le signal que cet habitant avait choisi était précisément le même que celui qui avait été convenu par le colonel du génie Shipley pour signifier que l'ennemi était à la Trinité. » Le passage que nous venons de citer se termine ainsi : « Vers le même temps, un brick américain fut visité par l'escadre de Nelson, et le capitaine de ce bâtiment, avec cette propension à tromper les Anglais et à favoriser les Français, qui ne fut que trop commune parmi ses compatriotes, affirma que, par le travers de la Grenade, et peu de jours auparavant, il avait été visité par la flotte française, qui se dirigeait vers les bouches du Dragon. Ce nouvel avis leva tous les doutes; l'escadre se prépara au combat, et Nelson entra dans le golfe de Paria, *comptant bien rendre les bouches de l'Orénoque aussi fameuses que celles du Nil dans les annales de la marine anglaise.* »

Nelson, n'ayant pas trouvé la flotte combinée à la Trinité[1], se dirigea vers la Grenade. C'est alors, suivant son historien, qu'il apprit que Villeneuve se trouvait encore à la Martinique le 4, et, à ce sujet, cet auteur s'exprime ainsi : « Sans les faux avis d'après lesquels Nelson agit, avec répugnance et

[1] Quelques marins ont pensé que Nelson se dirigea vers la Trinité, dans la supposition que l'escadre espagnole seule avait été chargée de la reprise de cette île. Dans ce cas, il eût pu facilement défaire avec ses douze vaisseaux les six vaisseaux de Gravina; et si, après cette victoire aisée, il n'avait pas eu occasion de combattre l'escadre française, son premier succès eût suffi pour le mettre à l'abri de tout reproche, et lui valoir de nouvelles récompenses du gouvernement anglais.

contre sa propre opinion, il se fût trouvé devant le Fort-Royal au moment même où les Français le quittaient, et la bataille eût été livrée dans les mêmes parages où Rodney défit de Grasse. » Le 13 juin, persuadé que la flotte combinée retournait en Europe, l'amiral anglais débarqua ses troupes à Antigue : des deux vaisseaux de sir Alexandre Cochrane, il ne garda que *le Spartiate*, de 74, et, avec onze vaisseaux de ligne, il déclara qu'il se mettait à la poursuite d'une flotte qui en comptait vingt. 1805-an XIII. France.

Ici, les mêmes suppositions dont nous avons parlé plus haut peuvent être faites. Rien ne prouve que Nelson se fût décidé à livrer combat à un ennemi dont les forces étaient presque doubles des siennes : il paraît plus probable que son intention était de se rallier, aux atterrages d'Europe, à quelqu'une des escadres chargées d'intercepter Villeneuve à son retour d'Amérique, et, par cette manœuvre, de réunir contre la flotte combinée des forces capables de la combattre avec avantage. Ce n'est, il est vrai, qu'une hypothèse; mais, pour lui donner du poids, on nous permettra de faire remarquer que, en pareil cas, nous tirons toujours nos inductions des auteurs anglais. On lit dans l'*Annual Register*, 1805 : « Il n'était pas déraisonnable de s'attendre que la flotte combinée, frustrée dans ses projets (aux Indes occidentales), pourrait rencontrer les amiraux Calder ou Collingwood, qui, avec de fortes divisions de la flotte britannique, croisaient dans différentes directions, pour s'opposer à sa rentrée dans un port de France ou d'Espagne....... Il ne manquait même pas de personnes assez ardentes dans leurs espérances pour envisager la possibilité, sinon la probabilité, que lord Nelson joignît Villeneuve lorsqu'il serait aux prises avec une des escadres désignées ci-dessus, et le plaçât de la sorte entre deux feux, ce qui rendrait sa destruction inévitable. » On peut croire que tels étaient la pensée et le but de lord Nelson.

1805-an XIII. France. Nous ne dissimulons pas que le départ de Villeneuve des Antilles n'ait eu l'air d'une fuite, puisque ce départ fut si précipité, que l'amiral français laissa derrière lui presque toutes ses frégates. Cependant, comme le grand plan à l'exécution duquel il devait coopérer avait l'Europe pour théâtre, il avait peut-être reçu l'ordre précis et formel de faire voile en toute diligence pour cette partie du monde, aussitôt que, par l'arrivée de lord Nelson aux Antilles, il aurait acquis la certitude du succès de la partie du plan qui avait pour but d'éloigner les flottes anglaises des mers où celles de la France et de l'Espagne devaient agir. C'était au gouvernement français à s'expliquer positivement sur ce sujet, et à ne pas laisser imprimer à l'un de ses amiraux une honte qui rejaillissait, en quelque sorte, sur la nation entière [1].

L'escadre de Nelson, qui, dans sa traversée des côtes d'Espagne aux Antilles, avait mis huit jours de moins que la flotte combinée, conserva sur elle cet avantage de marche au retour, et la devança en Europe. Nelson arriva le 17 juillet en vue du cap Saint-Vincent. Toujours plein de l'idée que la flotte combinée pouvait avoir une mission pour la Méditerranée, il se dirigea vers le détroit en longeant la côte d'Espagne, et, le 19, il vint jeter l'ancre devant Gibraltar. Le lendemain, il débarqua : ce fut, si l'on en croit son historien, la première fois qu'il mettait le pied à terre depuis le 16 juin 1803, et même il n'était pas sorti de son vaisseau, *le Victory*, depuis deux ans moins dix jours. A Gibraltar, Nelson eut une conférence avec l'amiral Collingwood, qui, depuis le départ de la flotte combinée, était venu avec une escadre prendre la station de Cadix. Jusqu'alors, pour le gouvernement anglais, comme pour

1 Dans les fameuses notes du Moniteur, il est bien dit quelque part, très-vaguement, que Villeneuve avait bien rempli sa mission ; mais il n'en est aucune qui exprime cette opinion d'une manière formelle.

les particuliers, tout était encore conjecture concernant la mission de la flotte franco-espagnole. Collingwood fit part à Nelson de ses idées. Il pensait que l'Irlande était le terme de l'expédition de Villeneuve; qu'il allait, en ce moment, chercher à délivrer l'escadre du Ferrol, qui était bloquée par sir Robert Calder, appeler à lui les vaisseaux de Rochefort, et paraître avec trente-trois ou trente-quatre vaisseaux [1] devant Ouessant, où il serait joint par la flotte de Brest. Il supposait que ces forces considérables se dirigeraient vers l'Irlande, le but réel de toutes les opérations de la marine française, et que la course de Villeneuve aux Indes occidentales n'avait uniquement eu pour objet que d'éloigner l'escadre de Nelson et quelques autres des mers d'Europe.

Il est à remarquer que plusieurs Anglais distingués par leurs talens politiques ou militaires, sans avoir précisément pénétré les intentions de Napoléon, avaient en partie soupçonné son plan. Le colonel Crawford entre autres nous paraît avoir été encore plus près que l'amiral Collingwood, de la vérité, lorsqu'il disait au parlement : « Qu'y avait-il de plus probable que de supposer que la flotte combinée de l'ennemi, après avoir débarqué les troupes qu'elle portait, à la Jamaïque, où nous n'avions que trois mille hommes à leur opposer, reviendrait en Europe, et que, se joignant à la flotte de Brest, elle traverserait le canal (la Manche) et jetterait encore l'ancre à la vue de nos côtes, comme dans la guerre d'Amérique? Si ce projet avait paru praticable sous le comte de Grasse, il était beaucoup plus probable, lorsque l'expédition était appuyée de la flottille de Boulogne [2]. »

[1] Villeneuve serait venu débloquer Brest avec plus de quarante vaisseaux de ligne, s'il eût réussi à rallier toutes les escadres françaises et espagnoles qui se trouvaient dans les ports situés sur l'Océan atlantique.

[2] On lit, dans le Morning chronicle du 12 août 1805, un article dont voici quelques fragmens : « Autant que les circonstances peuvent faire juger des pro-

1805-an XIII. France. Après avoir fait de l'eau et des vivres à Tetuan, Nelson se porta devant Ceuta. Là, il apprit que la flotte combinée n'avait pas paru dans le détroit. Enfin, le 24 juillet, une corvette, qu'il avait expédiée des Antilles en avant de son escadre, le rejoignit et lui annonça avoir vu, le 19, la flotte combinée, qui se dirigeait vers le nord. Nelson prit sur-le-champ cette route. Il vint assez près de Cadix pour acquérir la certitude que Villeneuve n'avait pas relâché dans ce port. De là, il se porta vers le cap Finistère, traversa tout le golfe de Gascogne et poussa jusqu'à la côte d'Irlande. S'étant assuré que la flotte combinée n'avait pas paru dans ces parages, il termina là sa longue et infructueuse caravane; il envoya neuf de ses vaisseaux renforcer sous Ouessant la flotte de l'amiral Cornwallis, et vint relâcher avec les deux autres à Portsmouth, le 18 août.

La réputation colossale de lord Nelson rendrait par trop téméraire l'entreprise de blâmer les opérations de ce célèbre marin. Aussi, après avoir, dans le cours de notre narration, présenté toutes nos observations sous la forme du doute, nous

jets de Bonaparte, son plan d'invasion ne doit pas être tenté, *coûte qu'il coûte*, et par un simple coup de main. Pourquoi aurait-il pris tant de peine à construire et à réparer des vaisseaux de ligne, s'il voulait s'en reposer sur sa flottille de Boulogne et un bon vent de trente-six heures?... Si cela eût pu suffire, Bonaparte n'avait pas besoin de faire construire des vaisseaux de ligne; mais il en agira ainsi jusqu'à ce qu'il soit en mesure, sinon d'attaquer tous nos vaisseaux, au moins de les diviser et de les tenir en échec sur plusieurs points : c'est alors que sa flottille deviendra vraiment formidable. Il faudrait d'ailleurs des chances très-extraordinaires, pour que la flottille de Boulogne pût agir d'elle-même, et de telles chances sont presque impossibles..... Nous dirons donc que Bonaparte n'entreprendra rien qu'il n'ait auparavant mis sa flottille sous la protection d'une flotte. Si, par quelque faute ou quelque chance heureuse, il parvenait à obtenir une supériorité momentanée dans le canal (la Manche), il pourrait débarquer autant d'hommes qu'il voudrait dans les comtés de Kent et de Sussex; mais il ne saurait pas autrement mettre en mer cette flottille en présence de nos forces navales, sans exposer ses troupes à des dangers imminens. »

Le tableau de ce qu'a fait la marine française, à cette mémorable époque, est bien triste, quand on songe à tout ce qu'elle pouvait faire.

bornerons-nous, en la terminant, à dire qu'il nous semble bien extraordinaire que Nelson ait battu la mer pendant sept mois entiers (du 18 janvier au 18 août), sans pouvoir joindre l'ennemi qu'il avait juré de détruire, et que nous ne pensons pas que la campagne que nous venons de raconter soit son plus beau titre de gloire. Il est permis, sans doute, à des Français d'émettre une pareille opinion après le jugement sévère qu'ont porté sur cette campagne des compatriotes de l'illustre amiral [1].

Si la flotte combinée eût fait la dernière partie de sa traversée des Antilles en Europe avec la même vitesse que la première, elle n'aurait pas été devancée sur la côte d'Espagne par les avisos de Nelson, et même par son escadre, et l'issue de cette campagne eût été tout à fait différente. En effet, le 30 juin, lorsque Villeneuve fut rallié par les cinq frégates qu'il avait laissées derrière lui, déjà il se trouvait à environ vingt lieues dans le nord-ouest de l'île de Corvo, la plus septentrionale des Açores. Le matin de ce même jour, *la Didon* avait pris et brûlé un corsaire anglais de quatorze canons et de quarante-neuf hommes d'équipage : la flotte n'avait jusqu'à ce moment rencontré aucun bâtiment ennemi. Le 3 juillet, deux voiles étant en vue, l'escadre légère les chassa et les prit : l'une était un corsaire anglais, l'autre, un galion espagnol, dont la cargaison valait quatorze ou quinze millions, et dont ce corsaire s'était emparé. On mit le feu au corsaire, et l'on fit remorquer le galion par la frégate *la Syrène*. Vingt-deux jours s'écoulèrent, depuis le passage de la flotte combinée au nord des Açores, sans qu'elle eût franchi l'espace

[1] On lit, dans un des numéros de l'Observateur (*the Observer*) du mois de juillet 1805, ce passage : « Conçoit-on une expédition plus ridicule et plus humiliante que celle de lord Nelson, surtout après les fanfaronades dont elle a été accompagnée. » L'article où se trouve ce passage a été traduit et inséré dans le Moniteur du 21 thermidor an XIII.

1805-an XIII. France. qui sépare ces îles du cap Finistère. Des vents violens d'E. N. E. et de N. E., qui soufflèrent pendant treize jours consécutifs, en furent cause, si l'on en croit le rapport de l'amiral Villeneuve : c'est pourquoi, sans lui imputer ce retard à blâme, nous dirons simplement qu'il fut l'origine de tous les événemens qui contribuèrent successivement à renverser un plan auquel le défaut de jonction avec l'escadre de Rochefort n'avait porté qu'un faible préjudice.

Le 22 juillet, vers midi, par la latitude du cap Finistère, et à environ cinquante lieues au large, les vents étant à l'ouest, la flotte combinée eut connaissance, sous le vent (par conséquent entre elle et la côte d'Espagne), de dix-neuf voiles, qui furent bientôt reconnues pour une escadre ennemie forte de quinze vaisseaux, deux frégates, un *cutter* et un lougre : c'était celle du vice-amiral sir Robert Calder. Il est à propos d'expliquer pourquoi cette escadre se trouvait sur la route de la flotte combinée, et de faire voir comment, avec un peu plus de diligence de la part de Villeneuve, il eût pu surprendre l'amiral Calder devant le Ferrol avec dix vaisseaux de ligne seulement. Nous avons dit plusieurs fois que, quelque grand que fût le nombre des vaisseaux de l'Angleterre, il ne lui permettait pas de faire face à tout : ce qui suit en fournit une preuve bien évidente.

Le Ferrol renfermait, au commencement de 1805, quinze à vingt vaisseaux français et espagnols qui se disposaient à prendre la mer; les Anglais ne purent, dans le principe, faire surveiller ce port que par sept vaisseaux de ligne, et, le 15 juillet, leur croisière n'y était encore que de dix vaisseaux. Ce même jour, le vice-amiral Calder fut joint par cinq vaisseaux de ligne commandés par l'amiral Stirling, qui, pour opérer cette jonction, avait dû quitter le blocus de Rochefort. Sir Robert Calder reçut en même temps que ce renfort des ordres de l'amiral Cornwallis, qui lui prescrivaient de se

porter à trente ou quarante lieues au large et d'y croiser pendant six ou huit jours, dans la vue d'intercepter la flotte franco-espagnole, que Cornwallis ne croyait que de seize vaisseaux, et qu'il supposait être en route pour revenir en Europe. Après cette croisière, les deux escadres des amiraux Calder et Stirling devaient se séparer et retourner à leur poste, l'une devant le Ferrol et l'autre devant Rochefort. On conçoit que cette mesure ne remédiait à rien si la flotte combinée fût arrivée sept ou huit jours plus tôt ou plus tard; mais tel était alors l'embarras des Anglais, que, pour pouvoir opposer à Villeneuve des forces bien inférieures aux siennes, ils étaient obligés de débloquer le Ferrol et Rochefort, et en effet l'escadre de Rochefort profita de cette circonstance pour sortir. 1805-an XIII. France.

Le 19 juillet, l'amiral Calder reçut, par un paquebot de Lisbonne, copie d'un ordre de lord Nelson, daté du 15 juin à la mer, et adressé à l'officier commandant les forces navales britanniques dans le Tage. Cette pièce portait, que la flotte combinée ayant passé le 8 juin devant Antigue, se dirigeant au nord, ce qui faisait penser à Sa Seigneurie qu'elle retournait en Europe, il était expressément recommandé à l'officier à qui elle était adressée de se porter sur-le-champ vers le Ferrol, ou d'y envoyer un bâtiment pour donner cette nouvelle au commandant de la station anglaise devant ce port, et l'avertir de se tenir sur ses gardes, en cas que l'ennemi eût l'intention de débloquer le Ferrol : ainsi, Calder ne put douter que les vaisseaux qu'il découvrit le 22 juillet ne fussent la flotte combinée. Ces détails, qui (ainsi qu'une foule d'autres, renfermés dans cet article) sont généralement inconnus en France, étaient nécessaires pour mettre à même de juger convenablement les opérations maritimes que nous racontons.

Le temps était extrêmement brumeux le jour où les flottes des amiraux Villeneuve et Calder se rencontrèrent, et, des deux côtés, on eut de la peine à reconnaître la force de l'en-



1805-an XIV. France.

nemi [1]. Cependant, on se prépara de part et d'autre au combat et l'on manœuvra pour se joindre. Quelques éclaircies permirent de temps en temps d'apercevoir l'escadre ennemie; mais en général, pendant toute la journée, chaque vaisseau ne pouvait voir que son matelot d'avant et son matelot d'arrière [2]. L'amiral Villeneuve profita toutefois des courts instans où la brume se dissipait, pour faire les signaux qu'il jugeait nécessaires. Il fit d'abord former sa flotte sur une ligne de convoi; les vaisseaux espagnols prirent la tête de la colonne, et l'amiral Gravina vint se placer en chef de file : cet ordre une fois établi, les vaisseaux serrèrent le vent par un mouvement successif, et la ligne de bataille se trouva formée. L'ennemi avait formé la sienne et s'avançait au plus près du vent, à contre-bord de la ligne française. Cette manœuvre donnant lieu de supposer qu'il voulait attaquer l'arrière-garde de la flotte combinée, l'amiral Villeneuve fit virer ses vaisseaux vent arrière par la contre-marche (successivement). En exécution de ce mouvement, tous les vaisseaux français

[1] Les deux flottes étaient composées et rangées comme suit :

Flotte franco-espagnole. 1. *L'Argonauta*, de 80 canons; 2. *le Terrible*, de 74; 3. *l'America*, de 64; 4. *l'Espagna*, de 64; 5. *le San-Raphael*, de 80; 6. *le Firme*, de 74; 7. *le Pluton*, de 74; 8. *le Mont-Blanc* de 74; 9. *l'Atlas*, de 74; 10. *le Berwick*, de 74; 11. *le Neptune*, de 80 12. *le Bucentaure*, de 80; 13. *le Formidable*, de 80; 14. *l'Intrépide*, de 74; 15. *le Scipion*, de 74 : 16. *le Swiftsure*, de 74; 17. *l'Indomptable* de 80; 18. *l'Aigle*, de 74; 19. *l'Achille*, de 74; 20. *l'Hortense*, de 40 21. *l'Hermione*, de 40; 22. *la Cornelie*, de 40; 23. *la Didon*, de 40 24. *le Rhin*, de 40; 25. *la Syrène*, de 36; 26. *la Thémis*, de 36; 27. *le Furet*, 28. *l'Argus*, de 16.

Flotte anglaise. *a. Héro*, de 74; *b. Ajax*, de 80; *c. Triumph*, de 74 *d. Barfleur*, de 100; *e. Agamemnon*, de 64; *f. Windsor-Castle*, de 100 *g. Défiance*, de 74; *h. Prince de Wales*, de 100; *i. Repulse*, de 74 *k. Raisonnable*, de 64; *l. Glory*, de 100; *m. Thunderer*, de 74; *n. Malta*, de 80; *o. Dragon*, de 74; *p. Warrior*, de 74; *q. Egyptienne*, *le Syrius* frégates; *r. Frisk*, cutter; *s. Nile*, lougre.

[2] Voyez, pour ces deux termes, tome VII, page 256.

COMBAT NAVAL DU VINGT-DEUX JUILLET 1805.

l'Algésiras de 74

t espagnols durent passer l'un après l'autre à contre-bord et portée de voix du *Bucentaure* : Villeneuve leur recomanda de serrer la ligne le plus possible.

Il paraît que l'amiral ennemi, s'étant aperçu qu'il aurait trop oin à courir pour se trouver au vent de l'arrière-garde de la lotte combinée, lorsqu'il aurait viré de bord, avait pris le arti de virer aussitôt que son vaisseau de tête s'était trouvé ar le travers du vaisseau de queue de la ligne franco-espanole, pour prolonger cette ligne au même bord pardessous e vent et diriger son attaque sur le centre par un nouveau virenent de bord; mais l'évolution de Villeneuve faisant craindre Calder d'avoir à son tour sa ligne coupée partout où le jugeaient convenable les Français et les Espagnols, qui avaient 'avantage du vent, il s'empressa de faire virer ses vaisseaux uccessivement, aussitôt que les chefs de file des deux lignes e trouvèrent par le travers l'un de l'autre. De la sorte, le ombat s'engagea au même bord et ne pouvait plus offrir l'avantage aux Anglais, tandis que Villeneuve avait la facilité de détacher les cinq derniers vaisseaux de sa ligne pour en mettre un pareil nombre entre deux feux à la queue de a ligne anglaise. Hâtons-nous de dire que l'état du temps ne permettait guère de juger de la convenance d'une pareille manœuvre. La victoire ne pouvait donc être décisive pour aucune des deux flottes, et ce combat paraissait devoir ressembler à la plupart de ceux qu'on avait livrés dans les guerres précédentes, où deux armées navales établies au même bord, sur deux lignes parallèles, se canonnaient pendant plusieurs heures, sans autre résultat que des avaries à peu près égales, et quelquefois la perte d'un ou deux vaisseaux pour l'armée battue. Dans l'affaire que nous racontons, le résultat semblait devoir être d'autant plus insignifiant, que les deux flottes combattaient à demi-portée de canon, distance beaucoup trop grande pour obtenir de l'artillerie ces terribles effets qui

1805-an XIII. France. réduisent un vaisseau, quoique bien commandé et bien défendu, à amener son pavillon.

La canonnade, qui s'était engagée vers cinq heures, fut très-vive ; mais la brume empêchait de voir l'effet général du combat. A cinq heures et demie, un vaisseau à trois ponts anglais, ayant plus serré le vent que les autres, se trouvait hors de sa ligne et plus rapproché de la ligne française : il attaqua le vaisseau *l'Intrépide*, de 74, placé vers le centre ; mais, malgré sa grande supériorité de force, il se trouva bientôt tellement maltraité par le vaisseau français, qu'il fut obligé non-seulement de quitter la position qu'il avait prise, mais encore de se retirer tout à fait du feu, et qu'il ne put plus prendre aucune part au combat. Le brave capitaine de Perronne, commandant de *l'Intrépide*, paya de sa vie ce moment de triomphe : il fut tué ainsi que le lieutenant de vaisseau Allard, son officier de manœuvre.

A la tête et à la queue, l'ennemi était reçu de la même manière, et partout le feu des vaisseaux français et espagnols obtenait une supériorité décidée sur celui des vaisseaux anglais ; mais la flotte du vent, qui ne pouvait, à cause de la brume, profiter des avantages de sa position, dut en éprouver les désavantages : on sait que le principal est celui de voir ses vaisseaux désemparés tomber en dérivant dans la ligne ennemie. Cet événement arriva à la flotte combinée, et la brume empêcha l'amiral Villeneuve de s'en apercevoir et d'y porter remède. Des tentatives partielles furent faites à cet égard ; mais elles n'eurent d'autre résultat que de couvrir de gloire un brave capitaine, dont la conduite dans tous les combats auxquels il prit part peut être citée pour modèle, et d'ajouter à la réputation d'un autre, qui manœuvra plus tard d'une manière moins brillante.

Vers 6 heures, le capitaine Cosmao, commandant *le Pluton*, s'aperçut que le vaisseau espagnol *le Firme*, serre file

des vaisseaux de sa nation, était démâté de son mât d'artimon, de son grand mât et de son petit mât de hune, et dérivait sur la ligne anglaise. Cet intrépide commandant, ne consultant que son courage, quitte à l'instant son poste, et, pour couvrir *le Firme*, vient placer son vaisseau *le Pluton* entre les vaisseaux anglais et lui. Cette belle et audacieuse manœuvre aurait eu tout le succès qu'en attendait le capitaine Cosmao, si les vaisseaux placés derrière *le Pluton* dans la ligne française eussent suivi son mouvement en se dirigeant dans ses eaux; mais la brume et la fumée s'y opposèrent sans doute, et le capitaine du *Pluton*, se voyant seul à combattre plusieurs vaisseaux ennemis, dut renoncer à ses généreux efforts et revenir prendre son poste dans la ligne française: *le Firme* tomba ensuite au pouvoir des Anglais.

Pendant que le capitaine Cosmao se dévouait pour tâcher de sauver ce vaisseau, *le San-Raphaël* tomba en dérive entre les deux lignes, qu'on le vit prolonger pendant quelques instans; il avait tous ses mâts hauts, bientôt on le perdit de vue au milieu de la brume: il devint aussi la proie de l'ennemi. Un troisième vaisseau espagnol, *l'Espagna*, se trouva aussi très-maltraité et tomba sous le vent de la ligne; *le Pluton* quitta encore une fois son poste pour couvrir ce vaisseau, et le capitaine Cosmao parvint à l'empêcher d'être enveloppé et pris par l'ennemi. Le dérangement causé dans la ligne de la flotte combinée par les événemens arrivés aux vaisseaux espagnols et par les mouvemens du *Pluton*, exposa *le Mont-Blanc* et *l'Atlas* à de rudes attaques: ce dernier vaisseau surtout fut fortement engagé; mais le capitaine Rolland qui le commandait se défendit vaillamment. Au moment où l'action était la plus vive, un boulet ennemi fit sauter des caisses de cartouches contenues dans le coffre d'armes qui servait de banc de quart au vaisseau *l'Atlas;* le capitaine Rolland fut grièvement blessé par son explosion. Les Anglais continuè-

1805-an XIII. France. rent de s'acharner sur *l'Atlas*, et ce vaisseau très-maltraité paraissait courir des dangers, lorsque *le Neptune*, commandé par le capitaine Maistral aîné, vint le secourir et l'aider à repousser l'ennemi.

A huit heures et demie, la nuit, qui vint se joindre à la brume, ne permit plus de continuer le combat; et le feu, qui diminua graduellement, avait entièrement cessé à neuf heures. Pendant toute la nuit, les vaisseaux français et espagnols se tinrent aussi bien ralliés que possible, et chacun à bord s'attendait à livrer le lendemain un combat décisif, dont l'engagement qui venait d'avoir lieu ne paraissait que le prélude: les équipages et les troupes se montraient animés du meilleur esprit, et cette disposition morale des marins et des soldats était du meilleur augure.

Le 23 au point du jour, le temps était encore brumeux; mais, à sept heures, le ciel vint à s'éclaircir. On aperçut l'escadre anglaise à quatre lieues sous le vent, fuyant en désordre: *la Didon*, qui avait demandé à reconnaître l'ennemi, signala que ses vaisseaux avaient beaucoup d'avaries et que trois d'entre eux étaient remorqués. A neuf heures, l'amiral Villeneuve et son état-major, ainsi que le général Lauriston et ses aides-de-camp, passèrent sur la frégate *l'Hortense*. Une heure après, toutes les frégates eurent ordre de venir successivement passer à poupe de la frégate amirale. Villeneuve ordonna lui-même verbalement aux capitaines de ces bâtimens de parcourir toute la ligne, afin de prévenir l'amiral Gravina, ainsi que tous les commandans de vaisseau, que son intention était d'engager une affaire décisive, et leur dire qu'il les invitait en conséquence à serrer l'ennemi au feu le plus possible. Cet ordre, transmis au porte-voix par les frégates, fut entendu de tout le monde à bord de chaque vaisseau, et reçu avec les plus vives acclamations: l'enthousiasme était porté à son comble, et tout semblait présager un bril-

lant succès. A midi, toute la flotte prit chasse sur l'ennemi, qu'on estimait à trois lieues et demie : le vent était faible. A quatre heures, on n'avait encore gagné qu'une lieue à l'escadre anglaise; il n'y avait par conséquent pas d'espoir de l'atteindre avant la nuit, mais on pouvait au moins l'approcher davantage ; cependant Villeneuve fit signal à la flotte de serrer le vent, son intention étant de n'attaquer l'ennemi que le lendemain : ce signal étonna autant qu'il affligea les officiers et les marins ; on prévit dès lors qu'on ne parviendrait plus à joindre l'ennemi.

Le 24, l'escadre anglaise n'était plus en vue que du haut des mâts : le vent ayant changé dans la nuit, elle se trouvait au vent de la flotte combinée; cependant celle-ci chassa encore dessus jusqu'à dix heures du matin ; mais à cette heure on leva chasse, et la flotte fit route vers le sud. Le 25, le vent était violent, et sa direction ne permettait pas de se porter du côté du Ferrol; en conséquence, Villeneuve se décida à relâcher à Vigo, où la flotte combinée entra le 27 juillet, avec deux vaisseaux de moins.

Ainsi, par une bizarrerie que nous ne chercherons pas à expliquer, l'amiral français, après avoir été réellement vainqueur dans l'action du 22, laissait entre les mains de son adversaire le gage de la victoire, deux bâtimens qui allaient être considérés comme la preuve matérielle que quinze vaisseaux anglais en avaient battu vingt français et espagnols. Ce résultat rappelle celui du fameux combat du 13 prairial (1er juin 1794). Cependant, si les pertes en hommes, l'état des vaisseaux après le combat et la possibilité ou l'impossibilité de remplir sa mission décident, pour une force navale, la question de la victoire, ici elle ne peut être indécise. En effet, à l'exception de celles du *Firme* et du *San-Raphaël*, qui, entourés par une partie de l'escadre anglaise, ont pu se faire tuer beaucoup de monde avant de se rendre, les pertes

1805-an XIII. France. de la flotte combinée, en tués et blessés, furent beaucoup moindres que celles qu'avouèrent les Anglais dans leurs gazettes : quant à l'état des vaisseaux des deux flottes, en moins d'un mois, presque tous ceux qui avaient combattu sous les ordres de l'amiral Calder furent obligés de regagner les ports d'Angleterre pour y être radoubés, tandis qu'aucun des vaisseaux de la flotte combinée n'avait éprouvé d'avaries majeures ; enfin, loin de pouvoir s'opposer à ce que l'escadre combinée remplît sa mission, l'amiral Calder, après avoir fui devant elle pendant plusieurs jours, laissa l'entrée du Ferrol libre ; et si Villeneuve n'atteignit pas ce port immédiatement, c'est que les vents s'y opposèrent : il y pénétra dès qu'il le voulut.

Après le combat du 22 juillet [1], on ne vit plus régner dans la flotte franco-espagnole cet esprit qui à la guerre est presque toujours le garant des succès ; les équipages ne paraissaient plus avoir de confiance dans le chef, et les Espagnols se plaignaient hautement qu'on les avait abandonnés. Cette défaveur, dans laquelle l'amiral français tomba auprès des hommes auxquels il commandait, fait naturellement mettre en doute si Villeneuve fit, le 22 juillet et jours suivans, tout ce qu'il était possible de faire pour la gloire du pavillon français. C'est un point que nous n'entreprendrons point de décider : nous avons raconté les faits avec des développemens qui ne leur avaient jamais été donnés en France ; on jugera. Nous nous contenterons de dire, avec l'auteur d'une relation publiée

[1] Les marins ont donné à ce combat le nom de combat des *Quinze-vingt*, jeu de mots qui fait allusion à la force respective des flottes de Calder et de Villeneuve, ainsi qu'à la brume, qui rendit, en quelque sorte, cette affaire un combat d'aveugles. Malgré cette plaisanterie faite après la bataille, les marins français, avides de vaincre, maudirent, lorsqu'elle commença, l'obstacle qui leur dérobait la vue de leurs ennemis, et, confians dans leur courage, ils se fussent volontiers écriés avec Ajax :

Ciel ! rends-nous la lumière, et combats contre nous.

dans le temps [1] : « A-t-on, le lendemain du combat, perdu du temps pour marcher à l'ennemi ? Etait-il possible de le joindre, lorsqu'il était embarrassé dans sa marche par plusieurs de ses vaisseaux en mauvais état, et par les deux vaisseaux espagnols qu'il avait pris ? C'est aux marins à prononcer...... Pouvait-on, au moment de l'éclaircie, couper les vaisseaux anglais démâtés, ou, lorsque l'ennemi a quitté le feu, pouvions-nous le poursuivre et prolonger le combat ? Toutes ces questions, que l'on se fait dans l'escadre, sont susceptibles de discussion. »

1805-an XIII.
France.

Aucun des deux amiraux qui combattirent l'un contre l'autre, le 22 juillet 1805, ne satisfit l'opinion dans son pays. La réputation de Villeneuve, à laquelle le combat d'Aboukir avait déjà porté une fâcheuse atteinte, en reçut une nouvelle de celui que nous venons de raconter [2]. Calder ne fut pas plus heureux. En publiant une partie de sa dépêche, le gouvernement anglais avait donné comme certain que cet amiral voulait et pouvait livrer un second combat, dont le résultat devait être la destruction de la flotte combinée. La nation entière le crut et s'y attendit. Son attente ayant été trompée, tout le poids du mécontentement public tomba sur l'amiral Calder, qu'on accusait hautement d'avoir imprimé une tache

[1] Elle avait pour titre : *Lettre d'un officier de terre sur le combat livré, le 3 thermidor, par l'escadre de l'amiral Villeneuve*, et fut insérée dans le Moniteur du 27 thermidor an XIII. Cette relation nous a paru approcher plus de la vérité que tout ce qu'on publia à cette époque, soit en France, soit en Angleterre.

[2] Le gouvernement français était loin d'être satisfait de Villeneuve ; si l'on en juge par la note suivante, qui, bien qu'insultante pour tous les amiraux français, ne dut son origine qu'à la conduite de celui-ci :

« Il ne manque à la marine française qu'un homme de caractère et d'un courage froid et audacieux : cet homme se trouvera un jour, et alors on verra ce que peuvent nos marins. »

(*Moniteur* du 13 fructidor an XIII.)

1805-AN XIII. France.

à l'honneur de la marine anglaise, en fuyant devant la flotte ennemie, et de s'être personnellement deshonoré en n'exécutant pas ce qu'il avait eu l'ostentation d'annoncer, lorsqu'il avait dit qu'il était maître de joindre l'escadre française quand il voudrait et d'en achever la défaite. Les clameurs devinrent si vives et si générales, que Calder sollicita de l'amirauté qu'on le mît en jugement : cette demande lui fut accordée. La défense écrite qu'il présenta à la cour martiale prouve de la manière la plus évidente que l'escadre anglaise était tellement délabrée, le 23, qu'il lui était impossible de soutenir un second combat, et jette le plus grand jour sur les événemens des 22, 23 et 24 juillet [1]. Pour repousser le reproche de s'être vanté à tort de pouvoir livrer à la flotte combinée un nouveau combat et en achever la défaite, Calder fit connaître que les fausses espérances dont la nation avait été leurrée provenaient de ce que l'amirauté avait tronqué sa dépêche à lord Cornwallis, et l'avait ensuite publiée, non comme un extrait, mais comme une copie. On l'avait terminée par cette phrase : « Lorsque j'aurai mis en sûreté les vaisseaux pris, et réparé l'escadre, je tâcherai de saisir la première occasion qui se présentera, pour vous donner encore des nouvelles des escadres combinées. » Calder rétablit ainsi la fin de sa lettre : « En même temps, il conviendra que je me tienne en garde contre l'escadre du Ferrol, attendu que j'ai des raisons de croire que la flotte combinée a expédié hier soir pour ce port deux de ses vaisseaux désemparés. En conséquence, il pourrait se faire que je jugeasse nécessaire de venir avec toute mon escadre me joindre à vous (lord Cornwallis) sous Ouessant.

« *P. S.* Je suis dans la nécessité d'envoyer *le Windsor Castle* en Angleterre, à cause des avaries qu'il a reçues dans le

[1] Cette pièce est extrêmement intéressante; elle se trouve dans l'*Annual Register*, 1805, page 564.

combat. » Malgré tout ce qu'allégua pour sa défense l'amiral Calder (dont la justification nous paraît complète), il fut déclaré convaincu de n'avoir pas fait, dans les journées des 23 et 24 juillet, tout ce qui était en son pouvoir pour prendre ou détruire tous les vaisseaux de l'ennemi, qu'il était de son devoir de combattre; mais la cour martiale, considérant que cette faute n'était le résultat ni de la lâcheté, ni de la trahison, mais celui d'une erreur de jugement, le condamna seulement à être sévèrement réprimandé. Il est aisé de voir que cette sentence fut moins dictée par l'équité que par des considérations politiques. Pour satisfaire l'orgueil national irrité, le gouvernement britannique ne craignit pas de commettre une injustice criante envers un brave amiral qui avait consacré quarante-six ans de sa vie à la défense de son pays : le cabinet de Saint-James voulait en même temps persuader au monde, par cet acte, que quinze vaisseaux anglais doivent toujours prendre ou détruire vingt vaisseaux d'une autre puissance.

1805-an XIII. France.

L'amiral Villeneuve ne passa que quatre jours dans la baie de Vigo. Il y fit de l'eau, débarqua ses blessés et les prisonniers qu'il avait faits pendant le cours de sa campagne, et en repartit avec treize vaisseaux français, deux vaisseaux espagnols, sept frégates et deux bricks [1]. Le 2 août, la flotte mouilla dans les rades du Ferrol et de la Corogne.

Nonobstant la perte de deux de ses vaisseaux et les retards qu'elle avait éprouvés, la flotte combinée étant parvenue au

[1] Les vaisseaux *l'Atlas*, *l'America* et *l'Espagna*, furent laissés à Vigo, parce qu'étant mauvais voiliers, ils n'avaient cessé, pendant toute la campagne, de retarder la marche de la flotte combinée. Le galion y demeura également. Pendant le séjour de la flotte dans la baie de Vigo, il y eut une mutation parmi les capitaines. Le capitaine Infernet, qui commandait la frégate *le Rhin*, passa au commandement de *l'Intrépide*, vacant par la mort du brave Deperonne, et le capitaine de frégate Chesneau, second du *Pluton*, prit celui du *Rhin*.

1805-an XIII. France.

Ferrol conformément au plan de Napoléon, l'exécution de ce plan n'avait pas cessé d'être possible; mais, à cette époque, les affaires du continent avaient pris une tournure telle, qu'il ne devait plus être exécuté. Nous ignorons si Villeneuve en reçut l'avis pendant son séjour au Ferrol, et cette ignorance nous empêche de fixer notre opinion sur les mouvemens de la flotte combinée en quittant ce port. Quoi qu'il en soit, après s'être renforcé de quinze vaisseaux français et espagnols [1], Villeneuve se dirigea sur Cadix le 13 août, et y arriva le 20, n'ayant rencontré que quelques navires marchands anglais qui furent pris et coulés ou brûlés. Le général Lauriston partit immédiatement pour Paris. Pendant sa relâche au Ferrol, l'amiral Villeneuve avait fait sortir la frégate *la Didon*, pour aller, à ce qu'on présume, à la recherche de l'escadre de Rochefort, commandée par le chef de division Allemand. Il apprit à Cadix que les Anglais s'étaient emparés de cette frégate [2].

Le long séjour que fit à Cadix l'amiral Villeneuve, avant le grand événement qui vint terminer d'une manière si funeste les opérations maritimes de la France pendant l'année

[1] Ces vaisseaux étaient : *le Héros*, de 74, capitaine Poulain; *le Fougueux*, de 74, capitaine Beaudoin; *le Redoutable*, de 74, capitaine Lucas; *l'Argonaute*, de 74, capitaine Epron; *le Dugay-Trouin*, de 74, capitaine Touffet; le *Principe de Asturias*, de 110, vice-amiral Grandellana; le *Neptuno*, de 80, capitaine Valdès; le *San-Juan Nepomuceno*, de 74, capitaine Churruca, le *San-Ildefonso*, de 74, capitaine Alcedo; le *San-Augustino*, de 74, capitaine Cajigal; le *San-Justo*, de 74, capitaine Gaston; le *Montagnes*, de 74, capitaine Galleano; le *Monarca*, de 74, capitaine Argumosa; le *San-Leandro*, de 64, capitaine Quevedo; le *San-Francisco de Assis*, de 64, capitaine Flores. Avec ces vaisseaux sortirent la frégate la *Flora*, et les corvettes le *Mercurio* et *l'Observateur*.

[2] Nous ne pouvons donner les détails relatifs à la mission et à la défense de *la Didon*, le gouvernement français ne les a jamais publiés, et le capitaine Milius (actuellement gouverneur de l'île de Bourbon), n'étant pas en Europe, il nous était impossible de les obtenir de lui.

1805, nous permet de parler de la situation de la flotte de Brest, et de raconter auparavant deux brillans combats d'une frégate française, combats qui eurent lieu pendant le temps que la flotte combinée opérait les mouvemens que nous avons détaillés. 1805-an XIII. France.

Le capitaine de frégate Baudin [1], parti de la Martinique, le 16 juillet 1805, avec une petite division navale sous ses ordres, faisait route pour retourner en France. Sa division était composée de la frégate *la Topaze*, de quarante canons, la corvette *le Département des Landes*, portant vingt canons de 8, la corvette *la Torche*, armée de dix-huit canons de 12, et le brick *le Faune*, portant seize canons de 6. Le 19, un grand bâtiment parut à vue de la division, qui lui donna la chasse et le reconnut bientôt pour une frégate anglaise : c'était *la Blanche*, commandée par le capitaine Mudge, qui avait été second du célèbre Vancouver, dans son voyage à la côte nord-ouest d'Amérique. *La Topaze*, ayant une marche bien supérieure à celle des corvettes qui l'accompagnaient, joignit seule d'abord la frégate anglaise, et, se plaçant dans sa hanche, lui envoya une première bordée. Le capitaine de *la Blanche* manœuvra alors pour présenter le travers à son adversaire, et le combat s'engagea de la manière la plus vive. Pendant une demi-heure, les deux frégates continuèrent de se canonner à portée de pistolet; mais, au bout de ce temps, *la Blanche* renonça à tenir le travers de la frégate française, et chercha à la prendre par l'avant avec ses canons; le capitaine Baudin manœuvra de manière à l'en empêcher. Cependant, malgré ses efforts, la frégate anglaise avait gagné la sienne de vitesse, et *la Topaze* paraissait ne pouvoir plus éviter l'enfilade: le capitaine français prit alors une résolution hardie, il

[1] Aujourd'hui baron, contre-amiral, officier de la légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, et major-général de la marine au port de Brest.

1805-AN XIII. France. disposa ses voiles et manœuvra son gouvernail de manière que *la Topaze*, par une évolution subite, rasa avec son bout-dehors de beaupré les haubans d'artimon de *la Blanche*, et vint lui passer de l'arrière en lui lâchant une bordée entière dans la poupe. Cette bordée fut décisive, et, après avoir combattu encore quelque temps, la frégate anglaise amena son pavillon, aux cris de *vive l'empereur!* poussés par l'équipage de *la Topaze*. Cette frégate avait eu un homme tué et onze blessés; *la Blanche*, huit tués et treize blessés.

La marche inférieure des corvettes françaises ne leur ayant, pour ainsi dire, pas permis de prendre part au combat (dix-huit coups de canon *du Département des Landes* et trois bordées de *la Torche* furent tout ce qu'elles tirèrent sur la frégate ennemie, qui n'en reçut presque aucun dommage), on peut croire que *la Topaze* seule aurait réduit *la Blanche*, et les avaries de cette frégate, au moment où elle amena, donnent du poids à cette opinion; cependant la présence des trois corvettes a pu hâter sa reddition, et, sans elle, le capitaine anglais eût peut-être mis encore plus d'opiniâtreté dans sa défense, afin de ne céder qu'à la dernière extrémité à un bâtiment de sa force [1].

Le capitaine Baudin, après avoir réparti l'équipage anglais sur sa frégate et sur les trois corvettes françaises, brûla *la Blanche*, par la raison qu'elle lui parut tellement délabrée, qu'elle lui eût demandé trop de temps pour être remise en état de tenir la mer. Si l'acquisition d'une frégate eût été un objet important pour la France, on aurait dû regretter la détermination prise par le capitaine Baudin, à une si petite distance des colonies françaises et espagnoles, où il eût peut-être pu conduire *la Blanche* pour la réparer convenablement. En la réparant même à la mer, cet officier supérieur

[1] *La Topaze* et *la Blanche* portaient exactement le même nombre de bouches à feu.

possédait des ressources qui manquèrent souvent à ses camarades [1] : les quatre bâtimens qu'il avait sous ses ordres lui eussent fourni plus de matériaux, offert plus de facilité pour composer un équipage à la frégate capturée, et donné les moyens d'éviter l'embarras et le danger d'avoir tous les prisonniers à bord de sa frégate. Mais l'addition d'une frégate à la marine française n'était d'aucune importance : avoir détruit un bâtiment ennemi, et fait son équipage prisonnier, parut au capitaine Baudin avoir rempli suffisamment les intentions du gouvernement, et il sacrifia à cette idée la gloire, peut-être dangereuse, d'amener sa prise dans un port français.

La petite division commandée par le capitaine Baudin poursuivit sa route vers la France. Le 16 août, se trouvant par la latitude de Rochefort, à environ deux cents lieues au large, elle eut connaissance d'une croisière ennemie de plusieurs vaisseaux et frégates; ces bâtimens lui donnèrent la chasse. Elle dura toute la journée avec avantage pour les bâtimens anglais, à cause de la marche inférieure des corvettes qui accompagnaient *la Topaze*. Le capitaine Baudin donna ordre à ces bâtimens de se disperser, pour diviser les bâtimens ennemis, et il combina lui-même les mouvemens de sa frégate pour la nuit, de manière à se trouver en mesure de se porter au secours de la corvette qui marchait le plus mal, si le bruit du canon lui annonçait qu'elle fût attaquée. Par suite de ces mouvemens, *la Topaze* se trouva, vers dix heures du soir, à portée de canon d'un grand navire courant à contre-bord. Ce bâtiment vira sur-le-champ, et quelques manœuvres que fît ensuite le capitaine Baudin, il ne put se dérober à sa vue. Le lendemain, au point du jour, ce bâtiment fut reconnu pour vaisseau de ligne, et, bien que *la Topaze* fût une très-bonne marcheuse, elle fut jointe en très-

[1] Par exemple au capitaine de *la Ville de Milan*, dont nous avons raconté plus haut le combat.

1805-an XIII. France. peu de temps : les vents étaient variables, et le bâtiment ennemi était favorisé par une brise que ne recevait point la frégate française. La certitude de ne pouvoir éviter le combat contre un ennemi aussi supérieur ne découragea point l'équipage de *la Topaze*, et chacun à bord témoigna le désir de se défendre jusqu'à l'extrémité.

A neuf heures du matin, le feu commença par les canons de retraite de la frégate française, auxquels le vaisseau ennemi riposta de ses canons de chasse; un quart d'heure après, il était dans la hanche de *la Topaze*, à petite portée, et le combat devint sérieux. Le vaisseau envoya à la frégate la moitié de sa bordée, et celle-ci lui rendit la moitié de la sienne, la position respective des deux bâtimens ne leur permettant pas de diriger l'un sur l'autre toute leur artillerie. Le combat dura ainsi pendant plus d'une heure, et le vaisseau, toujours dans la hanche de la frégate, s'en était rapproché jusqu'à portée de fusil. Le capitaine Baudin espérait toujours que quelque avarie du vaisseau ennemi ou un changement dans la direction du vent lui permettrait de s'échapper ; mais, dans le cas où cela lui deviendrait impossible, il était décidé à mettre fin à l'affaire en tentant d'aborder le vaisseau anglais. Il fit part de cette résolution à son équipage : « Enfans, cria-t-il à ses marins dans un moment où le feu de l'ennemi était moins vif, il ne nous tient pas encore. Que le nom de vaisseau ne vous étonne point : il a quatre cent soixante hommes, nous sommes trois cent cinquante; si nous sommes forcés de continuer de combattre, nous irons à l'abordage.— Oui, oui, répondirent-ils, à l'abordage, ce sera plus tôt fait. » Toujours attentif à observer l'état du ciel et celui du gréement de son ennemi, pour pouvoir profiter d'une des circonstances favorables qu'il avait espérées, le capitaine Baudin aperçut une nouvelle brise se former; il orienta aussitôt ses voiles et tourna son gouvernail de manière à ce que *la Topaze*

fût prête à la recevoir la première, lorsqu'elle se ferait sentir, et à gagner le vent à son adversaire. Cette manœuvre exposait, il est vrai, la frégate française à quelques bordées en poupe, si le vaisseau manœuvrait en conséquence; mais, au contraire, *la Topaze*, dans son mouvement, se trouva pouvoir le canonner par l'avant, et lui envoya plusieurs bordées dans cette position avantageuse. Le feu sembla un moment s'être déclaré à bord du vaisseau ennemi, mais bientôt ces apparences disparurent. Cependant la brise se fit sentir: elle était forte. *La Topaze* en profita sur-le-champ, et mit dehors tout ce qu'elle put porter de voiles. Avant que le vaisseau anglais fût orienté au même bord, elle était à plus de deux portées de canon de l'avant à lui. En vain il voulut la chasser, la marche de *la Topaze* se montra de plus en plus supérieure à la sienne à mesure que le vent devint plus fort, et bientôt elle l'eut perdu de vue [1].

Des vents de N. E. violens qui s'élevèrent à la suite de ce combat, empêchèrent *la Topaze* de gagner un des ports français situés dans le golfe de Gascogne; elle fut relâcher dans le Tage. Le capitaine Baudin débarqua à Lisbonne ses prisonniers, parmi lesquels se trouvait tout l'état-major de *la Blanche* [2]. La brillante conduite du capitaine Baudin,

[1] Le capitaine Baudin crut avoir eu affaire à l'*Agamemnon*, vaisseau anglais dit de 64 canons, mais portant 72 bouches à feu, dont 26 canons de 24, et 46 caronades de 32, et qui, outre le double avantage de son élévation et de l'épaisseur de sa muraille, pouvait envoyer à la frégate environ 600 livres de fer de plus, par bordée, qu'elle ne pouvait lui en rendre.

[2] Lors du second massacre des blancs à Saint-Domingue, le capitaine Mudge, commandant de *la Blanche*, était parvenu à en sauver plusieurs, et les avait renvoyés au général Ferrand. Le général Junot, ambassadeur de France en Portugal, instruit de cette conduite par le capitaine de *la Topaze*, ordonna que le capitaine Mudge fût mis en liberté, sans aucun échange, et il lui fit délivrer, ainsi qu'à tous ses officiers, des passeports pour se rendre en Angleterre. « C'est un devoir pour moi, écrivit le capitaine anglais à son gouvernement, de rendre hommage à la loyale conduite et à la générosité de nos ennemis. »

1805 an XIII. France. dans les deux affaires que nous venons de raconter, fut récompensée par le grade de capitaine de vaisseau. Celui de lieutenant de vaisseau fut accordé aux enseignes Elie, Ollivier et Bourdon [1].

La flotte de Brest, en 1805, se composait de vingt-deux vaisseaux de ligne, et, en outre, de plusieurs frégates, corvettes et autres bâtimens légers. L'amiral Ganteaume avait remplacé Truguet dans le commandement, lors des événemens que nous avons rapportés plus haut. Depuis cette époque, les soldats et les marins de la flotte s'étaient peu à peu familiarisés avec le gouvernement impérial, pour lequel ils avaient d'abord manifesté tant de répugnance et d'aversion, et leur esprit ne différait pour ainsi dire plus de celui qui régnait alors dans toutes les armées de terre et de mer de l'empire français. La haine contre l'Angleterre et le désir ardent de coopérer à la ruine ou du moins à l'abaissement de cette puissance en formaient la base. Mais la longue inaction dans laquelle demeurait enchaînée la flotte de Brest menaçait de tuer cet esprit, et l'on sait que l'ardeur s'éteint dans le cœur de l'homme si l'on ne prend soin de lui donner de l'exercice. Les mouvemens que l'amiral Ganteaume faisait exécuter à cette flotte se bornaient, et très-rarement encore, à la faire passer de la rade de Brest dans celle de Bertheaume, située en dehors du goulet, et de revenir de celle-ci dans la première. Ces courses si bornées et sans objet apparent, semblèrent ridicules aux matelots mêmes, et donnèrent naissance à une foule de plaisanteries sur le compte de l'amiral. Il n'y a pas lieu de douter que Ganteaume n'ait en cela suivi des ordres supérieurs; toutefois il fut victime de son exactitude à les suivre.

L'inaction de la flotte de Brest ne devait cependant pas sur-

[1] Ce dernier est le même officier que nous avons cité comme s'étant distingué dans une des affaires soutenues par la flottille de Boulogne.

prendre. En effet, dans la supposition que Napoléon avait formé contre les îles britanniques un grand plan d'invasion, dont l'exécution exigeait le concours de plusieurs flottes françaises et espagnoles, il était tout naturel que la flotte de Brest, qui se trouvait si près du but de l'expédition, demeurât immobile, jusqu'à ce que, par la jonction des autres forces navales qui devaient y concourir, cette expédition pût être tentée : une sortie avant cette époque l'eût compromise sans utilité. Les mouvemens des escadres de Rochefort, de Toulon et de Cadix marquèrent le commencement d'exécution du plan de Napoléon ; mais l'immobilité de la flotte de Brest devint encore plus remarquable lorsque ces trois escadres eurent pris la mer, et la patience des marins qui la montaient parut alors poussée à bout. Cependant, dès que le gouvernement put supposer que Villeneuve se rapprochait de l'Europe, les frégates de la flotte de Ganteaume eurent fréquemment ordre d'aller en découverte au large, et lorsqu'on le sut arrivé sur les côtes d'Espagne, une escadre légère, composée de ces mêmes bâtimens et de plusieurs vaisseaux, sous le commandement du contre-amiral Willaumez [1], alla presque journellement évoluer dans les passes : cette circonstance donna lieu au seul engagement qu'aient eu à soutenir des bâtimens de la flotte de Brest pendant tout le temps qu'elle demeura armée.

1805-an XIII. France.

Le 22 août 1805, dans la matinée, la flotte étant toute réunie dans la rade de Bertheaume, l'amiral la fit appareiller, et elle exécuta quelques évolutions : ces mouvemens attirèrent la flotte ennemie commandée par lord Cornwallis. Ganteaume fit alors revenir ses vaisseaux au mouillage. Les Anglais suivirent la flotte française dans son mouvement rétrograde, et la tête de leur ligne se trouva à portée de l'escadre légère du contre-amiral Willaumez [1], qui, s'étant avancée plus au large

[1] Nommé vice-amiral par ordonnance du 18 août 1819.

1805-an XIII. France.

que le reste de la flotte, rentrait la dernière. Cet officier-général, ne voulant pas que sa rentrée eût l'air d'une fuite, l'exécuta en bon ordre et sans forcer de voiles, et se porta avec son vaisseau *l'Alexandre* à la queue de la ligne de son escadre, comme étant le poste le plus périlleux. A onze heures, il engagea la canonnade avec un vaisseau à trois ponts placé à la tête de la ligne anglaise, et qu'il supposait être *l'Hibernia*, vaisseau de lord Cornwallis. Bientôt les autres bâtimens de son escadre échangèrent également des coups de canon avec les vaisseaux les plus avancés. Ce petit combat dura environ une heure, au bout de laquelle l'escadre légère française rallia son mouillage sans avoir éprouvé d'avarie notable, et ayant eu seulement une vingtaine d'hommes hors de combat. Les Anglais, après s'être tenus un moment en observation, virèrent de bord et regagnèrent le large. Sur la fin de l'engagement, ils se trouvèrent à portée de canon de la pointe de Saint-Mathieu, qui forme l'une des extrémités de la rade de Bertheaume : les batteries établies sur cette pointe profitèrent de ce moment pour faire sur eux un feu très-vif qui aurait fini par leur causer de grands dommages s'ils fussent demeurés dans cette position. Une quinzaine de jours après cette affaire, le corps du maréchal Augereau partit pour l'Allemagne, et l'espoir d'une occasion prochaine de signaler leur courage s'évanouit pour les officiers et marins de la flotte de Brest. Nous dirons ailleurs quel fut le sort des diverses portions de cette flotte, qu'on fit sortir partiellement pour des expéditions moins importantes que celle à laquelle primitivement on les avait destinées.

Lorsque Villeneuve vint relâcher à Cadix le 20 août, il avait sous ses ordres des forces plus que doubles de celles avec lesquelles l'amiral Collingwood bloquait ce port, et il semble que, par une combinaison nautique bien simple, il eût pu couper la retraite à cet amiral et écraser son escadre. Ce-

pendant l'ignorance où il était peut-être du nombre de vaisseaux anglais stationnés devant Cadix, et la supposition probable que l'escadre de Nelson avait opéré sa jonction avec eux, purent lui faire craindre de trouver les Anglais en force supérieure, et l'empêcher de tenter une opération qu'il aurait sans doute exécutée s'il eût été mieux informé. 1805-an XIII. France.

Villeneuve trouva, dans le port de Cadix, quatre vaisseaux espagnols capables d'aller à la mer[1]; on en hâta l'armement, et, pour compléter l'équipage, on fit une espèce de presse, qui ne donna ni des marins habiles ni des hommes habitués au joug de la discipline. On fut obligé de désarmer *le Terrible*, et la flotte combinée ne se trouva ainsi, malgré l'augmentation dont nous parlons, que de trente-trois vaisseaux de ligne, dont dix-huit français et quinze espagnols. Cette flotte formidable demeura immobile deux mois entiers.

Pendant ce temps, l'amirauté anglaise faisait tout son possible pour renforcer promptement l'amiral Collingwood. Des ordres furent expédiés à l'amiral qui commandait devant Brest, pour qu'il envoyât sur-le-champ Calder devant Cadix avec ce qui lui restait des vaisseaux qui avaient combattu sous ses ordres le 22 juillet : Cornwallis devait donner la même destination aux vaisseaux que Nelson lui avait laissés au retour de sa grande course. On poussa avec la plus grande activité les réparations des vaisseaux des deux escadres de Nelson et de Calder, qui avaient été obligés de rentrer dans les ports pour y être radoubés, et l'on en disposa d'autres à prendre la mer. Le commandement de la flotte qu'on mettait tant d'activité à composer fut offert à Nelson, qui était allé se reposer de ses fatigues à la campagne. Cette

[1] Ces vaisseaux étaient : *la Santissima Trinidad*, de 140 canons, monté par le contre-amiral Cisneros; *la Santa-Anna*, de 112, monté par le vice-amiral Alava; *le Rayo*, de 100, capitaine Macdonel; et le *Bahama*, de 74, capitaine Galiano.

1805-an XIV. France.

offre fut acceptée avec empressement par Nelson, qui, après s'être concerté avec le premier lord de l'âmirauté, partit aussitôt que *le Victory*, sur lequel son pavillon avait été arboré pendant plus de deux ans, fut en état de reprendre la mer; et, sans attendre les autres vaisseaux, qu'il recommanda de lui expédier isolément à mesure qu'ils seraient prêts, Nelson arriva devant Cadix le 29 septembre. Les premières mesures qu'il prit eurent pour objet d'empêcher qu'on ne pût savoir à terre quelle était la force réelle de sa flotte, et, dans ce dessein, il évita soigneusement de paraître en vue de la côte avec la totalité de ses vaisseaux : de la sorte, il déroba à Villeneuve la connaissance des renforts qui lui arrivaient successivement d'Angleterre, et qui rendirent, vers le milieu d'octobre, ses forces presque égales à celles de l'amiral français.

La longue inaction de la flotte combinée semblerait prouver qu'elle n'avait plus de destination, et jette dans la plus grande incertitude sur le but de la sortie à laquelle Villeneuve se détermina tout à coup. Voici comment les Anglais expliquent cette résolution subite :

« L'amiral Villeneuve (lit-on dans l'*Annual-Register* 1805), persuadé que la flotte anglaise qui bloquait Cadix n'était forte que de vingt-un vaisseaux, tandis que la flotte franco-espagnole en comptait trente-trois, résolut de tirer avantage de cette immense supériorité de forces, et de tenter un grand effort pour abaisser la puissance navale de la Grande-Bretagne. On dit aussi que des motifs personnels poussèrent l'amiral français à cette résolution. Depuis son retour des Indes occidentales, le journal officiel français, le *Moniteur* avait sévèrement critiqué sa conduite dans cette campagne. Bonaparte avait aussi parlé de lui en termes défavorables; il était en outre vilipendé par les Espagnols, qui lui reprochaient de ne les avoir pas mieux soutenus dans le combat du 22 juillet, dont tout le poids avait été supporté par eux; enfin,

on croyait généralement que son commandement allait lui être ôté pour le donner à l'amiral Rosily, qui était effectivement parti de Paris pour venir le prendre. Piqué et mortifié par toutes ces causes réunies, il se détermina, dit-on, contre le vœu des Espagnols, à livrer bataille à lord Nelson. Une victoire remportée sur le plus grand homme de mer du siècle pouvait racheter son honneur et le couvrir de gloire, tandis qu'une défaite ne pouvait ajouter que peu de chose à la situation humiliante dans laquelle il se trouvait placé. » 1805-an XIV. France.

Ces bruits eurent également cours en France, et il s'y mêla, sur la conduite d'un homme puissant alors, des insinuations qui se renouvelèrent ensuite, à la mort de Villeneuve, et servirent de fondement à ceux qui émirent une certaine opinion sur cet événement tragique.

Quoi qu'il en soit du motif qui l'y décida, l'amiral Villeneuve sortit de Cadix avec sa flotte, le 19 octobre. La manière dont il la partagea en escadres et en divisions donne quelque poids aux assertions des écrivains anglais. « Dans le principe, disent-ils, Villeneuve, croyant que la flotte anglaise n'était composée que de vingt-un vaisseaux, avait eu l'intention de l'attaquer en ligne, suivant l'usage ordinaire, avec un pareil nombre de vaisseaux, tandis que les douze restans, choisis parmi les meilleurs voiliers pour former un corps de réserve, devaient, une fois le combat commencé, venir doubler la ligne anglaise et en mettre une partie entre deux feux. » En effet, Villeneuve avait divisé ses forces en deux parties distinctes. La première, désignée sous le nom de ligne de bataille, était composée de trois escadres, chacune de sept vaisseaux, ou vingt-un vaisseaux en tout ; la seconde, appelée corps de réserve, était composée des douze vaisseaux restans, partagés en deux divisions égales. Cette formation fut mise à l'ordre de la flotte avant le départ, et exécutée dès la

1805-an XIV. France.

sortie; elle se retrouve à peu de chose près dans l'ordre suivant lequel étaient rangés les vaisseaux lors du combat que nous allons raconter [1].

En exposant les conjectures qu'on forma sur les intentions de Villeneuve lorsqu'il sortit du port de Cadix, nous ne les donnons que comme telles. Sans en former nous-mêmes, nous allons émettre nos doutes sur une partie de celles-ci, et rapporter des circonstances qui les affaiblissent. D'abord, il ne nous paraît pas certain que Villeneuve soit sorti dans l'intention de livrer combat aux Anglais, et de rentrer dans le port pour y mettre en sûreté ses prises s'il était vainqueur, ou pour s'y réparer s'il était battu : en effet, il avait pris à bord de ses vaisseaux toutes les troupes qui avaient fait la campagne avec lui, et l'on ne s'encombre pas ainsi d'hommes quand on sort uniquement pour aller combattre. D'un autre côté, les vaisseaux espagnols n'avaient pas embarqué de troupes, et cette circonstance prouverait que la flotte combinée ne sortait pas pour aller tenter une expédition contre quelqu'une des possessions britanniques. Ce qui paraîtrait plus probable, c'est que, la guerre continentale et l'absence de Napoléon ayant fait ajourner le grand plan contre l'Angleterre, il était inutile que Ville-

[1] La première des trois escadres de la ligne de bataille qui en formait le centre, était commandée par Villeneuve en personne, qui avait donné pour matelot d'arrière au *Bucentaure*, *la Santissima Trinidad*, de 140 canons, le plus grand vaisseau de guerre qu'on eût encore construit; la seconde escadre ou avant-garde de la ligne de bataille était commandée par le vice-amiral Alava; la troisième escadre ou arrière-garde de la ligne de bataille avait pour commandant le contre-amiral Dumanoir; la première division du corps de réserve était sous les ordres directs de l'amiral Gravina, commandant en chef de ce corps; le commandant de la seconde division était le contre-amiral Magon. En faisant connaître cette formation de la flotte aux capitaines sous ses ordres, et en leur ordonnant de se tenir prêts à mettre sous voiles, Villeneuve leur rappela l'instruction qu'il leur avait adressée avant de partir de Toulon.

neuve demeurât à Cadix avec ses vaisseaux, et qu'il avait eu ordre de les ramener dans un port de France. La sortie des vaisseaux espagnols n'aurait été, en ce cas, qu'un mouvement pareil à celui qu'avait fait, neuf ans auparavant, l'escadre de l'amiral Solano, lorsqu'elle sortit pour assurer le passage de l'escadre française de Richery [1]; le combat conséquemment n'eût été qu'un événement accidentel, et non l'objet principal de la campagne. Quant à l'époque choisie par Villeneuve pour effectuer son mouvement, elle a pu l'être par tant de motifs divers, qu'on ne voit rien là qui détruise ni qui confirme le reste des conjectures que nous avons rapportées. La vérité sur ce point sera publiée un jour; mais à présent ceux, en bien petit nombre, à qui elle est connue, ont peut-être intérêt à la cacher, ou ne sont pas assez indépendans pour oser la dire.

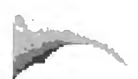
Il faisait presque calme, le 19, et huit ou dix bâtimens seuls purent sortir de la rade de Cadix. Le 20, la brise variable du S. E. au S. S. E. étant devenue plus forte, le reste de la flotte combinée mit dehors : les signaux de la tour de Cadix et ceux des frégates chargées d'éclairer la route annonçaient en ce moment dix-huit voiles au sud. A midi, tous les bâtimens étant ralliés, l'amiral fit former l'ordre de marche sur trois colonnes, la flotte se dirigeant au S. O. A quatre heures, les vents changèrent et commencèrent à souffler, quoique faiblement, de la partie du S. S. O. : l'ordre fut donné de gouverner au S. E. La flotte fit peu de chemin pendant cette journée; elle eut constamment à vue plusieurs bâtimens ennemis; le soir on en comptait dix-huit. On aperçut, dès que la nuit fut tombée, des feux dans toutes les parties de l'horizon, depuis le S. jusqu'à l'O. N. O., et l'on entendit par intervalles des volées entières tirées par des bâtimens anglais qui indiquaient à Nelson la position de la flotte

[1] Voyez tome VII, page 261.

1805-an XIV. France. combinée. Le voisinage de l'ennemi engagea l'amiral Villeneuve à prendre quelques précautions : en conséquence, il signala de former une ligne de bataille sans égard au poste, et de se préparer au combat. Ce dernier signal n'était pas absolument nécessaire; car une flotte, en sortant du port, et surtout d'un port gardé par une flotte ennemie, doit être en *branle-bas de combat*, jusqu'à ce qu'elle ait gagné le large.

Toute la nuit, la flotte demeura assez bien ralliée, et chacun se tint sur ses gardes. Au point du jour, le 21, le vent soufflait faiblement de l'O. N. O.; la mer était houleuse : l'ennemi parut au vent à quatre ou cinq lieues de distance, au nombre de plus de trente voiles. L'amiral fit alors le signal de former l'ordre de bataille naturel tribord amures, ce qui dirigeait la route de la flotte au S. O. D'après ce signal, toute la flotte était rangée sur une seule ligne; les deux divisions du corps de réserve, dont nous avons parlé plus haut, marchaient en tête, et les trois escadres de bataille suivaient, dans l'ordre prescrit par la tactique navale : la seconde en avant, la première au centre, et la troisième en arrière de celle-ci. La séparation de la flotte en deux corps n'avait été faite par Villeneuve que pour le cas où il se trouverait au vent d'un ennemi inférieur en force; dans celui-ci, où l'ennemi était au vent et en nombre à peu près égal à la flotte combinée, il crut devoir ranger ses vaisseaux comme il l'avait indiqué dans la circulaire dont nous avons donné des extraits[1], c'est-à-dire *sur une ligne de bataille bien serrée*. La flotte ennemie, au contraire, se sépara en deux portions, et s'avança ainsi, toutes voiles dehors, vers la flotte combinée. A huit heures, la force de l'ennemi fut reconnue être de vingt-sept vaisseaux de ligne, dont sept à trois ponts, quatre frégates et quelques bâtimens légers. Un quart d'heure après, l'amiral Villeneuve fit virer la flotte tout à la fois, *lof pour lof* (vent

[1] Voyez page 109.



arrière): par ce mouvement, l'ordre de bataille se trouva renversé, de manière que le chef de file de la ligne en devint le serre-file, et réciproquement, et la route se trouva dirigée vers le N.

En ordonnant cette évolution, Villeneuve paraît avoir eu pour but de se conserver le port de Cadix sous le vent, afin de pouvoir s'y réfugier en cas de malheur. En effet, la flotte combinée, au moment où elle vira de bord, se trouvait à environ huit lieues dans la direction E. et O. du cap Trafalgar, par conséquent à huit ou neuf lieues dans le S. S. O. de Cadix, et, en gouvernant au N., elle devait se conserver ce port ouvert. Le virement de bord exécuté, la ligne franco-espagnole, quoique très-serrée, se trouva mal formée; la faiblesse de la brise ne permettait de la rectifier parfaitement qu'en arrivant sur les vaisseaux le plus sous le vent; l'amiral, au contraire, fit signal au chef de file de serrer le vent, et, ce mouvement, imité successivement par toute la ligne, ôta aux vaisseaux affalés le moyen d'atteindre leur poste[1]. La flotte anglaise venait presque vent arrière, et non-seulement cette allure par elle-même, mais encore la plus grande quantité de voiles qu'elle pouvait porter, lui faisaient faire assez de sillage pour se ranger facilement dans un ordre quelconque. Elle rectifia celui dans lequel d'abord elle s'était formée, et continua de s'avancer vers la flotte combinée en deux colonnes qui paraissaient se diriger sur le centre de la ligne franco-espagnole.

Cette manière inusitée de se présenter au combat avait été choisie par Nelson pour éviter le retard que met toujours une flotte nombreuse à se former en ligne de bataille et par d'autres motifs détaillés dans son ordre général du 10 octobre,

[1] On sait que les vaisseaux font moins de chemin au plus près du vent que sous toute autre allure, et, quand la brise est faible, ils en font si peu, qu'ils peuvent à peine gouverner.

1805 an XIV. France.

adressé aux capitaines des vaisseaux de sa flotte [1]. Cet ordre est considéré comme un chef-d'œuvre par les marins éclairés. On y lit la défaite presque inévitable de toute flotte qui n'opposera à cette attaque d'un genre nouveau que les moyens

[1] Cette pièce nous a paru si curieuse, que, malgré son étendue, nous la traduisons ici en entier. C'est, à notre avis, un document historique du plus haut intérêt.

MEMORANDUM.

A bord du Victory, *devant Cadix, le* 10 *octobre* 1805.

Pensant qu'il est presque impossible de conduire au combat une flotte de 40 vaisseaux de ligne avec des vents variables, par un temps brumeux et dans d'autres circonstances qui peuvent se présenter, sans une perte de temps telle qu'on laisserait probablement échapper l'occasion d'engager l'ennemi de manière à rendre l'affaire décisive, j'ai résolu de tenir la flotte (à l'exception des vaisseaux du commandant en chef et du commandant en second) dans une position à ce que l'ordre de marche soit aussi l'ordre de bataille; j'y parviens en rangeant la flotte sur deux colonnes de 16 vaisseaux chacune, et composant une escadre avancée de huit des vaisseaux à deux ponts les plus fins voiliers, ce qui pourra toujours former au besoin une ligne de 24 vaisseaux avec celle des deux colonnes que le commandant en chef voudra. Le commandant en second, après que je lui aurai fait connaître mes intentions, aura la direction absolue de sa colonne, pour commencer l'attaque sur les vaisseaux ennemis, et la suivre jusqu'à ce qu'ils soient pris ou détruits.

Si l'on découvre la flotte de l'ennemi au vent, en ligne de bataille, et que les deux colonnes et l'escadre avancée puissent atteindre cette ligne, *elle sera probablement si étendue, que la tête ne pourrait secourir la queue*. En conséquence, je ferai vraisemblablement signal au commandant en second d'y pénétrer vers le douzième vaisseau à partir de la queue (ou partout où il pourra l'atteindre, s'il ne peut parvenir jusque-là); ma colonne pénétrera vers le centre, et l'escadre avancée à deux, trois ou quatre vaisseaux en avant du centre, de manière à être sûre d'atteindre le vaisseau du commandant en chef de la flotte ennemie, qu'on doit faire tous ses efforts pour capturer. Le but général de la flotte britannique doit être de réduire tous les vaisseaux ennemis, depuis le second ou le troisième en avant du commandant en chef (supposé au centre) jusqu'à la queue de la ligne. Je suppose ainsi que vingt vaisseaux de la ligne ennemie n'auront pas été attaqués; *mais il s'écoulera du temps avant qu'ils puissent faire une manœuvre qui les amène à pouvoir attaquer une partie de la flotte britannique, ou à secourir leurs compagnons*, ce qui même serait impos-

de défense ordinaires. En considérant l'état de la science navale à cette époque, on ne peut guère s'empêcher de penser avec les Anglais que *cette attaque était irrésistible*, du moins en se conformant aux règles de la tactique. Que devait-il donc

sible, sans se mêler avec les vaisseaux engagés. Je suppose que la flotte ennemie compte 46 vaisseaux de ligne, la nôtre 40; si elles en ont moins, un nombre proportionné de vaisseaux de la ligne ennemie sera coupé; mais les vaisseaux anglais doivent être d'un quart plus nombreux que les vaisseaux ennemis coupés.

Il faut laisser quelque chose au hasard; rien n'est sûr dans un combat naval, pardessus tout autre; les boulets emporteront aussi bien les mâts et les vergues de nos vaisseaux, que ceux des vaisseaux ennemis; mais *j'ai la confiance d'obtenir la victoire, avant que l'avant-garde de l'ennemi puisse secourir son arrière-garde*, et, dans ce cas, la flotte britannique serait prête à recevoir les 20 vaisseaux ennemis intacts, ou à les poursuivre, s'ils tentaient de s'échapper. Si l'avant-garde de l'ennemi vire vent devant, les vaisseaux capturés devront passer sous le vent de la flotte britannique; si l'ennemi vire vent arrière, la flotte britannique devra se placer entre l'ennemi et les vaisseaux qu'elle aura pris et ses propres vaisseaux désemparés; si l'ennemi s'approche alors, je suis sans crainte sur le résultat.

Dans tous les cas possibles, le commandant en second dirigera les mouvemens de sa colonne, en la tenant dans un ordre aussi serré que les circonstances le permettront. Les capitaines doivent regarder leur colonne respective comme leur point de ralliement; mais, dans le cas où les signaux ne pourront pas être aperçus ou parfaitement compris, *un capitaine ne fera pas de faute, s'il place son vaisseau par le travers d'un vaisseau ennemi.*

Ordre de marche et de bataille.

Divisions de la flotte anglaise.	Escadre avancée	8	40 vaisseaux.
	Colonne du vent	16	
	Colonne de dessous le vent	16	
	Ligne ennemie		46 vaisseaux.

Les divisions de la flotte britannique seront conduites ensemble jusqu'à environ une portée de canon de la ligne ennemie : alors le signal sera probablement fait à la colonne de dessous le vent de faire porter et de mettre toutes voiles dehors, même les bonnettes, afin d'atteindre, aussi promptement que possible, la ligne ennemie, et de la couper, en commençant au douzième vaisseau à partir de la queue. Quelques vaisseaux ne pourront peut-être pas couper à l'endroit où ils le devaient faire; mais ils seront toujours à même de seconder leurs compagnons. S'il y en a quelques-uns qui se trouvent jetés à la queue de la ligne, ils complèteront

1805-an XIV. France.

arriver si, par impéritie, indécision ou toute autre cause, on négligeait ou l'on tardait d'employer à la défense commune les ressources insuffisantes qu'offrait la tactique?

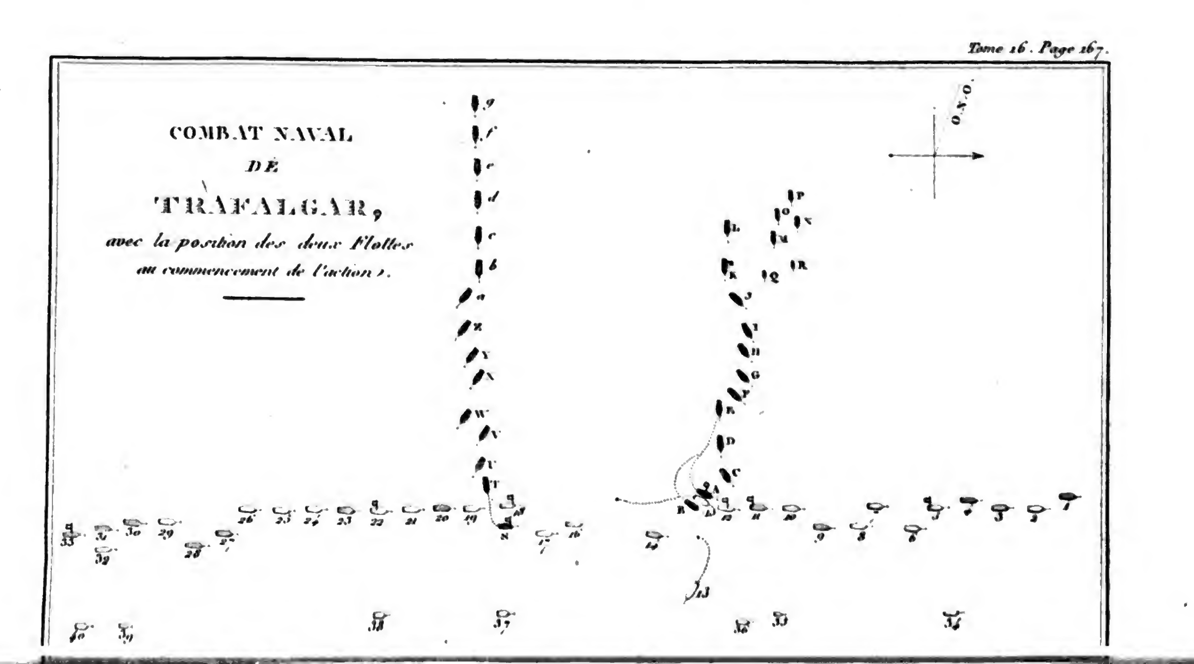
Conformément aux dispositions principales de son ordre du 10 octobre, Nelson avait, ainsi que nous venons de le dire, rangé sa flotte en deux colonnes; mais il n'avait pas formé d'escadre avancée. Il se réserva le commandement de la première colonne, qui était composée de douze vaisseaux, et donna celui de la seconde, forte de quinze vaisseaux, au vice-amiral Collingwood [1]. Pendant qu'il dirigeait sa flotte ainsi formée sur le centre de la ligne de bataille de la flotte combinée, il faisait parcourir ses deux colonnes par des frégates chargées de faire connaître aux capitaines des vaisseaux anglais ses dernières

la défaite de douze vaisseaux ennemis. Si la flotte ennemie vire vent arrière tout à la fois, ou fait porter pour courir largue, les douze vaisseaux formant, dans la première position, l'arrière-garde de l'ennemi, doivent toujours être l'objet des attaques de la colonne de dessous le vent, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le commandant en chef, ce à quoi il ne faut guère s'attendre, parce que la direction absolue de la colonne de dessous le vent (après que les intentions du commandant en chef auront été exprimées) doit être laissée à l'amiral commandant cette colonne. Le reste de la flotte ennemie demeurera en partage au commandant en chef, qui prendra soin que les mouvemens du commandant en second soient aussi peu troublés que possible.

NELSON.

Quand on compare l'instruction de Villeneuve, dont nous avons cité plus haut les passages les plus saillans, avec l'ordre ci-dessus de Nelson, que de réflexions se présentent à l'esprit! Nous n'en hasarderons qu'une ici. Suivant l'amiral anglais, *placer son vaisseau par le travers d'un vaisseau ennemi*, est le moins que puisse faire un capitaine; quant à Villeneuve, c'est tout ce qu'il en exigeait: la différence est grande.

[1] Il est utile de faire voir qu'en cela Nelson ne manqua pas, comme on pourrait le croire, de suivre le plan qu'il avait formé d'avance. En effet, s'il ne s'avança que sur deux colonnes, et s'il fit la seconde plus forte que la première, c'est qu'il s'aperçut que le vaisseau de Villeneuve n'était pas placé au centre de sa ligne de bataille, et que cette ligne présentait un plus grand nombre de vaisseaux dans la partie sur laquelle devait être dirigée l'attaque de la colonne commandée par l'amiral Collingwood.


COMBAT NAVAL
DE
TRAFALGAR,
avec la position des deux Flottes
au commencement de l'action.
O.N.O.

intentions. Lorsqu'il fut assuré qu'elles étaient bien comprises de tous les capitaines, il adressa aux équipages (à l'aide du télégraphe naval) ces paroles mémorables : *L'Angleterre compte que chacun fera son devoir*[1]*!* Ce signal fut accueilli dans la flotte britannique par des acclamations universelles et tous les signes du plus vif enthousiasme : officiers et matelots entendirent la voix de la patrie, et tous s'apprêtèrent à combattre comme si les regards de leurs concitoyens eussent été fixés sur eux.

1805-an XIV. France.

La même ardeur animait les équipages de la flotte combinée, les officiers et matelots français surtout; mais si le moyen employé par Nelson manquait à Villeneuve pour la faire éclater, elle n'en était pas moins réelle. La vue de l'ennemi avait fait tout oublier à ces braves marins, et le fâcheux résultat du combat du 22 juillet, et les préventions défavorables dont il les avait armés contre leur chef : ils brûlaient de signaler leur intrépidité et leur dévouement à leur pays, et l'on verra, dans la suite de notre récit, de quels héroïques efforts furent capables des hommes qu'une foule de circonstances pouvaient avoir découragés. Telles étaient les dispositions morales des deux flottes aux approches du terrible combat qui allait s'engager[2]. La faiblesse de la brise en retardait l'instant, et, à

[1] Cette courte exhortation, devenue célèbre en Angleterre, a été répétée depuis dans diverses occasions importantes. Les réformateurs d'aujourd'hui l'emploient fréquemment dans leurs discours, et l'inscrivent même sur leurs bannières.

[2] Voici quels étaient la composition et l'ordre de bataille des deux flottes :

FLOTTE FRANCO-ESPAGNOLE. *Ligne de bataille.* 1. *le Neptuno*, de 80; 2. *le Scipion*, de 74; 3. *l'Intrépide*, de 74; 4. *le Rayo*, de 100; 5. *le Formidable*, de 80 (pavillon du contre-amiral Dumanoir); 6. *le Duguay-Trouin*, de 74; 7. *le Mont-Blanc*, de 74; 8. *le San-Francisco de Assis*, de 74; 9. *le San-Augustino*, de 74; 10. *le Héros*, de 74; 11. *la Santissima Trinidad*, de 140 (pavillon du contre-amiral Cisneros); 12. *le Bucentaure*, de 80 (pavillon de l'amiral Villeneuve) : 13. *le Neptune*, de 80; 4. *le San-Leandro*, de 64; 15. *le Redoutable*, de 74; 16. *le San-Justo*, de 74; 17. *l'In-*

1805-an XIV. France.

onze heures, la flotte anglaise, malgré toutes les voiles dont ses vaisseaux étaient couverts, n'était pas encore arrivée à portée de canon de la ligne franco-espagnole.

Nous avons dit que cette ligne était mal formée. L'espace compris entre *le Neptuno* et *le Bucentaure* n'était pas suffisant pour les dix vaisseaux qui devaient s'y placer ; quelques-uns se doublaient ; d'autres se trouvaient sous le vent de leur poste, qui demeurait vide sans qu'ils pussent s'y placer. *Le Duguay-Trouin* était dans ce dernier cas, ainsi que les deux vaisseaux *le San-Francisco de Assis* et *le San-Augustino*. *Le Héros*, *la Santissima-Trinidad* et *le Bucentaure* étaient parfaitement formés ; *le Neptune*, matelot d'arrière du vaisseau amiral dans l'ordre de bataille renversé, était sous le vent de son poste ; *le San-Leandro*, placé alors dans les eaux du

domptable, de 80 ; 18. *la Santa-Anna*, de 110 (pavillon du vice-amiral Alava) ; 19. *le Fougueux*, de 74 ; 20. *le Monarca*, de 74 ; 21. *le Pluton*, de 74 ; 22. *l'Algésiras*, de 74 (pavillon du contre-amiral Magon) ; 23. *le Bahama*, de 74 ; 24. *l'Aigle*, de 74 ; 25. *le Swiftsure*, de 74 ; 26. *l'Argonaute*, de 74 ; 27. *le Montagnès*, de 74 ; 28. *l'Argonauta*, de 80 ; 29. *le Berwick*, de 74 ; 30. *le San-Juan Nepomucene*, de 74 ; 31. *le San-Ildefonso*, de 74 ; 32. *l'Achille*, de 74 ; 33. *le Principe de Asturias*, de 110 (pavillon de l'amiral Gravina) ; 34. *la Cornélie*, de 40 ; 35. *le Furet*, de 16 ; 36. *l'Hortense*, de 40 (frégate amirale) ; 37. *le Rhin*, de 40 ; 38. *l'Hermione*, de 40. 39. *l'Argus*, de 16 ; 40. *la Thémis*, de 36.

Flotte britannique. *Colonne du vent*. A. *Victory*, de 120 (pavillon de l'amiral Nelson) ; B. *Téméraire*, de 110 ; C. *Neptune*, de 110 ; D. *Conqueror*, de 74 ; E. *Leviathan*, de 74 ; F. *Ajax*, de 80 ; G. *Orion*, de 74 ; H. *Agamemnon*, de 64 ; I. *Minotaur*, de 74 ; J. *Spartiate*, de 74 ; K. *Britannia*, de 120 (pavillon du contre-amiral comte de Northesk) ; L. *Africa*, de 64. *Bâtimens légers au vent de cette colonne*. M. *Euryalus*, N. *Syrius*, O. *Phœbé*, P. *Naïad* (frégates) ; Q. *Pickle* (goëlette) ; R. *Entreprenante* (cutter). *Colonne de dessous le vent*. S. *Royal Sovereign*, de 120 (pavillon du vice-amiral Collingwood) ; T. *Mars*, de 74 ; U. *Belle-Isle*, de 74 ; V. *Tonnant*, de 80 ; W. *Bellerophon*, de 74 ; X. *Collossus*, de 74 ; Y. *Achille*, de 74 ; Z. *Polyphemus*, de 64 ; *a*. *Revenge*, de 74 ; *b*. *Swiftsure*, de 74 ; *c*. *Defence*, de 74 ; *d*. *Thunderer*, de 74 ; *e*. *Defiance*, de 74 ; *f*. *Prince*, de 110 ; *g*. *Dreadnought*, de 110.

Neptune, était également hors de la ligne. *Le Redoutable* était exactement à son poste, qu'il ne devait abandonner bientôt que pour en prendre un à la fois plus honorable et plus périlleux; en arrière de ce vaisseau, il existait un grand vide; *le San-Justo* et *l'Indomptable*, qui devaient le remplir, étaient non-seulement acculés, mais un peu sous le vent de la ligne. Depuis *la Santa-Anna* jusques et compris *l'Argonaute*, l'ordre était assez bien établi; *le Montagnès* et *l'Argonauta* se trouvaient sous le vent de leur poste; le reste des vaisseaux, quoiqu'un peu sous le vent aussi, présentait une ligne régulièrement formée, à l'exception de *l'Achille*, dont on n'avait pas laissé la place vide, et qui doublait *le San-Ildefonso*. Les frégates et les bricks étaient à une distance considérable sous le vent; les premières (surtout à cause de l'état du temps) se trouvaient par là dans l'impossibilité de rendre à la flotte les services qu'elle avait droit d'en attendre d'après les instructions de l'amiral [1].

Lorsque les deux colonnes de la flotte anglaise furent sur le point d'arriver à portée de canon du centre de la ligne franco-espagnole, elles se divisèrent. Celle que conduisait le vice-amiral Collingwood fit porter et se dirigea sur le vaisseau *la Santa-Anna*; celle que Nelson conduisait en personnne gouverna droit sur *le Bucentaure*. En ce moment, l'amiral Villeneuve fit le signal de commencer le feu dès qu'on serait à portée. C'est alors que le capitaine Lucas, commandant du *Redoutable*, voyant le danger auquel était exposé le vaisseau amiral par l'éloignement de son matelot d'arrière, *le Neptune*, et jugeant de l'impossibilité où se trouvait ce bâtiment de prendre son poste, força de voiles, et vint audacieusement poster son vaisseau dans la hanche du vent du *Bucentaure*. Par cette manœuvre, digne des plus grands éloges, le capi-

[1] Voyez page 109.

taine Lucas couvrait son général, et rendait impossible l'ennemi de couper la ligne en arrière du *Bucentaure*, sa aborder *le Redoutable* et l'entraîner hors du poste où l'intr pidité de son chef l'avait placé.

Quoique, dans les combats de mer, en général, on doi éviter de tirer de loin, il existe néanmoins des circonstanc où il est utile de le faire. Ici, par exemple, ainsi qu'au com bat d'Aboukir, il semble qu'on eût dû tirer de bonne heu sur les deux colonnes ennemies, dont les vaisseaux s'avançaie en présentant le devant, pour tâcher, en les démâtant et e les dégréant, de porter le désordre parmi eux et de trouble leur manœuvre. Quel but avantageux offraient aux canon niers ces deux groupes de vaisseaux, dont chacun présent une quantité de mâts et de vergues et une masse de cordage et de voiles, où pas un boulet ne devait être perdu ! Malgr ces chances favorables, on attendit, pour commencer le feu que l'ennemi fût tout proche de la ligne. Enfin, à midi u quart, *le Fougueux* tira les premiers coups de canon sur *le Royal-Sovereign*, qui manœuvrait pour couper la ligne entr lui et *la Santa-Anna* : l'amiral Collingwood réussit dans cett tentative, et la canonnade s'engagea immédiatement entre s colonne et la plupart des vaisseaux français et espagnols pla cés en arrière de *la Santa-Anna*[1]. Cette colonne se rompi alors, et quelques-uns des vaisseaux qui suivaient *le Royal-Sovereign* vinrent couper la queue de la ligne franco-espagnol

[1] En coupant la ligne en arrière de la *Santa-Anna*, Collingwood ne se con forma pas aux dispositions prescrites par Nelson, qui voulait que les vaisseau anglais fussent toujours d'un quart plus nombreux que les vaisseaux ennemi coupés, puisque les vaisseaux alliés qui suivaient la *Santa-Anna*, étaient a nombre de quinze, comme ceux de sa colonne; mais il espérait sans doute, e attaquant ces quinze vaisseaux partiellement, en laisser quelques-uns dan l'inaction, et accabler les autres d'abord, puis ceux-ci. C'était aux vaisseau alliés, qui se trouvaient en nombre égal, à s'opposer à ce genre d'attaque, et à ramener l'affaire à un combat corps à corps.

n divers endroits, tandis que d'autres vaisseaux s'avançaient à 1805-an XIV.
abri de ceux-ci, et se plaçaient ensuite au vent des vaisseaux France.
oupés, dans les positions les plus avantageuses pour les écraser
e leur artillerie, sans en recevoir de grands dommages; enfin, ceux qui ne purent ni couper la ligne, ni prendre une des positions dont nous parlons, forcèrent de voiles et passèrent en arrière du *Principe de Asturias*, serre-file de la ligne, pour en mettre la queue entre deux feux.

Les mouvemens que nous venons de décrire ne furent pas tous exécutés avant que la colonne dirigée par Nelson n'eût commencé l'attaque de son côté; mais comme elle ne se trouva engagée qu'après celle de Collingwood, nous avons dû nous occuper d'abord uniquement de celle-ci. La colonne de Nelson, ainsi que nous l'avons dit, gouvernait sur *le Bucentaure*. Peu de temps après que l'arrière-garde eut ouvert son feu sur *le Royal-Sovereign*, le vaisseau amiral français, *la Santissima-Trinidad* et *le Redoutable* ouvrirent le leur sur *le Victory*, et les vaisseaux qui marchaient à sa suite. L'effet qu'il produisit dut faire regretter de n'avoir pas tiré plus tôt: en peu d'instans, *le Victory* fut désemparé de toutes ses bonnettes, eut un mât de hune coupé, ainsi qu'une vergue et quantité de manœuvres; ses pertes en hommes furent aussi rapides, et il en eut plus de cinquante mis hors de combat, avant qu'il eût franchi le court espace qui le séparait encore de la ligne franco-espagnole. Soit que les avaries éprouvées par *le Victory* l'eussent fait tomber à tribord de sa route primitive, soit que Nelson l'eût ainsi ordonné (par quelque motif plus facile à supposer qu'à connaître), son vaisseau cessa de gouverner sur *le Bucentaure*, pour porter droit sur le vaisseau du capitaine Lucas; mais ce capitaine tint ferme au poste qu'il avait choisi Nelson, voyant qu'il n'était pas disposé à plier, fit venir *le Victory* au vent tout d'un coup, et, le laissant tomber en travers, il aborda de long en long *le Re-*

doutable; *le Téméraire* se dirigea alors pour passer en arrière de ce même vaisseau. Entraîné sous le vent par l'effet de l'abordage, *le Redoutable* ouvrit forcément derrière *le Bucentaure* un passage, dont quelques vaisseaux de la tête de la colonne anglaise purent profiter; les vaisseaux de queue de cette colonne, au contraire, serrèrent un peu le vent, comme pour s'approcher des vaisseaux de l'avant-garde de la flotte combinée; mais, après avoir reçu quelques bordées de ces vaisseaux, ils abandonnèrent ce dessein, et se portèrent vers les vaisseaux placés entre *le Redoutable* et *la Santa-Anna*, ou vinrent unir leurs efforts à ceux des vaisseaux anglais qui combattaient déjà *le Bucentaure* et *la Santissima-Trinidad*. Depuis ce dernier bâtiment jusqu'à la queue de la ligne tous les vaisseaux paraissaient en ce moment prendre plus ou moins de part au combat; mais les dix vaisseaux qui le précédaient n'avaient plus un seul ennemi à combattre.

Tel est le premier aspect du combat, et l'on voit que, bien que le succès en parût compromis pour la flotte combinée par la savante attaque de Nelson, elle n'en devait pas désespérer entièrement, si l'arrière-garde soutenait vigoureusement le choc d'une colonne ennemie dont la force n'était pas supérieure à la sienne, et surtout si les dix vaisseaux placés en avant de *la Santissima-Trinidad* se hâtaient de venir empêcher douze vaisseaux ennemis d'en menacer sept français ou espagnols et de se réunir pour en écraser trois. A la vérité, les Anglais avaient pour eux le temps et l'espace; mais, par une résistance opiniâtre d'une part, de la décision, de la célérité et de l'audace de l'autre, la flotte combinée pouvait encore ramener la fortune sous ses pavillons.

Il était un peu plus de midi et demi lorsque les deux flottes se trouvèrent engagées de la sorte. Villeneuve, voyant les dix vaisseaux de tête immobiles à leur poste de bataille, leur fit un signal dont l'expression est : *L'armée navale française*

combattant au vent ou sous le vent, ordre aux vaisseaux qui, par leur position actuelle, ne combattent pas, d'en prendre une quelconque, *qui les reporte le plus promptement possible au feu*[1]. Ce signal, qui, suivant l'expression de l'amiral réduit alors à le faire, devait être *une tache déshonorante* pour ceux auxquels il serait adressé, ne fut immédiatement suivi d'aucun mouvement. Dès lors, on put préjuger l'issue du combat, et le plan de Nelson, dont la réussite avait été calculée sur le temps qu'il fallait aux vaisseaux non attaqués pour se porter au secours de leurs compagnons, rencontra encore moins d'obstacles que l'habile amiral ne l'avait prévu. 1805-an xiv. France.

Ignorant le sort qui les attendait, et persuadés qu'ils allaient être secourus, les équipages de la plupart des vaisseaux attaqués par l'ennemi combattaient avec la plus rare intrépidité. Les prodiges de valeur qui marquèrent, dans la première guerre maritime de la révolution, la défense du *Vengeur*, du *Ça-Ira*, du *Tigre*, et de ce même *Formidable* dont on pourra dire bientôt : *Quantùm mutatus ab illo!* se renouvelèrent dix fois dans le combat que nous racontons. En suivant les progrès de l'action, nous esquisserons rapidement ces glorieux épisodes d'une catastrophe si funeste à la puissance maritime de la France.

A peine *le Victory* eut-il accosté *le Redoutable*, que les grapins d'abordage de ce vaisseau furent lancés à bord de l'amiral anglais; en même temps, les bordées de ces deux vaisseaux tirées à bout portant firent de part et d'autre un massacre horrible. Le feu continua encore quelque temps dans cette position; mais bientôt l'équipage anglais abandonna les batteries, et se porta en foule sur les gaillards, d'où il paraissait menacer *le Redoutable* de l'abordage. Le capitaine Lucas fit

1 A cet article des signaux se trouve joint le nota suivant : *Si les frégates s'apercevaient que des vaisseaux ne donnassent pas, les capitaines sont autorisés à leur faire ce signal, et à en tenir note sur leurs journaux.*

1805-an XIV. France.

également monter son monde : alors une vive fusillade s'engage entre les deux équipages, et les grenades pleuvent des hunes du *Redoutable*. En peu d'instans, les passavants et les gaillards du *Victory* sont jonchés de morts et de blessés ; Nelson lui-même tombe atteint d'une balle qui le blesse mortellement. Cet accident fatal porte à son comble le trouble à bord du *Victory*. En un clin d'œil, les gaillards de ce vaisseau sont déserts : les braves du *Redoutable* veulent s'y précipiter, mais la *rentrée* [1] des deux vaisseaux y met obstacle. Afin d'y remédier, le capitaine Lucas donne l'ordre d'amener la grande vergue de son vaisseau, et d'en faire un pont pour passer à bord du vaisseau ennemi. Dans ce moment, le vaisseau à trois ponts *le Téméraire* vient aborder *le Redoutable* du côté opposé au *Victory*, en lui lâchant toute sa bordée. L'effet de cette bordée est terrible sur l'équipage du *Redoutable*, rassemblé alors tout entier sur les gaillards et les passavants : près de deux cents hommes sont atteints par les boulets ou la mitraille, dont les canons du vaisseau anglais étaient chargés jusqu'à la bouche. Le brave capitaine Lucas est blessé, mais sa blessure est légère, et ne l'empêche pas de demeurer sur le pont. L'arrivée du *Téméraire* ranime le courage de l'équipage du *Victory*, et le feu recommence à bord de ce vaisseau, qui le cesse ensuite presque entièrement pour s'occuper de se dégager d'avec le vaisseau français. Pressé de la sorte entre deux vaisseaux à trois ponts ennemis, *le Redoutable* se défend avec vigueur ; mais déjà la moitié de son équipage est hors de combat, une grande partie de ses pièces sont démon-

[1] Tout le monde peut savoir que la muraille des vaisseaux n'est pas verticale, mais rentre en dedans, ce qui met au moins douze pieds de distance entre deux vaisseaux bord à bord. Cette manière de construire, imaginée autrefois par les Anglais pour se soustraire aux abordages des Français, a été ensuite généralement adoptée dans la construction des vaisseaux. Plusieurs motifs se réunissent pour désirer qu'on l'abandonne.

'es, et sa résistance est plus glorieuse qu'efficace. Le feu du 1805-an XIV.
'éméraire l'écrase; cependant, comme si ce n'était pas assez France.
e deux des plus forts vaisseaux de la flotte britannique pour
éduire un vaisseau de 74 français, un troisième vaisseau en-
emi vient se placer en travers de la poupe du *Redoutable*, et
: foudroie à portée de pistolet. Par sa position avantageuse,
: dernier assaillant complette bientôt le délabrement du *Re-
outable*. Voyant ce vaisseau réduit à l'état le plus déplorable,
: capitaine du *Téméraire* lui hèle de se rendre et de ne pas
rolonger davantage une résistance inutile. Le brave Lucas,
ui ne peut tirer de coups de canon que par intervalles, fait
épondre à cette sommation par une décharge de coups de
ısil. Presque au même instant, le grand mât du *Redouta-
le* tombe en travers sur *le Téméraire*; les deux mâts de hune
e ce vaisseau tombent à leur tour sur le pont du *Redouta-
le*, qu'ils enfoncent. Pour dernier désastre, le feu prend à
ord du vaisseau français; mais la poignée de défenseurs qu'il
›nserve encore parvient, tout en combattant, à éteindre l'in-
endie. Ainsi se défendit *le Redoutable* pendant deux heures
ıtières, à compter du moment où il fut abordé par *le Vic-
ry*. Jamais équipage, de quelque nation qu'il fût, ne dé-
loya plus de bravoure, aucun sans doute ne montra une
piniâtreté pareille : sur six cent quarante-trois hommes qui
: composaient, cinq cent vingt-deux avaient été mis hors de
›mbat, et le courage du petit nombre qui restait, loin d'en
tre ébranlé, semblait croître à chaque instant. Ils veulent
ous périr plutôt que de voir leur vaisseau conduit en triom-
he dans un port de la Grande-Bretagne. Pénétré des mêmes
entimens, le capitaine Lucas ne rendra *le Redoutable* que
rsqu'on sera certain qu'il ne doit pas tarder à couler à fond.
nfin, cette certitude est acquise, et Lucas ordonne d'ame-
er le pavillon; mais, avant qu'on ait le temps d'exécuter cet
rdre douloureux, ce pavillon, si noblement défendu, tombe

1805-an XIV. France.

avec le mât d'artimon, auquel il est arboré [1]. Sur trente officiers et aspirans qui composaient l'état-major du *Redoutable*, treize furent tués et dix grièvement blessés [2]. Tous se montrèrent dignes des éloges du capitaine Lucas, qui, en rendant justice à leur bravoure éclatante, cita particulièrement le lieutenant de vaisseau Dupotet [3], capitaine en second du *Redoutable*.

Le centre de la flotte combinée, objet des attaques de la colonne de Nelson, comptait quatre vaisseaux qui se trouvaient hors de la ligne. Cette circonstance, qui ne leur permettait pas de s'opposer vigoureusement au dessein qu'avait l'amiral anglais de la couper, fit qu'ils ne furent d'abord que faiblement attaqués, et qu'ils prirent alors peu de part à l'action. Ainsi se trouvèrent paralysés deux des plus forts vaisseaux français, *l'Indomptable* et *le Neptune*, chacun de 80 canons. Le combat qui se livrait alors eût dû fournir au capitaine du dernier de ces vaisseaux une nouvelle occasion de faire éclater une bravoure et une habileté dont il avait donné des preuves si récemment encore; malheureusement, sa position la lui enleva. Demeuré, malgré tous ses efforts, sous le vent de la ligne, et masqué par *le Redoutable*, le capitaine Maistral se vit dans l'impossibilité de tirer sur la colonne de Nelson. Jaloux d'opposer quelque obstacle à la manœuvre de l'ennemi, il fit *une arrivée* pour pouvoir diriger son feu sur la colonne

[1] Le glorieux combat du *Redoutable* était bien digne d'être retracé par un pinceau patriote; il a fourni à MM. Geuillou et Crépin le sujet de deux tableaux qui seront gravés pour faire partie de la collection des *Monumens des victoires et conquêtes des Français*.

[2] Des 643 hommes qui composaient l'équipage du *Redoutable*, 169 seulement tombèrent au pouvoir des Anglais, et même, sur ce nombre, il n'y en eut que 35 qui furent conduits en Angleterre; les autres, tous blessés (et plus de la moitié grièvement), furent renvoyés à Cadix.

[3] Aujourd'hui capitaine de vaisseau, officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis.

de l'amiral Collingwood. Ce mouvement, dont l'intention était louable, donna au *Neptune* l'apparence d'un vaisseau qui s'éloigne du champ de bataille, et ternit, dans l'opinion d'un grand nombre de personnes, la réputation jusque-là si belle du capitaine Maistral. Le fait est que cette *arrivée* écarta de plus en plus le *Neptune* du vaisseau amiral, derrière lequel était son poste, et que le capitaine Maistral n'eut plus alors d'autre ressource que de rallier l'arrière-garde pour combattre avec elle. *L'Indomptable*, *le San-Justo* et *le San-Leandro* imitèrent cette manœuvre.

Si la tête de la ligne franco-espagnole ne prit, pendant assez long-temps, aucune part à l'action, et si quatre vaisseaux du centre ne s'opposèrent que faiblement aux desseins de l'ennemi, il y eut aussi nécessairement à la queue des vaisseaux qui, dans le principe, combattirent peu, puisque cette portion de la flotte, à partir de *la Santa-Anna*, comptait un vaisseau de plus que la colonne anglaise qui vint l'attaquer, et que différens vaisseaux français et espagnols eurent à se défendre contre plusieurs vaisseaux britanniques à la fois. Le relevé des divers journaux nautiques des frégates et vaisseaux français prouve effectivement que l'arrière-garde de la flotte combinée fut attaquée plus vivement dans certaines parties que dans d'autres. Les ennemis s'acharnèrent en particulier sur quelques vaisseaux, qu'ils démâtèrent et dégréèrent au point de les mettre dans l'impossibilité de manœuvrer. Il paraît qu'alors des vaisseaux qui n'avaient reçu que de légères avaries *laissèrent arriver*, et abandonnèrent ceux sur lesquels les ennemis dirigeaient plus particulièrement leurs efforts. Cette manœuvre, que nous nous abstenons de qualifier, ne les déroba pas tous au sort qu'ils cherchaient à éviter. En effet, les Anglais, cessant pour un moment de combattre les vaisseaux qu'ils avaient mis hors d'état de manœuvrer, fondirent sur ceux qui avaient *laissé arriver*, les trouvèrent épars et

1805-an XIV. France. en désordre, les combattirent en détail, et les maltraitèrent autant que les premiers.

Parmi ces vaisseaux, qui, à l'arrière-garde, soutinrent si mal le premier choc de l'ennemi, on cite *le Montagnès*, vaisseau espagnol, qui, de bonne heure, *laissa arriver* jusque dans la ligne des frégates, et ne prit plus aucune part à l'action.

Un vaisseau français manœuvra aussi d'une manière propre à donner à la flotte une faible idée du courage de son capitaine. Après avoir combattu assez long-temps, *l'Argonaute* laisse arriver, et quitte la ligne sans être désemparé d'aucune partie de sa mâture; peu de minutes après, il revient en travers; mais, à peine a-t-il tiré quelques coups de canon sur un vaisseau anglais, qu'il reprend sa route vent arrière, et présente la poupe à l'ennemi, qui profite de cette position. La frégate *l'Hermione* hisse aussitôt le signal dont nous avons déjà parlé, et qui ordonne aux vaisseaux qui ne combattent pas de se porter au feu : voyant qu'on n'y répond pas, elle y ajoute le numéro de *l'Argonaute*, et garde ces deux signaux pendant une heure à tête de mâts; mais *l'Argonaute* continue à s'éloigner. Il paraît, toutefois, que ce vaisseau, qui avait combattu de très-près un vaisseau anglais, avait reçu presque toutes ses avaries dans la coque, ce qui ne les rendait pas apparentes, et néanmoins avait pu faire juger nécessaire au capitaine de se retirer du feu. Sa perte en hommes, dans le sérieux engagement qu'il venait de soutenir, avait aussi été considérable : elle s'élevait à plus de cent soixante tués ou blessés.

Après avoir rempli le triste devoir d'indiquer les causes qui, à l'arrière-garde, contribuèrent à la défaite de la flotte combinée, il nous est agréable de porter nos regards sur les nobles efforts des amiraux et de la plupart des capitaines de vaisseau pour prévenir ce fatal résultat.

Le vaisseau *la Santa-Anna*, vaillamment attaqué par l'a-

miral Collingwood, fut non moins vaillamment défendu par le vice-amiral Alava; mais, accablé par le nombre, il dut céder : le brave amiral Alava fut grièvement blessé en défendant l'honneur du pavillon espagnol. 1805-an XIV. France.

Le Fougueux, qui n'avait pu empêcher l'ennemi de couper la ligne entre lui et *la Santa-Anna*, put encore moins s'opposer à ce qu'elle fût coupée sur son arrière. Il se trouva de la sorte bientôt enveloppé par plusieurs vaisseaux ennemis; mais il se défendit de la manière la plus brillante. En cherchant à se dégager, il alla aborder le vaisseau anglais *le Téméraire*, déjà abordé avec *le Redoutable*. Affaibli par plusieurs combats successifs, privé du brave capitaine Beaudoin, qui avait été tué, l'équipage du *Fougueux* ne put résister au *Téméraire* et aux autres vaisseaux qui vinrent pour le combattre; il amena son pavillon. La défense du *Fougueux*, dont les détails sont restés ignorés, fait le plus grand honneur aux braves qui le montaient, et dont les trois quarts périrent avant que le reste consentît à se rendre.

Le commandant du *Pluton*, l'habile et intrépide Cosmao, imita et surpassa encore la belle conduite que nous l'avons vu tenir au combat du 22 juillet. Il manœuvra constamment pour empêcher la ligne d'être coupée, et pour soutenir les vaisseaux voisins du sien, qu'il voyait trop pressés par l'ennemi. Dès le commencement de l'action, un vaisseau anglais de 80 voulut passer sur l'avant du *Pluton*; le capitaine Cosmao força de voiles en venant au vent, il obligea par là le vaisseau ennemi à renoncer à son dessein, à tenir le vent lui-même, et à chercher un autre point de la ligne où on lui opposât moins de résistance. Il se dirigea alors entre *le Monarca* et *le Fougueux* : l'intervalle qui séparait ces deux vaisseaux favorisait ses intentions; mais le capitaine Cosmao, qui l'avait suivi dans son mouvement, plaça *le Pluton* dans cet intervalle, et força le vaisseau anglais à lui présenter

1805-an XIV. France. le travers pour éviter d'être enfilé par l'avant. Le combat entre ces deux vaisseaux dura près d'une demi-heure, pendant laquelle le capitaine Cosmao s'approchait de plus en plus de son adversaire. Il allait enfin ordonner l'abordage lorsqu'un vaisseau anglais à trois ponts et un autre moins fort s'avancèrent pour prendre *le Pluton* en poupe : le brave Cosmao sut se tirer de cette position critique. Par une manœuvre habile, il parvint à prendre par la hanche le vaisseau qu'il combattait primitivement, et à présenter le travers au vaisseau à trois ponts; il se trouva même bientôt en position de tirer quelques volées dans la poupe du premier, qui ne tarda pas à s'éloigner. Lorsque le capitaine Cosmao le vit engagé avec un vaisseau espagnol, il mit toute son attention à se défendre contre le trois ponts. Après s'en être fait abandonner, il continua de tenir le vent avec son vaisseau et de se porter partout où son feu pouvait contribuer à dégager quelque vaisseau français ou espagnol.

La défense de *l'Algésiras* ne fut pas moins glorieuse que celle de quelques-uns des vaisseaux que nous avons cités. Ce vaisseau, portant un pavillon de contre-amiral, fut un de ceux auxquels les ennemis s'attachèrent plus particulièrement. Dans la mêlée, un vaisseau ennemi, *le Tonnant*, de 80, tomba sur lui et embarrassa son gréement dans le sien. Les marins de *l'Algésiras* regardent cette circonstance comme un moyen de triompher promptement d'un ennemi dont l'artillerie les foudroyait; les Anglais, de leur côté, se disposent à aller à l'abordage, et tour à tour chaque équipage tente de passer à bord du vaisseau ennemi; mais, de part et d'autre, la résistance est égale, et aucun des deux ne peut réussir dans son audacieuse tentative. Cependant *le Tonnant* se dégage et recommence la canonnade avec plus de vigueur. Le contre-amiral Magon, déjà blessé en deux endroits, tombe frappé d'un coup mortel. Plusieurs officiers

éprouvent le même sort, tous les autres sont blessés plus ou moins grièvement, plus de deux cents hommes sont mis hors de combat; enfin les trois mâts de *l'Algésiras* s'abattent successivement, et ses intrépides défenseurs sont contraints à se rendre. 1805-an XIV. France.

L'Aigle eut à combattre plusieurs vaisseaux ennemis et fut extrêmement maltraité; le capitaine Gourège et son second furent tués, et les deux tiers de l'équipage mis hors de combat. C'est dans cet état et le feu à bord qu'il amena son pavillon.

Le Swiftsure succomba également. Il avait combattu opiniâtrément et avec quelque avantage un vaisseau de sa force, lorsqu'un autre vaisseau anglais à trois ponts vint le prendre en poupe, le dématа complétement et le força à se rendre, après avoir perdu trois officiers et deux cent cinquante hommes.

Le Berwick, rasé comme un ponton, ayant perdu le brave capitaine Camas et son capitaine en second, ainsi qu'une partie de son équipage, tomba au pouvoir des Anglais.

Les vaisseaux espagnols *le Bahama*, *l'Argonauta*, *le San-Juan Nepomuceno* et *le San-Ildefonso* devinrent aussi la proie de l'ennemi après une résistance plus ou moins vigoureuse.

Le Principe de Asturias et *l'Achille*, qui occupaient l'extrémité de la ligne, luttèrent avec opiniâtreté contre plusieurs vaisseaux ennemis, et la blessure grave dont fut atteint l'amiral Gravina ne ralentit pas l'ardeur des braves marins du vaisseau qu'il montait. *L'Achille* fut, dès le commencement de l'action, démâté de son mât d'artimon, bientôt après il perdit son grand mât de hune; mais ces avaries majeures ne l'empêchèrent pas de faire un feu terrible sur les vaisseaux qui l'approchaient, et de se défendre contre leurs attaques successives de la manière la plus remarquable.

1805-an XIV.
France.

Trois vaisseaux, ainsi que nous l'avons dit, soutinrent d'abord seuls presque tous les efforts des douze vaisseaux de la colonne de Nelson. Attaqués chacun par plusieurs vaisseaux, de même que *le Redoutable*, mais n'étant pas serrés d'aussi près, *le Bucentaure* et *la Santissima-Trinidad* purent se défendre un peu plus long-temps. Depuis deux heures, les équipages de ces deux vaisseaux combattaient avec le courage le plus héroïque, et pas un vaisseau de la flotte combinée ne s'avançait pour les secourir. La fumée dont *le Bucentaure* était enveloppé dérobait à l'amiral Villeneuve la vue du reste de sa ligne de bataille, dont il avait peine à apercevoir un ou deux vaisseaux par intervalles; cependant une éclaircie lui fit découvrir l'avant-garde immobile à son poste. Il s'empressa de lui faire le signal de virer de bord vent arrière tout à la fois, et presque aussitôt la fumée vint de nouveau l'empêcher de voir si cet ordre était mis à exécution. Bientôt le grand mât et le mât d'artimon du *Bucentaure* s'abattirent. Ces mâts, leur gréement, les vergues et les voiles qu'ils portaient masquèrent une grande partie des canons du côté où ils tombèrent et diminuèrent considérablement les moyens de défense du vaisseau. Cependant l'on continua à faire feu de toutes les pièces qui n'étaient pas engagées ou démontées; mais la chute du mât de misaine ne tarda guère à suivre celle des deux autres mâts. C'est alors, sans doute, que quelqu'une des frégates françaises eût dû s'exposer à tous les dangers pour venir donner la remorque au *Bucentaure*, et remplir ainsi le service périlleux mais honorable que l'amiral attendait d'elles : c'était plus particulièrement le devoir du capitaine de *l'Hortense*, frégate amirale. Il nous répugnerait de penser que ce capitaine (que du reste on a déjà vu [1] se comporter avec une exces-

[1] Page 128.

sive prudence) n'osa pas se porter au secours de son général, et nous chercherons un autre motif à sa conduite. *L'Hortense,* qui, ainsi que toutes les autres frégates, avait fait la faute de prendre position à une trop grande distance sous le vent de la ligne des vaisseaux, n'eût peut-être pas pu, à cause de la faiblesse de la brise, parvenir jusqu'au *Bucentaure:* n'importe, fût-ce même impossible, il fallait le tenter, et marquer sa bonne volonté d'une manière non équivoque. Dans ce moment, les gaillards et les passavants du *Bucentaure*, jonchés de morts et couverts de débris, présentaient le plus triste aspect. L'amiral Villeneuve, qui, depuis le commencement de l'action, n'avait cessé de montrer le courage le plus calme, se promenait tranquillement au milieu de cette scène de désastre. Lorsqu'il vit son vaisseau totalement démâté, et qu'aucun bâtiment ne se présentait pour le remorquer, on assure qu'il dit : « *Le Bucentaure a rempli sa tâche, la mienne n'est pas encore achevée.* » En même temps il donna ordre qu'on le transportât, avec son pavillon, à bord d'un des vaisseaux de l'avant-garde, et il se berçait de l'espoir de faire, avec ces dix vaisseaux frais, un effort capable d'arracher la victoire à l'ennemi : l'illusion du brave et malheureux amiral ne fut pas de longue durée. On vint lui apprendre que le canot qu'on avait préparé avant le combat pour le transporter, s'il le jugeait à propos, à bord d'un autre vaisseau, avait d'abord été criblé par les boulets de l'ennemi et ensuite anéanti par la chute de la mâture : tous ceux qui restaient à bord avaient été également mis en pièces. On héla à la *Santissima-Trinidad* d'en envoyer un, mais ce vaisseau ne répondit pas. Villeneuve sentit alors amèrement tout ce que sa position avait de cruel. Il se voyait enchaîné à bord d'un vaisseau qui ne pouvait plus combattre, tandis qu'un tiers de sa flotte combattait encore, et qu'un second tiers n'avait pas encore combattu. Il maudit le sort qui l'avait

1805-an XIV. France. épargné au milieu du carnage dont il était environné; et, contraint d'oublier la flotte pour ne voir que son seul vaisseau, forcé de songer à ménager la vie d'une poignée de braves que l'humanité lui défendait de faire massacrer sans défense, il laissa le commandant du *Bucentaure* amener son pavillon. *La Santissima-Trinidad*, dont la résistance fut on ne peut plus honorable, succomba bientôt après.

Il était trois heures après midi lorsque l'amiral Villeneuve se vit dans la dure nécessité de se rendre. L'avant-garde avait viré de bord; mais ses vaisseaux étaient dispersés et suivaient des routes différentes. Il serait assez important, sans doute, de préciser l'instant où l'avant-garde de la flotte combinée exécuta l'ordre de virer de bord pour venir prendre part au combat; mais cela nous est impossible : on n'a jusqu'à présent d'autres autorités sur ce sujet, que les journaux des vaisseaux et frégates de la flotte, et ces journaux ne s'accordent pas entre eux; l'heure des signaux de l'amiral et des mouvemens des différens bâtimens ne s'y trouve pas partout la même. Quel que soit, au reste, le degré de célérité qu'on mit à exécuter un ordre qu'on n'eût pas dû attendre, le mouvement qui en résulta, fut sans utilité pour le salut de la flotte franco-espagnole. La faiblesse de la brise rendit d'abord ce mouvement lent, et ensuite tous les vaisseaux ne continuant pas de manœuvrer de la même manière, ne purent présenter à l'ennemi une masse de forces capable de lui résister efficacement.

Il semble que, en ordonnant à l'avant-garde de virer de bord vent arrière tout à la fois, l'amiral Villeneuve voulait que les vaisseaux de cette partie de la flotte se portassent le plus promptement possible vers le centre, en passant sous le vent de la ligne, afin de mettre entre deux feux les vaisseaux ennemis qui l'avaient coupée. Cependant, sur dix vaisseaux, quatre seulement parurent exécuter ponctuellement

cet ordre, savoir : *le Neptuno*, *le San-Augustino*, *le Héros* et *l'Intrépide* : deux autres, *le Rayo* et *le San-Francisco de Assis* laissèrent porter pour s'éloigner de la ligne et renoncer au combat; enfin, le contre-amiral Dumanoir, avec les quatre derniers, *le Formidable*, *le Dugay-Trouin*, *le Mont-Blanc* et *le Scipion*, serra le vent aussitôt après avoir viré, et dirigea sa route pour passer au vent des deux flottes.

Le Héros, comme le plus voisin de *la Santissima-Trinidad*, se trouva le premier rendu au feu. Seul, il ne put soutenir le choc de plusieurs vaisseaux ennemis, qui vinrent l'assaillir à la fois, et, après avoir perdu son commandant, le brave capitaine Poulain, il quitta le combat : toutefois, l'état du vaisseau et le petit nombre d'hommes tués à bord du *Héros* font penser que cette retraite fut prématurée.

Le San-Augustino vit se réunir contre lui tous les ennemis, que *le Héros* aurait pu occuper plus long-temps, et, après avoir opposé une résistance assez prolongée, il fut contraint de se rendre.

Le Neptuno et *l'Intrépide*, arrivés les derniers sur le champ de bataille, et après que *le Bucentaure* et *la Santissima-Trinidad* furent amenés, eurent par conséquent à combattre tous les vaisseaux ennemis qui se trouvaient au centre, à la réserve du *Victory* et du *Téméraire* encore abordés alors avec *le Redoutable* et *le Fougueux*. Le capitaine Valdès, du *Neptuno*, déploya, dans cette lutte inégale, des talens et un courage dignes d'éloges; mais, accablé par le nombre, son vaisseau dut succomber.

L'Intrépide, qui s'était signalé au combat du 22 juillet, sous le commandement du brave Deperronne, s'illustra encore plus dans celui que nous décrivons. Son nouveau commandant, le capitaine Infernet, se plaça, dans cette journée, au rang des marins français dont les noms seront à jamais célèbres. *L'Intrépide* combattit deux, trois, quatre et jus-

1805-an XIV. France. qu'à cinq vaisseaux ennemis à la fois. Enfin, démâté de tous ses mâts, ayant plus de la moitié de son équipage mis hors de combat, et entouré de sept vaisseaux anglais, le courageux Infernet attendit encore pour se rendre, que *l'Intrépide* fût près de couler sous ses pieds.

Une triste réflexion vient se mêler, malgré nous, au sentiment d'orgueil que doivent naturellement éprouver des écrivains français en retraçant des actions aussi glorieuses. Pourquoi faut-il que tant de bravoure ait toujours été déployée en pure perte? Ici, par exemple, toutes les belles actions que le courage et l'amour de la patrie peuvent enfanter, n'auraient pas suffi pour changer la face du combat : la bataille était irrévocablement perdue pour la flotte combinée, dès que le mouvement de l'avant-garde s'opérait si tard et avec aussi peu d'ensemble. Pour se conformer aux instructions de l'amiral Villeneuve, les capitaines des dix vaisseaux placés en avant de *la Santissima-Trinidad* ne devaient attendre pour se porter au feu ni les signaux de cet amiral, ni les ordres du contre-amiral commandant la partie de la ligne où ils se trouvaient, et ceux qui combattirent avec le plus de valeur ne firent pas encore assez : ils se couvrirent de gloire, il est vrai; mais cette gloire, toute personnelle, fut sans fruit pour leur pays.

Des six pavillons de commandement que la flotte combinée avait déployés au commencement de l'action, un seul flottait encore, outre celui du contre-amiral Dumanoir : c'était le pavillon de l'amiral espagnol sur le vaisseau *le Principe de Asturias*. Ce vaisseau, attaqué sans relâche depuis le commencement du combat, aurait fini par succomber, s'il n'eût été dégagé, à ce qu'on assure, par les vaisseaux *le Neptune* et *le San-Justo*. Le capitaine Maistral, commandant du premier de ces vaisseaux, avait cherché, aussitôt qu'il eut rallié l'arrière-garde, à s'y rendre plus utile qu'il ne l'avait

été au centre. Divers journaux des bâtimens de la flotte combinée disent que cet officier supérieur, après avoir porté secours à quelques vaisseaux engagés avec ceux de l'ennemi, voulut aller attaquer d'autres vaisseaux anglais; qu'il fit en conséquence signal de ralliement, et qu'il ajouta à ce signal l'ordre aux vaisseaux français qui ne seraient pas totalement désemparés de le suivre; mais que, ne se voyant accompagné que *du Pluton*, il fut (après avoir, de concert avec ce vaisseau, harcelé quelques vaisseaux ennemis) obligé de laisser arriver pour rejoindre l'amiral Gravina. Cet amiral, lorsqu'il vit la victoire complétement assurée aux Anglais, ne songea plus qu'à leur dérober le plus de vaisseaux qu'il serait possible. En conséquence, il fit signal de ralliement général et absolu, et, remorqué par la frégate *la Thémis*, il se dirigea vers les vaisseaux qui avaient laissé arriver à diverses époques du combat.

Il était environ cinq heures : dans ce moment, *l'Achille* était en feu : il y avait plus de deux heures que le commandant de ce vaisseau, le capitaine de Nieport, avait été atteint d'un coup mortel. Cette circonstance ne ralentit pas l'ardeur des braves marins de *l'Achille*, alors entouré de vaisseaux ennemis et se battant des deux bords. Il était parvenu en quelques bordées à démâter de son grand mât et de son mât d'artimon le vaisseau ennemi qui s'était placé par son travers à tribord. Il engagea alors le vaisseau anglais qui portait le même nom que lui, et en peu d'instans son feu avait pris la supériorité sur celui de ce vaisseau, lorsque le vaisseau à trois ponts *le Prince* vint au secours de *l'Achille* anglais. Par malheur, le feu se manifesta en ce moment dans la hune de misaine de *l'Achille* français. La pompe à incendie ayant été brisée par les boulets de l'ennemi, on n'eut d'autre ressource que de couper ce mât (le seul qui fût encore debout) de manière à ce qu'il tombât à la mer. On s'y disposait, lorsque

1805-an XIV. France. les boulets du *Prince* l'abattirent ; le sort voulut que la hune embrasée tombât dans le centre du vaisseau. Le feu prit aux embarcations, et, en peu d'instans, les flammes envahirent la batterie de 18. Malgré cet épouvantable accident, la canonnade ne se ralentit point dans la batterie de 36, et ce ne fut qu'au moment où les vaisseaux anglais, craignant les effets de l'explosion de *l'Achille*, s'en éloignèrent, que l'équipage cessa de tirer, pour songer à son salut. Dans l'impossibilité d'éteindre le feu, on jeta à la mer tous les débris de mâture, toutes les pièces de bois et en général tous les objets susceptibles de flotter et d'offrir au plus grand nombre possible d'hommes les moyens de se soutenir sur l'eau. Quelques embarcations anglaises, ainsi que la goëlette *le Pickle* et le cutter *l'Entreprenante*, s'approchèrent et recueillirent une portion des braves défenseurs de *l'Achille*. Vers cinq heures et demie, ce vaisseau, dont le pavillon flottait encore, sauta en l'air, avec l'enseigne du vaisseau, Cauchard, qui le commandait alors, et une portion de son équipage.

Pendant que l'amiral Gravina ralliait sous le vent ce qu'il pouvait de vaisseaux, non plus pour combattre, mais pour faire retraite, les quatre vaisseaux du contre-amiral Dumanoir, poussés par une faible brise, s'avançaient lentement en prolongeant au vent, non la ligne de bataille de la flotte combinée, alors entièrement rompue, mais la place qu'elle avait occupée. Nous avons dit qu'il nous semblait que cette manœuvre du contre-amiral Dumanoir avait pu contrarier les intentions de l'amiral Villeneuve, puisque le premier, après avoir viré vent arrière comme il lui avait été ordonné, se trouva dans la même position que s'il eût fait le contraire et viré vent devant : il appartient aux marins de juger si cette opinion est erronée. Au reste, quand on est libre de sa manœuvre (était-ce le cas?), il est bon, si l'on peut, de gagner le vent, parce que dans cette position l'on a la facilité d'exé-

cuter tous les mouvemens possibles. Ainsi, en prenant sur les deux flottes l'avantage du vent, le contre-amiral Dumanoir se rendait maître de faire tout ce qu'il voudrait : l'événement le prouva.

Le Formidable, le Dugay-Trouin, le Mont-Blanc et *le Scipion*, en suivant leur route dans la direction du sud et au vent des deux flottes, alors pêle-mêle, essuyèrent le feu de tous les vaisseaux anglais à portée desquels ils passèrent. Ils reçurent dans cette passade d'assez fortes avaries. Lorsqu'ils furent parvenus par le travers et de *la Santissima-Trinidad* et du *Bucentaure*, ils trouvèrent ces deux vaisseaux rendus : cette circonstance détermina le contre-amiral Dumanoir à passer outre. Il se dirigea donc (en se maintenant toujours au vent) du côté de l'arrière-garde franco-espagnole, dont quelques vaisseaux combattaient encore. Arrivé à la hauteur de cette arrière-garde, l'amiral Dumanoir jugea qu'il ne pouvait plus rien pour le salut de la flotte combinée, et, songeant à celui de ses quatre vaisseaux, il continua sa route au même bord, pour s'éloigner du champ de bataille[1] : les ennemis ne troublèrent point sa retraite.

L'amiral Gravina s'éloignait aussi de son côté. Il avait rallié à son pavillon cinq vaisseaux français : *le Pluton, le Neptune, l'Argonaute, l'Indomptable* et *le Héros;* six vaisseaux espagnols : *le Principe de Asturias, le Rayo, le San-Francisco de Assis, le San-Leandro, le San-Justo* et *le Montagnès;* les cinq frégates et les deux bricks. Avec ces dix-huit bâtimens, il se dirigea vers la rade de Cadix, à l'entrée de laquelle il mouilla dans la nuit sans avoir été poursuivi par l'ennemi.

Le résultat immédiat de ce combat, qui reçut le nom de

[1] *Le Formidable* quittait ainsi, presque sans avoir combattu, les mêmes parages où, quatre ans auparavant, il s'était illustré sous le commandement du capitaine Troude.

1805-an XIV. France. combat de Trafalgar, fut donc : dix-sept vaisseaux de la flotte combinée pris par l'ennemi, et un dix-huitième brûlé par accident pendant qu'il résistait encore [1]. Des événemens que nous allons raconter, ne tardèrent pas à diminuer encore le nombre des vaisseaux échappés à ce grand désastre. Les pertes en hommes à bord de la flotte franco-espagnole durent être énormes, si l'on en juge par le nombre des morts et des blessés des vaisseaux dont les renseignemens nous sont parvenus. Celle des Anglais s'éleva, suivant leurs rapports, à 1587 tués ou blessés ; mais il en est une qui leur parut irréparable et qui plongea la nation britannique dans le deuil : la perte du célèbre amiral Nelson.

Des vaisseaux dont les Anglais s'étaient emparés, plusieurs coulèrent le soir même ou le lendemain par suite des avaries

[1] Lorsque 33 vaisseaux ont été aussi complétement battus par 27 vaisseaux ennemis, et qu'on s'est défendu avec autant d'intrépidité que le firent la plupart des équipages français, il faut bien qu'il y ait eu de grandes fautes de faites dans la flotte qui éprouva un pareil échec. Divers endroits de notre récit montrent des fautes partielles commises pendant l'action, et nous ne reviendrons pas sur ces fautes ; mais la principale n'appartient pas plus à Villeneuve qu'à aucun des autres amiraux français qui commandèrent des flottes ou escadres durant la guerre de la révolution ; elle leur est commune : c'est celle d'attendre l'ennemi en ligne de bataille, lorsqu'il n'attaque pas de cette manière. Il est reconnu, dans la tactique militaire (et ceci est parfaitement applicable à la tactique navale), que l'ordre de bataille où les deux armées s'établissent et combattent chacune sur une ligne parallèle à celle de l'ennemi, est l'enfance de l'art, et qu'on doit s'attacher à porter rapidement des masses sur certaines portions de l'armée ennemie, pour les écraser avant que les autres puissent venir à leur secours. Napoléon dut ses succès sur terre à la manière habile dont il sut mettre ce système en pratique. C'est à l'emploi de ce même système que les Anglais furent redevables des brillans avantages qu'ils remportèrent sur mer dans les trente années qui viennent de s'écouler. Dès ce moment, la tactique navale était devenue insuffisante ; il fallait la modifier, il fallait imaginer un ordre de bataille tel, que l'ennemi ne pût sans danger tenter d'envelopper une partie de la flotte, et que, s'il y parvenait, les autres parties se trouvassent à même de secourir promptement celle-ci. Ce problème ne doit pas être impossible à résoudre. Cependant les amiraux français, victimes du nouveau mode d'attaque des Anglais, ne surent y apporter aucun remède positif,

[q]u'ils avaient reçues dans le combat; ils furent obligés d'en [c]ouler ou brûler d'autres qu'il leur était impossible de mettre [e]n état de tenir la mer, même pour le court trajet des envi[r]ons de Cadix à Gibraltar; enfin les Français leur en repri[r]ent quelques-uns : voici comment la chose arriva. Dans la [n]uit qui suivit le combat, le vent souffla avec violence, et, [l]e lendemain, il devint plus impétueux encore. Les équipages [d]e quelques vaisseaux français qu'on n'en avait pu retirer, [p]rofitèrent de cette circonstance pour se révolter contre les [A]nglais qu'on avait mis à bord, reprendre leurs bâtimens et [l]es diriger vers Cadix. Le 23, le vent était bon pour sortir [d]e ce port : le capitaine Cosmao, qui se trouvait le plus an[c]ien des capitaines français, arbora le guidon de comman[de]ment, et, malgré la faiblesse de son équipage, réduit pres-

[e]t les plus habiles mêmes se bornèrent à prescrire vaguement à leurs capitaines [d]e ne pas attendre leurs signaux, et de se porter au secours des vaisseaux qu'ils [v]erraient trop pressés par l'ennemi; mais une pareille injonction ne diminuait [p]as l'étendue de leur ligne de bataille, n'en rapprochait pas les diverses parties, [e]t n'obviait nullement à l'inconvénient que nous avons signalé dans une note du [t]ome v, page 292.

[N]ous avons donné plus haut un extrait des instructions de Villeneuve à ses [c]apitaines : on vient de voir qu'elles ne furent pas parfaitement suivies par tous [c]eux à qui elles avaient été adressées. Les instructions de Bruix, antérieures de [s]ix ans à celles de Villeneuve, avertissaient ses capitaines, d'une manière encore [p]lus énergique, que leur poste n'était qu'au feu.

« A moins d'impossibilité de rester au feu (portaient-elles), nul ne peut [s]ans se couvrir d'opprobre et sans encourir la peine capitale, se dispenser de [c]ombattre quand le général n'a pas ordonné de cesser le feu...... Beaucoup de [c]apitaines, qui, malgré la valeur la plus brillante, sont tombés au pouvoir de [l']ennemi, n'y seraient pas restés, si des vaisseaux de leur ligne, qui pouvaient [e]ncore combattre et les dégager, en divisant les forces de l'ennemi, ne s'étaient [p]as prématurément retirés du feu..... C'est à cette seule cause qu'il faut attribuer [le]s revers de nos armées navales, et il suffit, pour qu'ils ne se renouvellent plus, [q]u'elles soient composées de capitaines qui sachent que, dans un combat, on [n']est à son poste que lorsqu'on est au feu, et que, partout ailleurs, à moins d'un [si]gnal contraire, on désobéit également au général, à l'honneur, et l'on trahit [la] patrie. »

1805-an XIV. France.

que à 400 hommes, et l'état *du Pluton*, qui faisait environ trois pieds d'eau à l'heure, il fit signal aux autres vaisseaux d'appareiller, pour aller enlever aux ennemis quelques-unes de leurs prises qu'ils avaient à la remorque. *Le Pluton* ne fut suivi que par deux vaisseaux français, deux vaisseaux espagnols, les cinq frégates et les deux corvettes. Avec ces seuls bâtimens, le brave Cosmao se porta à la rencontre des ennemis, et leur fit abandonner deux des vaisseaux espagnols qu'ils remorquaient; quelques vaisseaux français saisirent cette occasion pour se reprendre. Malheureusement, presque tous ces vaisseaux se jetèrent à la côte près de l'entrée du port de Cadix et furent brisés; un des vaisseaux espagnols qui avaient appareillé avec le capitaine Cosmao, se sépara de sa division et fut pris, dit-on, sans se défendre : c'était *le Rayo*, l'un des deux vaisseaux de l'avant-garde, qui, le jour du combat, avaient pris des premiers la fuite; il fit ensuite naufrage près de San-Lucar. Il résulte de ces diverses circonstances que les Anglais ne purent emmener à Gibraltar qu'un vaisseau français et trois espagnols, qu'ils n'y firent même arriver qu'avec des peines incroyables. Cependant la flotte combinée ne s'en vit point augmentée, et la France bientôt après, perdit encore les quatre vaisseaux qu'avait emmenés le contre-amiral Dumanoir [1].

Suivant le rapport de cet officier-général, la nuit qui suivit le combat de Trafalgar fut employée par ses vaisseaux à réparer, aussi bien que possible, les avaries qu'ils avaient reçues, et il les maintint au vent, pour être prêt à recommencer le combat le lendemain, s'il trouvait les chances favorables : il ne les jugea point telles, et il prit le large. Les

[1] Le 25 octobre, l'amiral Rosily arriva à Cadix et arbora son pavillon sur le vaisseau *le Héros*. Cette circonstance confirma les bruits qui avaient couru parmi la flotte avant son départ, et donna quelque poids aux conjectures dont nous avons parlé plus haut.

vents et la connaissance qu'il avait d'une escadre stationnée dans les environs du détroit, empêchèrent le contre-amiral Dumanoir de se diriger de ce côté; il fit route à l'ouest et ensuite au nord.

Le 2 novembre, étant arrivé par la latitude du cap Finistère, ses vaisseaux furent observés par deux frégates anglaises appartenant à l'escadre du commodore sir Richard Strachan, qui croisait dans ces parages pour intercepter l'escadre de Rochefort, alors à la mer sous les ordres du capitaine Allemand. Ces frégates donnèrent immédiatement avis à leur commodore du voisinage d'une escadre française. Sir Richard Strachan fut bientôt sur ses traces. Le clair de lune empêcha le contre-amiral Dumanoir de tromper l'ennemi à l'aide de quelques fausses routes, et le 3 au matin les deux escadres étaient en vue et à une distance beaucoup plus rapprochée que la veille. Toute la journée se passa en chasse, et la nuit suivante le clair de lune favorisa encore l'ennemi dans sa poursuite.

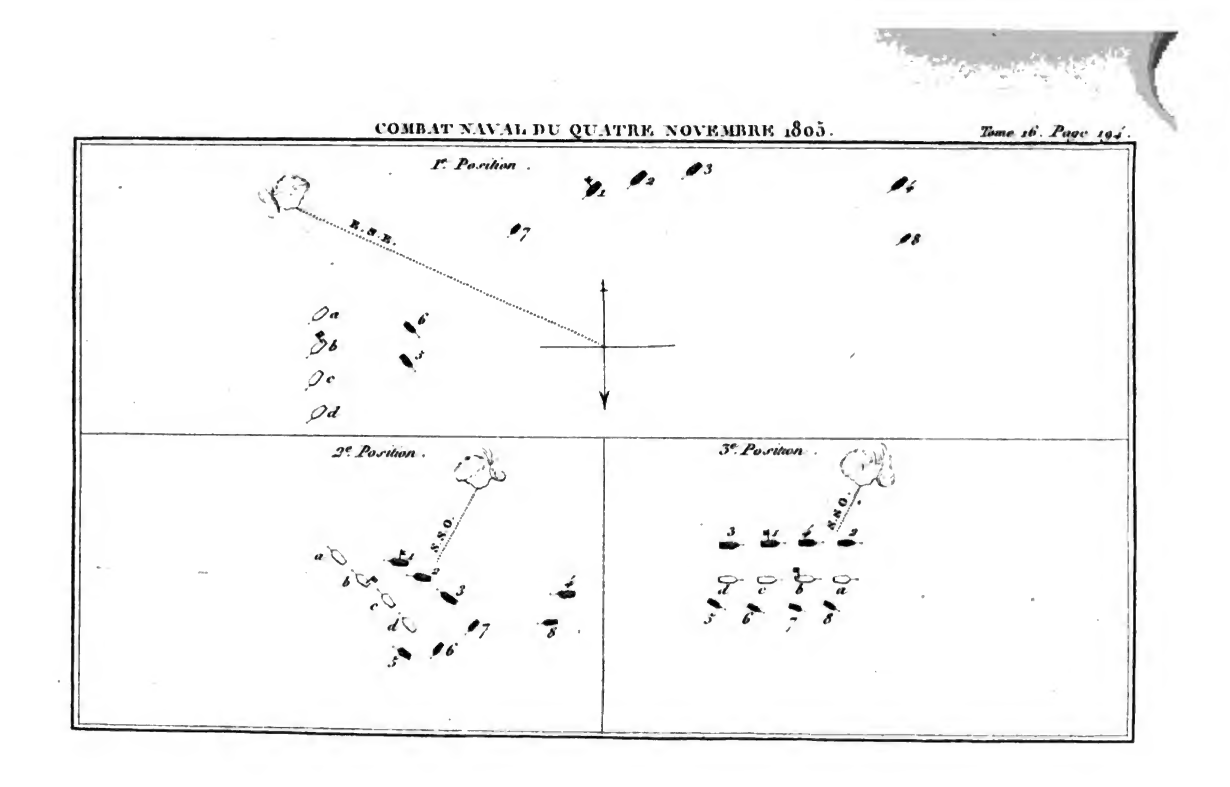
Au point du jour, le 4, l'ennemi, fort de quatre vaisseaux et quatre frégates, n'était plus qu'à trois portées de canon des vaisseaux français. L'amiral Dumanoir, dans l'intention qu'ils se trouvassent en ligne de bataille aussitôt qu'il aurait jugé à propos de les faire virer de bord, avait rangé ses vaisseaux en ligne d'échiquier (ordre dans lequel ils présentaient tous la poupe aux ennemis qui les chassaient). A huit heures, deux frégates commencèrent à les harceler, en leur tirant quelques coups de leurs pièces de chasse. Bientôt, la supériorité de leur marche leur permit de venir en travers de temps en temps, et de tirer à chaque fois une ou deux bordées entières sur les vaisseaux français, qui ne pouvaient riposter que de leurs canons de retraite. Cette manœuvre, dont le résultat fut d'endommager et de dégréer en détail les vaisseaux français, dura jusqu'à onze heures et demie. A cette

1805-an XIV. France. heure cependant, le contre-amiral Dumanoir se décida à former sa ligne de bataille [1]. Pendant ce temps, une troisième frégate avait rejoint les deux autres, et avait été suivie de près par trois vaisseaux de ligne. Ces six bâtimens attaquèrent la ligne française de manière à envelopper les deux derniers vaisseaux. Afin de ne pas laisser écraser sa queue, l'amiral Dumanoir fit virer son escadre vent devant par la contre-marche (successivement). Ce mouvement fit essuyer au *Duguay-Trouin* tout le feu des trois vaisseaux ennemis, qu'il prolongea à contre-bord, et le plaça pour un instant dans la même position où s'était trouvé *le Scipion;* mais le brave capitaine Touffet, après avoir dépassé les vaisseaux de ligne ennemis auxquels il avait vigoureusement riposté, força les trois frégates à s'écarter. Elles laissèrent arriver pour prendre poste sous le vent de la ligne française, qui avait achevé son évolution. Les trois vaisseaux ennemis virèrent alors pour s'établir au même bord que l'escadre française. *Le Namur* et *la Révolutionnaire* rallièrent dans ce moment leur escadre: le premier prit poste dans la ligne des vaisseaux et l'autre fut se placer dans celle des frégates. De la sorte, il s'établit un ordre régulier, dans lequel chaque vaisseau français se trouva avoir un vaisseau ennemi au vent et une frégate sous le vent. Obligés ainsi de combattre des deux bords, les vaisseaux français, malgré les avaries qu'ils avaient reçues au combat de Trafalgar, se défendirent avec la plus grande opiniâtreté. Les frégates anglaises ne purent toutefois conserver la

[1] Les deux escadres se trouvaient alors dans l'ordre suivant :

Escadre française. *a. Le Duguay-Trouin*, de 74; *b. le Formidable*, de 80 (pavillon du contre-amiral Dumanoir); *c. le Mont-Blanc*, de 74; *d. le Scipion*, de 74.

Escadre anglaise. 1. *Cœsar*, de 80 (guidon du commodore Strachan); 2. *Hero*, de 74; 3. *Courageux*, de 74; 4. *Namur*, de 74; 5. *Santa-Margarita*, de 44; 6. *Phœnix*, de 44; 7. *Æolus*, de 44; 8. *Révolutionnaire*, de 44.


COMBAT NAVAL DU QUATRE NOVEMBRE 1805.
Tome 16. Page 194.
1re Position.
E.S.E.
2e Position.
S.S.O.
3e Position.
S.S.O.

position qu'elles avaient prise par le travers des vaisseaux français, qui les eussent coulées à fond en quelques bordées, mais elles s'attachèrent à en prendre d'autres qui leur permissent de tirer sur ces vaisseaux sans être exposées à tout leur feu. L'action se prolongea avec la plus grande vigueur pendant quatre heures et demie; mais alors elle se termina de la manière la plus fâcheuse : les vaisseaux français amenèrent tous quatre leur pavillon. *Le Formidable* se rendit le premier, *le Scipion* céda presque en même temps, *le Mont-Blanc* et *le Duguay-Trouin* succombèrent un quart d'heure après. Ces vaisseaux étaient dans l'état le plus déplorable, presque entièrement démâtés, et avaient de huit à neuf pieds d'eau dans la cale [1]. Les équipages avaient combattu avec une ardeur sans égale, et leur intrépidité méritait d'être mieux récompensée par la fortune [2]. Le nombre des tués et des blessés dans cette affaire malheureuse fournit une nouvelle preuve que nos marins ne se découragent pas facilement, et savent joindre à la bravoure française une opiniâtreté et une constance dans les revers, qu'on a souvent reproché à notre nation de ne pas posséder au même degré que d'autres peuples : *le Formidable* eut plus de 200 hommes hors de combat, *le Scipion* un pareil nombre, *le Mont-Blanc* 180, et *le Duguay-Trouin* 150. Parmi les tués se trouva le brave capitaine Touffet; son second, le capitaine de frégate Boisnard fut grièvement blessé; le capitaine Berrenger, du *Scipion*, et l'amiral Dumanoir le furent aussi, mais moins dangereusement. Les Anglais ne portèrent leurs pertes qu'à 135 hommes tués ou blessés.

[1] Ils furent néanmoins conduits à Plymouth.

[2] La bravoure des capitaines et des équipages français, dans ce malheureux combat, reçut un juste tribut d'éloges de la part du commodore Strachan : « les ennemis, écrivait-il à l'amirauté, se sont battus admirablement, et ne se sont rendus que lorsque leurs vaisseaux étaient tout à fait hors d'état de manœuvrer. »

1805 an XIV. France.

Beaucoup de marins pensent avec nous que les manœuvres du contre-amiral Dumanoir, dans les journées des 2, 3 et 4 novembre, ne furent pas exemptes de blâme. Cette opinion, que nous n'aurions peut-être pas manifestée si nous l'eussions eue seuls, fut exprimée officiellement par des personnes qui occupaient ou qui avaient occupé les premiers rangs dans le corps de la marine. On reprocha au contre-amiral Dumanoir de n'avoir pas, le 4 au matin, viré de bord pour se porter à la rencontre de l'ennemi, puisqu'il avait acquis la certitude d'en être joint (dans ce cas, il n'eût peut-être eu à combattre, pendant assez long-temps, que trois vaisseaux et trois frégates, puisque *le Namur* et *la Révolutionnaire* ne rallièrent leur escadre que vers midi); on lui reprocha plus vivement encore d'avoir laissé prendre ses vaisseaux en poupe par des frégates ennemies, qui les harcelèrent de la sorte pendant près de quatre heures, et durent les avarier dans leur gréement; enfin, on trouva que le contre-amiral Dumanoir avait marqué trop d'indécision dans toutes ses manœuvres [1].

La prise des quatre vaisseaux de l'amiral Dumanoir, qui suivit de si près le combat de Trafalgar, forme le dernier trait de l'affligeant tableau que nous avons dû tracer de ce combat mémorable. Il nous reste à parler de l'impression causée par la nouvelle de ces funestes événemens et du sort éprouvé par les divers personnages qui y jouèrent les principaux rôles.

C'est en Autriche, au sein des plus brillans triomphes, que Napoléon apprit le désastre de la flotte combinée. Il entra dans une fureur inexprimable. On prétend, mais la chose n'est pas certaine, qu'il parla d'imiter la conduite de l'Angle-

[1] Opinion du conseil d'enquête tenu à Paris le 29 décembre 1809, et composé des comtes de Fleurieu et Bougainville, et des vice-amiraux Thévenard et Rosily.

terre envers l'amiral Byng, et qu'il dit : *Je saurai bien apprendre aux amiraux français à vaincre !* En France, malgré la précaution tyrannique et non moins ridicule qu'on eut de ne pas dire un mot du combat de Trafalgar dans le *Moniteur*, et de tronquer tous les articles des papiers anglais où il était question de cette affaire et de l'amiral Nelson, qui y avait trouvé la mort, on ne tarda pas à connaître le résultat de ce combat tristement célèbre et même ses principaux détails. La défense héroïque du *Redoutable* et de *l'Intrépide*, ainsi que les nombreux traits de bravoure qui signalèrent la journée du 21 octobre, vinrent balancer le fâcheux effet que la nouvelle d'un si fatal revers devait produire ; on plaignit et l'on blâma tout à la fois l'amiral Villeneuve, mais on rendit justice à son courage [1] : d'un autre côté, l'opinion publique accusa quelques-uns de ses subordonnés de ne s'être pas comportés comme ils eussent dû le faire pour l'honneur du pavillon français.

De retour à Paris, Napoléon parut avoir oublié le dessein qu'il avait eu de sévir d'une manière exemplaire contre les officiers de marine auxquels il attribuait la perte du combat de Trafalgar ; mais on vit bientôt qu'il y songeait encore. Les capitaines Lucas et Infernet lui ayant été présentés, à leur retour d'Angleterre, il leur adressa ces paroles : « Si tous mes vaisseaux s'étaient conduits comme ceux que vous commandiez, la victoire n'aurait pas été incertaine. Je sais qu'il en est plusieurs qui ne vous ont pas imités, j'ai ordonné que des renseignemens fussent recueillis à leur égard. Quant à vous, je n'avais pas besoin d'informations, je vous ai nommés commandans de la légion d'honneur. Les capitaines de vaisseau qui, au lieu d'aborder l'ennemi, se sont tenus hors de portée

[1] Villeneuve était brave de sa personne, mais il n'avait peut-être pas ce caractère ferme et décidé, si nécessaire dans un commandant en chef, particulièrement sur mer.

1805-an XIV. France.

de canon, seront poursuivis, et, s'il y a lieu, il en sera fait un exemple éclatant. » Peu de jours après, les capitaines Magendie et Villemadrin furent également présentés à l'empereur, qui leur dit : « Vous êtes du nombre de ceux qui se sont bien battus, vous prendrez votre revanche. » La belle conduite du capitaine Cosmao fut récompensée par le grade de contre-amiral, et le lieutenant de vaisseau Dupotet fut fait capitaine de frégate.

On ignore quelles étaient, après le premier moment de fureur passé, les dispositions particulières de l'empereur à l'égard de l'amiral Villeneuve. Quoi qu'il en soit, dans le mois d'avril 1806, cet amiral quitta l'Angleterre, où il était prisonnier, et repassa en France, en même temps que les capitaines que nous venons de citer, ou peu de jours après. Il débarqua à Morlaix et prit sur-le-champ la route de Paris. A Rennes, où il avait, dit-on, jugé à propos de s'arrêter, en attendant que le ministre lui transmît les ordres de l'empereur, on le trouva, un soir, dans sa chambre, percé de plusieurs coups de couteau qui lui avaient donné la mort. Les bruits les plus étranges se répandirent sur cette mort. Les uns n'y virent qu'un suicide; les autres voulurent y voir un assassinat, mais ils ne s'accordèrent pas dans leurs suppositions à l'égard de l'auteur de ce prétendu crime : elles se partagèrent entre Napoléon, qui n'avait aucun intérêt apparent à faire assassiner Villeneuve, et un autre personnage puissant, qui pouvait être intéressé à ce que l'infortuné amiral ne dît pas tout ce qu'il eût pu dire[1]. Chose remarquable, au

[1] Le *Moniteur* garda le silence sur la mort de Villeneuve. Voici comment les Anglais la racontent : « Les détails que nous donnons au public (dit l'*Annual Register*, 1806), sont dignes de confiance; nous les tenons d'un Anglais de distinction qui s'est trouvé à Rennes, et a logé dans l'hôtel où mourut l'amiral français, le lendemain même de l'événement. Il vit le valet de chambre de l'amiral et les autres personnes qui connaissaient toute cette malheureuse affaire, et il ne

reste! le combat de Trafalgar coûta la vie aux trois amiraux qui y commandaient en chef les vaisseaux anglais, français et espagnols [1].

Le retour de Villeneuve semblait devoir amener naturellement une enquête sur le combat de Trafalgar; sa mort arrêta toute recherche sur cette malheureuse affaire, et les officiers que l'opinion publique accusait restèrent plusieurs années sans avoir l'occasion de se justifier. A la fin, Napoléon prit un parti à l'égard du contre-amiral Dumanoir. De son quartier-général de Schœnbrunn, au mois de septembre 1809,

doute pas que Villeneuve ne se soit tué lui-même dans un accès du désordre mental dont il avait fréquemment montré des symptômes depuis quelques jours. On avait soigneusement écarté de dessous sa main ses pistolets et ses autres armes; mais il réussit à cacher un couteau, et, lorsqu'on força la porte de sa chambre, on le trouva mort avec le manche du couteau serré dans sa main, et la pointe enfoncée dans le cœur. Il est à propos, toutefois, de dire qu'on a insinué que Villeneuve, de même que Pichegru et Wright, fut assassiné par ordre du chef du gouvernement français. Une circonstance, qu'on donne comme la preuve que Bonaparte avait connaissance de l'affaire et qu'il désirait écarter le soupçon de sa personne, est celle-ci : le soir même du jour où l'on trouva Villeneuve mort, il arriva à Rennes une lettre du ministre de la marine adressée à ce malheureux amiral, par laquelle il lui annonçait que, bien que Napoléon, trompé par de faux rapports, eût témoigné jusqu'alors du mécontentement contre lui, il était en ce moment disposé à rendre toute la justice possible à sa bravoure et à ses talens. On dit également que, par le refus de l'audience qu'il avait sollicitée de Bonaparte, Villeneuve prévit des conséquences qu'il voulut prévenir en se tuant. La réception différente, faite à deux de ses capitaines, justifiera cette conjecture. »

Le capitaine Magendie, qui, après la mort de Villeneuve, fut assez longtemps aide-de-camp du ministre Decrès, publia, en 1814, un Mémoire, dans la vue de repousser le soupçon d'avoir (par les ordres de ce ministre) assassiné son amiral. Nous ne pensons pas qu'un pareil soupçon ait jamais pu planer sur la tête du capitaine Magendie. Qui, lui, avoir égorgé le chef aux côtés duquel il avait si vaillamment combattu à bord du *Bucentaure*? Un tel crime est incroyable, et il semble que le capitaine Magendie a eu le plus grand tort de chercher à s'en justifier.

[1] Gravina mourut de ses blessures.

il donna ordre au ministre de la marine de convoquer un conseil d'enquête, auquel on soumit quatre questions, préparées d'avance, sur la conduite du contre-amiral Dumanoir au combat de Trafalgar : elles furent toutes résolues en faveur de cet officier-général. Restait l'affaire dans laquelle ses quatre vaisseaux avaient été pris. Le même conseil d'enquête fut convoqué de nouveau, mais avec plus de latitude. Cette fois, comme la première, les membres du conseil ne voulurent pas mettre en doute la bravoure d'un amiral français, mais ils crurent devoir blâmer ses manœuvres. Mécontent de cette décision, le contre-amiral Dumanoir demanda à être jugé par un conseil de guerre maritime. On souscrivit à sa demande, et enfin un conseil tenu à Toulon l'acquitta honorablement. Les capitaines Maistral et Epron demeurèrent assez longtemps en disgrâce, mais ensuite ils rentrèrent en faveur; et, en confiant au premier la place importante de chef militaire du port de Brest, le gouvernement sembla reconnaître que cet officier supérieur n'avait été que malheureux. Ainsi, après la défaite la plus signalée, résultat d'un combat contre des forces inférieures, personne, dans la flotte combinée, ne fut trouvé répréhensible.

Nous terminons ici le récit des événemens maritimes de l'année 1805, parce que les escadres qui mirent en mer à la fin de cette année n'achevèrent leurs missions qu'en 1806.

CHAPITRE V.

ANNÉE 1806.

Résultat du traité de Presburg; les électeurs de Bavière et de Wurtemberg nommés rois par Napoléon; mort du ministre Pitt; Napoléon déclare la guerre au roi de Naples; traité d'échange avec la Prusse; Fox appelé au ministère de la Grande-Bretagne; ouverture du corps législatif; exposé de la situation de l'empire français au commencement de 1806, etc., etc. — Nouvelle invasion du royaume de Naples par les Français; le roi Ferdinand et la reine Caroline se retirent à Palerme; capitulation de la ville de Naples, expédition du général Reynier en Calabre; défaite de l'armée napolitaine, dont les débris passent en Sicile; Joseph Bonaparte est nommé roi des Deux-Siciles; siége et prise de Gaëte; seconde expédition en Calabre, etc., etc. [1]

Napoléon venait d'anéantir, dans une seule campagne de deux mois, une coalition formidable, dont les habiles instigateurs s'étaient promis un tout autre résultat. L'activité prodigieuse du chef de la nation française, si bien secondé par les généreux efforts de son armée, avait déjoué les combinaisons de la politique anglaise, déconcerté les plans des alliés, et forcé l'empereur d'Allemagne à signer, par le traité de Presburg, l'humiliation de la Maison d'Autriche, si orgueilleuse et si absolue dans ses prétentions sur l'empire de la Germanie. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg, devenus rois, après la bataille d'Austerlitz, par un seul acte de la volonté du vainqueur, étaient reconnus dans ce nouveau titre, sans cesser d'appartenir à la confédération germanique; tandis que le souverain de l'Autriche allait bientôt

France. 1806.

[1] Journaux du temps, — Mémoires manuscrits du général R***, — Notes et documens communiqués, etc., etc.

1806. France. abdiquer lui-même le protectorat de l'Allemagne en faveur de son heureux rival.

Toutefois, les espérances du cabinet de Saint-James ne paraissaient point encore entièrement trahies; le traité de Presburg n'avait point étouffé le feu de la guerre en Allemagne, où le génie de la victoire promettait encore de nouveaux triomphes aux Français.

Chef de la première coalition contre la France, en 1792, le roi de Prusse avait le premier abandonné la cause commune et fait sa paix particulière. Par une de ces bizarreries que la politique des cabinets européens peut seule expliquer, on vit celui de Postdam, devenu l'allié du gouvernement directorial, applaudir à ses mesures, les seconder, et chercher à en tirer parti pour son propre compte. Il parut ensuite changer de principes lorsque la France, rentrant dans les formes monarchiques, reconnut un gouvernement dont la marche était plus fixe et plus régulière. Dès le printemps de 1805, le monarque prussien, cédant aux insinuations de l'Angleterre, séduit par l'or de cette puissance, entraîné, d'une autre part, par les conseils, les promesses et la présence de l'empereur de Russie, était entré en pourparlers avec la nouvelle coalition; et, après une longue hésitation, qui n'était occasionée, comme nous l'avons déjà dit, que par les discussions qu'entraînait la mise à prix de sa neutralité avec la France, il s'était enfin déterminé à prendre des engagemens positifs avec la Russie, vers le milieu d'octobre.

Mais les succès rapides de la grande armée en Souabe, en Bavière, en Autriche et en Moravie ralentirent singulièrement les préparatifs de guerre déjà commencés dans les états prussiens. Le grand développement de forces, annoncé avec tant d'emphase dans les gazettes de Berlin, fut étouffé, pour ainsi dire, dans son principe. Le comte de Haugwitz, mi-



nistre du cabinet, envoyé d'abord pour porter à Napoléon un *ultimatum* menaçant, reçut ordre d'accélérer sa marche, à l'effet de donner le change sur les dispositions antérieures de son gouvernement. Le ministre prussien, dirigeant sa marche par la Bohême, était arrivé, quatre jours avant la bataille d'Austerlitz, à Iglau, quartier-général du maréchal Bernadotte. Celui-ci se hâta de prévenir l'empereur Napoléon, qui donna l'ordre de retenir quelque temps M. de Haugwitz, remettant la réception de cet envoyé après la bataille qu'il allait livrer aux Austro-Russes. Dans le même temps, Bernadotte se mit en marche avec les divisions Drouet et Rivaud pour se rapprocher de Brunn, et les généraux français qui restèrent à Iglau se disputèrent l'honneur de traiter le ministre du roi dé Prusse avec tous les égards dus à la mission dont il était chargé. Comme celui-ci manifestait le désir de se rendre sur-le-champ au quartier-général impérial, on lui fit observer que l'empereur français visitait alors les avant-postes de son armée, et ne serait probablement de retour à Brunn que dans trois ou quatre jours.

1806.
France.

M. de Haugwitz arriva dans cette ville le 2 décembre dans l'après-midi, et obtint audience de Napoléon, le lendemain, au bivouac établi près de la maison de poste de Posoritz. Le monarque français ne put s'empêcher de témoigner, dans cette première entrevue, l'humeur que lui causaient les tergiversations du gouvernement prussien; cependant, de retour à Brunn, il se montra satisfait des explications qui lui furent données par le ministre dans une nouvelle audience; il pensait que le roi Frédéric-Guillaume lui saurait quelque gré de sa modération dans cette circonstance. En effet, si l'empereur des Français eût voulu, après la conclusion du traité de Presburg, prendre sa route par Berlin pour revenir en France, on conviendra que la conduite de la Prusse lui en avait donné le droit et fourni le prétexte légitime: il

1806. France. ne le fit point, parce que cette expédition n'entrait point alors dans les vues de sa politique. Il se borna à profiter de l'occasion pour négocier un traité d'échange de territoire, dont les conditions, sans être désavantageuses pour la Prusse, lui imposaient cependant l'obligation d'exclure les Anglais des ports de l'Ems, de l'Elbe et du Weser; ce qui la mettait naturellement en état de guerre avec ces insulaires, bientôt avec la Suède, et probablement avec la Russie, si celle-ci, quoique vaincue à Austerlitz, refusait de faire sa paix avec la France.

Nous dirons plus tard quels ressorts furent mis en usage pour vaincre une seconde fois l'irrésolution du souverain de la Prusse, et comment cette monarchie, parvenue au plus haut degré de puissance territoriale et positive, en descendit tout à coup, pour tomber, par l'effet d'une inconcevable imprudence, dans l'état d'abaissement le plus complet. Nous devons maintenant reprendre le fil des événemens qui suivirent la bataille d'Austerlitz et la conclusion du traité de Presburg.

On a vu, dans le chapitre qui termine le quinzième volume, que ce traité avait été signé, le 26 décembre, par les plénipotentiaires des puissances contractantes. C'est le 27 qu'un bulletin officiel, daté de Schoenbrunn, annonça à l'Europe la promotion des électeurs de Bavière et de Wurtemberg à la dignité royale, la réunion de Venise au royaume d'Italie, et la résolution où était l'empereur des Français d'expulser du trône de Naples la dynastie régnante. La veille, Napoléon avait fait demander la main de la princesse Auguste-Amélie de Bavière pour le prince Eugène, qu'il se proposait d'adopter solennellement à cette occasion.

Le 1er. janvier 1806, les nouveaux rois de Bavière et de Wurtemberg furent intronisés à Munich et à Stuttgard. Ce même jour, le tribunat portait en pompe au sénat de France

les drapeaux russes et autrichiens envoyés par Napoléon; et les ratifications du traité de Presburg s'échangeaient à Vienne, qui ne fut entièrement évacué par les troupes françaises que neuf jours après. L'empereur des Français avait quitté cette capitale, dès le 29 décembre, pour se rendre à Munich, où il était arrivé le 31. Il reçut dans cette dernière ville le vice-roi d'Italie, et ce prince, qui fut adopté le 12, fut uni dès le lendemain à la princesse royale de Bavière. 1806. France.

Prompt à saisir toutes les circonstances qui pouvaient accroître ses domaines et sa puissance, déjà effrayante, Napoléon commença, avec l'année 1806, cette longue série d'usurpations que la faiblesse de ses ennemis fut contrainte de tolérer, et auxquelles la mort du plus redoutable de ses antagonistes lui permit, peut-être, de se livrer avec encore plus de confiance et de sécurité. Nous voulons parler du célèbre William Pitt, qu'une maladie de langueur conduisit au tombeau le 23 janvier de cette année. Ce ministre de la Grande-Bretagne a joué un rôle trop important dans les événemens de la révolution pour que nous ne lui consacrions pas quelques lignes.

Héritier de la haine que le comte de Chatam, son père, portait à la France, William Pitt, par son éloquence et l'étude approfondie qu'il avait faite des finances de l'Angleterre, s'était ouvert, avant l'âge, la carrière des honneurs et des dignités : il était ministre à vingt-quatre ans. Nous nous écarterions trop de notre objet spécial, en cherchant à examiner si cet homme d'état dont la réputation est encore environnée de tout l'éclat qui peut éblouir les yeux des observateurs vulgaires, usa de son influence intérieure d'une manière véritablement avantageuse à la prospérité de son pays; si, même en mettant de côté le machiavélisme de sa politique extérieure, et l'odieux des moyens qu'il mit trop souvent en usage, cette politique ne fut pas plus funeste qu'utile à

1806. France.

l'Angleterre. Mais il peut être permis de croire, en réfléchissant sur les faits, que la conduite de ce *grand homme* fut plutôt le résultat de la passion que de la prudence et de l'habileté. Nous rapporterons, à ce sujet, l'épitaphe qu'un écrivain des États-Unis d'Amérique proposa de graver sur la tombe de l'illustre défunt.

« A la mémoire éternelle de William Pitt, mort le 23 janvier 1806, à l'âge de quarante-sept ans. Il fut pendant vingt-trois ans, premier ministre en Angleterre, et jouit d'une influence inconnue jusqu'à lui. Il fut doué de grands talens et d'une rare éloquence. Pour apprécier son mérite, il ne faut que consulter l'expérience et les faits. Il plaida pour la réforme du parlement, et cette réforme n'eut pas lieu. Il combattit les partisans de la traite des nègres, et la traite s'étendit. Il se déclara le protecteur des catholiques d'Irlande, et les catholiques ne furent point émancipés. Il fut le plus ferme appui de l'Angleterre, le plus ardent ennemi de la France; et pendant son administration, les boulevarts de la liberté anglaise furent renversés, l'ancienne noblesse fut dégradée, la noblesse pauvre avilie, et les classes intermédiaires de la société anéanties. Les associations populaires furent abolies, les sources de la corruption creusées et élargies, le papier substitué à l'or, et la richesse réelle changée en une opulence imaginaire. Il doubla le prix des denrées de première nécessité, tripla le montant des taxes, ajouta trois cent millions sterlings à la dette nationale, et sacrifia deux cent mille Anglais dans des guerres *justes* et *nécessaires*. Il contribua à renverser l'équilibre de l'Europe, fut témoin de la destruction des alliés de l'Angleterre, et survécut à la conquête ou à l'abaissement des Pays-Bas, de la Hollande, du Portugal, de la Suisse, de l'Espagne, de l'Autriche, de l'Italie et de l'Empire Germanique. Que l'Angleterre se glorifie d'un tel appui! La France, durant son administration,

tit du gouffre de la banqueroute pour s'élever à la ri-
sse, anéantit sa dette nationale, doubla sa population,
la ses revenus et obtint l'empire du monde. Que les na-
ns ennemies se plaignent d'un tel adversaire! Anglais!
ulez-vous apprécier ses talens politiques? Réfléchissez sur
passé, observez le présent, lisez dans l'avenir. Le café
oyd, les collecteurs des taxes, les acquéreurs d'emprunt,
fournisseurs des armées, la noblesse nouvelle, et lord Mel-
le en Angleterre; et en Europe, Napoléon empereur des
ançais, furent agrandis, enrichis, comblés de gloire par
t ami du peuple anglais, ce sauveur de la Grande-Bre-
gne! ce protecteur de l'Europe! ce ministre donné par le
el! ce pilote qui commandait à la tempête.

» Ce monument a été érigé en mémoire de son mérite
as égal, et en témoignage de notre éternelle gratitude et
nos inconsolables regrets. »

Quelles que soient l'amertume et l'exagération de ce mor-
au singulier, il est cependant facile de remarquer la jus-
sse d'une partie des reproches que son auteur adresse à
homme d'état, qui, dans ses grandes mesures politiques, s'at-
cha moins à la prospérité de ses concitoyens, qu'à flatter
s passions ou servir la haine des particuliers et du gouver-
ment.

Le roi de Naples fut le premier auquel Napoléon crut
voir faire sentir le poids de sa vengeance. Nous avons dit
e la reine Caroline, qui gouvernait entièrement son faible
oux, sacrifiant toujours les règles d'une sage politique aux
ntimens qui l'animaient contre la France, était entrée dans
coalition, et avait promis, avec l'appui des troupes russes
anglaises qu'elle attendait dans ses états, de faire une di-
rsion puissante sur les derrières de l'armée l'Italie; mais
rapidité des succès de l'empereur Napoléon ne lui avait
s donné le temps de mettre ses projets à exécution; et,

1806. France. d'après l'usage trop ordinaire de la diplomatie des cours, les alliés, après leur défaite, abandonnant celle qu'ils avaient poussée vers l'abîme et la laissant à son impuissance, n'avaient plus songé qu'à leurs propres intérêts. Dès le 8 janvier, les Anglais venus à Naples comme auxiliaires, s'étaient rembarqués pour la Sicile; et les Russes, dès le 13, avaient mis à la voile pour Corfou.

Napoléon, qui destinait la couronne de Naples à son frère Joseph, le nomma général en chef de l'armée appelée à envahir ce royaume. Le 27 décembre, il avait publié à Schoenbrunn, la proclamation suivante :

Soldats!

« Depuis dix ans, j'ai tout fait pour sauver le roi de Naples; il a tout fait pour se perdre.

» Après les batailles de Dego, de Mondovi, de Lodi, il ne pouvait m'opposer qu'une faible résistance. Je me fiai aux paroles de ce prince, et je fus généreux envers lui.

» Lorsque la seconde coalition fut dissoute à Marengo, le roi de Naples, qui, le premier avait commencé cette injuste guerre, abandonné à Lunéville par ses alliés, resta seul et sans défense. Il m'implora, je lui pardonnai une seconde fois.

» Il y a peu de mois vous étiez aux portes de Naples. J'avais d'assez légitimes raisons, et de suspecter la trahison qui se méditait, et de venger les outrages qui m'avaient été faits: je fus encore généreux. Je reconnus la neutralité de Naples; je vous ordonnai d'évacuer ce royaume, et pour la troisième fois, la maison de Naples fut raffermie et sauvée.

» Pardonnerons-nous une quatrième fois? Nous fierons-nous une quatrième fois à une cour sans foi, sans honneur, sans raison? Non, non! *La dynastie de Naples a cessé de régner*, son existence est incompatible avec le repos de l'Europe et l'honneur de ma couronne.

» Soldats! marchez, précipitez dans les flots, si tant est

qu'ils nous attendent, ces débiles bataillons des tyrans des mers. 1806. France.
Montrez au monde de quelle manière nous punissons les parjures. Ne tardez pas à m'apprendre que l'Italie toute entière est soumise à mes lois ou à celles de mes alliés; que le plus beau pays de la terre est affranchi du joug des hommes les plus perfides; que la sainteté des traités est vengée, et que les mânes de mes braves soldats, égorgés dans les ports de Sicile, à leur retour d'Egypte, après avoir échappé aux périls des naufrages, des déserts et des combats, sont enfin apaisés.

» Soldats! mon frère marchera à votre tête: il connaît mes projets; il est le dépositaire de mon autorité; il a toute ma confiance, environnez-le de toute la vôtre. »

Napoléon, en chargeant son frère, inhabile au métier des armes, d'une entreprise aussi importante, prit toutes les précautions qui pouvaient en assurer le succès. Le maréchal Masséna fut chargé de diriger tous les mouvemens de l'armée; il avait pour lieutenans les généraux Gouvion Saint-Cyr et Reynier.

Pendant que Masséna, ayant rejoint, à Spolette, le général Saint-Cyr et la plus grande partie des troupes destinées à l'expédition de Naples, adressait à son armée une proclamation énergique pour la préparer au grand œuvre qu'elle était chargée d'accomplir, le ministère britannique donnait un exemple d'indiscrétion bien fait pour effrayer tous les princes encore tentés de s'allier avec les Anglais et de servir la cause de ces insulaires. On le vit soumettre textuellement à la chambre des communes les traités conclus avec les souverains d'Autriche, de Russie et de Suède, et provoquer, à ce sujet, une discussion publique qui, très-désagréable en elle-même pour toutes ces puissances, devenait encore fort dangereuse pour celles qui, comme la Prusse, avaient eu à la coalition une part qu'elles ne voulaient plus avouer depuis les événemens de la dernière campagne.

1806. France.

En effet, ce même roi de Prusse, que le ministère anglais compromettait moins encore que sa propre conduite, s'empressa, le 24 janvier, trois jours après l'ouverture du parlement britannique, d'annoncer à son armée le maintien de la paix, par un article officiel inséré dans la gazette de Berlin, et qui trahissait déjà, aux yeux des hommes clairvoyans, les folles entreprises que l'on préparait en silence pour la fin de l'année. Ce jour-là, le grand-duc Constantin, qui s'était rendu à Berlin après la bataille d'Austerlitz, quittait cette capitale, après avoir été prendre congé du ministre Hardenberg, chef du parti anglais à la cour de Prusse. Bientôt après, le 27, les troupes prussiennes envahissaient l'électorat de Hanovre, démarche qui allait mettre le roi Frédéric-Guillaume en état de guerre avec l'Angleterre et la Suède, en faveur desquelles il armait encore un mois auparavant, et en faveur desquelles il devait armer et se ruiner pour ainsi dire six mois plus tard.

D'un autre côté, les alliés de la France commençaient alors à recueillir les avantages que leur avait assurés le traité de Presburg. Napoléon, qui venait de repasser le Rhin, arriva à Paris le 26 janvier, après avoir préparé une partie des arrangemens que commandait l'état de l'Allemagne, et réparti ses troupes de manière à observer la contenance de la Prusse. Ce fut à cet effet, que le septième corps de la grande armée, commandé par le maréchal Augereau, commença à s'établir, le 28 du même mois, sur le Mein, aux environs de Francfort, où le maréchal fixa son quartier-général.

Cependant les négociations du cabinet prussien avec celui des Tuileries continuaient toujours; et l'envoyé extraordinaire, M. le comte de Haugwitz, conclut le 8 mars un traité, en vertu duquel le roi Frédéric-Guillaume acceptait le Hanovre en échange de plusieurs provinces prussiennes, telles que le pays d'Anspach, qui fut donné à la Bavière; la principauté de Neufchâtel et de Vallangin, les pays de Clèves

et de Wesel, dont Napoléon se réservait la disposition en faveur du maréchal Berthier et du prince Murat. 1806. France.

Le traité de Presburg avait amené d'autres échanges ou occupations de territoire. Les généraux Molitor et Mathieu Dumas, à la tête d'un corps de troupes françaises, commencèrent à occuper la Dalmatie, le 1er février; le même jour, l'empereur d'Autriche envoya prendre possession de l'évêché de Wurtzbourg, échu à son frère en indemnité de l'électorat de Salzbourg; le 11, le Tyrol fut remis par un commissaire français aux délégués du roi de Bavière; le 16, une proclamation annonça la prise de possession de l'Istrie par l'empereur des Français, roi d'Italie; le 14 mars, les troupes françaises occupèrent la ville et le territoire de Nurenberg, pour les remettre au roi de Bavière : celui-ci, par une patente en date du 15, annonça la cession du duché de Berg à la France; le prince Murat déclara, à son tour, par une note datée du 21, la cession à lui faite du duché que nous venons de nommer et de celui de Clèves par Napoléon; enfin les rois de Bavière, de Wurtemberg, et le grand-duc, électeur de Bade, continuaient en Souabe, en Franconie et en Brisgaw, leurs occupations respectives, sous les auspices de la France, qui se vit même contrainte plusieurs fois de régler, par des commissaires, les différens survenus entre ces princes pour la fixation des limites.

Tandis que tous ces arrangemens s'opéraient sur le continent, le roi d'Angleterre venait d'appeler l'illustre Fox au gouvernail des affaires publiques : lui seul paraissait capable de raffermir l'édifice important du ministère, ébranlé par la mort de Pitt. La Grande-Bretagne, en effet, avait alors besoin d'un homme habile, pour conserver quelque influence politique en Europe; car jamais cette influence n'avait été si près de lui échapper. L'Autriche était abîmée sous le poids de ses défaites; les Russes humiliés s'étaient retirés dans leurs

climats glacés, et ne paraissaient pas disposés à en sortir prochainement pour appuyer une seconde fois les projets du cabinet de Saint-James ; la Prusse, non contente d'avoir abandonné la coalition sans coup férir, s'emparait du domaine du roi d'Angleterre, cédait ses propres provinces à la France, et fermait une partie des ports de la mer d'Allemagne aux vaisseaux britanniques ; le sultan de Constantinople reconnaissait, par une déclaration publique, Napoléon en qualité d'empereur ; enfin le royaume de Naples, si important à cause de ses ports, pour la marine et les plans de l'Angleterre, allait être perdu sans retour. Au milieu de cette défection générale, il restait encore, il est vrai, au roi Georges un allié constant, le souverain de la Suède ; mais, ni les démarches ou les proclamations de ce prince, d'humeur chevaleresque, ni quelques avantages obtenus sur la marine française, le 6 février et le 13 mars, près de Saint-Domingue et des Canaries ; ni les promesses de l'aventurier Miranda, déserteur des armées françaises, qui partit à cette époque de New-Yorck pour tenter une expédition contre la colonie espagnole de Carracas, dans l'Amérique méridionale, ne pouvaient compenser la défection dont nous venons de parler, et les pertes que l'Angleterre allait encore faire dans la Méditerranée.

On a vu, dans le volume précédent, que Napoléon avait envoyé, dès le 18 octobre, les drapeaux pris sur l'armée autrichienne au sénat conservateur et aux autres grands corps de l'état qui, tous, s'étaient empressés de faire partir des députations, pour aller féliciter le vainqueur au milieu de ses conquêtes. Celle des maires de Paris, ayant pour orateur M. Dupont, maire du septième arrondissement, complimenta l'empereur dans le palais de Schœnbrunn, le 15 décembre, et le [illegible] d'accorder à la ville de Paris l'honneur de dé[illegible] d'or aux braves phalanges qui avaient con-

1806. France.

uis les drapeaux et les canons qui devaient désormais orner maison commune. La députation du tribunat fut chargée apporter en France les trophées que Napoléon destinait à ner les salles du sénat, du corps législatif, du tribunat, nsi que l'hôtel de ville et la cathédrale de Paris [1]. Peu de mps après (le 14 et le 22 janvier), le sénat reçut communication officielle du traité de Presburg; du mariage du rince Eugène, vice-roi d'Italie, avec la princesse Auguste mélie de Bavière; de l'adoption de ce même prince par Naoléon; enfin de l'acte par lequel il était désigné, à défaut enfans mâles, propres et légitimes, pour successeur de son ère d'adoption à la couronne d'Italie.

Nous avons déjà dit que l'empereur des Français était de tour dans la capitale le 26 janvier au soir. Son premier cte, le 27 dans la matinée, fut de remplacer le ministre du ésor public, M. Barbé-Marbois, sous l'administration duuel des bruits répandus par la malveillance avaient mis la résorerie dans un embarras momentané, dont les spéculaeurs seuls tirèrent parti [2]. M. Mollien reçut le porte-feuille

[1] L'auteur de l'*Essai historique et critique sur la révolution française* it, à ce sujet, les réflexions suivantes : « Par quel motif chargea-t-il (Napoon) des fonctions ordinaires de ses aides-de-camp les tribuns, corps de reentans, et portion du corps législatif? Cet ordre n'était-il que l'effet du caice, de cette humeur bizarre et cynique, qui souvent se faisait jour à travers appareil imposant de la souveraineté, et se mettait en scène, tandis que le cle des adorateurs comprimait son étonnement et dissimulait son embarras? on, il humiliait une autorité qui gênait sa marche, qui pouvait un jour la ntrarier, dont le titre et la tribune fatiguaient sa pensée, importunaient les gards qu'il portait sur l'avenir. » Nous ajouterons qu'il agissait ainsi par suite système qu'il avait adopté, et qu'il suivit jusqu'à la chute du trône impérial, compromettre (suivant son expression) les différentes autorités nationales -à-vis du peuple, afin de maintenir l'équilibre de sa propre puissance. Au ste, on dit que ce plan lui avait été suggéré par son ministre de la police gérale Fouché.

[2] Ces bruits annonçaient que des envois considérables d'argent avaient été

1806. France. de la trésorerie, et prêta, le même jour, serment entre les mains de l'empereur.

Jamais l'adulation et la flatterie ne se manifestèrent avec plus de développement qu'à cette époque de la vie de Napoléon. L'inexorable *Moniteur* a consacré dans ses pages toutes les expressions qui furent employées par les orateurs chargés d'exprimer l'enthousiasme et la reconnaissance des autorités civiles, judiciaires et religieuses envers le vainqueur de la coalition, le sauveur de la France, Napoléon-le-Grand.

Il convient de dire aussi qu'à aucune autre époque le génie de cet homme extraordinaire ne dirigea les affaires du dedans et du dehors avec plus d'art, d'ensemble et d'activité.

Tandis qu'il donnait des appuis à sa dynastie et des alliés à la France par des mariages politiques, consentis peut-être avec des intentions contraires, et que, par des concessions de territoires, il préparait les puissances amies à n'être que des vassaux, des tributaires d'argent et de soldats, il restituait l'édifice du Panthéon au culte catholique, sous l'invocation première de l'antique patrone de Paris, et lui conservait la destination qui lui avait été donnée par l'assemblée constituante; c'est-à-dire que ce beau monument devait être consacré à la sépulture des grands dignitaires, des grands officiers de l'empire et de la couronne, des sénateurs, des grands officiers de la légion d'honneur, et des citoyens qui, dans la carrière des armes, ou dans celle de l'administration et des lettres, auraient rendu d'éminens services à la patrie; l'église de Saint-Denis, dévastée par les fureurs révolutionnaires, était désignée pour le lieu de la sépulture des Empe-

faits à l'armée, et que les caisses du trésor public étaient presque vides. Cette nouvelle, tout absurde qu'elle devait paraître aux yeux des gens sensés, ébranla la confiance des commerçans et d'un grand nombre de citoyens, qui tout à coup se portèrent en foule à la Banque de France pour réaliser les billets qu'ils avaient entre leurs mains.

veurs : un chapitre, formé par dix anciens évêques sexagénaires, devait desservir ce temple célèbre; et trois chapelles expiatoires étaient destinés à reproduire, sur des tables de marbre, les noms des rois des trois races, dont les mausolées avaient été profanés et détruits en 1793.

Le corps législatif avait été convoqué pour le mois de mars, et l'empereur fit lui-même, le 2, l'ouverture de ses séances. L'appareil le plus imposant présida à cette cérémonie. Napoléon y parut environné de tous les grands dignitaires et des principaux personnages de l'état. En face de son trône, étaient placés l'impératrice Joséphine, le prince royal de Bavière, le prince archi-chancelier de l'empire germanique. Le discours prononcé en cette circonstance solennelle est trop remarquable et trop *historique* pour que nous ne le rapportions pas ici textuellement.

« Messieurs les députés des départemens au corps législatif, messieurs les tribuns et les membres de mon conseil-d'état, depuis votre dernière session, la plus grande partie de l'Europe s'est coalisée avec l'Angleterre : mes armées n'ont cessé de vaincre que lorsque je leur ai ordonné de ne plus combattre. J'ai vengé les droits des états faibles, opprimés par les forts. Mes alliés ont augmenté en puissance et en considération; mes ennemis ont été humiliés et confondus; la maison de Naples a perdu sa couronne sans retour; la presqu'île de l'Italie, toute entière, fait partie du grand empire. J'ai garanti, *comme chef suprême*, les souverains et les constitutions qui en gouvernent les différentes parties.

« La Russie ne doit le retour des débris de son armée qu'au bienfait de la capitulation que je lui ai accordée; maître de renverser le trône impérial d'Autriche, je l'ai raffermi. La conduite du cabinet de Vienne sera telle, que la postérité ne me reprochera pas d'avoir manqué de prévoyance : j'ai ajouté une entière confiance aux protestations qui m'ont été faites

1806. France. par son souverain : d'ailleurs, les hautes destinées de ma couronne ne dépendent pas du sentiment et des dispositions des cours étrangères. Mon peuple maintiendra toujours ce trône à l'abri des efforts de la haine et de la jalousie ; aucun sacrifice ne lui sera pénible pour assurer ce premier intérêt de la patrie.

» Nourri dans les camps, et dans des camps toujours triomphans, je dois dire cependant que, dans ces dernières circonstances, mes soldats ont surpassé mon attente ; mais il m'est doux de déclarer aussi que mon peuple a rempli tous ses devoirs. Au fond de la Moravie, je n'ai pas cessé un seul instant d'éprouver les effets de son amour et de son enthousiasme. Jamais il ne m'en a donné des marques qui aient pénétré mon cœur de plus douces émotions. Français, je n'ai pas été trompé dans mon espérance. Votre amour, plus que l'étendue et la richesse de notre territoire, fait ma gloire. Magistrats, prêtres, citoyens, tous se sont montrés dignes des plus hautes destinées de cette belle France, qui, depuis deux siècles, est l'objet des ligues et des jalousies de ses voisins.

» Mon ministre de l'intérieur vous fera connaître les événemens qui se sont passés dans le cours de l'année ; mon conseil d'état vous présentera des projets de loi pour améliorer les différentes branches de l'administration : mes ministres des finances et du trésor public vous communiqueront les comptes qu'ils m'ont rendus ; vous y verrez l'état prospère de nos finances. Depuis mon retour, je me suis occupé sans relâche de rendre à l'administration ce ressort et cette activité qui portent la vie jusqu'aux extrémités de ce vaste empire. Mon peuple ne supportera pas de nouvelles charges ; mais il vous sera proposé de nouveaux développemens au système de finances dont les bases ont été posées l'année dernière. J'ai l'intention de diminuer les impositions directes qui pèsent uniquement sur le territoire, en remplaçant une partie de ces charges par des perceptions indirectes.

» Les tempêtes nous ont fait perdre quelques vaisseaux après un combat imprudemment engagé [1]. Je ne saurais trop me louer de la grandeur d'ame et de l'attachement que le roi d'Espagne a montrés, dans ces circonstances, pour la cause commune. Je désire la paix avec l'Angleterre : de mon côté, je n'en retarderai jamais le moment ; je serai toujours prêt à la conclure, en prenant pour bases les stipulations du traité d'Amiens. Messieurs les députés au corps législatif, l'attachement que vous m'avez montré, la manière dont vous m'avez secondé dans les dernières sessions ne me laissent plus de doute sur votre assistance. Rien ne vous sera proposé qui ne soit nécessaire pour garantir la gloire et la sûreté de mes peuples. » 1806. France.

Le soir même de cette ouverture du corps législatif, le prince héréditaire de Bade arriva à Paris, et, deux jours après, un message apprit au sénat que l'empereur venait de fiancer ce même prince avec une nièce de l'impératrice Joséphine, mademoiselle Stéphanie Beauharnais, qui avait été adoptée par Napoléon quelque temps auparavant.

Le 5 mars, le ministre de l'intérieur vint rendre compte au corps législatif de la situation de l'empire, ainsi que l'avait annoncé le monarque dans son discours d'ouverture. Après avoir dit quelques mots sur les résultats de l'administration du premier consul, il examina plus en détail tout ce qui avait rapport à la dernière année. Des travaux publics entrepris dans les départemens de l'Est ; Lyon près de voir renaître les édifices renversés par l'anarchie révolutionnaire ; des digues s'élevant pour contenir le Rhône près de cette ville ; des décrets rendus pour assurer son commerce ; des écoles de dessin établies pour la prospérité de ses manufactures ; des

[1] Celui de Trafalgar. Nous avons fait voir plus haut que les tempêtes ne furent pas les seules causes de ces pertes. N'était-ce pas outrager la nation française, que de dénaturer ainsi les résultats de ce *combat imprudemment engagé?*

1806. France. canaux destinés à la faire communiquer bientôt par la Saône, la Loire et la Seine, avec le Rhin et l'Océan, comme elle communiquait déjà par le Rhône avec la Méditerranée; des routes nouvelles traversant, malgré des obstacles multipliés, la Savoie presque dans tous les sens; les établissemens publics prodigués au Piémont, devenu partie intégrante de l'empire français, surtout à Casal, à Turin, à Alexandrie, et cette dernière ville destinée à être en outre un des principaux boulevarts de l'empire; les barbets, qui, depuis plus de deux siècles, ravageaient ces contrées, chassés, dispersés ou exterminés; Gênes, par sa réunion à la France, offrant au Piémont son débouché naturel, et devant recevoir de lui, par la suite, de nouveaux moyens de prospérité; enfin, un Code de lois et un meilleur système d'administration donnés aux états de Parme et de Plaisance, également réunis à la France: tel est le résumé de la première partie de la vaste esquisse tracée par le ministre.

Arrivé au moment de la guerre avec l'Autriche, M. de Champagny peint Napoléon au milieu des travaux, des hasards, des combinaisons militaires, et de toutes les fatigues qu'il partageait avec les soldats, rassemblant alors dans sa main, à trois cents lieues du siége du gouvernement, tous les fils de l'administration de la France; entrant dans les moindres détails, voyant tout par ses yeux, sachant tout sans intermédiaire, et rendant à Ulm, à Munich, à Vienne, au bivouac comme dans le château d'Austerlitz, cette foule de décrets consignés dans le Bulletin des lois, et témoins à jamais irrécusables de sa prodigieuse activité et de ses travaux administratifs.

Les victoires de l'empereur, sa modération envers les souverains vaincus, les alliances nouvellement contractées, les avantages accordés aux alliés, sont rapidement décrits par le ministre, qui, revenant aux détails des affaires intérieures, rend ensuite compte des efforts faits pour relever ou soutenir le culte,

ainsi que des améliorations introduites dans l'administration de la justice, et des mesures adoptées pour porter à un plus haut point de perfection la police et la sûreté publique. Passant ensuite à l'énumération des sommes consacrées aux grands objets matériels d'utilité publique, il appelle successivement l'attention sur les belles routes entreprises sur le Simplon, le mont Cenis et le mont Genèvre, à travers la Maurienne et les rochers entre Gènes et Toulon; sur plusieurs routes ouvertes ou commencées sur différens points de l'empire; sur les travaux immenses faits pour l'amélioriation des anciennes routes. Il parle des ponts bâtis ou reconstruits sur le Rhin, la Meuse, la Loire, le Cher, le Loing, le Rhône, la Saône, la Durance et l'Isère; des chemins de hallage établis le long d'un grand nombre de fleuves et de rivières; du Pô, débarrassé des obstacles qui interrompaient sa navigation; de six grands canaux et de plusieurs autres moins importans, commencés, tracés ou projetés, tous destinés ou à réunir les deux mers par des navigations intérieures, ou à joindre les fleuves de France entre eux, afin d'ouvrir au commerce et aux transports de nouveaux débouchés; de l'établissement de ponts à bascule dans tout l'empire; de celui de trois nouvelles lignes télégraphiques; d'une meilleure organisation donnée aux ponts et chaussées; enfin, le ministre fait remarquer deux cités nouvelles élevées à la place de celles que la guerre civile avait détruites dans les départemens du Morbihan et de la Vendée, et trente-cinq villes maritimes ayant des bassins creusés, des écluses de chasse et des canaux construits, des quais, des jetées ou des môles relevés, établis ou réparés, et des ports créés, agrandis ou nettoyés.

M. de Champagny passe ensuite aux travaux exécutés dans la capitale, plus embellie, dit-il, dans le cours d'une année de guerre, qu'elle ne le fut jadis en un demi-siècle de paix. Il ajoute que la comptabilité de cette ville immense a été éclai-

1806. France. rée par un examen, auquel l'empereur a voulu présider lui-même; qu'on a donné de nouveaux soins à la régie des hospices, et réorganisé en leur faveur le mont-de-piété, qui, devenu exclusif, garantit le pauvre d'une usure dévorante, tandis que la modeste rétribution qui lui est demandée, se trouve toute entière consacrée au soulagement de ses maux ou de son indigence; que les autres hospices ont été de même l'objet de la sollicitude du souverain; qu'on a desséché des marais, multiplié des plantations; qu'on s'occupe de réorganiser ou restaurer les haras; que l'agriculture a été encouragée, les manufactures de toutes espèces protégées; enfin que les sociétés savantes et littéraires, les écoles de droit, celles des arts, des siences militaires, les établissemens d'éducation ont été rétablis ou créés; que la Banque de France a reçu une nouvelle organisation, et les impositions un nouveau système.

Nous avons cru devoir nous étendre dans l'analyse de ce rapport remarquable du ministre de l'intérieur, parce qu'il fait connaître avec beaucoup de vérité, et mieux que nous ne l'eussions présenté nous-mêmes, la situation de la France au commencement de l'année 1806, et le grand développement des moyens administratifs du monarque guerrier, que d'injustes contemporains n'ont point rougi de comparer au chef des Huns, au barbare Attila.

Italie. *Nouvelle invasion du royaume de Naples par les Français; le roi Ferdinand et la reine Caroline se retirent à Palerme; capitulation de la ville de Naples; première expédition du général Reynier en Calabre. Défaite de l'armée napolitaine, dont les débris passent en Sicile; Joseph Bonaparte est nommé roi des deux Siciles; siége et prise de Gaëte; seconde expédition en Calabre, etc., etc.* [1] — Les leçons de l'expérience et la modération du vainqueur de

[1] Journaux du temps, — Mémoires manuscrits du général R***, — Notes et documens communiqués, etc., etc.

l'Italie après la campagne de Marengo n'avaient point affaibli 1806.
les sentimens haineux de la reine Caroline envers la France. Italie.
Nous avons dit, dans le volume précédent, que cette princesse, qui gouvernait le royaume des deux Siciles sous le nom de son époux, ne se croyant pas encore en mesure de se déclarer franchement pour le parti des alliés, à l'ouverture de la campagne de 1805, avait conclu le même jour un acte de neutralité avec la France, et un traité secret d'alliance avec l'Angleterre, la Russie et l'Autriche. Par la convention signée le 21 septembre 1805, la cour de Naples s'était engagée formellement à ne permettre le débarquement d'aucun corps de troupes appartenant aux puissances en guerre, sur le territoire des deux Siciles, et à ne confier la direction des armées et le commandement des places du royaume à aucun général anglais, russe, autrichien ou émigré français. C'est par suite de cet acte que Napoléon avait fait évacuer le sol napolitain par le corps de troupes aux ordres du général Saint-Cyr, et remettre toutes les places qu'il occupait aux officiers du roi Ferdinand.

Mais, à la nouvelle du désastreux combat de Trafalgar, toutes les espérances de la reine Caroline se ranimèrent. Une escadre anglaise vint mouiller, le 20 novembre, sur la rade de Naples; elle était pavoisée, et fit une salve générale de tous ses bâtimens : les forts et les batteries de la capitale répondirent à ce salut amical et triomphateur. La reine s'empressa d'aller au devant des officiers généraux anglais et russes qui lui amenaient un corps de troupes des deux nations, et les accueillit avec les plus vives démonstrations de joie et de reconnaissance, en excusant même l'absence de son mari, qui, ce jour-là, avait été chasser à Caserte. Une proclamation annonça à l'armée napolitaine l'arrivée de ces vaillans auxiliaires, et la nomination du général russe Lascy au commandement en chef des forces du royaume. Enfin, pour mettre le

1806. Italie. comble à la violation du traité conclu deux mois auparavant avec Napoléon, la cour des deux Siciles confia la garde de Naples à une garnison de dix-huit cents Anglais.

Dans ces circonstances, l'ambassadeur français ne crut pas devoir séjourner plus long-temps auprès d'un gouvernement qui déclarait d'une manière aussi manifeste ses intentions hostiles. Il fit enlever les armes de l'empire placées au-dessus de la porte de son palais, demanda des passeports, qui lui furent accordés sans difficulté, et se retira à Rome.

Toutefois, le départ précipité de ce ministre causa d'abord quelque inquiétude à la cour, qui craignit d'avoir cédé trop tôt à un mouvement d'enthousiasme irréfléchi. On publia un décret royal, dont le but était de rassurer le commerce et la population de Naples sur les intentions pacifiques de sa majesté sicilienne. Cette mesure augmenta la méfiance générale. Les Napolitains pensèrent avec raison que la situation des Français n'était pas aussi fâcheuse que les alliés, et surtout les Anglais, s'efforçaient de la présenter, puisque le roi lui-même semblait douter des succès futurs de la coalition, en cherchant à faire croire qu'il ne voulait point rompre définitivement avec Napoléon.

Quoi qu'il en fût, les préparatifs de guerre prirent, de jour en jour, de nouveaux accroissemens dans le royaume. Des agens se rendirent en Calabre et dans les Abruzzes pour y organiser l'insurrection. On pensait que les habitans de ces provinces, dont nous avons déjà fait connaître l'esprit, saisiraient avec empressement la nouvelle occasion qui leur était offerte de suivre leur penchant au brigandage et aux excès de tout genre. De grands mouvemens de troupes eurent bientôt lieu vers les frontières de l'état ecclésiastique, et les généraux du roi Ferdinand ne dissimulèrent plus leurs projets hostiles.

A la nouvelle du débarquement des troupes anglaises et russes sur le territoire napolitain, un embargo général avait

été mis sur tous les bâtimens napolitains qui se trouvaient mouillés dans le port de Gènes. Les capitaines et patrons ayant demandé du secours pour nourrir leurs équipages, le prince archi-trésorier de l'empire français, Lebrun, gouverneur des nouveaux départemens qui divisaient l'ancien territoire ligurien, avait ordonné que le consul de Naples fournirait à cette dépense. Mais lorsque Napoléon fut informé de cette mesure, il ne voulut point qu'elle eût lieu; il donna l'ordre de relâcher les bâtimens, et de rendre les cargaisons; il chargea le gouverneur-général d'annoncer aux capitaines napolitains que l'empereur des Français, ami des peuples et du commerce, ne reconnaissait pour ennemis que les gouvernemens violateurs des traités, et qu'il ne voulait point rendre les sujets victimes de la politique de leurs souverains. On conçoit aisément les motifs d'une pareille générosité envers une nation à laquelle Napoléon allait imposer son frère pour roi. 1805. Italie.

Le général de division Verdier, qui commandait alors à Livourne, justement alarmé des projets hostiles de la cour de Naples, proclama la ville en état de siége, et fit toutes les dispositions nécessaires pour retarder les progrès de l'ennemi, dans le cas où celui-ci s'avancerait sur la Toscane. Tous les corps stationnés dans la vingt-septième division militaire eurent ordre de se porter sur Batiglione pour couvrir le royaume d'Italie contre les entreprises des Anglo-Russes. Au reste, cette armée auxiliaire ne présentait guère qu'un effectif de seize à dix-huit mille hommes, en y comprenant les Esclavons et d'autres aventuriers enrôlés par les Russes, et un corps d'Albanais, que le roi Ferdinand avait pris depuis peu à sa solde.

La nouvelle de la victoire d'Austerlitz parvint à Naples au moment où la cour, séduite par la jactance des Anglais et des Russes, ne doutait déjà plus du triomphe de la coalition. Le bruit se répandit, dans le même temps, que cinq mille Espa-

1806. Italie. gnols, envoyés par le roi Charles IV à son allié, l'empereur Napoléon, venaient de débarquer sur les côtes de la Toscane, et s'avançaient à marches forcées sur Bologne, où le maréchal Masséna était arrivé le 9 janvier. La terreur et la consternation imprimées par ces premiers rapports dans la capitale et dans tout le royaume, s'accrurent encore lorsque des avis certains annoncèrent qu'une avant-garde française se disposait à entrer sur le territoire romain. En effet, Masséna, n'étant resté à Bologne que le temps nécessaire pour donner ses ordres, se mit en marche avec un premier corps de cinq à six mille hommes, qui devait être bientôt suivi par un autre, fort de vingt mille. Joseph Bonaparte, qui devait commander en chef cette armée d'expédition, était en route pour la rejoindre.

Les Russes n'attendirent pas l'agression des Français. Un courrier parti du quartier-général de l'empereur Alexandre en Hongrie, ayant dirigé sa marche par le golfe Adriatique, arriva à Naples, porteur d'un ordre du monarque russe, qui prescrivait au général Lascy de faire rembarquer sur-le-champ toutes les troupes de sa nation, et de les ramener dans les îles Ioniennes pour y rester jusqu'à nouvel ordre. Cette retraite des Russes, en apprenant aux Napolitains qu'ils allaient être réduits à leurs propres forces, fit passer dans l'ame des plus chauds partisans de la guerre la terreur dont le peuple était déjà saisi.

Sur ces entrefaites, l'avant-garde de l'armée française était arrivée à Foligno, et un corps de troupes italiennes, aux ordres du général Lecchi, s'était même avancé sur la route de Rieti. Masséna, parti de Pesaro, le 11 janvier, avec un régiment de chasseurs à cheval, établit, le lendemain, son quartier-général à Spolette.

La cour de Naples, dans l'effroi que lui causait la marche rapide d'une armée dont elle n'avait pas cru la réunion si prochaine, eut encore assez bonne opinion de la générosité

de Napoléon, pour espérer de se faire pardonner ses derniers torts. Le cardinal Ruffo, ambassadeur de Ferdinand à Rome, reçut, le 18 janvier, l'ordre de se rendre en toute diligence à Paris pour y conjurer l'orage qui menaçait la monarchie sicilienne. Mais le temps de l'indulgence était passé, et Napoléon avait juré de ne plus traiter avec une puissance qui se jouait aussi légèrement de ses engagemens les plus solennels : nous avons déjà rapporté la fameuse proclamation dans laquelle l'empereur des Français annonçait à l'Europe *que la dynastie de Naples avait cessé de régner*. 1806. Italie.

Un ordre du jour du maréchal Masséna, daté du quartier-général de Spolette, le 18 janvier, instruisit l'armée de ce qu'elle avait à faire pour remplir les intentions de l'empereur. En annonçant à ses troupes qu'il allait les conduire sur un des anciens théâtres de la gloire nationale, le maréchal leur exposait la conduite perfide du gouvernement napolitain, qui, tandis que le chef de l'empire répondait à une injuste provocation, avait, sans aucun motif, déclaré la guerre à la France, deux mois après la conclusion d'un traité de neutralité sollicité par lui-même avec instance, et avait ouvert avec empressement ses ports aux Anglais, ces éternels perturbateurs du continent, et aux Russes, que le machiavélisme britannique venait de sacrifier dans les plaines de la Moravie. Masséna exhortait ensuite l'armée à garder une exacte discipline vis-à-vis d'un peuple destiné à devenir l'allié et l'ami constant de la France.

Un nouvel envoyé du roi Ferdinand auprès de Joseph Bonaparte, à l'arrivée de celui-ci dans la capitale du monde chrétien, reçut l'ordre d'en sortir sous vingt-quatre heures. L'arrêt de Napoléon était irrévocable, et rien ne devait plus en empêcher l'exécution[1].

[1] On a dit que l'empereur des Français fit remettre, à cette époque, par ses envoyés auprès des puissances avec lesquelles il était en paix, une note diplo-

1806.
Italie.

Avant de mettre le pied sur le territoire napolitain, Joseph, qui se rendit de Rome à Ferentino, crut devoir publier le manifeste qu'on va lire :

« Peuples du royaume de Naples, l'empereur des Français, voulant éloigner de vous les calamités de la guerre, avait signé avec votre souverain un traité de neutralité : il croyait par-là assurer votre tranquillité au milieu du vaste incendie dont la troisième coalition menaçait l'Europe ; mais la cour de Naples s'est engagée de son plein gré parmi nos ennemis, et a ouvert ses états aux Russes et aux Anglais : l'empereur Napoléon, dont la justice égale la puissance, veut donner un grand exemple, commandé par l'honneur de sa couronne, par les intérêts de ses peuples et par la nécessité de rétablir en Europe le respect que l'on doit à la foi publique. L'armée que je commande marche pour punir cette perfidie ; mais vous, peuples, vous n'avez rien à craindre : ce n'est point contre vous que sont dirigées ses armes ; les autels, les ministres de votre culte, vos lois, vos propriétés seront respectées ; les soldats français seront vos frères. Si, contre les intentions bienfaisantes de l'empereur, vous prenez les armes, la cour qui vous excite vous sacrifie à ses fureurs. L'armée française est telle, que toutes les forces promises à vos princes, fussent-elles sur votre territoire, ne sauraient les défendre. Peuples ! soyez sans inquiétude, cette guerre sera pour vous l'époque d'une paix solide et d'une prospérité durable. »

Déjà les frontières du royaume étaient abandonnées, et, dans leur marche rétrograde, les troupes alliées évitaient même

matique, par laquelle il faisait revivre les droits acquis à la France, sous le règne des princes de la Maison d'Anjou, droits revendiqués par la dernière dynastie, et sur lesquels on n'avait transigé ensuite que par des alliances ou des conventions diplomatiques, que la mauvaise foi de la cour de Naples venait d'annuler.

de traverser la capitale, dans la crainte d'y trouver les habitans insurgés contre elles. Les Anglais avaient été les premiers à prendre le parti de la retraite; ils évacuèrent successivement Fondi, Itri, Teano, Moli et quelques autres places de peu d'importance, et s'embarquèrent à Castel-à-Mare. Le prince de Hesse, qui commandait la place de Gaëte, avait refusé de recevoir une garnison des troupes de cette nation, se faisant fort de défendre son poste avec environ huit mille soldats napolitains qu'il avait sous ses ordres. Les Russes qui s'étaient déjà dirigés, par les marais de Padrino sur le port de Baya, ne tardèrent pas à se rendre à Corfou. Deux frégates de la flotte alliée restèrent dans la rade de Naples, à la disposition de la cour.

1806.
Italie.

La retraite des troupes anglo-russes occasiona la dispersion de la plus grande partie des milices nationales nouvellement levées. Des troupes de ligne napolitaines occupaient Naples, le fort Saint-Elme et le château de l'OEuf; deux régimens gardaient Capoue, sous les ordres du général Galenco: nous venons de dire que la place de Gaëte était défendue par une garnison d'à peu près huit mille hommes, sous les ordres du prince de Hesse-Philipstadt, Allemand entièrement dévoué à la cause des Bourbons de Naples, et, sans contredit, le plus brave des généraux employés par cette cour. Quatre régimens étrangers à la solde du roi Ferdinand, dont deux de troupes suisses et les deux autres, Albanais, occupaient, dans la province de l'Apulie, les places de Foggio, Lucera, Cerignola, et Ponte di Bovino. La défense des Abruzzes fut confiée aux milices du pays. Un général Acton, frère du ministre de ce nom, eut le commandement des troupes qui se trouvaient à Naples et dans les forts de cette capitale.

De pareils moyens de résistance étaient peu propres à calmer les alarmes que l'approche de l'armée française inspirait

1806. Italie. à un gouvernement qui reconnaissait trop tard l'imprudence de sa conduite. Aussi, le roi Ferdinand, montrant la même résignation qu'en 1797, prit-il le parti de se retirer en Sicile. Il s'embarqua pour Palerme le 23 janvier; mais, avant son départ, il crut devoir investir le prince royal, son fils, de pouvoirs illimités, et engagea ses sujets à se soumettre aux Français, plutôt que d'attirer de plus grands malheurs sur le royaume.

Le duc d'Ascoli, chargé de la police de Naples, réussit assez bien, pendant quelques jours, à maintenir le bon ordre dans cette ville populeuse; mais la présence du prince royal et de la reine sa mère fut sur le point d'y occasioner un bouleversement général.

Après avoir fait mettre à bord des deux frégates restées dans la rade de Naples tous les fonds qui se trouvaient dans les caisses publiques, Caroline, qui ne se déterminait qu'à regret à suivre son pacifique époux en Sicile, avait conçu le projet insensé de se maintenir encore quelque temps dans la capitale, en insurgeant les lazzaronis; et elle l'exécuta malgré les sages représentations du duc d'Ascoli. Par ses ordres, des armes furent distribuées à cette classe d'habitans, ennemie naturelle des propriétaires, et toujours prête à profiter des révolutions, pour se livrer au pillage et à tous les excès qui en sont la suite. Le prince royal, partageant l'erreur de sa mère, organisa les lazzaronis en régimens, qu'il passa plusieurs fois en revue. Cette milice turbulente, dernier espoir de la reine, devint bientôt un objet de terreur et d'effroi pour tous les citoyens de Naples, et les réduisit à faire des vœux secrets pour la prompte arrivée des Français, qui devaient les débarrasser de pareils défenseurs. Dans ce même temps, Caroline envoya en Calabre le jeune prince Léopold, son second fils, pour se mettre à la tête des insurgés de cette province.

Cependant l'armée française poursuivait sa marche: elle était partie de Ferentino dans les premiers jours de février

et son avant-garde passa le Garigliano dans la journée du 8, à Ceprano. Joseph Bonaparte avait divisé ses troupes en trois corps. 1806. Italie.

Le premier, où le prince se trouvait en personne, était sous les ordres du maréchal Masséna, et se dirigea par San-Germano sur Capoue; le second, commandé par le général Reynier, marcha, par Terracina, sur Gaëte; le troisième, aux ordres du général Gouvion Saint-Cyr, déboucha par les montagnes sur Itri.

Le général Reynier parut devant Gaëte le 12 février, et fit sommer aussitôt le prince de Hesse-Philipstadt de rendre cette place à l'armée française. Sur la réponse du prince, qui fut telle qu'on devait l'attendre d'un homme d'honneur, Reynier donna l'ordre au général Grigny d'enlever la redoute de Saint-André, armée de six pièces de canon, et qui défendait les approches de la ville. Les soldats français marchèrent à cette attaque avec leur intrépidité ordinaire: la redoute fut prise d'assaut; mais ce succès fut chèrement acheté par la perte de l'un des meilleurs amis du général Hoche, du brave Grigny, qui eut la tête emportée par un boulet. Ce général fut vivement regretté dans toute l'armée; Joseph, qui partageait la douleur générale, s'empressa de recommander à la bienveillance de Napoléon la veuve et la fille du défunt.

Le corps d'armée du maréchal Masséna forma également l'investissement de Capoue, le 12 février. Le canon, qui répondit à la première sommation faite au gouverneur de cette place, semblait annoncer une résistance opiniâtre; mais cette démonstration ne se soutint pas. Le 13, dans la matinée, une députation, partie de Naples, arriva au quartier-général du prince Joseph, et traita de la reddition des places de Naples, Capoue, Pescara, et même de celle de Gaëte. Cette démarche, faite sans le consentement de la reine Caroline, avait été résolue immédiatement après que cette princesse, convaincue

1806. Italie. de l'inutilité de ses efforts, se fut embarquée avec précipitation pour rejoindre son royal époux à Palerme.

En conséquence de la capitulation convenue par les députés napolitains, les divisions Duhesme et Partouneaux entrèrent dans Naples, dont elles occupèrent les principaux postes. Le prince Joseph se rendit dans cette ville, le 15 février, à deux heures après midi, descendit au palais du roi, reçut la visite de toutes les autorités locales, et eut lieu d'être satisfait de l'accueil que lui firent la noblesse et la bourgeoisie. L'ordre fut donné aux lazzaronis de remettre leurs armes, et ils obéirent avec plus de soumission qu'on ne s'y était attendu.

Une partie de la division Duhesme s'était rendue sur le môle, où se trouvaient encore, à portée de canon, une frégate et une corvette de la marine royale, que le mauvais temps empêchait de prendre le large, et qui furent obligées d'amener leur pavillon, après avoir essuyé deux volées. Il y avait à bord de l'argent et des effets d'une grande valeur, dont on s'empara ; cinq polacres tombèrent également au pouvoir des Français. A ces prises, vint bientôt se joindre celle d'une partie du convoi qui transportait en Sicile les chancelleries et les meubles de la cour, et que la tempête avait dispersé à quelques milles de Palerme. Ces bâtimens, forcés de rentrer dans les ports de Baya, de Castel-à-Mare et de Procida, y furent confisqués.

L'arsenal de Naples n'avait point été évacué : il fournit de grandes ressources pour la suite de la campagne. On y trouva deux cents pièces d'artillerie et près de deux cent cinquante milliers de poudre.

Un grand nombre d'officiers de l'armée napolitaine, restés dans la capitale, se présentèrent à Joseph, et lui demandèrent du service. Cette circonstance fit hâter la formation de plusieurs régimens nationaux, dans lesquels on plaça d'abord tous les Napolitains réfugiés qui étaient à la solde du royaume

d'Italie. L'un d'eux, le prince Pignatelli, major du régiment de la garde italienne (dragons Napoléon), fut nommé colonel du premier régiment d'infanterie légère napolitain. Cette organisation militaire, celle de l'administration civile, de la police, des tribunaux occupèrent les premiers loisirs du frère de Napoléon. Dans une proclamation, à la date du 21 février, Joseph rappela tous les motifs de sécurité que devaient donner les promesses du chef de la nation française, la discipline de l'armée et le caractère de son général en chef. En effet, les mesures déjà prises par celui-ci attestaient que la parole de Napoléon n'était point vaine, et que les Napolitains n'auraient point à regretter, sous un nouveau régime, la dynastie *qui avait cessé de régner*. Par une ordonnance rendue le 22, il rétablit les secrétaireries d'état, et en désigna les titulaires. Dans un ordre du jour de la même date, le prince, en complimentant l'armée française sur le bon esprit qui régnait parmi elle, sur la résignation qu'elle avait montrée au milieu des privations de toute espèce, suite de ses marches forcées dans un pays où elle ne s'était permis aucun genre d'exaction et de réquisition, s'occupa de pourvoir aux besoins des troupes, de la manière la moins onéreuse au peuple napolitain, et prescrivit des mesures tendantes à empêcher que l'habitant n'eût à se plaindre d'aucun excès. Ces dispositions et plusieurs autres, qui prouvaient aux sujets du roi Ferdinand la ferme intention de les traiter en amis et en frères, produisirent le meilleur effet sur l'opinion publique, malgré tout ce que la reine Caroline et les Anglais mirent en usage pour troubler l'harmonie qui s'établissait entre le peuple conquis et ses dominateurs.

1806. Italie.

L'armée française était alors forte de plus de cinquante mille hommes, non compris une réserve de vingt mille stationnée dans l'état pontifical. Nous avons dit que le prince Joseph l'avait divisée en trois corps. Celui aux ordres du gé-

1806. Italie. néral Saint-Cyr devait occuper l'Apulie, la presqu'île d'Otrante, Tarente et le littoral de l'Adriatique; le corps du général Reynier était destiné à soumettre la Calabre, et les troupes que commandait directement le maréchal Masséna furent chargées de garder Naples, d'occuper les provinces environnantes, et plus particulièrement encore d'assiéger et de réduire Gaëte.

Cette forteresse, située sur un rocher, à la pointe d'une presqu'île, offrait de grandes difficultés pour un siége régulier. Elle est environnée, de trois côtés, par la mer, qui forme sur le rivage plusieurs anses protégées par le canon de la place, et d'un abord assez commode pour permettre aux bâtimens d'apporter des secours en tout genre à la garnison et aux habitans.

Les parties ouest et sud du contour de la presqu'île sont formées de rochers escarpés et presque inabordables. La partie occidentale, plus basse et plus accessible, est fermée par un rempart que la hauteur et l'épaisseur de ses revêtemens mettent à l'abri d'un coup de main; plusieurs batteries, dirigées sur la mer, sont placées de manière à éloigner, par leur feu, tous les bâtimens qui voudraient insulter ce côté de la place.

La partie septentrionale, qui fait face à l'isthme, est la seule susceptible d'attaque pour l'assiégeant qui n'est point maître de la mer. Elle présente, sur un front très-étendu, et presque en ligne droite, un amphithéâtre de feux convergens sur le terrain étroit où les attaques peuvent être dirigées. A l'époque dont nous parlons, ce front était tel : une première enceinte s'étendait depuis la pointe dite de Transylvanie du côté de l'ouest, jusqu'à une forte tour élevée du côté de l'est, et appelée assez improprement citadelle. Le tracé de cette enceinte, quoique irrégulier, était cependant disposé de manière à procurer des flanquemens à toutes les parties qui en avaient besoin, en conservant l'avantage précieux de ne

rien laisser en prise au ricochet, et de priver par là l'assié- 1806.
geant de son plus grand moyen de succès, attendu qu'il lui Italie.
était impossible de saisir le prolongement d'aucune portion importante des ouvrages.

A partir de la pointe de Transylvanie jusqu'au bastion à trois étages, dit *de la Brèche*, cette enceinte, déjà respectable par son relief, l'était encore par sa position sur une suite de rochers tellement escarpés, qu'on avait jugé inutile de la couvrir par des dehors. Il faut ajouter que, dans presque toute cette partie, l'escarpe en maçonnerie était adossée au roc même, et souvent même taillée dedans jusqu'à une hauteur plus ou moins grande, ce qui rendait la brèche difficile à pratiquer, soit par le canon, soit en y attachant le mineur.

En partant du bastion à trois étages, cette première enceinte, dont l'escarpe est encore plus haute, se trouve assise sur un terrain qui s'abaisse par degrés vers la mer, en allant du côté de la tour appelée citadelle. La terre est plus abondante et le rocher moins continu dans cette partie, ce qui rend conséquemment la brèche plus praticable. Aussi l'avait-on renforcée par une espèce de deuxième enceinte, formée d'abord d'une terrasse, ou fausse braie, et d'une autre plus bas, qui s'abaissait par ressaut et dont une face était baignée par la mer. Cette seconde enceinte était couverte par un fossé, un double chemin couvert, et quelques petits ouvrages extérieurs.

Tous ces dehors de la place de Gaëte étaient postérieurs aux deux siéges qu'elle avait soutenus, en 1706 contre les Autrichiens, et en 1734 contre les Epagnols; ils avaient été élevés par ces derniers, et ils auraient causé de grands embarras aux Français, si les ingénieurs castillans n'avaient pas commis la faute de laisser à la face de l'ouvrage, du côté de la mer, le grand inconvénient de n'avoir que fort peu d'eau au pied de son escarpe, inconvénient qui, ayant été signalé

1806. Italie.

par le passage de quelques déserteurs en cet endroit, donna aux assiégeans l'idée d'y passer eux-mêmes pour arriver à une brèche projetée au flanc, laquelle eut, en effet, un plein succès, comme on le verra plus loin.

Avant cette découverte importante, les ingénieurs français pensaient déjà qu'il n'était pas absolument impossible de pratiquer une brèche au bastion à trois étages, au moyen de laquelle on éluderait l'attaque de tous les dehors; ils avaient remarqué que l'on pouvait se porter directement des cheminemens sur les brèches pratiquées au corps même de la place, sans être obligé d'en venir au couronnement du chemin couvert, aux descentes de fossés, aux brèches faites par des batteries très-voisines de la place, ou à l'attachement du mineur: opérations qui auraient offert des difficultés presque insurmontables vis-à-vis d'une forteresse si heureusement placée, et dont il n'y avait pas possibilité d'éteindre ni même de diminuer beaucoup les feux, puisque, d'après ce qui a été dit plus haut, l'assiégeant ne pouvait saisir le prolongement de presque aucune portion essentielle des ouvrages.

Telle fut l'idée qui servit de base aux attaques des Français; nous dirons, dans le précis des travaux du siége, comment les ingénieurs français la mirent à exécution.

Le maréchal Masséna partit de Naples, le 26 février, pour se rendre au camp devant Gaëte. Il confia le commandement des troupes du siége au général Lacour, et le général Campredon, commandant le génie de l'armée, prit lui-même la direction des travaux. Du 26 février au 7 mars, le général commandant l'artillerie fit amener devant la place les canons, mortiers et munitions nécessaires pour pousser les opérations avec vigueur.

Pendant que ces préparatifs se faisaient devant Gaëte, le corps commandé par le général Gouvion Saint-Cyr s'était mis en marche pour sa destination. Une demi-batt erie d'artillerie

légère, qui devait suivre le mouvement de ces troupes, se dirigea de Matera sur Cassano par la route qui conduit de l'Apulie en Calabre, la seule qui soit praticable pour les voitures. Le général Saint-Cyr rencontra peu d'obstacles dans sa marche, et s'établit sur le territoire et la partie des côtes qu'il était chargé d'occuper.

Le corps aux ordres du général Reynier se réunit à Salerne vers la fin de février; il y attendit un équipage d'artillerie de montagne et un convoi de vivres qui se préparaient à Naples avec quelques difficultés, attendu que tous ces objets ne pouvaient être transportés qu'à dos de mulets, qu'il fallait rassembler à grands frais. Ce corps consistait en douze bataillons et six escadrons, formés en quatre brigades, l'une, d'avant-garde, commandée par le général Compère, deux autres, réunies sous le commandement du général de division Verdier, ayant sous lui les généraux Digonet et Peyry, et une quatrième dite de réserve, sous les ordres du général de brigade Franceschi. Le parc d'artillerie se composait d'une pièce de 6 et d'un obusier servi par l'artillerie légère, et de six pièces de montagne. Avec ces forces, le général Reynier avait à combattre l'armée napolitaine, commandée par le prince royal, et divisée en deux corps : le premier sous les ordres immédiats du prince, et le second sous ceux du général français émigré, Roger de Damas. Toutes ces troupes, composées de vingt-huit bataillons et dix-sept escadrons, présentaient un total de dix-huit à vingt mille hommes. La cour de Naples avait conçu l'espoir d'augmenter cette armée au moyen de la levée en masse des Calabrois et des habitans de la Basilicate, dont elle provoquait l'insurrection par toutes les voies qui étaient à sa disposition. Les anciens chefs de bandes, qui devaient leur fortune et leur considération au rôle qu'ils avaient joué précédemment dans la croisade du cardinal Ruffo, avaient promis à la reine une levée de quatre-vingt à cent mille

1806. hommes; mais, à l'exception du fameux Fra-Diavolo, qui
Italie. réussit en effet à organiser une bande assez considérable de ses anciens brigands, les autres chefs furent d'abord moins heureux dans leurs tentatives sur l'esprit des Calabrois. Malgré tout ce qui fut mis en usage pour séduire cette population et l'exciter à se lever en masse, le plus grand nombre refusa alors de quitter ses foyers pour venir partager la défaite des troupes de ligne, qu'ils regardaient comme certaine.

Afin de suppléer à l'absence de ces auxiliaires, les chefs de l'armée napolitaine recoururent au moyen, déja pratiqué en 1799, lors de la reprise du royaume par le cardinal Ruffo. Ils firent sortir des prisons tous ceux qui attendaient leur jugement, et appelèrent au service de leur roi les hommes qui devaient en redouter la justice. Le prince royal, supposant que la surcharge des impôts était la cause de la tiédeur manifestée par les habitans des provinces qu'il appelait aux armes, annonça qu'ils seraient diminués, et donna même des ordres à cet effet; enfin on en vint au point de présenter la perspective du pillage à ceux qui voudraient s'enrôler, en leur promettant de marcher bientôt sur Naples, qui n'était, disait-on, occupée que par une garnison peu nombreuse, le gros des troupes françaises étant employé au siége de Gaëte, ou dans d'autres postes militaires. C'est par de tels moyens que le prince parvint à inspirer quelque confiance à ses troupes, et à leur faire commencer un mouvement offensif, dont la marche du général Reynier arrêta bientôt l'élan.

L'avant-garde du corps français était arrivée le 5 mars à San-Lorenzo di Padula, et le corps de bataille prenait poste à la Scala, lorsqu'un aide-de-camp du maréchal napolitain Capece Minutolo, apporta au général Reynier une lettre qui annonçait que, si les Français traitaient en rebelles les hommes de nouvelle levée, les généraux napolitains useraient de représailles envers les prisonniers qui tomberaient en

leur pouvoir. Le général Reynier répondit que les troupes de ligne siciliennes pouvaient avoir toute confiance dans la générosité des Français, mais qu'il croirait, lui-même, déshonorer le nom de soldat en l'accordant à des bandits tirés des prisons ou des bagnes, et à des paysans féroces qui n'avaient pris les armes que dans l'espoir du pillage et de la dévastation. 1806. Italie.

Le corps d'armée continua sa marche; le général Compère rencontra, en avant de San-Lorenzo, quelques partis de cavalerie, qui prirent la fuite à son approche. L'avant-garde napolitaine, qui était parvenue jusqu'à Castel-Nuovo, et qui y attendait du renfort, en partit dans la nuit, et il ne fut plus possible de l'atteindre.

Après avoir passé les défilés de Guaro, dans la matinée du 6, l'avant-garde française aperçut un corps ennemi retranché derrière une petite rivière, dont le pont venait d'être incendié. Ces troupes, au nombre d'à peu près deux mille hommes, se composaient de deux bataillons de ligne, d'un escadron, et d'un détachement de bandits calabrois, sous les ordres du sbirre Sciarpa, que l'on a déjà vu figurer dans la campagne de 1799. Elles avaient en batterie une pièce de 12, deux de 4 et un obusier. Le général Compère détacha les deux compagnies de voltigeurs du premier régiment d'infanterie légère, pour s'emparer d'une hauteur où s'appuyaient les retranchemens de l'ennemi, et que celui-ci avait eu l'imprudence de ne pas occuper. En un moment, la pièce de 12 et l'obusier furent au pouvoir des voltigeurs. Les Napolitains, effrayés de l'intrépidité de ces dignes soldats d'élite, prirent la fuite et furent poursuivis vivement jusqu'à Lago-Negro, où ils essayèrent de se rallier sous la protection de leurs pièces de 4 qu'ils avaient réussi à emmener; mais elles leur furent encore enlevées par les voltigeurs. Les débris du corps ennemi, poussés jusque vers Bosco, se dispersèrent dans les montagnes. L'avant-garde française fit, dans cette



1806. Italie. affaire, trois cents prisonniers, dont un colonel et vingt officiers : outre les quatre pièces d'artillerie dont nous venons de parler, trois drapeaux étaient tombés en son pouvoir. Le général Reynier laissa à Lago-Negro, où il trouva une grande partie des équipages et vingt caissons napolitains, un détachement, qui ramassa, les jours suivans, bon nombre de soldats ennemis dispersés dans les montagnes.

L'avant-garde, en traversant Bosco, y trouva également seize caissons abandonnés, et prit dans Lauria, où elle se porta le 7, trois officiers, cinquante soldats et trois pièces de canon.

Le 8, le général Reynier ayant appris que les Napolitains étaient dans l'intention de recevoir bataille dans une position retranchée, afin d'arrêter les progrès du corps d'armée français, réunit toutes ses troupes à Castel-Lucio, que l'ennemi avait évacué à la pointe du jour, et où l'on trouva encore un certain nombre de soldats restés en arrière. Le général Compère, qui s'avança jusqu'à Rotunda, y prit également quelques traîneurs. L'impatience que les Français éprouvaient d'en venir aux mains avec leurs adversaires, ne permit pas au général Reynier de s'arrêter à Castel-Lucio plus de temps qu'il n'en fallait pour attendre l'arrivée de sa réserve.

Le 9 au matin, la brigade du général Compère, suivie de près par la division du général Verdier et par la réserve aux ordres du général Franceschi, s'avança par les défilés du val San-Martino. Le général Reynier avait pris la précaution de faire explorer, par des détachemens, les montagnes qui bordent ce passage. Les rapports qu'avait reçus ce général, lui désignaient Campo-Tenese comme le lieu choisi par les généraux napolitains pour y recevoir le choc de l'armée française. Au débouché du premier défilé, les éclaireurs du général Compère repoussèrent quelques avant-postes ennemis. Cette rencontre signalant la présence de

l'armée napolitaine au lieu indiqué, le général Reynier détacha plusieurs compagnies de voltigeurs sur les montagnes qui se trouvent à droite et à gauche de la plaine élevée qui porte le nom de Campo-Tenese. 1806. Italie.

Les Français ne tardèrent pas à apercevoir le camp napolitain établi au milieu de la plaine dont nous venons de parler. Cette position était bien choisie. L'armée ennemie avait sa droite et sa gauche appuyées aux montagnes, sur lesquelles étaient placés plusieurs bataillons d'infanterie légère. Devant le centre de leur ligne de bataille, les Napolitains avaient élevé trois fortes redoutes armées de pièces de gros calibre. Le général Reynier fit former ses troupes à mesure qu'elles débouchaient dans la vallée; mais ce mouvement fut très-long, parce que le défilé étant très-étroit dans cette partie, les soldats n'arrivaient qu'un à un. Une autre circonstance contraria encore les dispositions du général, la neige tombait alors en abondance, et une brume très-épaisse empêchait de voir l'ennemi, et de calculer sur ses mouvemens ceux qu'il convenait de faire. Toutefois, la fusillade qui s'engagea sur les montagnes de gauche, détermina Reynier à envoyer le premier bataillon du douzième régiment au soutien des voltigeurs qui combattaient sur ce point. Le premier régiment d'infanterie légère et le deuxième bataillon du quarante-deuxième de ligne ayant achevé de se former à l'entrée de la plaine, la division Verdier vint se placer successivement en seconde ligne.

La brigade du général Compère, c'est-à-dire, l'avant-garde, composée des deux régimens que nous venons de nommer, se trouvait déjà sous le canon des redoutes ennemies, lorsque les voltigeurs du premier régiment léger et le bataillon du quarante-deuxième de ligne ayant culbuté les bataillons qui défendaient les hauteurs où les Napolitains appuyaient leur droite, débordèrent celle-ci. Le général Rey-

1806. Italie.

nier saisit ce moment pour ordonner au général Compère de s'avancer au pas de charge et à la baïonnette : ce mouvement fut suivi et soutenu par la division Verdier. L'ennemi n'attendit point cette attaque impétueuse ; après quelques décharges, sans grand effet, de l'artillerie des redoutes, les Napolitains lâchèrent pied en désordre, abandonnèrent ces mêmes redoutes et les pièces qu'elles renfermaient, et s'éparpillèrent dans les montagnes ; un petit nombre prirent le chemin de Morano, où les voltigeurs qui avaient marché par les hauteurs arrivèrent en même temps qu'eux. Les chasseurs du premier régiment léger ramassèrent, dans les montagnes couvertes de neige, un grand nombre de fantassins et de cavaliers. Si la nuit ne fûtpoint survenue, il eût été possible d'envelopper presque entièrement toute cette armée à la débandade ; mais l'obscurité et la neige en sauvèrent un certain nombre. Pendant la nuit, plusieurs officiers et soldats vinrent se rendre volontairement aux bivouacs français ; d'autres furent trouvés, le lendemain, morts de froid et de faim. On peut remarquer, par l'issue de ce combat, qu'en se plaçant dans la vallée de San-Martino, les généraux napolitains avaient commis la double faute de n'en avoir point fait garder assez soigneusement les débouchés, pour rendre plus difficile l'entrée des troupes françaises, et pour assurer la retraite de leur propre armée.

La réserve aux ordres du général Franceschi, presque entièrement composée de cavalerie (sixième et neuvième de chasseurs à cheval), éprouvant encore plus de difficultés que l'infanterie dans le passage du défilé, ne put arriver assez à temps pour prendre part à l'action. Sans ce retard, et le mauvais temps qui régna toute la journée, et qui empêchait, comme nous l'avons dit, d'apercevoir les mouvemens de l'ennemi, cette partie de l'armée napolitaine, forte de quinze bataillons et de six escadrons, eût été contrainte à mettre bas les armes sur le champ de bataille. Cependant, sa destruction

était presque complette : des dix à onze mille hommes que le général Roger de Damas avait ainsi réunis sous ses ordres à Campo-Tenese, à peine put-il rallier un millier de fantassins et quelques centaines de chevaux; le reste avait été tué, pris, dispersé ou perdu dans les montagnes. Deux mille prisonniers, parmi lesquels un bataillon de grenadiers de la garde royale, les généraux Tschudi et Ricci, un colonel et un grand nombre d'officiers, toute l'artillerie, cinq drapeaux et plus de cinq cents chevaux étaient restés entre les mains des vainqueurs. 1806. Italie.

Les Français entrèrent le soir dans Marano, pêle-mêle avec une grand nombre de fuyards. L'avant-garde bivouaqua en avant de la ville; la division Verdier, sur le versant de la montagne en arrière; la réserve, formée du quatrième bataillon du premier régiment suisse et de six escadrons de chasseurs, resta bivouaquée au milieu de la neige, à Campo-Tenese, avec les prisonniers napolitains.

L'autre partie de l'armée napolitaine, commandée par le feld-maréchal Rosenheim et où se trouvaient le prince royal François-Janvier-Joseph et son jeune frère le prince Léopold, était en seconde ligne pour défendre la frontière de la Calabre, du côté de l'Apulie, lorsque le corps que commandait le comte Roger de Damas occupait encore la position de Campo-Tenese. La défaite de ces dernières troupes força le maréchal Rosenheim à replier les siennes derrière la rivière de Coscile. Le 10, l'avant-garde française entra dans Cassano, que les Napolitains avaient évacué dans la soirée du 9, et où elle fit prisonniers cent vingt-cinq soldats et trente officiers. Le gros des troupes françaises campa près de Castro-Villari.

L'avant-garde de la division Verdier passa le Coscile, le 11, auprès du village de San-Antonio della Fiera, et marcha sur Tarsa, où les chasseurs du premier régiment léger chargèrent les cavaliers du régiment napolitain *del Re*,

1806. Italie. et leur firent quelques prisonniers. La pluie, qui tomba ce jour-là par torrens, fit déborder le Coscile, et retarda jusqu'au lendemain le passage de la réserve.

Les Français, dans tous les lieux qu'ils traversaient, étaient reçus avec plus d'empressement qu'ils ne s'y attendaient. Les habitans aisés les regardaient comme des protecteurs, et les remerciaient sincèrement de les délivrer du pillage auquel les exposait la présence des bandes napolitaines. L'armée campa le 12 à San-Antoniello. Le général Franceschi ayant détaché le chef d'escadron Schnetz avec cent vingt chevaux du sixième régiment de chasseurs, cet officier entra dans Cosenza à la suite d'une arrière-garde napolitaine, et fit une cinquantaine de prisonniers. Il trouva dans cette ville six pièces de canon et plusieurs caissons abandonnés par l'ennemi. Le prince royal était parti de Cosenza, le jour même du combat de Campo-Tenese, pour se rendre à Reggio. Il avait avec lui son frère Léopold, les ministres; un bataillon de la garde royale et un régiment de cavalerie lui servaient d'escorte. Les troupes du maréchal Rosenheim avaient eu ordre de se diriger sur le même point, et y arrivèrent effectivement par différentes routes les 11 et 12.

Le général Reynier continua sa marche aussi rapidement que le lui permettait la nécessité de faire des vivres et de donner quelque repos à ses troupes. Celles-ci campèrent autour de Cosenza, le 13; le sixième régiment de chasseurs et quelques détachemens d'infanterie furent laissés dans cette ville sous les ordres du colonel Lafond-Blaniac[1] à l'effet d'assurer les communications. Le corps d'armée, après avoir passé Nicastro, Monteleone, Mileto, et traversé les rivières torrentueuses de Metenia et Petrau, vint camper, le 19, à Seminara, et se remit en marche le lendemain avant le jour,

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, etc.

par les défilés presque impraticables de Solano et de Milca. 1806.
L'avant-garde parvint dans la matinée sur les hauteurs qui Italie.
dominent Fiumara di Muro et la petite ville de Scylla, et d'où l'on découvre tout le détroit de Messine. Cinquante bâtimens de transports étaient mouillés devant Gallico et Pentimelle, et mirent à la voile, peu de temps après l'apparition des Français.

Le général Reynier, dans l'espoir que les troupes royales n'auraient pas eu le temps de s'embarquer en totalité, se porta sur la côte avec le neuvième de chasseurs à cheval, laissant derrière lui l'infanterie, qui n'avait point encore passé le défilé; mais, à son arrivée au bord de la mer, il ne rencontra aucune troupe : les derniers bâtimens de transport achevaient de lever l'ancre, sous la protection de plusieurs chaloupes canonnières, qui tirèrent sur les escadrons français lorsque ceux-ci traversèrent la plage de Pentimelle pour entrer dans Reggio. La division Verdier, qui descendit à la Punta del Pezzo, n'y trouva plus de soldats napolitains. Il en fut de même à Bagnara et à Scylla, où le général Reynier envoya des détachemens.

Le prince royal et son frère s'étaient embarqués deux jours avant l'arrivée des Français à Reggio. De cette armée forte de dix-huit mille hommes le 6 mars, deux mille seulement étaient parvenus à passer en Sicile quatorze jours après, encore étaient-ils désorganisés et presque tous sans armes. Tout le matériel avait été pris; les places de Cotron, d'Amantea et quelques autres points de la côte étaient encore armés, tant les troupes napolitaines avaient mis de précipitation dans leur retraite.

Pendant cette expédition du troisième corps de l'armée française en Calabre, le général Duhesme, dont la division faisait partie du deuxième corps aux ordres du général Gouvion Saint-Cyr, était venu prendre position à Cassano

1806. Italie. après avoir traversé la Basilicate, pour entretenir les communications et prolonger la ligne qui s'établissait sur tout le développement des côtes. Cette mesure était d'autant plus nécessaire, que les Anglais croisant dans les deux mers, on avait à craindre leurs tentatives pour former des noyaux d'insurrection dans l'intérieur des provinces. Ils n'avaient point osé se mesurer avec des troupes habituées à vaincre; leur rôle désormais était d'exciter la population à se soulever, d'enrôler les bandits et les gens sans aveu, d'encourager le pillage et le meurtre : moyens légaux, selon ces insulaires, et les seuls qui pussent empêcher l'établissement des Français dans le royaume.

Nous avons déjà dit que Napoléon destinait la couronne de Naples à son frère Joseph ; un message impérial annonça, le 30 mars, cette nomination au sénat de France, qui s'empressa de voter une députation de trois de ses membres, pour aller complimenter le nouveau roi sur son avénement au trône. Joseph reçut à Bagnara, le 13 avril, le décret qui lui conférait le titre de roi des Deux-Siciles, transmissible à sa descendance directe légitime et naturelle, sous la réserve des droits assurés par les constitutions de l'empire, mais avec la condition que les couronnes soit de France, soit d'Italie, soit des Deux-Siciles ne pourraient jamais être réunies sur la même tête.

Joseph se fit sur-le-champ proclamer roi, et cette cérémonie eut lieu à Bagnara même, à l'extrémité du royaume de Naples, dont l'armée française l'avait rendu maître, et en vue de la Sicile, où le drapeau tricolor ne devait jamais être arboré. Le nouveau monarque des Napolitains se rendit de Bagnara à Reggio, où il prit plaisir à se faire rendre tous les honneurs réservés à la dignité dont il venait d'être revêtu. L'espèce de révolution qui faisait ainsi passer la couronne d'un prince de la maison de Bourbon sur la tête du frère de

Bonaparte, s'opéra sur le sol napolitain, sans trouble, sans opposition, sans même qu'on pût remarquer aucun signe extérieur de mécontentement. L'ancienne cour avait chargé le peuple de tant d'impôts, et avait irrité presque toutes les classes de la société, sans en excepter la noblesse et une partie du clergé, par tant de mesures arbitraires et vexatoires à la suite de la restauration de 1799, que le plus grand nombre, surtout parmi les propriétaires, virent sans déplaisir un changement politique dont ils espéraient un régime plus doux. Les principales familles du royaume, même celles de la province de Calabre où l'ancienne cour croyait avoir le plus de partisans, s'empressèrent de reconnaître le souverain que venait de leur imposer la force des armes, et de lui donner des garanties de leur soumission sincère. Toute la jeune noblesse de la ville de Reggio s'organisa en garde d'honneur, et, dans une visite que le nouveau roi fit des principaux édifices, un vieux gentilhomme se jeta à ses pieds, en présence de tout le peuple, et lui dit : « Sire, que le ciel vous comble de bénédictions ; aidez-nous et nous vous aiderons. Si vous avez besoin de soldats, nous prendrons les armes pour votre majesté. » Joseph parut ému de cette scène, qui n'était point préparée, et répondit au vieillard, en le relevant, que toute sa vie serait consacrée à mériter l'accueil qu'il recevait des habitans de Reggio.

1806. Italie.

Du 17 avril au 9 mai, Joseph parcourut les provinces méridionales de son royaume, afin d'accoutumer les peuples à sa vue. Ce voyage, que les Anglais entreprirent vainement de troubler, en cherchant à exciter des insurrections dans les lieux que traversait le monarque intrus, s'effectua sans aucun accident. Joseph rentra le 11 mai à Naples, et y trouva le maréchal Jourdan, que Napoléon avait nommé gouverneur de cette capitale, en le chargeant de l'organisation militaire du royaume.

1806. Italie.

Une garde d'honneur, composée, comme dans tous les lieux où le nouveau roi venait de passer, des jeunes gens les plus distingués de la ville de Naples, vint au devant de lui jusqu'à Casonio. Les généraux qui se trouvaient alors à Naples, le maréchal Jourdan et son état-major, les autorités principales, le corps municipal, l'archevêque et son clergé, reçurent Joseph à la porte de la capitale, et l'accompagnèrent jusqu'à son palais. On remarqua dans la foule qui formait ce cortège un grand nombre de Napolitains récemment tirés des fers des Barbaresques par l'intervention de l'empereur des Français auprès des régences : ces captifs portaient dans leurs mains des palmes en signe de leur libération, et faisaient retentir les rues de Naples des accens de leur reconnaissance.

Tandis que Joseph s'asseyait ainsi sur le trône du roi Ferdinand, les Anglais, qui croisaient dans le golfe de Naples, tentaient de s'emparer des îles de Procida et d'Ischia. Cette entreprise n'eut d'autre résultat que de rendre ces champions de la cour de Sicile témoins des fêtes et des réjouissances qui avaient lieu dans Naples pour célébrer la chute d'un gouvernement dont ils n'étaient plus les directeurs. Quatre de leurs bâtimens, qui se tinrent constamment devant le port et qui s'approchèrent très-près de Castel-a-Mare, furent canonnés par l'artillerie de ce fort, et obligés de prendre le large.

Cependant, des bandes de malfaiteurs tirés des prisons et des bagnes avaient été organisées en Sicile, et les Anglais profitaient de l'obscurité des nuits pour les vomir incessamment sur les côtés napolitaines, à l'effet de servir de ralliement aux anciens brigands que la destruction de l'armée royale avait forcés de se disperser dans les montagnes. Un de ces corps auxquels la cour de Palerme donnait la dénomination de régiment, et qui avait pour chef un sicaire de profession appelé *Pane di Grano*, fut débarqué sur la côte

de Calabre aux environs de Squillacio; il devint, avec quelques autres, le noyau d'une armée insurrectionnelle qui signala de nouveau les noms célèbres de *Sciarpa*, *Fra-Diavolo* et *Pansanera*, et contre laquelle il fallut, par la suite, employer des forces imposantes. 1806. Italie.

Un des meilleurs moyens que le ministère du roi Joseph pût employer pour déjouer les espérances fondées par l'ancienne cour sur les progrès de l'insurrection dans les provinces, était sans contredit la réorganisation de l'armée nationale; il y trouvait le double avantage d'augmenter ses forces répressives et de donner de l'emploi à cette foule d'individus, qui, dans les états monarchiques surtout, n'ont point d'autre ressource que celle de la profession des armes. Le nouveau gouvernement s'occupa également de la formation d'une garde civique dans chacune des provinces du royaume.

Après s'être occupé des premiers détails de l'administration, et avoir pris toutes les mesures qu'il crut nécessaires au maintien de la tranquillité publique et à l'affermissement de son autorité, le roi reporta toute son attention sur le siége de Gaëte, que la généreuse et habile défense du prince de Hesse-Philipstadt prolongeait bien au-delà du terme que l'on avait présumé.

Le terrain sur lequel il fallait conduire les attaques présente deux éminences: la première est couronnée par un plateau, sur lequel se trouve une ancienne construction qui porte le nom de *Torre Atratina*, et dont les Français avaient fait leur dépôt de munitions pour l'artillerie; la sommité de la seconde, appelée *Monte-Secco*, est à deux cent cinquante toises environ du corps de la place; la Torre Atratina en est éloignée de quatre cents toises. Ces deux hauteurs, assez rapprochées l'une de l'autre, sont séparées par un col ou ravin, qui n'est point assez profond pour qu'on puisse s'y dérober à la vue et même au feu de la place. A gauche, se trouve le

1806. Italie. faubourg appelé *Borgo di Gaeta*, qui renfermait, avant l'approche des Français, neuf mille habitans; sur la droite, le terrain s'abaisse et est coupé dans la partie la plus éloignée de la ville par des haies ou des murs servant de clôture à des jardins; dans la partie qui touche le pied du Monte Secco et qui se prolonge vers les remparts de la place, le sol est formé d'un sable mouvant amoncelé en dunes.

Les deux collines dont nous venons de parler, ont elles-mêmes très-peu de terre à leur surface, notamment le Monte-Secco où la roche se montre presque partout à nu, excepté sur ses flancs, dont la pente est plus adoucie. Nous venons de dire que le sable commence au pied de la dernière hauteur: c'était la seule position que les assiégeans pussent prendre pour établir leurs batteries, tout le terrain de droite se trouvant trop bas par rapport aux ouvrages de la place qui le dominent avec avantage.

On éleva d'abord sur le plateau de la Torre Atratina deux batteries, qui ne furent armées que fort tard; à gauche, sur le penchant de la colline, près d'un couvent de Recollets, on en construisit une troisième pour recevoir des mortiers qu'on y plaça immédiatement.

La position du Monte-Secco, trop voisine et trop plongée par les ouvrages de la place, dont le front était garni de batteries nombreuses et bien servies, ne permettait pas qu'on pût s'occuper, dès le début du siége, d'y placer de l'artillerie. Il fallait commencer par faire des approches régulières, pour y conduire les matériaux que la nature du sol rendait indispensables.

On avait reconnu de bonne heure qu'il était impossible d'attaquer la place autrement que dans les règles prescrites; mais le matériel de l'artillerie était difficile à réunir en quantité suffisante: plusieurs objets manquaient absolument; il fallait construire presque tous les affûts, fondre des mortiers,

faire venir de la poudre de plusieurs points très-éloignés : ces soins entraînaient un retard d'autant plus prolongé, que l'armement des côtes du royaume, celui surtout de la rade de Naples, incessamment menacée par les croisières anglaises, consommait une grande partie des moyens disponibles ; enfin les circonstances ayant fait sentir vivement la nécessité de terminer cette opération avec promptitude, et le roi ayant donné, à cet égard, les ordres les plus positifs, on s'en occupa avec une nouvelle activité vers le commencement de juin. Tout se trouvait à peu près terminé le 7 juillet, jour où les premières batteries furent démasquées. 1806. Italie.

Le général de brigade du génie Vallongue, officier d'une grande espérance, et qui s'était déjà acquis une réputation méritée de savoir et de bravoure, dirigeait, sous l'inspection du général Campredon, tous les travaux de tranchée : il fut blessé mortellement à la tête d'un éclat d'obus, dans la matinée du 29 juin, et expira peu d'instans après : cette perte plongea l'armée de siége dans une grande affliction. Vallongue joignait à toutes les qualités du guerrier celles qui constituent l'homme aimable, et les vertus qui distinguent le bon citoyen ; le roi Joseph, en venant visiter la tranchée dans la nuit du 29 au 30, ordonna qu'un monument funéraire serait élevé au brave Vallongue sur le terrain où ce général avait succombé [1].

Jusqu'à cette époque, les assiégeans n'avaient point répondu au feu que la place faisait presque journellement depuis quatre mois sur eux ; quelques batteries élevées sur la côte, ri-

[1] Dans cette visite des travaux du siége, Joseph demanda aux grenadiers du cinquième régiment de ligne qui étaient de tranchée, s'ils se trouvaient mieux là qu'au camp. Ils répondirent : au camp, si nous pouvons y voir et combattre l'ennemi en rase campagne ; ici, si l'assaut est promptement commandé. » Le maréchal Masséna accompagnait le roi, qui, après avoir passé, le 30, la revue des troupes de siége, se rendit au camp établi près du Garigliano, et où il fixa son quartier-général.

1806. Italie.

postaient seulement au canon des bâtimens de la croisière anglaise, qui s'approchaient souvent assez près pour incommoder les travailleurs.

L'artillerie de la place était formidable : on comptait plus de cent pièces en batterie sur le seul front d'attaque ; et la consommation, souvent inutile, des munitions, pouvait faire juger de leur abondance, puisqu'il était des jours où les coups tirés par les divers ouvrages s'élevaient à plus de deux mille.

Un feu aussi nourri avait dû naturellement retarder les travaux des assiégeans, d'autant mieux que, ayant commencé le siége avec très-peu de monde (une seule brigade forte à peine de deux mille combattans), et n'ayant pas l'espoir d'être promptement renforcé, le général Lacour ne voulait point trop exposer ses soldats.

D'un autre côté, les ingénieurs s'étaient trouvés eux-mêmes arrêtés par la lenteur des préparatifs de l'artillerie.

Toutefois ce retard avait fait apporter une plus grande attention dans la direction des travaux ; aucune des précautions dont l'art enseigne la tactique n'avait été omise ; on avait surtout donné aux parapets une dimension plus grande que celle que l'on suit dans les siéges ordinaires. Par ce moyen, on rendit la perte d'hommes très-modérée relativement à la longueur du siége et au feu soutenu des assiégés ; les boulets lancés de la place ne commencèrent à incommoder les travailleurs que lorsqu'on s'occupa d'élever des batteries sur le Monte-Secco, et ce fut alors seulement que les bombes firent un effet sensible : il n'y avait pas moyen d'éviter cet inconvénient, et le général Campredon ne réussit qu'à l'atténuer en prenant d'ailleurs toutes les précautions que ses talens et son expérience lui indiquèrent ; il mit, dans la construction des batteries dont nous parlons, toute l'activité permise par les circonstances.

L'extrême irrégularité du terrain contrariait les données ordinaires dans l'emplacement de la tranchée et des batteries. En effet, outre que l'on trouvait en beaucoup d'endroits le rocher à la surface du sol, les travailleurs étaient souvent arrêtés dans leur cheminement par des constructions et des fondations très-solides qui remontaient au temps des Romains, car tout ce terrain paraît avoir fait partie de l'ancienne *Caieta*. Ces obstacles imposaient l'obligation de se servir du pétard pour percer le rocher ou la maçonnerie dont nous parlons, presque aussi difficile à attaquer.

1806.
Italie.

La majeure partie des remblais du parapet furent fortement construits avec des matériaux ou des terres apportées de loin; ce qui nécessitait l'emploi d'une immense quantité de sacs à terre, de fascines, de gabions, de fagots, de sapes, de tonneaux, etc.; la partie droite des tranchées, presque toute située sur un sol de sable, exigeait une grande fatigue par la difficulté de revêtir les talus des parapets assez solidement pour résister, non-seulement à l'action continuelle de l'artillerie de la place, mais encore à celle de la poussée violente des sables, qu'on ne pouvait vaincre qu'à force de poutres et de madriers. Le voisinage de Borgo di Gaeta, abandonné par la majeure partie de ses habitans, fournit heureusement pour cela, des ressources précieuses qu'on n'aurait pu se procurer qu'avec des dépenses considérables.

Les travaux faits sur la hauteur de la Torre-Atratina pouvaient être considérés comme équivalant à une première parallèle dans un siége ordinaire; on y avait formé les dépôts pour les premières attaques, et c'est de ce point que partaient les communications vers les travaux avancés. La deuxième parallèle, qui formait le Monte-Secco, fut la dernière qu'on jugea nécessaire d'après le plan adopté de pénétrer jusqu'au corps de la place sans s'établir dans les chemins couverts; on se contenta ensuite de pousser les cheminemens

1806. Italie. à droite et à gauche jusqu'au pied du glacis et le plus près possible des brèches.

La construction des batteries sur le Monte-Secco, offrant de grandes difficultés, n'avait commencé que vers la fin de mai. A cette époque, les cheminemens étaient avancés sur la gauche jusqu'à l'extrémité du faubourg, et sur la droite jusqu'à un endroit qu'on avait jugé propre à recevoir une batterie de mortiers [1].

Les batteries du quai du faubourg, au nombre de quatre, destinées comme celles de l'anse de droite, à éloigner les bâtimens ennemis qui s'approchaient trop de la côte, avaient en outre l'avantage de battre la place, et de pouvoir ouvrir des brèches du côté de la citadelle. Elles avaient exigé de grands travaux, par la nécessité où l'on s'était trouvé d'abattre beaucoup de bâtimens, et entre autres une vaste église, pour leur préparer de l'emplacement. Pendant cette opération, le canon de la place n'avait point cessé de tirer sur les tirailleurs, et de les incommoder fortement.

Les batteries de mortiers avaient été convenablement distribuées; elles protégeaient les travaux contre le feu des chaloupes anglaises, et elles inquiétaient surtout plusieurs batteries de la place que le canon ne pouvait pas atteindre, notamment la batterie dite *de la Reine*, qui, par sa position, dominait celle des assiégeans, et avait causé jusqu'alors beaucoup de dommage aux travailleurs. Elle avait, dans l'origine, dix-huit embrasures, et les assiégés l'avaient prolongée, sur leur gauche, de douze autres, avec un épaulement de tonneaux et de sacs à terre.

L'artillerie ne fut placée, dans les batteries de siége, qu'au premier juillet. Le maréchal Masséna, qui venait souvent de son quartier-général de Portici examiner les progrès

[1] Celle no. 3. Voyez le plan du siége.

des travaux, s'était décidé à ne démasquer ces batteries que toutes à la fois, contre l'avis des ingénieurs, qui pensaient qu'on devait d'abord faire jouer celles du plateau de la Torre Atratina, garnies d'un certain nombre de mortiers de gros calibre, tandis qu'on travaillerait aux ouvrages plus avancés vers la place; mais la considération de la grande supériorité qu'aurait conservée l'artillerie des assiégés avait déterminé le maréchal Masséna, et même le général commandant du génie Campredon, à persister dans la première résolution. 1806. Italie.

Le feu des Français commença, ainsi que nous l'avons dit, le 7 juillet : cinquante pièces de canon du calibre de 24 et 33, et vingt-trois mortiers tirèrent tous à la fois sur la place, et firent un tel ravage ce jour-là et les suivans, que, le 18 au matin, les assiégés furent réduits à capituler. Dès le 10, quatrième jour de ce feu terrible, auquel la place répondit avec vigueur, le prince de Hesse, qui s'était porté au bastion des trois étages pour encourager par sa présence les canonniers napolitains, y avait été blessé grièvement à la tête par un éclat de bombe, et on l'avait conduit presque sur-le-champ à bord d'une des frégates anglaises qui croisaient devant le port. La perte que la garnison de Gaëte fit dans la personne de ce brave gouverneur, doit être regardée comme l'une des causes qui accélérèrent la reddition de la place. Le 17 juillet, une brèche faite à la citadelle était assez large pour donner passage à seize hommes de front; trois colonnes étaient prêtes à y monter successivement, et les grenadiers qui formaient la première attendaient impatiemment le signal de l'assaut. C'est alors que le maréchal Masséna, voulant éviter aux habitans les suites d'une pareille prise, fit sommer, pour la dernière fois, la garnison de se rendre. Par la capitulation, qui fut signée dans la journée du 18, les troupes chargées de la défense de Gaëte, au nombre de sept mille cinq

1806. Italie. cents hommes, obtinrent la faculté de s'embarquer pour la Sicile avec armes et bagages, sous la condition expresse de ne point servir contre la France pendant le terme d'un an et un jour. Huit pièces de campagne, que cette garnison eut la permission d'emmener avec elle, attestaient l'estime qu'elle avait inspirée à ses vainqueurs par sa conduite.

La porte principale de la ville et la poterne du bastion dit de Brescia furent remises, le 19, à cinq heures du matin, aux troupes françaises; mais celles-ci n'entrèrent dans la place qu'au moment où la garnison achevait son embarquement.

Les Anglais supportèrent aussi leur part des pertes que leurs intrigues faisaient essuyer à la maison royale déchue du trône de Naples. Ils avaient fait de grands frais pour l'approvisionnement de Gaëte, et dans le matériel de l'artillerie de cette place, se trouvaient de superbes mortiers aux armes britanniques, qui tombèrent, avec le reste, au pouvoir des vainqueurs.

La prise de Gaëte fit honneur aux troupes qui y furent employées, et spécialement à l'arme du génie. Le général Campredon mérita les éloges du maréchal Masséna, autant pour sa bravoure et son activité, que pour les talens qu'il avait développés en cette occasion. Cette heureuse issue du siége, le troisième que la place eut à soutenir depuis deux cents ans, rendait disponible un corps de seize mille hommes, qui, dans la nouvelle situation des choses, allait être d'une grande utilité sur d'autres points.

L'enthousiasme réel ou simulé avec lequel un très-grand nombre de Napolitains avaient reçu le nouveau roi que leur avait imposé Napoléon, commençait à se refroidir d'une manière très-sensible. Les principaux emplois du gouvernement confiés à des Français, le non allégement des impôts, conservés pour subvenir aux frais de la guerre nationale et du luxe de la nouvelle cour, l'affluence à Naples d'une foule d'in-

trigans français et italiens qui venaient y chercher une existence brillante qu'ils n'avaient pu se procurer dans leur patrie : telles étaient les premières causes d'un mécontentement qui menaçait de devenir général, et qui ranimait toutes les espérances de l'ancienne cour. Trois mois étaient à peine écoulés depuis l'intronisation de Joseph, que déjà une fermentation sourde agitait la plupart des provinces. Les agens du gouvernement et même plusieurs généraux de l'armée française avaient, par des contributions levées arbitrairement, changé les dispositions pacifiques des habitans. Les Calabrois, surtout, peuple accoutumé, sous l'ancienne dynastie, à une sorte d'indépendance, et chez lequel se trouvaient, comme on l'a vu plus haut, les moteurs insurrectionnels que les Anglais avaient amenés de Sicile, ou qui s'étaient réfugiés dans les montagnes de cette province; les Calabrois, disons-nous, supportaient impatiemment le joug des dominateurs et se préparaient à un soulèvement.

1806. Italie.

La reine Caroline, bien informée de la disposition des esprits par les nombreux partisans qu'elle avait dans le royaume, crut le moment favorable pour tenter une attaque ouverte, dans laquelle, cette fois, les Anglais devaient lui prêter un secours encore plus direct que tous ceux qu'elle en avait reçus jusqu'alors.

Dans un conseil tenu à Palerme, et auquel assistèrent les généraux anglais de terre et de mer, il fut résolu qu'une descente aurait lieu en Calabre, dont les habitans paraissaient enfin déterminés à se lever en masse pour la véritable cause royale.

Lors de l'entière occupation des provinces du royaume de Naples par l'armée française, on avait arrêté, emprisonné tous les chefs d'insurrection qui n'avaient pu parvenir à se cacher ou à passer en Sicile. La plupart de ces hommes, couverts de crimes, et redoutés des habitans eux-mêmes par les

1806. Italie.

excès auxquels ils s'étaient livrés dans l'insurrection de 1799, devaient être, en bonne justice, jugés suivant toute la rigueur des lois; mais Joseph, croyant se populariser, en usant de clémence vis-à-vis de pareils individus, saisis presque tous les armes à la main, donna l'ordre exprès de les remettre en liberté. Ils ne tardèrent pas à prouver l'imprudence d'une pareille concession. Les uns furent chercher un asile auprès des Anglais; les autres restèrent dans le pays pour y continuer leur métier, en formant de nouvelles bandes. Bientôt réunis aux mécontens, ils ourdirent une conjuration qui s'étendait des rives du Calento jusqu'à Matera, et avait même des ramifications dans l'Apulie. Quelques bandits qui infestaient la partie occidentale de la Basilicate et les frontières de la principauté de Salerne, eurent même l'audace d'entrer à main armée et tambour battant, le 18 juin, dans le bourg de Salo, qu'ils mirent au pillage, et où ils exercèrent leurs horreurs habituelles.

Aussitôt que le colonel napolitain, prince Pignatelli, fut informé de ce mouvement, il marcha sur les bandits avec un détachement de gendarmes provinciaux, et donna des ordres pour le rassemblement de deux bataillons de milice nationale : cette démonstration suffit pour mettre en fuite les brigands. Plusieurs d'entre eux furent pris et livrés par les habitans. Des détachemens français et napolitains parcoururent la Basilicate et la principauté de Salerne en chassant et traquant les fugitifs comme des bêtes fauves. En cette occasion, les habitans de Muro, d'Ovigliano et de Pierno, qui avaient plus ou moins souffert des ravages de la bande, se firent remarquer par leur courage et leur acharnement à poursuivre ses débris.

Jusqu'alors, les Anglais, occupés du soin de donner asile sur leurs bâtimens, ou de rallier ces rebelles quands ils étaient dispersés, pour les porter sur un autre point, s'étaient essayés

sans péril au rôle qu'ils jouèrent depuis avec tant de succès auprès des *guerillas* espagnoles. Suivant, le long des côtes, tous les mouvemens des bandes napolitaines, ils leur faisaient passer incessamment des armes, de l'argent et des munitions, ou envoyaient des chaloupes à terre pour recevoir ceux qui étaient poursuivis trop vivement. 1806. Italie.

La croisière principale des bâtimens britanniques était aux environs du détroit de Messine. Des frégates et des bâtimens légers couraient les côtes napolitaines sur l'Adriatique et la Méditerranée. Vers le 15 juin, une de ces frégates parut devant le cap d'Alise : les embarcations, qui s'approchèrent du rivage, annonçant un débarquement, la milice des villages voisins prit les armes pour repousser les dangereux protecteurs ou libérateurs qu'on leur amenait, et la contenance de cette troupe fit éloigner les chaloupes et prendre le large à la frégate.

De pareilles démonstrations se firent avec aussi peu de succès sur d'autres points. Quelques péniches s'étant présentées devant Majuri, l'officier anglais qui les commandait eut l'impudence de faire appeler les autorités locales pour leur remettre des vivres de toute espèce, espérant que cet appât séduirait au moins la classe la plus nécessiteuse, comme, dans les mers d'Amérique et de l'Océan indien, les navigateurs cherchent à gagner l'affection des sauvages au moyen de quelques bouteilles de rum ou de tafiat. Les magistrats refusèrent de se rendre à cette ignoble invitation, et le peuple ne témoigna pas grand désir de recevoir le présent qui lui était offert. Les Anglais se bornèrent donc à déposer sur la plage les proclamations, qui ne produisirent d'abord aucun effet, mais qui, répandues sur d'autres points, devinrent plus tard un moyen de ralliement pour les mécontens et les gens sans aveu.

1806. Italie. Joseph se détermina à nommer des commissions militaires pour sévir contre les agens d'embauchage. La police napolitaine, à la tête de laquelle se trouvait l'ex-conventionnel français Salicetti, fit arrêter à Policastro dix-huit individus qui étaient prévenus de correspondre avec les Anglais, et d'être leurs agens dans le pays. On découvrit dans leurs maisons des uniformes français reconnus pour avoir été portés par des officiers français, qui, forcés, en revenant d'Egypte, de relâcher dans ce port napolitain, y avaient été assassinés. Des papiers, saisis également dans le domicile des prévenus, prouvèrent que cet attentat au droit des gens, avait été excité et récompensé par la police de l'ancien gouvernement.

Sur ces entrefaites, les Anglais et la cour de Palerme avaient achevé les préparatifs de l'expédition projetée en Calabre. Le 1er juillet, on vit sortir du port de Messine un convoi chargé de troupes, sous la protection de plusieurs vaisseaux anglais. Cette flotte fit voile vers Stromboli, et vint ensuite débarquer, vis-à-vis Santa-Eufemia, six mille hommes de troupes britanniques et trois mille hommes de troupes de ligne napolitaines, auxquels devaient se joindre très-promptement quatre mille insurgés qui se tenaient, depuis quelque temps, à portée. Cette armée était sous le commandement du général anglais Stuart. Le général Reynier, laissé en Calabre par le roi Joseph pour gouverner la province, s'empressa, au premier avis qu'il reçut de ce débarquement, de réunir toutes les forces dont il pouvait disposer. La division sous ses ordres se composait des premier et vingt-troisième régimens d'infanterie légère, quarante-deuxième de ligne, deux bataillons du premier régiment suisse, neuvième de chasseurs à cheval, et une batterie d'artillerie à cheval. Ces troupes se trouvaient cantonnées à d'assez grandes distances, et le général anglais espérait profiter

du retard qu'occasionerait leur rassemblement, pour faire quelques progrès dans le pays, et se renforcer de nouvelles bandes qui s'organisaient; mais, dès le 3, l'avant-garde française était en présence de l'armée anglo-napolitaine, bivouaquée au pied de la colline sur laquelle est bâtie Santa-Eufemia, sa gauche appuyée à cette petite ville et sa droite à la mer. Le général Stuart avait choisi cette position comme la plus favorable pour préserver ses troupes de l'air pestilentiel qui règne en cette saison dans la plaine marécageuse qui entoure Santa-Eufemia. La division française passa la nuit du 3 au 4 sur la route de Nicastro, dans le bois de Fundaco del Fico.

1806.
Italie.

Le lendemain, le général Stuart, quittant sa position, forma ses troupes en bataille parallèlement au rivage de la mer, en appuyant sa droite vers l'embouchure de l'Amato. Le général Reynier donna l'ordre au général Compère, qui commandait l'avant-garde, de passer la rivière que nous venons de nommer. Ce mouvement fut protégé par des compagnies de voltigeurs qui éclairaient le petit bois et les broussailles qui bordent la rive droite; mais les nombreux tirailleurs que l'ennemi avait envoyés sur ce point, repoussèrent les voltigeurs français avant que le général Compère eût achevé de former sa brigade. La ligne anglaise s'étant ébranlée en cet instant, il s'engagea une canonnade et une vive fusillade qui causèrent de grands ravages dans la brigade française, encore dans le désordre d'une formation précipitée: elle eut, en quelques minutes, six à sept cents hommes hors de combat; le général Compère eut le bras cassé par une balle en ralliant ses troupes. Malheureusement, le gros de la division était encore trop éloigné pour remédier à ce premier échec, et le mouvement rétrograde imprimé à l'avant-garde jeta de la confusion dans les autres troupes qui passaient alors l'Amato. Le vingt-troisième régiment d'infanterie légère eut seul la fermeté

1806. Italie. d'arrêter l'ennemi, et protégea la retraite de la division, qui s'effectua par la vallée de l'Amato sur Catanzaro. La belle conduite du colonel Abbé [1], qui commandait le vingt-troisième régiment, valut à cet officier le grade de général de brigade [2].

Au bruit du canon tiré dans la plaine de Santa-Eufemia, on vit arriver de nombreux détachemens de paysans armés; le tocsin sonna bientôt dans les villages environnans, et le

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, etc.

[2] L'air qu'on respire en été dans la plaine de Santa-Eufemia est si insalubre, qu'il suffit, dit-on, aux personnes non acclimatées de traverser cette plaine pour y prendre la fièvre. Ce grave inconvénient fit penser, dans le temps, à quelques généraux de l'armée de Naples, que le général Reynier aurait dû, au lieu de se porter sur l'armée anglo-napolitaine, se placer sur les montagnes des environs, et attendre dans cette position l'armée anglaise. Ils supposaient que le général Stuart, n'osant point attaquer la division française, serait resté en observation devant elle, et qu'alors l'influence du climat s'exerçant sur les troupes anglaises, le grand nombre de malades qu'elles auraient eus en peu de temps, aurait nécessité leur rembarquement. Cette opinion nous a paru fausse de tout point. D'abord, le général Reynier pouvait raisonnablement espérer, en se portant rapidement, comme il le faisait, sur le lieu du débarquement, que sa présence inattendue déconcerterait l'ennemi, et qu'il n'était point impossible de battre un corps d'armée dont les Anglais seuls faisaient toute la force. Ensuite, on ne peut pas supposer que le général Stuart, connaissant l'insalubrité des plaines de Santa-Eufemia, fût resté dans cette position, lorsqu'il avait la facilité d'en choisir une plus avantageuse, et même de tourner celle qu'aurait prise le général Reynier. Enfin, l'inaction des troupes françaises en cette circonstance, favorisant l'insurrection générale de la province, comment le général Reynier aurait-il pu faire vivre sa division dans cette même position isolée, où l'on voudrait qu'il se fût placé?

Dans la nuit du 3 au 4, plusieurs déserteurs du régiment suisse de Watteville, à la solde de l'Angleterre, arrivèrent aux avant-postes français sur la route de Nicastro. Un d'eux, du grade de sergent, dit au général Reynier que tous les Suisses avaient résolu de déserter au premier coup de fusil, pour ne point se battre contre leurs camarades qui servaient dans la division française, et pour retourner dans leur patrie. La malheureuse issue du combat qui eut lieu le lendemain empêcha sans doute l'effet de cette résolution.

drapeau blanc fut arboré sur tous les clochers. L'insurrection devint bientôt générale. Les artisans quittaient leur ouvrage, les pâtres abandonnaient leurs troupeaux pour grossir les bandes déjà organisées. En un mot, on se réunissait de toutes parts pour tomber sur les Français isolés ; et comme cette populace effrénée manqua bientôt de victimes, elle se porta dans les maisons des riches habitans, qu'elle accusait d'être partisans des Français, et y conduisit avec elle le pillage, la mort et l'incendie. Les femmes et les enfans mêmes ne furent point épargnés. Les petits postes établis sur les routes pour la correspondance de l'armée furent égorgés. Toutefois, quelques-uns échappèrent, comme par miracle, à ce massacre général. Le commandant d'un détachement polonais en garnison dans un fort sur la côte, saisissant adroitement le moment d'indécision qui précède toujours ces sortes de soulevemens populaires, sortit avec sa troupe, et traversa la ville tambour battant au milieu d'un rassemblement, qui laissa passer ces braves sans oser les insulter. Cependant, quelques-uns des plus audacieux parmi les insurgés coururent se poster dans un défilé, et blessèrent quelques hommes de ce détachement, qui réussit à gagner Cozenza.

1806. Italie.

Le général Verdier se trouvait dans cette dernière ville avec huit à neuf cents hommes. Toute la population des environs, levée en masse, vint bientôt l'assiéger. Cozenza, sans remparts et située dans une espèce d'entonnoir, n'offrait aucun moyen de défense, et Verdier se détermina à l'évacuer, pour se retirer, à la faveur de nuit, sur Cassano. Cette ville était occupée par une bande considérable d'insurgés, que les Français dispersèrent en un moment. Les habitans de Cassano ayant lâchement assassiné quelques soldats qui étaient restés malades à l'hôpital, plusieurs maisons furent pillées et même incendiées par le détachement du général Verdier, qui parvint à

1806. Italie. gagner le territoire de l'Apulie, où l'insurrection n'avait point encore gagné.

Cependant le général Reynier avait effectué sa retraite sur Catanzaro, dans le meilleur ordre et emmenant avec lui la plus grande partie des blessés du combat sur les bords de l'Amato [1]. Pendant cette marche, le général envoya au roi Joseph le rapport des événemens qui venaient d'avoir lieu à Santa-Eufemia, et le courrier fut assez heureux pour traverser le pays sans être arrêté.

L'armée anglo-napolitaine avait été arrêtée sur les rives de l'Amato par l'intrépidité du vingt-troisième léger, si dignement commandé par le brave colonel Abbé. Le général Stuart n'avait point suivi la division française dans sa retraite, soit qu'il craignît de s'aventurer dans l'intérieur des terres, soit qu'il crût devoir laisser à l'exaspération des Calabrois le soin d'achever sa victoire sur des troupes qu'il supposait entièrement désorganisées : tel était du moins le langage des officiers anglais, pour justifier le séjour de leur armée sur l'Amato après le combat du 4 juillet. Mais le général Reynier avait encore assez de troupes pour ne pas craindre les efforts des insurgés, qui, au nombre de douze mille hommes, vinrent le bloquer dans Catanzaro, quand il y fut arrivé.

Le général anglais profita de son séjour aux environs de Santa-Eufemia pour renvoyer en Sicile la partie de son artillerie qu'il jugea inutile dans un pays de montagnes, où les communications présentent beaucoup de difficultés pour le charriage des pièces ; après avoir fait embarquer également ses blessés et ses prisonniers, il se mit en marche, le 8 juillet, sur Maida. Apprenant bientôt tous les excès auxquels se li-

[1] Le neuvième régiment de chasseurs avait mis pied à terre, et chaque cavalier conduisait par la bride son cheval porteur d'un ou deux blessés.

vraient les insurgés envers les Français qui tombaient entre leurs mains, il en parut affligé, et fit publier dans la province une proclamation, par laquelle il ordonnait qu'on cessât ces massacres, et promettait dix ducats pour chaque soldat et quinze pour chaque officier que les habitans ameneraient sains et saufs à son quartier-général. Cette mesure, quoique tardive, sauva cependant la vie à plusieurs individus de l'armée.

1806.
Italie.

Les garnisons des forts de Scylla et de Reggio quoique très-faibles, la première était formée de deux cent treize hommes du vingt-troisième d'infanterie légère, et la seconde de deux compagnies du premier régiment de la même arme, paraissaient disposées à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Le général Stuart, informé qu'elles avaient résisté aux premières troupes envoyées contre elles, se détermina à marcher lui-même avec les troupes anglaises sur ces deux places qu'il lui importait de réduire, pour rendre libre la navigation du canal de Messine, et s'assurer un pied sur le continent. En effet, si ces garnisons s'obstinaient à tenir assez de temps pour que le roi Joseph eût le loisir d'envoyer des renforts au général Reynier, l'entière réoccupation de la Calabre par les Français n'était plus difficile. Le général anglais fit donc attaquer vivement les deux forts. Le vieux château de Reggio fut assez promptement rendu ; mais le fort de Scylla où commandait le chef de bataillon du génie Michel, homme de tête et de cœur, résista long-temps aux forces réunies de terre et de mer qui l'assiégèrent. Enfin, après avoir souffert pendant dix-neuf jours un bombardement non interrompu, cette brave garnison, privée d'eau potable, et réduite à une centaine de combattans, fut obligée de capituler. Elle obtint les honneurs de la guerre, et d'être conduite en France, prisonnière sur parole [1].

[1] Avant ces événemens, on ne prévoyait pas que le fort de Scylla dût sou-

1806. Italie. Lorsque le roi Joseph reçut la dépêche du général Reynier, qui lui annonçait à la fois le débarquement de l'armée anglo napolitaine et la situation éminemment critique où se trouvait la division française, toutes les communications étaient interceptées. Il fallut donc faire passer les ordres à Tarente, pour qu'on les envoyât de là par mer sur quelque point de la côte de Calabre, encore occupée par les troupes françaises. La lettre du roi en réponse à celle du général Reynier parvint heureusement à Cortone. L'officier polonais qui commandait dans cette ville, se trouva fort embarrassé; bloqué lui même par les insurgés, il ne savait comment faire tenir cette dépêche importante à son adresse. Dans cette situation, il crut devoir ouvrir la lettre du roi et en faire lui même quatre copies qu'il chargea quatre Napolitains affidés de porter à Catanzaro, par des chemins détournés et sous des déguisemens différens. Un seul de ces émissaires arriva dans la nuit à sa destination, après avoir échappé avec adresse à la vigilance de ses compatriotes.

Joseph donnait l'ordre au général Reynier d'abandonner Catanzaro et de se replier jusqu'à Cassano, où il devait attendre l'arrivée du maréchal Masséna, qui allait se mettre en marche avec son corps d'armée pour le secourir : en effet, la prise de Gaëte permettait alors de disposer des troupes qui y avaient été employées. Les nombreuses bandes d'insurgés qui entouraient Catanzaro ne s'opposèrent que faiblement à la sortie de la division Reynier : elles se bornèrent

tenir un siége par terre, et c'est ce qui en avait fait négliger les approvisionnemens. La citerne, dégradée depuis long-temps, ne pouvait plus conserver l'eau. Lorsqu'après le combat du 4 juillet, le commandant Michel dut craindre de se voir bientôt assiégé, il avait rassemblé à la hâte quelques provisions, et surtout des barriques d'eau ; mais cette dernière ressource était épuisée dès le douzième jour du siége.

à la suivre en tiraillant sans quitter les hauteurs; car ces misérables, qui ne montraient de l'audace que pour les assassinats partiels, n'osaient point descendre sur le rivage par où s'avancait la colonne, dans la crainte d'être chargés par le neuvième de chasseurs qui marchait sur ses flancs. Des bâtimens anglais suivaient également le mouvement des Français, et tiraient sur ceux-ci quand ils en trouvaient l'occasion favorable, mais presque toujours infructueusement. La division fut ainsi convoyée jusqu'à Cortone, où le général Reynier laissa ses blessés. Les insurgés, de concert avec la croisière anglaise, ayant assiégé cette dernière ville aussitôt après le départ de la colonne française, la garnison ne se trouva point assez nombreuse pour résister à la fois aux attaques du dehors, et au soulevement général des habitans de la ville, qui en fut la conséquence naturelle. Au bout de deux jours, le commandant polonais fut forcé de capituler et de se rendre presqu'à discrétion.

1806. Italie.

Le général Reynier continuait à s'avancer aussi rapidement que la nécessité de procurer des vivres à sa troupe le lui permettait. Le village de Strongoli osa se refuser aux réquisitions qui lui furent faites à ce sujet. L'entourer, le prendre d'assaut [1], le piller et le brûler fut l'affaire de quelques heures. Avant le passage de la division, les habitans de

[1] Les villes et les villages des côtes de la Calabre sont situés sur des hauteurs d'un difficile accès, et sont tous entourés d'une chemise ou muraille assez forte, dont la construction remonte presque généralement à l'annee 1550. Don Fabrizio Pignatelli, alors gouverneur de cette province, les fit élever pour garantir les habitans des fréquens débarquemens des Turcs, qui infestaient à cette époque toutes les côtes du royaume. Les tours placées de distance en distance et en vue les unes des autres, que l'on remarque sur les deux rivages de la Méditerranée et de l'Adriatique, furent bâties dans le même temps et pour le même but.

1806. Italie.

Strongoli avaient arrêté dix-sept soldats français isolés, ils les avaient plongés dans un cachot infect sans presque leur donner de nourriture. Chaque jour, un de ces malheureux était tiré de sa prison et coupé en morceaux sous les yeux de ses camarades. Au moment où le village fut emporté, il restait encore dix de ces victimes que les brigands n'avaient pas eu le temps d'égorger.

La petite ville de Ciro, témoin du châtiment infligé à Strongoli [1], s'empressa d'offrir à la division française tout ce qui lui était nécessaire en vivres. Cette conduite sage, ou, si l'on veut, cette concession de la crainte, fut considérée comme un crime par tous les villages des environs; ils tournèrent leurs armes contre Ciro après le départ des Français, et saisirent ce prétexte pour ravager les propriétés rurales des habitans aisés. En effet, l'appât du pillage faisait seul mouvoir les prétendus défenseurs de l'ancienne royauté; cette guerre, qui paraissait dirigée contre les étrangers oppresseurs, se faisait réellement contre un grand nombre de riches Napolitains. On ne se bornait point à les piller et à les dépouiller, on les incarcérait ou on les massacrait, et on les forçait, par cette persécution atroce, à venir chercher un asile auprès de ces mêmes Français dont on voulait délivrer le pays. Ces malheureux émigrés, désignés par les insurgés sous le nom de *jacobini*, prenaient forcément parti pour le roi Joseph. Dans les endroits où le nombre des riches pouvait imposer au reste de la population, ils se déclaraient ouvertement contre les bandes, qui prenaient le nom de *masses royales*, mais que les Français désignaient plus convenablement sous celui de brigands. Plusieurs villes ou villages, réduits à leur propre défense, soutinrent des siéges contre ces bandits avec un

[1] Elle n'en est qu'à peu de distance.

courage et une animosité que les révolutions et les guerres civiles peuvent seules donner aux habitans du même sol. Ciro fut de ce nombre : l'exaltation y était si grande, qu'un particulier ayant osé proposer publiquement d'abandonner le parti des Français et d'entrer en accommodement avec les insurgés, reçut un coup de fusil tiré par l'un de ses auditeurs, et tomba mort aux acclamations générales du peuple, qui porta l'assassin en triomphe.

Le plus grand nombre des bandes reconnaissait pour commandant en chef un nommé Gernalis qu'ils appelaient, on ne sait trop par quel motif, le général anglais. Cet homme exerçait la plus grande influence sur toute cette canaille. Il donnait ses ordres au nom du roi d'Angleterre, et levait de fortes contributions en argent, qu'il envoyait à bord de la flottille anglo-sicilienne, commandée par le contre-amiral Sidney Smith, et qui suivait les côtes [1].

Le général Reynier, en arrivant sous Rossano, fit demander des vivres à cette ville, qui s'empressa de les lui fournir, malgré les injonctions des brigands, qui répandaient partout que les Français n'étaient plus à craindre, et que tout acte de complaisance envers ces ennemis de la patrie serait puni

[1] Plusieurs Français durent la vie à ce chef des insurgés. Il avait donné l'ordre qu'on lui amenât tous ceux qui seraient pris. Un officier, conduit ainsi au quartier-général de Rossano, fut bien accueilli par Gernalis, qui le logea même dans sa maison pour le soustraire aux insultes et aux violences des brigands dont il était entouré. On assure que ce prétendu général anglais avait des manières qui annonçaient une éducation soignée; qu'il paraissait avoir de l'instruction, et parlait avec beaucoup de facilité les langues italienne, française, anglaise et allemande. C'était, suivant une relation, un officier de l'ancienne armée napolitaine, auquel le général Stuart et le contre-amiral Sidney Smith avaient reconnu assez d'activité et d'intelligence pour diriger cette masse de bandits et d'insurgés. Il s'acquittait bien de sa mission, surtout en ce qui concernait la levée des contributions.

1806.
Italie.

avec la dernière sévérité. Les habitans de Rossano proposèrent même au général Reynier une somme considérable, s'il voulait leur laisser trois cents hommes de garnison, l'assurant qu'avec ce secours ils se faisaient forts de résister aux insurgés; mais le général refusa de satisfaire à leur demande, et leur conseilla même d'arborer le drapeau blanc après le départ de la division.

Les paysans des communes de Longebucco, d'Atri, de San-Demetrio, etc., étaient réunis à Corgliano lorsque la division française se présenta devant cette ville. Encouragée ou influencée par cette bande d'insurgés, la municipalité osa écrire au bas de la réquisition de vivres qui lui fut envoyée: « venez les chercher. » Le général Reynier donna l'ordre d'attaquer Corgliano, qu'un régiment tourna par les hauteurs après en avoir chassé les révoltés. La colonne qui marchait directement sur la ville parvint jusqu'aux premières maisons sans recevoir un coup de fusil; mais bientôt elle fut accueillie par une décharge très-vive, qui lui tua une vingtaine d'hommes. Le général Reynier se vengea de cette embuscade par une ruse qui fut bien funeste aux habitans. Il fit faire un mouvement rétrograde à sa troupe, comme si elle eût été découragée par cette première réception, ce qui engagea les insurgés à sortir de la ville et à se répandre dans la plaine en poussant des cris épouvantables; mais aussitôt le neuvième régiment de chasseurs, qui attendait le moment favorable de charger cette canaille, tombe sur elle à l'improviste et en fait un grand carnage. Pendant ce temps, l'infanterie entre au pas de charge dans Corgliano et s'en empare. Cette ville fut livrée au pillage, et un certain nombre de maisons brûlées contre les ordres exprès du général Reynier. Les soldats français y firent un butin immense; on trouva dans une seule maison un trésor de quatre-vingt mille ducats. Les



habitans, trompés par les promesses et la jactance de leurs prétendus défenseurs, ne s'attendaient point à cet événement, et n'avaient caché aucun de leurs effets les plus précieux.

1806. Italie.

Enfin, la division française atteignit Cassano : le général Reynier y fit tracer de suite un camp retranché, où le général Verdier ne tarda pas à se rendre avec sa petite colonne.

On sait que deux bataillons du premier régiment suisse faisaient partie des troupes de Reynier : ils s'étaient fort bien conduits pendant la retraite ; et la couleur de leur uniforme qui les avait déjà fait prendre pour des Anglais par les insurgés, fournit au général l'idée d'un piége dans lequel ces derniers donnèrent complétement. Les deux bataillons suisses, sortis du camp de Cassano à la faveur des ténèbres, firent un grand détour, et arrivèrent au point du jour devant un village, dans lequel se trouvait un rassemblement considérable d'insurgés. Ceux-ci, voyant venir du côté opposé au camp français, une troupe vêtue de rouge qui ne faisait aucune démonstration hostile, ne doutèrent point qu'elle ne fût anglaise, et supposèrent qu'elle avait débarqué pendant la nuit. Ils furent donc au devant de cette colonne en poussant des cris de joie; mais ils furent reçus par une fusillade très-vive, et bientôt après chargés à la baïonnette. Cette méprise funeste coûta près de mille hommes aux insurgés, et la troupe suisse regagna le camp français avec deux drapeaux et chargée des dépouilles de l'ennemi.

Le général Reynier reçut enfin, par l'Apulie, l'avis que le maréchal Masséna était en marche sur Cassano avec un corps d'armée, composé des cinquante-deuxième et cent deuxième régimens d'infanterie de ligne, quatorzième et vingt-deuxième d'infanterie légère, vingt-neuvième de dragons, de la légion corse et d'un detachement de sapeurs, avec une artillerie assez nombreuse.

1806. Italie. Ce corps d'armée rencontra peu d'obstacles jusqu'à Lauria, où s'était réunie une partie des insurgés de la Basilicate et de la Calabre citérieure pour s'opposer à son passage. Une attaque très-vive n'eut point d'abord de succès; mais le maréchal Masséna ayant fait tourner la position, tout le rassemblement prit la fuite. Les Français se mirent à sa poursuite, et passèrent au fil de l'épée tous ceux qui tombèrent en leur pouvoir : Lauria fut pillé et incendié.

Des bergers qui gardaient leurs troupeaux sur la Polina, haute montagne près de Castro-Villari, ayant entendu la fusillade de Lauria, et apprenant par les fuyards la défaite du rassemblement insurgé, descendirent dans la plaine et vinrent porter cette nouvelle aux habitans de Castro-Villari et de Morano. Ceux-ci se hâtèrent d'envoyer une députation au général Reynier, dans son camp de Cassano, pour le prier de leur envoyer quelques troupes ou de venir lui-même à leur secours, attendu que leur attachement bien connu pour les Français les exposait à tout le ressentiment des insurgés, dont un grand rassemblement se trouvait, disaient-ils, dans leur voisinage. Reynier déjà informé, comme on l'a vu, de l'approche du corps d'armée de Masséna, ne fut point la dupe d'une démarche aussi tardive de la part de ces habitans, dont il connaissait les dispositions secrètes. Il feignit, toutefois, d'entrer dans leurs vues, et, le lendemain, il se porta à Castro-Villari avec une partie de ses troupes, en envoyant un fort détachement à Morano. L'avant-garde du général Masséna parut devant cette dernière ville peu de temps après l'arrivée des soldats de Reynier, et se disposa à une attaque de vive force, il y eut même quelques coups de fusil tirés dans le premier moment; mais les deux troupes se reconnurent bientôt et leur jonction s'opéra. C'est ainsi que Morano échappa au pillage. Ses habitans montrèrent, par la suite,

beaucoup de reconnaissance du procédé généreux du général Reynier.

1806. Italie.

Masséna séjourna deux jours à Castro-Villari. Pendant ce temps, un nouveau rassemblement de trois à quatre mille paysans s'étant formé dans les montagnes des environs, la légion corse fut envoyée pour le dissiper, ce qu'elle effectua avec une promptitude et un succès qui lui valurent les éloges du maréchal.

L'armée française se mit en mouvement sur Cozenza ; la division Reynier marcha sur un camp d'insurgés, formé près de San-Demetrio ; mais elle n'y trouva personne. Cette nuée de paysans fuyait épouvantée devant le corps formidable qui s'avançait sur elle. Le fameux Gernalis disparut dans cette déroute. Le bruit courut dans le temps qu'il avait été tué par les siens, qui voulurent, par ce meurtre, s'emparer de ses riches équipages.

Une partie de l'armée française campa à Cozenza, où le maréchal établit son quartier-général. La division Reynier fut envoyée à Monteleone, et pénétra jusqu'à Seminara ; mais elle ne put occuper tout le pays, qui exigeait de nombreuses garnisons, et surtout de fréquentes colonnes mobiles, pour forcer la plus grande partie de la population qui avait pris les armes à rentrer dans l'obéissance.

Le général Franceschi, qui avait sous ses ordres une partie de la cavalerie, fit plusieurs expéditions heureuses du côté de Catanzaro et dans la Scilla, montagne au midi de Cozenza, couverte de bois, au milieu desquels se trouvent plusieurs villages.

Le général de division Gardanne, avec le cent-deuxième régiment et quelques autres détachemens, parcourut le littoral de la Méditerranée, et le nettoya de tous les partis qui se mettaient en communication avec la flottille anglo-sicilienne.

1806. Italie.

Le général Verdier obtint aussi quelques succès sur divers points qu'il fut chargé de parcourir; mais, ayant voulu s'emparer de la ville d'Amantea, dont les insurgés avaient fait leur principale place d'armes, il fut repoussé et revint à Cozenza après avoir éprouvé quelque perte. Le général Peyri ne fut pas plus heureux dans une expédition qu'il fit à la tête de trois bataillons polonais pour prendre Cariati.

Dans toutes ces courses, bien qu'on livrât au pillage et qu'on brûlât même les villes et les villages qui osaient se défendre, l'acharnement des insurgés était tel, qu'il fallait presque toujours emporter de vive force les postes qu'ils occupaient. Peut-être aussi les moyens employés par les généraux français pour soumettre le pays étaient-ils impolitiques. Les Napolitains qui reconnaissaient le roi Joseph marchaient ordinairement avec les avant-gardes, et se faisaient un mérite de porter les premiers coups. Si la connaissance qu'ils avaient des localités rendait nécessaire l'emploi de ces hommes, du moins faut-il convenir que leur présence n'était point propre à ramener ceux qui les regardaient comme leurs plus mortels ennemis.

Cozenza, quartier-général des Français, s'enrichissait au milieu des désastres de la province. Cette ville était devenue l'entrepôt du pillage de tous les environs. Les soldats revenaient de chaque expédition, chargés de butin, qu'ils vendaient à vil prix: aussi, à l'arrivée des détachemens, toutes les rues étaient-elles transformées en marchés, où les habitans venaient acheter les dépouilles de leurs compatriotes.

Les fièvres endémiques qui règnent pendant l'été dans les Calabres exercèrent, vers la fin d'août, de grands ravages parmi les troupes françaises. Le nombre des malades fut bientôt si grand, qu'on fut obligé, faute d'hôpitaux suffisans, d'entasser les soldats dans des églises et des couvens, et pres-



que sans coucher, attendu que de fréquentes réquisitions avaient épuisé tout ce dont on pouvait disposer en paillasses, matelas, couvertures et draps. 1806. Italie.

A cette même époque, une compagnie de voltigeurs du cinquante-deuxième régiment fut entièrement détruite à San-Pietro, petit village près de Cozenza, où elle était allée faire une réquisition de paille et de matelas pour les ambulances. Le capitaine commit la faute de faire mettre les armes en faisceaux sans établir un poste suffisant pour les garder : pendant que ses soldats étaient occupés à enlever des maisons les objets requis, une bande, cachée dans les environs, fondit sur le village, s'empara des armes, et fit presque toute la compagnie prisonnière. Les insurgés allumèrent ensuite un grand feu, où ils jetèrent les malheureux soldats et deux de leurs officiers. Le capitaine, qui aurait dû être la première victime de son impardonnable imprudence, parvint à se sauver avec trois ou quatre hommes seulement.

La mort avait déjà moissonné à Cozenza près de deux mille Français, parmi lesquels se trouvaient le général Vintimille et le colonel du cent-deuxième régiment. L'armée était dans le découragement. Tous les jours les troupes se battaient contre les insurgés sans aucun résultat positif. Les colonnes mobiles avaient rarement des engagemens bien sérieux sur les points où elles se portaient, souvent même elles n'y trouvaient personne à combattre ; mais à peine avaient-elles quitté le terrain, que les bandes reparaissaient et massacraient sans pitié tous les soldats isolés ou les faibles détachemens qu'elles rencontraient.

Le maréchal Masséna partit pour Monteleone, où il établit son quartier-général, et laissa le général Verdier à Cozenza. Le général Reynier se porta à Mileto : sa division faisait de fréquentes excursions sur le rivage de l'Adriatique et

1806. Italie. dans la partie du pays qu'on appelle *la Pianura*, c'est-à-dire Casal-Nuovo, Oppido, etc., mais sans autre résultat que d'entraver momentanément la communication des insurgés avec les bâtimens anglo-siciliens qui croisaient sur la côte.

Les commissions militaires faisaient fusiller journellement un grand nombre de paysans pris les armes à la main; mais, comme les Napolitains ne regardaient point ce genre de mort comme une infamie, le maréchal ordonna d'établir des potences sur les places publiques des villages et sur les routes, pour y pendre désormais tous les condamnés. Ce mode de supplice, réservé aux malfaiteurs et aux brigands de profession, humilia l'orgueil des paysans, et, chose étonnante! arrêta un peu les progrès de l'insurrection sur certains points.

Chaque contrée avait ses chefs: les rivages de l'Adriatique étaient soumis à un berger de Longe-Bucco, nommé Corem-Cantore, qui avait son quartier-général à Cariati. Un autre paysan, Mecco, commandait les insurgés de la Basilicate, et se tenait ordinairement à Maretea. Comme sa bande était très-nombreuse, elle inquiétait beaucoup la route de Naples à Monteleone; il osa même attaquer le poste de Lago-Negro, où les Français s'étaient fortifiés, et qui était le dépôt des munitions de l'armée; mais il fut vigoureusement repoussé et perdit cinq à six cents hommes dans cette tentative.

Sur ces entrefaites, les Anglais, croyant les Français assez occupés du soin d'apaiser l'insurrection, essayèrent de s'emparer de l'île de Procida, devant laquelle ils se présentèrent avec vingt-deux bâtimens de guerre, et sommèrent l'officier qui y commandait; mais celui-ci répondit en se préparant à une vigoureuse résistance. L'île était d'ailleurs dans un état de défense différent de celui dans lequel les Anglais avaient trouvé l'île de Capri, dont ils s'étaient emparés le 13 mai. Tous leurs efforts sur Procida n'aboutirent qu'à mettre hors de combat quelques hommes de la garnison.

Le général Stuart, désespérant de vaincre les forces qui lui étaient opposées en Calabre, et voulant ménager le sang précieux des soldats anglais, indigné d'ailleurs du genre de guerre à la fois ignoble et atroce, que le ministère britannique le condamnait à faire, se rembarqua le 5 septembre pour la Sicile. Le 16 du même mois, Sidney-Smith, rebuté du peu de succès de sa tentative sur l'île de Procida, quitta l'île de Capri, et fit voile, avec la flottille sous ses ordres, pour Messine. Avant son départ, il avait opéré, sur divers points de la côte entre Terracine et Gaëte, plusieurs débarquemens de ces galériens et bandits, dont l'île de Capri était devenue le quartier-général pour le soulèvement des provinces septentrionales du royaume : ils furent promptement détruits et dispersés ; mais l'un des plus déterminés chefs de ces brigands, le célèbre Fra-Diavolo, continua pendant quelque temps à désoler les environs d'Arpino, dans la province de Labour (Lavoro). Poussé par les détachemens français, il s'était réfugié dans la ville de Sora, et s'y était retranché, en murant les portes, détruisant tous les ponts établis sur le Garrigliano, et établissant une batterie au seul endroit où cette rivière fût guéable.

1806. Italie.

Malgré toutes ces mesures défensives, qui annonçaient plus de talens qu'on n'avait lieu d'en attendre d'un moine apostat, devenu chef de brigands, le général Despagne n'hésita point à marcher contre ce misérable avec le peu de forces qu'il avait à sa disposition, et qui consistaient en un bataillon du dixième d'infanterie et un régiment de dragons commandé par le colonel Cavaignac. Le passage du Garrigliano fut forcé, et Sora emporté d'assaut. Un grand nombre de brigands et d'insurgés furent passés au fil de l'épée, le reste se sauva dans les montagnes. Le général Despagne aurait bien voulu garantir la ville du pillage ; mais il lui fut impossible d'arrêter

1806. Italie.

la fureur du soldat; il réussit du moins à empêcher l'incendie.

Fra-Diavolo, qui avait disparu au milieu du combat, et dont on saisit la correspondance assez curieuse avec les Anglais et le cour de Palerme, erra encore pendant quelque temps, abandonné du plus grand nombre des siens, et finit par tomber entre les mains de la justice. Des habitans d'un village où il avait été cherché un asile, craignant de se compromettre en le cachant, le livrèrent aux Français. Condamné à mort par une commission militaire, Fra-Diavolo montra sur l'échafaud autant de lâcheté qu'il avait déployé de vigueur et de férocité lorsqu'il avait les armes à la main.

Le général Gouvion Saint-Cyr avait maintenu la tranquillité dans le pays confié à son commandement.

Telle était la situation du royaume de Naples vers la fin de l'année 1806. Nous dirons plus tard comment l'armée française parvint enfin à étouffer l'insurrection de la Calabre, où la campagne se prolongea jusqu'au mois de mars 1807.

LIVRE QUATRIÈME.

QUATRIÈME COALITION.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1806.

Suite des événemens politiques en Europe jusqu'à la déclaration de la guerre entre la France et la Prusse; la Hollande érigée en royaume en faveur de Louis Bonaparte, frère de Napoléon; traité de la confédération du Rhin, dont l'empereur des Français est déclaré protecteur; traité de paix entre la France et la Russie non ratifié par l'empereur Alexandre; mort du ministre Fox; premier mouvement de troupes en Allemagne; message de Napoléon au sénat conservateur pour annoncer la guerre avec la Prusse, etc. — Ouverture de la campagne; combats de Schleitz, de Saafeld, etc.; bataille d'Jena, etc. — Suites de la bataille d'Jena; combat de Hall; Napoléon à Postdam; entrée des Français à Berlin; déroute sucesssive des différens corps de l'armée prussienne; capitulation de Spandau; combats de Zehdenick, de Wigneensdorf, de Prentzlow; capitulation de Stettin; combats d'Auklam, de Lubeck, etc.; reddition de Custrin, de Magdeburg; opérations du maréchal Mortier dans la Hesse et le Hanovre; armistice accordé à l'armée prussienne; décret rendu à Berlin, par Napoléon, qui déclare toutes les îles britanniques en état de blocus.

Suite des événemens politiques en Europe jusqu'à la déclaration de guerre entre la France et la Prusse, etc. — Nous avons fait connaître, au commencement du chapitre précédent, les symptômes de la guerre qui était sur le point d'éclater entre la France et la Prusse : l'irrésolution seule du 1806. France.

1806. France. roi Frédéric Guillaume en retardait le moment, et l'appât du Hanovre, offert à l'ambition de ce prince, semblait même en avoir éloigné les préparatifs. La mésintelligence survenue à cette occasion entre les cabinets de Londres et de Berlin s'était manifestée, dès le mois de mars, par des actes publics. Le roi d'Angleterre fit déclarer, à cette époque, par son ministre des affaires étrangères, qu'il n'acquiesçait point à la cession de ses états électoraux; mais les troupes prussiennes n'en occupèrent pas moins la forteresse de Hameln, le 26, et, quelques jours après, le roi de Prusse ordonna, par un édit, la fermeture de ses ports aux navires anglais, *de la même manière que cela s'était pratiqué pendant l'occupation de ce pays par les Français*[1].

Le roi de Suède, inébranlable dans son affection pour les Anglais, et irrité des procédés du roi Frédéric Guillaume, éclata en plaintes et en menaces; toutefois, ne voulant pas tenter le sort des armes avec une puissance aussi formidable, il jugea convenable de concentrer en Poméranie l'armée qu'il avait fait avancer pour prendre part aux opérations de la coalition dissoute par le traité de Presburg, et ne laissa que quelques détachemens dans le duché de Lawenburg, qu'il s'était engagé à défendre par ses traités avec l'Angleterre.

Par suite de ces contradictions qui signalaient alors la conduite du roi de Prusse, au moment même où il se brouillait aussi ouvertement avec deux puissances naguère ses alliés intimes, comme ils étaient ceux de la Russie, quand il paraissait ainsi disposé à rester en paix avec la France, on vit ce prince se rendre en pompe avec toute sa cour à Stettin, pour y passer en revue les troupes russes qui venaient d'évacuer le Hanovre, et les combler de témoignages d'estime et d'affection.

[1] Ce sont les propres termes de l'édit.

Dans les premiers jours d'avril, le gouvernement prussien ajouta les ports d'Embden et de l'Ost-Frise à ceux dont il avait déjà interdit l'entrée aux bâtimens anglais. L'occupation civile du Hanovre s'effectua définitivement à cette époque; les autorités prêtèrent serment au roi, et les troupes prussiennes prirent une attitude hostile vis-à-vis celles du roi de Suède, pour les forcer à évacuer le Lawenburg. De son côté, l'Angleterre mit l'embargo sur tous les navires prussiens. On ne cessa point cependant d'échanger entre les deux cabinets de Berlin et de Stockholm des déclarations et des notes jusqu'au 23 avril, jour où il y eut, entre les troupes prussiennes et suédoises, un engagement, à la suite duquel les dernières évacuèrent la Poméranie. Le 27, parut un manifeste du roi Gustave III contre la Prusse, et, vers le milieu de mai, ce prince fit sortir de Carlscronn une escadre de frégates pour croiser dans la Baltique, en déclarant tous les ports de Prusse en état de blocus. 1806. France.

Cependant le cabinet de Saint-Pétersbourg n'avait pas pu voir, sans quelque peine, la rupture de la paix entre la Suède et la Prusse, et avait offert son entremise pour rapprocher les deux souverains. Il en résulta des communications très-actives, soit directement, soit indirectement, qui se prolongèrent jusqu'au moment où le roi de Prusse prit enfin la ferme détermination de se déclarer contre la France. Au reste, après l'évacuation de la Poméranie, les mesures hostiles de ce prince contre la Suède se bornèrent à mettre l'embargo sur une douzaine de navires de cette nation qui se trouvaient dans les ports de la Prusse.

La guerre de cette dernière puissance avec l'Angleterre ne se poussait pas avec plus de vigueur qu'avec la Suède. Quoique la déclaration dont nous avons parlé plus haut eût été faite par le roi George, dès le 7 avril, les habitans de Londres n'apprirent que le 11 juin, par une proclamation

1806. France. officielle, les mesures hostiles prises par le ministère britannique.

Ces lenteurs apportées, d'un côté par la Prusse dans ses opérations contre la Suède, et de l'autre par l'Angleterre dans les siennes contre la Prusse, ont fait penser aux politiques de cette époque qu'une pareille conduite était comme concertée entre ces puissances, pour donner le change à la perspicacité de Napoléon, et fournir au roi de Prusse l'occasion de mettre son armée sur le pied le plus respectable, avant de se mettre en campagne contre la France; mais c'est par trop présumer de l'habileté des cabinets anglais, prussien et suédois, que de leur prêter une combinaison aussi vaste, et tant de faits subséquens se sont élevés contre cette opinion, que nous devons nous refuser à lui donner crédit.

Napoléon avait espéré que sa conduite généreuse envers l'empereur Alexandre ramènerait ce prince à des sentimens plus pacifiques; mais à peine l'armée russe, en Moravie, était-elle hors de sa position critique; à peine les généraux et les chevaliers-gardes, renvoyés sans échange, étaient-ils de retour auprès du monarque russe, que celui-ci donna l'ordre à ses troupes d'occuper les bouches du Cattaro, sur les côtes de l'ancienne Albanie vénitienne. Il ne se borna pas à cette seule violation du territoire cédé à la France par l'Autriche sur les côtes de l'Adriatique : après l'évacuation du royaume de Naples par les troupes russes, celles-ci reçurent l'ordre d'occuper l'île de Curzola, en Dalmatie, d'où elles furent chassées ensuite, comme nous le dirons en son lieu, par les Français, qui les empêchèrent de s'emparer, vers la même époque, d'une autre île appelée Lezina. Ces agressions déterminèrent l'empereur à faire occuper de son côté la république de Raguse, où le général Lauriston eut à se défendre bientôt contre les efforts des Russes unis à la peuplade des Monténégrins. Toutefois, au milieu de cette situa-

tion hostile, des négociations étaient ouvertes à Paris entre la France et la Russie : on verra plus loin quelle en fut l'issue. 1806. France.

L'Europe était dans une fermentation sourde, et, malgré tous les travaux auxquels Napoléon se livrait alors, tant pour l'administration, la prospérité de la France et l'embellissement de la capitale, que pour l'établissement de sa famille et le bien-être des princes ses alliés, il surveillait constamment les menées des grandes puissances, et surtout celles de l'Angleterre, à l'abaissement de laquelle tendaient tous les efforts de sa politique.

Le gouvernement de la Hollande, tel que Napoléon l'avait institué, se montrait alors en opposition aux vues de cet empereur. Le grand pensionnaire Schimmelpenninck, persuadé que l'existence de la Hollande était attachée à la prospérité de son commerce, avait favorisé, autant qu'il était en lui, les spéculations de ses administrés à cet égard. Une navigation interlope s'était établie entre l'Angleterre et la république batave, et ce trafic était d'autant plus avantageux aux négocians hollandais, que, prohibées dans presque toute l'Europe, les marchandises anglaises leur offraient des bénéfices considérables; mais si le chef du gouvernement batave s'était, par cette conduite, rendu cher à ses concitoyens, il s'était rendu coupable aux yeux de l'empereur des Français, ou plutôt il fournissait à celui-ci le prétexte d'opérer en Hollande le changement politique qu'il méditait déjà depuis quelque temps, d'après le système monarchique adopté par lui à l'égard des républiques d'Italie, et pour l'établissement de sa famille.

Napoléon saisit donc cette occasion d'ériger en royaume l'une des plus illustres républiques de l'Europe, et de lui imposer pour souverain Louis Bonaparte, son troisième frère, jeune homme d'un caractère doux, qu'il espérait di-

1806. France. riger à sa fantaisie, et qui cependant devait un jour démentir, d'une manière honorable, l'opinion conçue de lui par l'ambitieux empereur.

La circonstance était d'autant plus favorable, que le grand pensionnaire venant d'être privé presque entièrement de la vue à la suite d'une maladie grave, les Hollandais se trouvaient dans la nécessité de lui donner un successeur. Napoléon ordonna à tous ses agens et à toutes les créatures qu'il avait dans l'armée et dans l'administration de la république, d'exagérer aux yeux de la multitude la difficulté de trouver un homme qui pût remplacer dignement l'habile chef que l'on perdait; d'insinuer que, dans la situation présente de l'Europe, peut-être devenait-il urgent de mettre la constitution batave en harmonie avec celle des grands états; enfin de proposer, comme un moyen infaillible de s'assurer à jamais la protection de l'empereur et la constante amitié du peuple français, la forme du gouvernement monarchique, en appelant au trône un des frères du vainqueur de l'Europe. Les agens dont nous parlons se mirent en campagne, et le résultat de leurs intrigues fut tel que Napoléon le désirait. Le 5 juin, une ambassade extraordinaire des états fut envoyée à Paris pour communiquer à l'empereur le vœu émis par leurs Hautes-Puissances, qu'il plût à Sa Majesté Impériale et Royale de permettre que la Hollande, constituée en gouvernement monarchique, offrît la couronne à son frère Louis. Napoléon, déjà préparé, comme on doit le penser, à cette démarche qu'il avait pour ainsi dire commandée, répondit sur-le-champ aux députés bataves : « J'ai toujours regardé comme le premier intérêt de ma couronne de protéger votre patrie. Toutes les fois que j'ai dû intervenir dans vos affaires intérieures, j'ai d'abord été frappé des inconvéniens attachés à la forme incertaine de votre gouvernement. Gouvernée par une assemblée populaire, elle eût été

influencée par les intrigues, et agitée par les puissances voisines; gouvernée par une magistrature élective, tous les renouvellemens de cette magistrature eussent été un moment de crise pour l'Europe, et le signal de nouvelles guerres maritimes. Tous ces inconvéniens ne pouvaient être parés que par un gouvernement héréditaire. Je l'ai appelé, par mes conseils, lors de l'établissement de votre dernière constitution, et l'offre que vous faites de la couronne de Hollande au prince Louis est conforme aux vrais intérêts de votre patrie, aux miens, et propre à assurer le repos général de l'Europe......... Je proclame donc ROI de Hollande le prince Louis....... » 1806. France.

En faisant asseoir son frère sur ce nouveau trône, Napoléon lui conservait la dignité de grand connétable de l'empire, et la rendait transmissible à ses descendans légitimes et naturels, afin, disait le décret, que cette dignité leur retraçât les devoirs qu'ils auraient à remplir envers le chef régnant de l'empire, et leur rappelât sans cesse qu'ils ne régnaient eux-mêmes que sous les auspices et la protection du grand peuple. L'érection de la Hollande en monarchie fut annoncée le même jour au sénat de France par son président Cambacérès, archi-chancelier de l'empire, que l'empereur chargeait de la communication du traité conclu avec les états à ce sujet.

Cette communication fut suivie, quelque temps après, d'une autre plus importante encore, celle du traité qui organisait la confédération du Rhin. Napoléon, régnant à Naples sous le nom de son frère Joseph, et, par lui-même, à Milan et à Venise, était maître de l'Italie; ses alliances avec les rois de Bavière et de Wurtemberg, sa situation présente avec la Prusse, ses possessions sur la rive droite du Rhin confiées à Murat, lui donnaient une influence directe sur les affaires d'Allemagne; enfin, le trône de Hollande dévolu

1806. France.

à son frère Louis, donnait à l'empire, du côté du nord, tout le développement désirable; mais, d'un moment à l'autre, l'ambition du souverain de l'Autriche, toujours chef de la confédération germanique, pouvait se réveiller, et l'espoir d'une chance heureuse pousser ce prince à employer contre la France les moyens que lui laisserait encore la qualité de suzerain de tous les petits princes faisant partie de cette confédération. Il importait donc à Napoléon de rompre les derniers liens qui tenaient encore ces mêmes princes attachés à leur chef naturel, et de les ranger sous sa propre dépendance, en anéantissant cette ligue germanique qui avait été si souvent fatale aux intérêts de la France. Ce projet, qu'aucun autre monarque avant lui n'avait osé concevoir, fut exécuté par le chef du gouvernement français. Il suffit, en quelque sorte, de la volonté de Napoléon pour dissoudre cette ancienne constitution germanique qui avait duré dix siècles, et pour la remplacer par un acte confédératif, qui devait, pendant quelques années, devenir le principal appui de sa domination, et l'une des causes de l'immense développement donné à ses vues politiques. L'empereur François voulut vainement s'opposer à une mesure entièrement dirigée contre lui. Telle était l'influence qu'exerçait alors Napoléon, que des princes de la Maison d'Autriche se montrèrent favorables à ses desseins, et entrèrent eux-mêmes, par la suite, dans cette ligue. Le monarque autrichien dut contenir son ressentiment, et déposer l'orgueil du sang lorrain. Il fallut, pour comble d'humiliation, qu'il renonçât, par un acte formel, à la couronne des successeurs de Charlemagne, et se contentât du titre d'empereur d'Autriche.

Le ministre des relations extérieures, Talleyrand, récemment élevé à la dignité de prince par le grand dispensateur des couronnes et des titres, négocia le traité de confédération avec toute l'habileté que l'empereur des Français devait at-



tendre d'un pareil agent. Cet acte, signé à Paris le 12 juillet, était ainsi conçu : 1806. France.

Traité de la confédération des états du Rhin.

S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, d'une part, et d'autre part LL. MM. les rois de Bavière et de Wurtemberg, LL. AA. SS. les électeurs archichancelier et de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et de Nassau-Weilbourg, les princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen, les princes de Salm-Salm et Salm-Kyrbourg, le prince d'Issembourg-Bristein, le duc d'Aremberg, le prince de Lichtenstein et le comte de la Leyen, voulant, par des stipulations convenables, assurer la paix intérieure et extérieure du midi de l'Allemagne, pour laquelle l'expérience a prouvé, depuis long-temps et tout récemment encore, que la constitution germanique ne pouvait plus offrir aucune sorte de garantie, ont nommé plénipotentiaires, savoir....., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans :

Art. 1. Les états de LL. MM. le roi de Bavière et de Wurtemberg, de LL. AA. SS. les électeurs archi-chancelier et de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et de Nassau-Weilbourg, le prince de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen, les princes de Salm-Salm et Salm-Kyrbourg, le prince d'Issembourg-Birstein, le duc d'Aremberg et le prince de Lichtenstein et le comte de la Leyen, seront séparés à perpétuité du territoire de l'empire germanique, et unis entre eux par une confédération particulière, sous le nom *d'états confédérés du Rhin.*

2. Toute loi de l'empire germanique qui a pu jusqu'à pré-

1806. France.

sent concerner LL. MM. et LL. AA. SS. les rois et princes et le comte susnommés en l'article précédent, leurs sujets, leurs états ou partie d'iceux, sera à l'avenir, relativement à leurs dites majestés et altesses et audit comte, à leurs états et sujets respectifs, nulle et de nul effet; sauf néanmoins les droits acquis et des créanciers et pensionnaires par le récès de 1803, et les dispositions du paragraphe 39 dudit récès, relatives à l'octroi de navigation du Rhin, lesquelles continueront d'être exécutées suivant leur forme et teneur.

3. Chacun des rois et princes confédérés renoncera à ceux de ses titres qui expriment des rapports quelconques avec l'empire germanique, et, le 1er août prochain, il fera notifier à la diète sa séparation d'avec l'empire.

4. S. A. S. l'électeur archichancelier prendra les titres de Prince Primat et d'Altesse Éminentissime.

Le titre de prince primat n'emporte avec lui aucune prérogative contraire à la plénitude de la souveraineté dont chacun des confédérés doit jouir.

5. LL. AA. SS. l'électeur de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt prendront le titre de Grand-Duc. Ils jouiront des droits, honneurs et prérogatives attachés à la dignité royale.

Le rang et la prééminence entre eux sont et demeureront fixés conformément à l'ordre dans lequel ils sont nommés au présent article.

Le chef de la maison de Nassau prendra le titre de Duc, et le comte de la Leyen le titre de Prince.

6. Les intérêts communs des états confédérés seront traités dans une diète, dont le siége sera à Francfort, et qui sera divisée en deux colléges, savoir : le collége des rois et le collége des princes.

7. Les princes devront nécessairement être indépendans de toute puissance étrangère à la confédération, et ne pour-

ont conséquemment prendre du service d'aucun genre que 1806. France.
ans les états confédérés ou alliés à la confédération. Ceux
ui, étant déjà au service d'autres puissances, voudront y
ester, seront tenus de faire passer leurs principautés sur la
ête de l'un de leurs enfans.

8. S'il arrivait qu'un desdits princes voulût aliéner, en tout
u partie, sa souveraineté, il ne pourra le faire qu'en faveur
le l'un des états confédérés.

9. Toutes les contestations qui s'éleveront entre les états
onfédérés seront décidées par la diète de Francfort.

10. La diète sera présidée par S. A. Em. le prince primat ;
et lorsque l'un des deux colléges seulement aura à délibérer
sur quelque affaire, S. A. Em. présidera le collége des rois,
et le duc de Nassau le collége des princes.

11. Les époques où, soit la diète, soit un des colléges séparément devra s'assembler, le mode de leur convocation, les objets qui devront être soumis à leur délibération, la manière de former les résolutions et de les faire exécuter seront déterminés par un statut fondamental, que S. A. Em. le prince primat proposera dans un délai d'un mois après la notification faite à Ratisbonne, et qui devra être approuvé par les états confédérés. Le même statut fondamental fixera définitivement le rang entre les membres du collége des princes.

12. S. M. l'empereur des Français sera proclamé Protecteur de la confédération du Rhin, et, en cette qualité, au décès de chaque prince primat, il en nommera le successeur.

13. S. M. le roi de Bavière cède à S. M. le roi de Wurtemberg la seigneurie de Wiessensteig, et renonce aux droits qu'à raison de la préfecture de Burgau il pourrait avoir ou prétendre sur l'abbaye de Wiblingen.

14. S. M. le roi de Wurtemberg cède à S. A. S. le grand-duc de Bade le comté de Bendorf, les villes de Bruhnlingen et de Willingen, avec la partie du territoire de cette dernière



1806.
France.

située à la droite de la Brigach, et la ville de Tuttlingen, avec les dépendances du bailliage de ce nom, situés à la droite du Danube.

15. S. A. S. le grand-duc de Bade cède à S. M. le roi de Wurtemberg la ville de Biberach avec ses dépendances.

16. S. A. S. le duc de Nassau cède à S. A. I. le grand-duc de Berg la ville de Deutz ou Dustz avec son territoire, la ville et le bailliage de Kœnigiwinter et le bailliage de Willich.

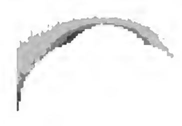
17. S. M. le roi de Bavière réunira à ses états et possédera en toute propriété et souveraineté la ville et le territoire de Nuremberg et les commanderies de Rohz et de Waldstettin de l'ordre teutonique.

18. S. M. le roi de Wurtemberg réunira à ses états et possédera en toute souveraineté et propriété la seigneurie de Wiesensteig, et les villes, territoires et dépendances de Biberach, en conséquence des cessions à lui faites par S. M. le roi de Bavière et S. A. S. le grand-duc de Bade, la ville de Waldsée, le comté de Saheklingen, la commanderie de Kappfenbourg ou Lancherm, la commanderie d'Auschauven, distraction faite des seigneuries de Achberg et Hohenfels et l'abbaye de Wiblingen.

19. S. A. S. le grand-duc de Bade réunira à ses états et possédera en toute souveraineté et propriété le comté de Bendorf, les villes de Brunnlingen, Willingen et Tuttlingen, les parties de leur territoire et les dépendances spécifiées en l'art. 14, et tels qu'ils lui ont été cédés par S. M. le roi de Wurtemberg.

Il possédera en toute propriété la principauté de Heitersheim et toutes celles de ses dépendances situées dans la possession de S. A. S., telles qu'elles seront en conséquence du présent traité.

Il possédera également en toute propriété les commanderies teutoniques de Beuggen et de Fribourg.



20. S. A. I. le grand-duc de Berg possédera en toute souveraineté et propriété la ville et le bailliage de Kœnigvwinter et le baillage de Willich, en conséquence de la cession à lui faite par S. A. S. le duc de Nassau. 1806. France.

21. S. A. S. le grand-duc de Hesse-Darmstadt réunira à ses états le bourgraviat de Friedberg pour le posséder en souveraineté seulement pendant la vie du bourgrave actuel, et en toute propriété après le décès dudit bourgrave.

22. S. A. Em. le prince primat réunira à ses états et possédera en toute propriété et souveraineté la ville et le territoire de Francfort.

23. S. A. S. le prince de Hohenzollern-Sigmaringen possédera en toute propriété et souveraineté les seigneuries d'Ochleerg et de Hohenfels, dépendantes de la commanderie d'Arschausen, et les couvens de Klosterwaldt et de Habothall.

S. A. S. possédera en souveraineté les terres équestres situées entre ses possessions actuelles et les territoires au nord du Danube, sur lesquels sa souveraineté doit s'étendre, en conséquence du présent traité, nommément des seigneuries de Gamertingen et de Hetlingen.

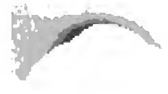
24. LL. MM. les rois de Bavière et de Wurtemberg; LL. AA. SS. les grands-ducs de Bade, de Berg et de Hesse-Darmstadt; S. A. Em. le prince primat; LL. AA. SS. les duc et prince de Nassau; les princes de Hohenzollern-Sigmaringen, de Salm-Kyrbourg, d'Issembourg-Birstein, et le duc d'Aremberg exerceront tous les droits de souveraineté, savoir:

S. M. le roi de Bavière sur la principauté de Schwartzenberg, le comté de Castel, la seigneurie de Speckfeld et de Wiesenterg, les dépendances de la principauté de Hohenlohe, enclavées dans le marquisat d'Anspach et dans le territoire de Bothembourg, nommément les grands bailliages de Sehilingsfurth et de Kirchberg; le comté de Sterntein; les principautés d'OEtingen; les possessions du prince de la Tour et

1806. France. Taxis, au nord de la principauté de Neubourg; le comté d'Edelstellen; les possessions des princes et comtes de Fugger; le bourgraviat de Winderiden, et enfin la seigneurie de Buxheim et de Tannhausen, et sur la totalité de la grande route de Memmingen à Lindau.

S. M. le roi de Wurtemberg, sur la possession des princes et comtes de Truchsess-Waldebourg, les comtes d'Egloff, de Guttenzell d'Egbach, d'Isny, de Kamgseck-Aulendorf, d'Ochsenhausen, de Both et de Schussenrin et Wissenau, les seigneuries de Mettingen et Sulningen, Newrasweusbourg, Tannheim, Warthausen et Weimgarten, distraction faite de la seigneurie de Hagnau; les possessions du prince de la Tour et Taxis, à l'exception de celles qui sont situées au nord de la principauté de Neubourg et de la seigneurie de Strauberg et du bailliage d'Ostrach; les seigneuries de Gundelfengen et de Neufra, les parties du comté de Lembourg-Gaildorf non possédées par sadite majesté; toutes les possessions du prince de Hohenlohe, sauf l'exception faite au paragraphe précédent; et enfin la partie du bailliage ci-devant mayençais de Kiaustheim, située a la gauche de la Yaxt.

S. A. S. le grand-duc de Bade, sur la principauté de Furstemberg (étant exceptées les seigneuries de Gundelfengen, Neufra, Trochtelfengen, Jungnau et la partie du bailliage de Moërskirch située à la gauche du Danube), la seigneurie de Hagnau, le comté de Thengen, le landgraviat de Klettau, les bailliages de Neidenau et Bittigheim, la principauté de Linange, les possessions des princes et comtes de Lœvenstein-Wertheim situées à la rive gauche du Mayn (étant exceptés les comtés de Lœvenstein, la partie de Lembourg-Gaildorf appartenant aux comtes de Lœvenstein, et les seigneuries de Heubach, de Brieicberg et de Habitzheim), et enfin sur les possessions du prince de Salm-Reiferscheid-Krautheim, au nord de la Yaxt.



S. A. I. le grand-duc de Berg, sur les seigneuries de Limbourg-Styrum, de Bruck, de Hardenberg, de Gunbornn et Neustadt, de Wildenberg, les comtés de Hombourg, de Bentheim, de Thenfurt, de Horstmar, les possessions du duc de Looz, les comtés de Siegen, de Dilhenbourg (les bailliages de Wehrheim et de Burbach exceptés) et de Hadamac, les seigneuries de Westerbourg, de Schacleck et de Beisstein, et la partie de la seigneurie de Bunckel proprement dite située à la droite de la Lahn, et pour les communications entre le duché de Clèves et les possessions susdites au nord de ce duché, S. A. I. aura l'usage d'une route à travers les états du prince de Salm. 18.6. France.

S. A. S. le grand-duc de Darmstadt sur la seigneurie de Brenberg et de Hambach, sur la seigneurie ou bailliage d'Habitotheim; le comté d'Erbach, la seigneurie d'Ilbenstadt, la partie du comté de Kœnigstein, possédés par le prince de Stolberg-Gedern; les possessions des barons de Riedesel, enclavées dans les états de sadite altesse, ou qui leur sont contiguës : nommément les juridictions de Lauterbach, de Hockacesen, Moos et Frienstern, les possessions des princes et comtes de Salm et Weteravie, à l'exception des bailliages de Hohensolm, Brauntels et Greiffenstein; et enfin sur les comtés de Witgenstein et Berlebourg, et le bailliage de Hesse-Hombourg possédés par la branche de ce nom, appanagée de Hesse-Darmstadt.

S. A. Eminentissime le prince Primat, sur les possessions des princes et comtes de Lœwenstein-Wertheim, situées à la droite du Rhin et sur le comté de Rieneck.

LL. AA. SS. les ducs de Nassau-Usingen et prince de Nassau-Weilbourg, sur les bailliages de Diersdorf, Athunried, Neuerbourg et la partie du comté du Bas-Isembourg appartenant au prince de Wied-Runckel; les comtés de Wied-Neuwied et Holzapfel, la seigneurie de Schaum-

1806. France. bourg, le comté de Dietz et ses dépendances, la partie d
village de Munzfelden appartenant au prince de Nassau-Fuld
le bailliage de Werhenn et de Burback, la partie de la se
gneurie de Runckel, située à la gauche de la Salm, la ter
équestre de Gransberg, et enfin le bailliage de Hohensalu
Braunfel et Gruffenstein.

S. A. S. le prince de Hohenzollern-Sigmaringen, sur l
seigneuries de Trochtelsingen, de Jungnau, de Strasber
sur les bailliages d'Oslrach, et la partie de la seigneurie
Moers-Kirch, située à la gauche du Danube.

S. A. S. le prince de Salm-Kyrbourg sur la seigneurie
Gehmen.

S. A. S. le prince d'Yssembourg-Birstein, sur les posse
sions des comtes d'Yssembourg-Budingen, Wœchtersba
et Meerholz, sans que les comtes apanagés de sa branch
puissent se prévaloir de cette stipulation pour former aucu
prétention à charge.

S. A. S. le duc d'Aremberg, sur le comté de Dulmen.

25. Chacun des rois et des princes confédérés possédera
en toute souveraineté, les terres équestres enclavées dans s
possessions. Quant aux terres équestres interposées entre de
des états confédérés, elles seront partagées, quant à la sou
veraineté, entre les deux états, aussi également que faire
pourra, mais de manière à ce qu'il n'en résulte ni morcelle
ment ni mélange de territoires.

26. Les droits de souveraineté sont ceux de législation
de juridiction suprême, de haute police, de conscription mi
litaire ou de recrutement et d'impôt.

27. Les princes ou comtes actuellement régnans conser
veront chacun, comme propriété patrimoniale et privée, tou
les domaines sans exception qu'ils possèdent maintenant
ainsi que tous les droits seigneuriaux et féodaux non essen
tiellement inhérens à la souveraineté et notamment les droit

:basse et moyenne juridiction en matière civile et criminelle, 1806.
: juridiction et de police forestière, de chasse, de pêche, France.
: mines, d'usines, de dîmes et prestations féodales, de
ıturages et autres semblables, et les revenus provenant
:sdits domaines et droits.

Leurs domaines et biens seront assimilés, quant à l'impôt,
ıx domaines et biens des princes de la maison sous la sou-
:raineté de laquelle ils doivent passer en vertu dudit traité;
ı si aucuns des princes de ladite maison ne possèdent d'im-
ıeubles, aux domaines et biens de la classe la plus privilé-
iée; ne pourront, lesdits domaines et droits, être vendus à
n souverain étranger à la confédération, ni autrement alié-
és, sans avoir été préalablement offerts au prince sous la
ouveraineté duquel ils se trouvent placés.

28. En matière criminelle, les princes et comtes actuel-
:ment régnant et leurs héritiers jouiront du droit d'austre-
:ues, c'est-à-dire, d'être jugés par leurs pairs; et dans au-
un cas, la confiscation de leurs biens ne pourra être pro-
ıoncée ni avoir lieu, mais les revenus pourront être séques-
rés pendant la vie du condamné.

29. Les états confédérés contribueront au paiement des
lettes actuelles des cercles non-seulement pour leurs pos-
essions anciennes, mais aussi pour les territoires qui doi-
ent être respectivement soumis à leur juridiction.

La dette du cercle de Souabe sera à la charge de LL. MM.
:s rois de Bavière et de Wurtemberg, de LL. AA. SS. le
rand-duc de Bade, les princes de Hohenzollern - Sigma-
ingen, de Lichtenstein et de la Leyen, et divisée entre eux
ans la proportion de ce que chacun desdits rois et princes
ossédera dans la Souabe.

30. Les dettes propres de chaque principauté, comté ou
:igneurie passant sous la souveraineté de l'un des états
onfédérés, seront divisées entre lesdits états et les princes ou

1806. France.

comtes actuellement régnant, dans la proportion des revenus que ledit état doit acquérir, et de ceux que les princes ou comtes doivent conserver d'après les stipulations ci-dessus.

31. Il sera libre aux princes ou comtes actuellement régnant et à leurs héritiers de fixer leur résidence partout où ils le voudront, pourvu que ce soit dans l'un des états, membres ou alliés de la confédération du Rhin, ou dans la possession qu'ils conserveront en souveraineté hors du territoire de ladite confédération; et de retirer leurs revenus ou leurs capitaux sans pouvoir être assujétis pour cette cause à aucun droit ou impôt quelconque.

32. Les individus employés dans l'administration publique des principautés, comtés ou seigneuries qui doivent, en vertu du présent traité, passer sous la souveraineté de l'un des états confédérés, et que le souverain ne jugerait pas à propos de conserver dans leur emploi, jouiront d'une pension de retraite égale à celle que les lois et réglemens de l'état accordent aux officiers du même grade.

33. Les rois, grands-ducs, ducs et princes confédérés renoncent, chacun d'eux pour soi, ses héritiers ou successeurs, à tout droit actuel qu'il pourrait avoir et prétendre sur les possessions des autres membres de la confédération, telles qu'elles sont et telles qu'elles doivent être en conséquence du présent traité, les droits éventuels de succession demeurant seuls réservés, et pour le cas seulement où viendrait à s'éteindre la maison ou la branche qui possède maintenant, ou doit, en vertu du présent traité, posséder en souveraineté les territoires, domaines et biens sur lesquels les susdits droits peuvent s'étendre.

34. Il y aura entre l'Empire français et les états confédérés du Rhin, collectivement et séparément, une alliance, en vertu de laquelle toute guerre continentale que l'une des parties contractantes aurait à soutenir deviendra immédiatement commune à toutes les autres.



35. Dans le cas ou une puissance étrangère à l'alliance et voisine armerait, les hautes parties contractantes, pour ne pas être prises au dépourvu, armeront pareillement, d'après la demande qui en sera faite par le ministre de l'une d'elles à Francfort.

Le contingent que chacun des alliés devra fournir étant divisé en quatre quarts, la diète déterminera combien de quarts devront être rendus mobiles; mais l'armement ne sera effectué qu'en conséquence d'une invitation adressée par S. M. l'empereur et roi à chacune des puissances alliées.

36. S. M. le roi de Bavière s'engage à fortifier les villes d'Augsbourg et de Lindau; à former et entretenir en tout temps, dans la première de ces deux places, des établissemens d'artillerie, et à tenir dans la seconde une quantité de fusils et de munitions sufisante pour une réserve, de même qu'à avoir à Augsbourg des boulangeries pour qu'on puisse confectionner une grande quantité de biscuit, telle qu'en cas de guerre la marche des armées n'éprouve pas de retard.

37. Le contingent à fournir par chacun des alliés, pour le cas de guerre, est fixé comme il suit:

La France fournira deux cent mille hommes de toutes armes;

Le royaume de Bavière trente mille hommes de toutes armes;

Le royaume de Wurtemberg quatre mille hommes;

Le grand-duc de Bade huit mille hommes;

Le grand-duc de Berg cinq mille hommes;

Le grand-duc de Darmstadt quatre mille hommes;

LL. AA. SS. les duc et prince de Nassau fourniront, avec les autres princes confédérés, un contingent de quatre mille hommes.

38. Les hautes parties contractantes se réservent d'admettre, par la suite, dans la nouvelle confédération d'autres

1806. France. princes et états d'Allemagne qu'il sera trouvé de l'intérêt commun d'y admettre.

39. Les ratifications du présent traité seront échangées à Munich, le 25 juillet de la présente année.

Fait à Paris, le 12 juillet 1806, etc.

Cette confédération des états méridionaux de l'Allemagne fut consentie, comme nous l'avons dit plus haut, par l'empereur d'Autriche, qui crut devoir acheter par ce sacrifice une paix devenue indispensable pour ses états héréditaires après trois guerres aussi malheureuses. Le 6 août, ce prince publia la déclaration par laquelle il renonçait aux titres et aux droîts d'empereur d'Allemagne. Le roi de Prusse reconnut également la nouvelle confédération, dans laquelle la force des armes devait le faire entrer lui-même plus tard.

Sur ces entrefaites, les négociations de paix entamées avec la Russie étaient arrivées à leur terme. M. Doubril, conseiller d'état de l'empire russe, accrédité auprès de l'empereur Napoléon comme commissaire chargé du détail des prisonniers de sa nation, avait reçu des instructions pour le cas où l'occasion se présenterait d'opérer un rapprochement entre la France et la Russie. Il se crut par là suffisamment autorisé à conclure avec le général Clarke, plénipotentiaire nommé à cet effet par le gouvernement français, un traité de paix, qui fut signé à Paris le 20 juillet. La bonne foi apportée par l'empereur des Français dans cette transaction était telle que, dès le 22, le ministre de la marine adressa une circulaire dans tous les ports, pour ordonner de traiter désormais en amis tous les vaisseaux russes; mais déjà l'influence anglaise avait triomphé de l'irrésolution du monarque russe : celui-ci refusa de ratifier le traité conclu par le sieur Doubril, qui s'était, suivant la note officielle insérée à ce sujet dans la Gazette de Saint-Petersbourg, écarté des

instructions qu'il avait reçues, et avait formellement contrevenu aux instructions de son maître. Toutefois, l'empereur Alexandre, en annonçant officiellement cette non ratification au gouvernement français, protestait qu'il était prêt à renouer les négociations sur des bases plus compatibles avec l'honneur et la dignité de sa couronne.

Cependant l'Angleterre avait, dès le mois de février de cette année, entamé elle-même une négociation directe avec la France. Le parti de l'opposition, devenu plus influent après la mort de Pitt, avait déterminé le cabinet de Londres à faire quelques démarches pour obtenir une paix que les circonstances paraissaient rendre alors nécessaire. Fidèle aux opinions qu'il avait constamment manifestées, Fox, appelé au ministère, se hâta de saisir l'occasion que lui offrit la découverte d'un complot dirigé contre la personne du chef du gouvernement français. Il écrivit au ministre Talleyrand pour lui donner avis qu'un individu s'était présenté à lui, et avait offert d'attenter aux jours de Napoléon. Cette générosité de la part du ministre anglais, jointe à la connaissance que l'empereur avait de son caractère personnel, dicta à M. Talleyrand une réponse telle qu'elle pût servir d'acheminement à de nouvelles négociations de paix.

Les bases en furent établies dans les lettres que s'écrivirent ensuite les deux ministres. Après des discussions franches et soutenues avec un ton de bienséance qui n'avait pas toujours été employé dans les négociations précédentes, il fut convenu en principe: 1°. que les deux états, en négociant la paix, auraient pour objet commun qu'elle fût honorable pour eux et leurs alliés respectifs, en même temps qu'elle serait de nature à assurer, autant qu'on le pourrait, le repos futur de l'Europe; 2°. qu'il serait reconnu, en faveur de l'une et de l'autre puissance, qu'elles auraient tout droit d'intervention et de garantie pour les affaires conti-

1806. France.

nentales et pour les affaires maritimes. Lord Yarmouth fut envoyé à Paris, présenta ses pleins pouvoirs, et la négociation marcha d'abord assez rapidement à son but. Elle approchait de son terme, et les conditions arrêtées étaient avantageuses pour la Grande-Bretagne, puisque cette puissance gardait Malte et le cap de Bonne-Espérance, lorsque le ministre Fox tomba malade. Cet événement fâcheux, en redonnant du crédit aux partisans de la guerre, ralentit nécessairement les négociations. L'opinion d'ailleurs commençait à changer dans les Trois-Royaumes, par le spectacle des nombreux accroissemens de la puissance de Napoléon. Lord Yarmouth fut rappelé sous le prétexte frivole qu'il n'avait pas suivi exactement ses instructions, et il fut remplacé par lord Lauderdale, espèce de girouette politique, qui, voyant Fox en danger de la vie, et pressentant que la mort de ce ministre entraînerait la disgrâce du parti dont il était le chef, ne dissimula point son désir de se rallier à d'autres principes. La négociation se compliqua, et prit une marche rétrograde, qui donna le temps au parti de la guerre, en Angleterre, de se fortifier de plus en plus, et de chercher des appuis à l'étranger. Lord Lauderdale eut la mission de prolonger, puis de rompre brusquement les conférences, dès que l'on serait parvenu à renouer un plan offensif.

Cette intrigue était déjà en assez bon train vers le milieu d'août, puisque la Russie refusait à cette époque, comme nous l'avons dit plus haut, de ratifier le traité conclu par son ministre à Paris. M. Doubril était allé beaucoup plus vite dans sa marche qu'une partie de la cour de Saint-Pétersbourg ne le voulait, et il avait eu le tort de ne pas deviner à temps les changemens que la nomination d'un nouveau ministère devait apporter dans les négociations : le roi de Suède, qui n'avait jamais dissimulé ses intentions hostiles envers la France, était prêt depuis long-temps à entrer en campagne;

enfin, la Prusse, que les Anglais avaient choisie comme victime pour cette année, paraissait sérieusement décidée à diriger contre la France les préparatifs de la guerre qu'elle avait semblé vouloir faire à la Suède. Deux factions, dont l'une était dévouée à la Russie, et l'autre vendue à l'Angleterre, venaient de se réunir pour entraîner le roi Frédéric Guillaume dans une entreprise qui allait ébranler la monarchie prussienne jusque dans ses fondemens. 1806. France.

Dans le même temps, le gouvernement anglais, pour augmenter le nombre des victimes de sa politique, envoyait une flotte à l'embouchure du Tage, pour décider le Portugal à entrer dans la coalition. Ses agens, réunis à ceux de la Russie à Constantinople, faisaient les plus grands efforts afin de changer les dispositions bienveillantes de la Porte pour les Français; mais l'arrivée du nouvel ambassadeur de France, le général Sébastiani, qui fit son entrée solennelle dans la capitale des Ottomans, le 10, paralysa ces intrigues, et changea les espérances des deux légations anglaise et russe en de vives inquiétudes, surtout lorsqu'on vit combler ce général de marques d'honneur et d'affection, et le sultan se déterminer enfin à destituer les hospodars de Moldavie et de Valachie vendus à la Russie.

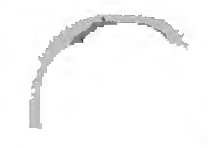
En dépit des protestations que le gouvernement prussien faisait renouveler chaque jour par son ministre à Paris, les préparatifs de guerre prirent, vers le 15 août, un caractère tellement prononcé, qu'il n'était plus possible d'en dissimuler le but. Les nominations de généraux, l'approvisionnement des places, les recrutemens, les achats de remonte, les mouvemens de troupes, se succédaient sans interruption, et étaient annoncés officiellement, exagérés même dans les gazettes du royaume. Ce fut à cette même époque que Napoléon fit prendre possession, en son nom, de la forteresse de Wesel sur le Rhin. Cette démarche, qui fut l'un des griefs allégués

1806. France.

par le roi de Prusse en commençant plus tard les hostilités; ne l'empêcha point d'écrire, le 23 août, dans les termes les plus obligeans et les plus pacifiques, une lettre à l'empereur des Français, qu'il lui fit remettre par le général Knobelsdorf. Il est vrai que, dans le même moment, les papiers publics étaient remplis de diatribes contre la France et son chef; les jeunes officiers de l'armée, pleins de présomption, se vantaient de battre bientôt les Français, et d'abaisser l'orgueil du vainqueur des Autrichiens et des Russes. La Hesse, la Saxe et les duchés du nord de l'Allemagne armaient, et toutes les gazettes annonçaient un rapprochement entre la Prusse, la Suède et l'Angleterre.

A la fin d'août, les intentions de la Prusse ne furent plus douteuses. Les différens de cette puissance avec la Suède avaient cessé; les troupes suédoises revinrent occuper le duché de Lawenburg, et le roi Gustave leva le blocus des ports et l'embargo mis sur les navires prussiens. Dès-lors il n'était plus possible de couvrir du prétexte de la guerre avec la Suède le but des armemens qui furent poussés avec une nouvelle vigueur. On vit, vers le 10 septembre, la nombreuse garnison de Postdam et une partie de la garde royale se mettre en mouvement; les troupes placées sur les frontières de la Prusse septentrionale et de la Pologne prussienne furent mobilisées. Le conseil des ministres s'assembla presque tous les jours sous la présidence du roi, dont les gazettes annoncèrent le prochain départ pour l'armée : tandis qu'un gouverneur était nommé pour Berlin, un envoyé extraordinaire, M. de Krusenmarck, se rendait à Saint-Pétersbourg, et l'objet de sa mission était bien connu.

L'empereur des Français avait observé sans inquiétude, mais non sans un certain étonnement, les tergiversations et l'aveuglement de la cour de Prusse : ses mesures étaient déjà prises pour le moment où l'orage éclaterait; il avait rassem-



blé, dans un camp formé à Meudon, tous les corps de la garde impériale et quelques autres troupes qui étaient à portée de la capitale, sous le prétexte des fêtes qui devaient avoir lieu, dans le courant de septembre, pour célébrer les triomphes de la grande armée dans la campagne de 1805. Le 5 de ce mois, le Moniteur, journal officiel, annonça la non ratification du traité conclu avec le ministre russe Doubril. Toutefois, les esprits étaient encore incertains sur l'issue de cet état extraordinaire des choses. En effet, le roi de Prusse, en rappelant son ambassadeur le marquis de Lucchesini, venait de le remplacer auprès de Napoléon par ce même général Knobelsdorf, porteur de la lettre amicale dont nous avons parlé plus haut; et, au milieu de toutes les démonstrations hostiles qui se faisaient à Berlin et dans toute la monarchie prussienne, le gouvernement continuait à traiter l'ambassadeur français, M. de Laforêt, avec le ton de la plus grande modération dans toutes les relations directes et diplomatiques. D'un autre côté, l'empereur des Français prenait le parti d'expliquer franchement à l'Allemagne entière, avant de donner un dernier développement aux mesures de précaution qu'il était dans la nécessité de prendre, le genre de protection qu'il comptait exercer sur la confédération du Rhin. Dans la lettre qu'il écrivit à ce sujet au prince primat, ex-électeur archi-chancelier de l'empire germanique, Napoléon donnait l'assurance qu'il ne s'immiscerait en rien dans les affaires intérieures des princes confédérés.

1806.
France.

Sur ces entrefaites, la mort de Fox, arrivée le 13 septembre, acheva de laisser, dans le cabinet de Londres, le champ libre au parti de la guerre. Déjà le but de celui-ci était atteint, et l'entrée des troupes prussiennes en Saxe, fut, comme l'avait été l'occupation de la Bavière en 1805, le signal du rassemblement pour l'armée française.

Les troupes de cette armée, cantonnées en Franconie et

1806. France. en Souabe, avaient déjà commencé à quitter leurs cantonnemens dès le 12 septembre. Une note circulaire du prince Primat envoyée, à la même époque, à tous les membres de la confédération rhénane, proposait d'établir en principe l'inviolabilité de leur territoire : mesure qui tendait à avertir tout état voisin que violer le sol d'un seul de ces princes, c'était attaquer la confédération toute entière. Napoléon n'attendit point le résultat de la délibération de la diète de Francfort à ce sujet, et se hâta de ratifier, en sa qualité de protecteur, cette déclaration présumée. Le corps d'armée du maréchal Bernadotte (récemment nommé prince de Ponte-Corvo) commença, le 17, à se concentrer vers Bayreuth et vers Cobourg; le 18, la cavalerie de la garde impériale quitta, en partie, la capitale de la France et s'achemina vers le Rhin. Bientôt après, les équipages de l'empereur prirent la même direction, et l'infanterie de la garde partit en poste pour Mayence; le camp de Meudon fut entièrement levé.

Le 21, l'empereur, qui était encore à Saint-Cloud, écrivit aux rois de Bavière et de Wurtemberg et à tous les princes confédérés, pour leur faire part de son entrée en campagne, et les inviter à presser eux-mêmes leurs armemens, et à fournir leur contingent, aux termes du traité du 12 juillet. Le même jour, le Moniteur annonça officiellement l'adhésion de l'archiduc Ferdinand d'Autriche, grand-duc de Wurtzburg, à la confédération du Rhin, en vertu d'un traité qui venait d'être signé à Paris. Enfin, le 25, Napoléon quitta sa résidence impériale pour se mettre à la tête de son armée. Il arriva à Mayence, le 28, accompagné de l'impératrice Joséphine, et donna l'ordre de mettre sur-le-champ en activité les gardes nationales des départemens des frontières du nord et de l'est. Le 1er octobre, il passa le Rhin.

On ignorait encore dans la plus grande partie de la France que la guerre fût aussi imminente, et l'on ne connut la véri-

table situation des choses, que lorsque de Bamberg, où il était arrivé la veille, Napoléon adressa, le 7 octobre, au sénat conservateur, un message dans lequel il annonçait à la nation la nécessité de recommencer la guerre, et les dispositions qu'il venait de faire pour soutenir dignement cette nouvelle querelle avec une quatrième coalition.

« Nous avons quitté notre capitale, disait l'empereur dans son message aux sénateurs, pour nous rendre au milieu de notre armée d'Allemagne, dès l'instant que nous avons su avec certitude qu'elle était menacée sur ses flancs par des mouvemens inopinés. A peine arrivé sur les frontières de nos états, nous avons eu lieu de reconnaître combien notre présence y était nécessaire, et de nous applaudir des mesures défensives que nous avions prises avant de quitter le centre de notre empire. Déjà les armées prussiennes, portées au grand complet de guerre, s'étaient ébranlées de toutes parts; elles avaient dépassé leurs frontières; la Saxe était envahie, et le sage prince qui la gouverne était forcé d'agir contre sa volonté, contre l'intérêt de ses peuples. Les armées prussiennes étaient arrivées devant les cantonnemens de nos troupes. Des provocations de toute espèce, et même des voies de fait avaient signalé l'esprit de haine qui animait nos ennemis, et la modération de nos soldats, qui, tranquilles à l'aspect de tous ces mouvemens, étonnés seulement de ne recevoir aucun ordre, se reposaient dans la double confiance que donnent le courage et le bon droit. Notre premier devoir a été de passer le Rhin nous-même, de former nos camps et de faire entendre le cri de guerre : il a retenti au cœur de tous nos guerriers. Des marches combinées et rapides les ont portés en un clin d'œil au lieu que nous leur avions indiqué. Tous nos camps sont formés; nous allons marcher contre les armées prussiennes et repousser la force par la force. Toutefois, nous devons le dire, notre cœur est pénible-

1806. France. ment affecté de cette prépondérance constante qu'obtient en Europe le génie du mal, occupé sans cesse à traverser les desseins que nous formons pour la tranquillité de l'Europe, le repos et le bonheur de la génération présente; assiégeant tous les cabinets par tous les genres de séduction, et égarant ceux qu'il n'a pu corrompre, les aveuglant sur leurs véritables intérêts, les lançant au milieu des partis sans autre guide que les passions qu'il a su leur inspirer. Le cabinet de Berlin lui-même n'a pas choisi avec délibération le parti qu'il prend; il y a été jeté avec art et avec une malicieuse adresse. Le roi s'est trouvé tout à coup à cent lieues de sa capitale, aux frontières de la confédération du Rhin, au milieu de son armée et vis-à-vis des troupes françaises dispersées dans leurs cantonnemens, et qui croyaient devoir compter sur les liens qui unissaient les deux états, et sur les protestations prodiguées en toutes circonstances par la cour de Berlin. Dans une guerre aussi juste, où nous ne prenons les armes que pour nous défendre, que nous n'avons provoquée par aucun acte, par aucune prétention, et dont il nous serait impossible d'assigner la véritable cause, nous comptons entièrement sur l'appui des lois et sur celui des peuples que les circonstances appellent à nous donner de nouvelles preuves de leur dévouement et de leur courage. De notre côté, aucun sacrifice personnel ne nous sera pénible, aucun danger ne nous arrêtera, toutes les fois qu'il s'agira d'assurer les droits, l'honneur et la prospérité de nos peuples. »

Ce message, en fixant l'incertitude générale sur les bruits qui circulaient depuis long-temps, faisait connaître qu'il y avait urgence de donner aux troupes protectrices de la France toute la force qu'exigeaient les circonstances. Sur la demande de l'empereur, le sénat s'empressa de décréter le départ pour l'Allemagne, de la réserve de la conscription de cette année.

Ouverture de la campagne; combats de Schleitz, de Saafeld, etc.; bataille d'Jena[1]. — Le roi de Prusse entraîné à la guerre par les conseils de la reine et les intrigues des deux factions anglaise et russe réunies, qui dominaient dans le gouvernement, n'avait d'ailleurs aucune prétention à la gloire militaire de son illustre aïeul, et avait remis à un conseil le soin de dresser, de concert avec lord Morpeth, ministre envoyé *ad hoc* par l'Angleterre, le plan des opérations qu'il convenait d'entreprendre pour amener le triomphe de ses armes. Le vieux duc de Brunswick, dont les premières campagnes de la révolution n'avaient point diminué le crédit militaire, fut placé par le roi à la tête de ce conseil : de tous les chefs de l'armée prussienne, il était celui qui avait montré le plus d'acharnement contre la France, par le vif désir qu'il éprouvait depuis long-temps de venger la honte de ses revers passés. Secondé par les généraux Ruchel et Blucher, qui partageaient ses opinions et brûlaient de donner quelque éclat à des noms jusqu'alors obscurs, le duc de Brunswick, fier du titre de généralissime qui venait de lui être conféré, se livra avec ardeur à sa mission, et montra, à près de quatre-vingts ans, cette même confiance de jeune homme qui l'avait égaré en 1792 et 1793, et qui devait, en 1806, attirer encore de si grandes infortunes sur l'armée qu'il se flattait de conduire à la victoire, et sur le pays qu'il était chargé de défendre.

1806. Allemagne.

D'après le plan arrêté dans le conseil prussien, les opérations durent commencer par l'occupation volontaire ou forcée de la Saxe et de la Hesse : le roi se montra d'autant plus favorable à l'exécution de ce plan, que son alliance avec l'Angleterre, devant entraîner la restitution du Hanovre au roi George III, les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg

[1] Journaux du temps, et mêmes Documens que ceux indiqués dans les paragraphes précédens.

1806. Allemagne. s'étaient engagés à lui donner des dédommagemens, aux dépens de la Saxe électorale.

Déjà, le général Kalkreuth, qui commandait en chef les troupes stationnées en Poméranie et en Hanovre, les avait concentrées dans ce dernier pays; les troupes qui occupaient le duché de Lawenburg étaient passées sur la rive gauche de l'Elbe; les garnisons de Stade et de Haarburg avaient pris la route de Zeil, et d'autres corps s'étaient approchés, les uns, de la Westphalie, les autres de la Saxe.

Tandis que le comte de Knobelsdorf cherchait encore à donner le change à l'empereur français sur les dispositions de son maître, celui-ci fit demander d'une manière positive à l'électeur de Saxe son adhésion à la nouvelle coalition formée contre la France, et le passage des troupes prussiennes sur le territoire saxon, déclarant qu'en cas de refus il emploierait la force, et suivrait la marche adoptée par l'Autriche, dans la campagne précédente, à l'égard de la Bavière et de la Souabe.

L'électeur de Saxe répondit qu'il ne s'opposerait pas plus au passage des troupes prussiennes qu'à celui de toute autre puissance qui se présenterait en force pour violer son territoire; en même temps, comme ses dispositions pacifiques se trouvaient fortement contrariées par la demande impérative qui lui était faite, il crut devoir prendre des précautions contre les événemens qui pouvaient en résulter. L'armée saxonne, forte de vingt-cinq mille hommes, sous les ordres du duc de Saxe-Weimar, fut mobilisée, et la forteresse de Kœnigstein, l'une des meilleures de l'Europe, mise dans le meilleur état possible de défense. L'armée prussienne, cantonnée dans la Silésie, passa l'Elbe près de Messen, et plusieurs corps de troupes entrèrent dans Eisenach, tandis que d'autres se portaient en avant de Hall et de Leipsick.

Le roi de Prusse fit les mêmes démarches auprès de l'électeur de Hesse-Cassel, et lui notifia l'ordre de suivre les mouvemens de l'armée prussienne et de mobiliser ses troupes.

1806. Allemagne.

La réunion des forces saxonnes et hessoises augmenta le délire du gouvernement prussien : dans ses conceptions présomptueuses, il prétendait menacer à la fois tous les points. Ainsi, tandis qu'une armée considérable traversait la Saxe, les troupes de la Poméranie et du Hanovre s'avançaient par la Westphalie vers les frontières de la Hollande, que l'on espérait prendre au dépourvu pendant l'espèce d'agitation que produirait dans ce pays le changement qui venait de s'opérer dans la forme du gouvernement. Mais l'activité de Napoléon avait prévenu cet inconvénient : des ordres avaient déjà été donnés pour que les troupes françaises et nationales se concentrassent auprès de Groningue. Le roi Louis, arrivé le 17 septembre à La Haie, avec les instructions précises de son frère, arrêta, de concert avec ses ministres et les généraux, des dispositions promptes et convenables ; un camp fut formé à Zeist, et, dès le 25, la Hollande avait une armée prête à porter elle-même la guerre chez l'ennemi qui la menaçait.

L'armée prussienne présentait un total de plus de cent mille combattans, en y comprenant les troupes saxonnes et hessoises ; et la réserve, qui se formait à Custrin, montait déjà a quarante mille hommes, que devaient renforcer bientôt les levées extraordinaires ordonnées dans tout le royaume. Le monarque quitta sa capitale le 20 septembre, et se rendit à Hall, en Saxe, accompagné par la reine, que son humeur belliqueuse entraînait sur les champs de bataille, pour augmenter par sa présence l'enthousiasme et le devouement des troupes.

On a vu que l'empereur des Français avait déjà pris toutes les mesures que commandait une agression aussi prochaine.

1806. Allemagne.

Les troupes de la grande armée occupaient, à cette époque, les positions suivantes :

Le corps du maréchal Augereau, dont le quartier-général était à Francfort, tenait les deux rives du Mayn, celles de la Lahn, et s'étendait jusqu'à la Sieg, à gauche, et jusqu'aux rives du Neker, à droite. Une partie de ce corps était cantonnée sur la frontière du grand-duché de Wurtzbourg.

Le corps du maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, occupait le margraviat d'Anspach, la ville de Nurnberg et son territoire, et la principauté de Bamberg : le quartier-général du maréchal était à Anspach.

Les troupes du maréchal Lannes, qui avait son quartier-général à Bischoffstein, étaient cantonnées dans la partie occidentale du cercle de Franconie, y compris le duché de Wurtzbourg et les états du grand-maître de l'Ordre Teutonique.

Le maréchal Davoust avait son corps d'armée dans la Basse-Souabe et la principauté d'Aichstett, sur la rive gauche du Danube : le quartier-général était placé à OEtingen.

Le corps aux ordres du maréchal Ney occupait la Haute-Souabe, sur la rive droite du Danube, jusqu'aux frontières de la Suisse, du Woralberg et du Tyrol. Le maréchal avait fixé son quartier-général à Memmingen.

Les troupes du maréchal Soult, dont le quartier-général était établi à Passau, occupaient la Basse-Bavière, la principauté de Passau, le Haut-Palatinat et la forteresse de Braunau, non encore remise à l'Autriche.

Le maréchal Lefebvre commandait les troupes alliées, cantonnées dans la Haute-Bavière, et avait son quartier-général à Augsbourg.

En exécution des ordres de Napoléon, ces différens corps furent mis en mouvement, vers le 20 septembre, par le ma-

échal Berthier, prince de Neuchâtel, chargé du commandement général des troupes restées en Allemagne après le traité de Presburg. Nous avons dit que, dès le 17, le maréchal Bernadotte avait fait un mouvement en avant vers Cobourg. Le maréchal Augereau prit des positions près de Limburg, sur la Lahn, et y reçut le renfort de plusieurs bataillons venant de la rive gauche du Rhin. Le maréchal Lefebvre se mit en marche avec les Bavarois sur Anspach. Les troupes aux ordres des maréchaux Lannes, Davoust, Soult et Ney s'avancèrent également vers le Mayn et la Rednitz. 1806. Allemagne.

Dans le même temps, l'empereur faisait renforcer les garnisons de la Wétéravie, fortifier la place de Wesel, accélérer les réparations commencées à Venloo, et approvisionner ces deux places ainsi que celle de Maëstricht. Nous avons déjà dit que toutes les gardes nationales riveraines du Rhin et des côtes de l'Océan avaient été appelées pour faire le service de garnison, d'observation, et remplacer les corps de ligne, dont les dépôts eux-mêmes devaient être utilisés, et nous avons fait connaître également les dispositions prises à l'égard du royaume de Hollande.

L'empereur reçut, le 7 octobre, à Bamberg, où il était arrivé la veille, un courrier dépêché par M. Talleyrand, et porteur de l'*ultimatum* du roi de Prusse, que M. de Knobelsdorf lui avait remis le 1er octobre, en quittant Paris. Cette pièce singulière, comparable, par l'extravagance des idées, au fameux manifeste du duc de Brunsvick en 1792, intimait, pour ainsi dire, à l'empereur des Français l'ordre de repasser le Rhin, d'évacuer le territoire allemand, et de renoncer aux couronnes d'Italie, de Naples et de Hollande : la France était menacée, en cas de refus, de toute la vengeance des armées prussiennes. Napoléon ne voulut point achever la lecture d'une pareille production de l'orgueil en délire, et dit aux personnes qui l'entouraient : « Je plains le roi de Prusse; il

1806. Allemagne.

n'entend pas le français, et il n'a point, sûrement, vu cette rapsodie qu'on m'envoie en son nom.[1] »

L'armée prussienne se trouvait concentrée entre la Saale et la Verra, sa droite à Eisenach, le centre à Gotha et à Erfurth, la gauche à Weymar, appuyée sur les hauteurs qui couronnent le pays entre cette ville et Jena : son front était couvert par les bois de la Thuringe et par la chaîne de montagnes qui borde la frontière de Saxe, et traverse cette contrée, en se dirigeant vers le nord de la Hesse. De nombreux avant-postes assuraient cette ligne, dont la gauche était flanquée par un corps de troupes établi sur la rive droite de la Saale, et par les postes fortifiés de Schleitz, Saaleld, Saalburg et Hoff.

Le mouvement général de l'armée française s'opérait de Wurtzbourg et de Bamberg par les deux rives du Mayn pour se concentrer derrière la forêt de Thuringe vers les points de Cobourg et de Kronach.

Le but de Napoléon était par là de laisser à l'ennemi le doute d'une manœuvre par la gauche sur Jena, ou par le centre et la droite pour déboucher par Gera et prendre à revers les positions sur la Saale par Naumburg, et de l'obliger ainsi à changer sa ligne pour ne pas se laisser tourner entièrement et être coupé de ses communications ; en un mot, l'empereur pensait que ce mouvement déterminerait les généraux prussiens à faire choix d'une position aux débouchés de la forêt de Thuringe ou derrière le Unstruth pour y recevoir la bataille. Il est à croire, d'après les résultats de la journée d'Jena, que, si l'armée prussienne s'était concentrée à Naumburg et Freyburg derrière la Saale et l'Unstruth, en

[1] On dit que, se tournant vers le maréchal Berthier, qui venait d'arriver de Munich, l'empereur ajouta : « Maréchal, on nous donne un rendez-vous d'honneur pour le 8, jamais un Français n'y a manqué ; mais comme on assure qu'il y a une belle reine qui veut être témoin du combat, soyons courtois, et marchons, sans nous coucher, pour la Saxe. »

défendant le plus long-temps possible les points de Zeitz et d'Eckardsberg par de fortes avant-gardes, le sort de la Prusse n'aurait pas été décidé en une seule bataille; et, quels qu'eussent été les succès des Français, l'armée prussienne aurait toujours conservé l'avantage de pouvoir prendre la ligne de l'Elbe, et de soutenir ses forteresses sur ce fleuve. 1806. Allemagne.

Le jour même de son arrivée à Bamberg, Napoléon avait fait mettre à l'ordre de l'armée la proclamation suivante, rendue le 6 novembre :

« Soldats, l'ordre pour votre rentrée en France était parti, vous vous en étiez déjà rapprochés de plusieurs marches. Des fêtes triomphales vous attendaient, et les préparatifs pour vous recevoir étaient commencés dans la capitale.

» Mais, lorsque nous nous abandonnions à cette trop confiante sécurité, de nouvelles trames s'ourdissaient sous le masque de l'amitié et de l'alliance. Des cris de guerre se sont faits entendre à Berlin; depuis deux mois, nous sommes provoqués avec une audace qui demande vengeance.

» La même faction, le même esprit de vertige qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisit, il y a quatorze ans, les Prussiens au milieu des plaines de la Champagne, domine encore dans leurs conseils. Si ce n'est plus PARIS qu'ils veulent brûler et renverser jusque dans ses fondemens, c'est aujourd'hui leurs drapeaux qu'ils se vantent de planter dans la capitale de nos alliés; c'est la Saxe qu'ils veulent obliger à renoncer, par une transaction honteuse, à son indépendance, en la rangeant au nombre de leurs provinces; c'est, enfin, vos lauriers qu'ils veulent arracher de votre front. Ils veulent que nous évacuions l'Allemagne à l'aspect de leur armée. Les insensés!!! qu'ils sachent donc qu'il serait mille fois plus facile de détruire la grande capitale que de flétrir l'honneur des enfans du grand peuple et de ses alliés. Leurs projets furent confondus alors; ils trouvèrent dans les plaines

1806. Allemagne. de Champagne la défaite, la mort et la honte ; mais les leçons de l'expérience s'effacent, et il est des hommes chez lesquels le sentiment de la haine et de la jalousie ne meurt jamais.

» Soldats ! il n'est aucun de vous qui veuille retourner en France par un autre chemin que celui de l'honneur. Nous ne devons y rentrer que sous des arcs de triomphe.

» Eh ! quoi, aurions-nous donc bravé les saisons, les mers, les déserts ; vaincu l'Europe plusieurs fois coalisée contre nous ; porté notre gloire de l'Orient à l'Occident, pour retourner aujourd'hui dans notre patrie comme des transfuges, après avoir abandonné nos alliés, et pour entendre dire que l'aigle française a fui épouvantée devant des armées prussiennes.....

» Mais déjà ils sont arrivés sur nos avant-postes... Marchons donc, puisque la modération n'a pu les faire sortir de cette étonnante ivresse. Que l'armée prussienne éprouve le même sort qu'elle éprouva il y a quatorze ans ! Qu'ils apprennent que, s'il est facile d'acquérir un accroissement de domaines et de puissance avec l'amitié du grand peuple, son inimitié (qu'on ne peut provoquer que par l'abandon de tout esprit de sagesse et de raison) est plus terrible que les tempêtes de l'Océan. »

L'empereur quitta Bamberg, le 8, à trois heures du matin, et arriva dans la même matinée à Kronach ; tous les corps de l'armée achevaient alors leur mouvement. La droite, composée des troupes aux ordres des maréchaux Soult et Ney, et d'une division bavaroise, était partie d'Amberg et de Nurnberg pour se réunir à Bayreuth, et se diriger ensuite, à marches forcées, sur Hoff. Le centre, composé de la grande réserve de cavalerie aux ordres de Murat, grand-duc de Berg, du corps du maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, de celui du maréchal Davoust, et de la garde impériale, après avoir débouché par Bamberg sur Cronach, devait marcher sur Saalburg, pour se porter ensuite sur

Schleitz et Jena. La gauche, formée des corps des maréchaux Lannes et Augereau, s'était avancée de Schweinfurth sur Coburg, Graffenthal et Saafeld.

1806. Allemagne.

Cette direction de l'armée française la portait, comme on voit, sur la gauche de l'armée prussienne, et lui faisait éviter les obstacles que lui auraient présentés les autres points de la position de cette même armée.

Le corps du maréchal Soult se présenta devant Hoff le 9, enleva tous les magasins qui se trouvaient dans cette ville, fit plusieurs prisonniers, et se porta sur Plauen le 10. Le maréchal Ney suivit ce mouvement à une demi-journée de distance.

Murat, arrivé le 8 sur les bords de la Saale, vis-à-vis Saalburg, trouva cette petite ville occupée par un régiment prussien, qui voulut défendre le passage de la rivière. Le prince avait avec lui quelques escadrons de chasseurs et de hussards, le vingt-septième régiment d'infanterie légère, et quelque artillerie. Après une canonnade d'une demi-heure, l'ennemi, craignant d'être tourné, abandonna sa position et la rive droite de la Saale.

Le lendemain, avant le jour, le corps du maréchal Bernadotte, suivi de deux divisions de la réserve, et précédé de la brigade de cavalerie légère du général Lasalle, marcha sur Schleitz, où se trouvait le général Tauenzien avec une division composée de six mille Prussiens et de trois mille Saxons, chargée de flanquer l'armée ennemie sur ce point. L'empereur arriva de Lobenstein au moment où le prince de Ponte-Corvo faisait reconnaître la position, et il ordonna l'attaque. Le village de Schleitz fut enlevé sans trop de résistance, et le général prussien se retira en assez bon ordre pour gagner les hauteurs en arrière, sur la route d'Auma, où il fut poursuivi par la brigade de cavalerie légère du général Wathier, soutenue par la division d'infanterie aux

1806. Allemagne. ordres du général Drouet. Le maréchal Bernadotte, qui marchait avec la brigade Wathier, voyant que deux régimens de cavalerie saxonne faisaient mine de résister, sous la protection de quelques pièces d'artillerie qui venaient d'être mises en batterie, les fit charger par le quatrième de hussards commandé par le colonel Burthe. Cet officier fit les plus grands efforts pour rompre les escadrons ennemis et s'emparer des pièces; mais il fut ramené sur l'infanterie assez vivement pour mettre le maréchal en danger d'être pris. La brigade saxonne, soutenue par un régiment de cavalerie prussienne, poussait cet avantage, lorsqu'elle fut arrêtée par le feu de trois compagnies de voltigeurs du quatre-vingt-quatorzième, que le colonel Razout[1], qui était en colonne avec ce régiment sur la route d'Auma, avait placées en embuscade derrière un petit mamelon, à la gauche de cette même route. Ces compagnies, commandées par le capitaine Razout, frère du colonel, firent une décharge tellement meurtrière sur la cavalerie ennemie, que celle-ci eut d'abord plus de cinquante hommes hors de combat. Cette fusillade inattendue, donnant de l'hésitation aux Saxons, le quatrième de hussards eut le temps d'aller se reformer derrière le cinquième de chasseurs, à la tête duquel s'avançait le général Wathier. Cette brigade reprit bientôt l'offensive, et exécuta une charge brillante. Dans le même temps, arriva le prince Murat avec d'autre cavalerie et la brigade d'infanterie légère du général Maison. L'ennemi fut poursuivi vigoureusement jusqu'à plus d'une lieue du champ de bataille, et, sans la nuit, sa déroute eût été complète. C'est pendant ce combat que quatre compagnies d'infanterie légère, chargées en plaine par un régiment de hussards prussiens, lui tuèrent près de deux cents chevaux. Le résultat

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

de cette journée fut la prise de trois pièces de canon et de trois cents hommes; quatre cents avaient été tués, et parmi eux un colonel. 1806. Allemagne.

Le lendemain 10, le maréchal Bernadotte établit son quartier-général à Auma, tandis que Murat se portait sur Gera, poursuivant toujours la division battue la veille. Le général Lasalle, avec sa brigade de cavalerie légère, atteignit l'escorte des bagages de l'ennemi, la culbuta, et s'empara de cinq cents caissons ou voitures, dans lesquelles les hussards français trouvèrent un butin immense. Un équipage de pont faisait également partie de ce convoi.

L'aile gauche de l'armée française obtenait aussi des succès dans sa marche. Le corps du maréchal Lannes, arrivé à Coburg le 8, en était reparti le lendemain, pour se porter sur Graffenthal. La division, aux ordres du général Suchet, formant tête de colonne, rencontra près de Saafeld l'avant-garde du corps d'armée prussienne du prince Hohenlohe, commandée par le prince Fréderic-Christian-Louis de Prusse, qui était chargé de défendre ce poste et le pont de la Saale. La canonnade s'engagea de suite et dura près de deux heures; une brigade de hussards (neuvième et dixième régimens), qui faisait partie de l'avant-grade française, chargea la cavalerie ennemie et la culbuta. La première brigade de la division Suchet s'étant avancée ensuite au pas de charge, porta le désordre dans l'infanterie prussienne, qui s'était formée pour soutenir la cavalerie; partie fut jetée dans un marais, partie dispersée dans les bois.

Le prince Louis de Prusse, cousin germain du roi, et l'un des plus ardens provocateurs de la guerre, avait combattu à la tête de la cavalerie avec la plus grande intrépidité; mais, ses escadrons étant culbutés par les hussards français, il suivait le mouvement rétrograde de cette troupe pour chercher à la rallier, lorsqu'il fut joint par un maréchal de logis du



1806. Allemagne.

dixième de hussards, nommé Guindé [1] qui lui cria de se rendre. Le prince s'arrête, fait volte face, et engage avec son intrépide adversaire un combat corps à corps. Guindé, prenant le prince pour un simple officier, lui réitère sa sommation : « Rendez-vous, lui dit-il, ou vous êtes mort. » Il reçoit, pour réponse, un coup de sabre sur le visage. Le sous-officier français, dans la nécessité de se défendre, ne suit plus que le mouvement d'une juste vengeance : il plonge son sabre dans le corps du prince, qui tombe mort à ses pieds. Deux des aides-de-camp de ce dernier avaient été tués à ses côtés, au milieu de la mêlée [2].

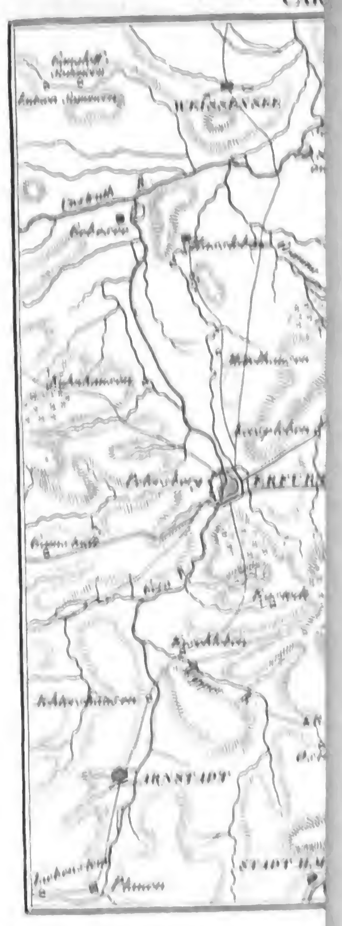
Le combat de Saafeld valut à l'armée française mille prisonniers et trente pièces de canon : six cents Prussiens étaient restés sur le champ de bataille.

Ces différentes affaires d'avant-garde ayant balayé la rive droite de la Saale, rendaient les Français maîtres du cours de cette rivière et assuraient à l'empereur les moyens de tourner l'armée ennemie [3]. En effet, l'armée française se trouvait alors en ligne et à cheval sur la Saale, ayant ses débouchés par la forêt de Thuringe ouverts; et l'empereur

[1] Aucune relation n'avait, jusqu'à présent, donné le nom de ce brave sous-officier, que Napoléon fit entrer dans le régiment des grenadiers à cheval de sa garde. Après s'être distingué dans toutes les campagnes suivantes, Guindé est mort glorieusement à la bataille de Hanau, en 1813. Il était alors officier de la légion d'honneur, et capitaine dans le corps dont nous venons de parler.

[2] On trouva sur le prince Louis des lettres de Berlin, qui prouvaient l'impatience où étaient les partisans de la guerre de voir commencer les hostilités, et leur crainte que le roi ne déjouât encore, par son irrésolution, les espérances qu'ils avaient conçues.

[3] Pendant ces premières opérations, l'empereur s'était porté sur presque tous les points d'attaque, et s'était montré à ses troupes, sur l'esprit desquelles il savait que sa présence exerçait toujours un effet magique. Passant en revue, le 11, près de Lobenstein, le deuxième régiment de chasseurs à cheval, il demanda au colonel quelle était la force de son régiment. Cet officier lui dit le nombre des cavaliers ; mais il ajouta, avec l'expression du regret, qu'il y avait beaucoup de conscrits parmi


CAR

ait à même d'opérer excentriquement sur Jena sans crain- 1806.
te que l'ennemi pût manœuvrer par sa droite en suivant les Allemagne.
utes de Gotha et d'Arnstadt, quoique déjà il refusât sa
uche devant le corps d'armée du prince de Ponte-Corvo
la cavalerie de Murat. Cette partie de l'armée française
était porté sur Zeitz, où le maréchal Bernadotte établit,
12, son quartier-général. Le grand-duc de Berg avait
oussé jusqu'à Pegau, d'où il envoya, dans la soirée, le gé-
éral Lasalle avec sa cavalerie légère jusqu'aux portes de
eipsick, qu'il avait ordre de mettre à contribution autant
ans le but d'avoir des fonds pour les besoins de l'armée,
ue dans celui de jeter l'épouvante en Saxe, et d'ébranler
moral des habitans. La division Drouet prit position le
iême jour au village de Meinweh, à trois lieues de Zeitz,
ur la route de Naumburg. Le maréchal Davoust, qui avait
iarché avec son corps d'armée par Roda et Lisenberg, se
rouvait à la hauteur de Zeitz en première ligne, marchant
ur Naumburg; le quartier impérial était à Gera; la garde
t le corps du maréchal Soult bivouaqués autour de cette
ville; le maréchal Ney à Neustadt avec son corps d'armée;
elui du maréchal Lannes à Jena, sur la rive gauche de la
Saale; le maréchal Augereau à Kahla et Orlamunda; enfin,
e prince Jerôme Bonaparte, auquel l'empereur venait de
onfier le commandement d'un corps de troupes bavaroises
et des autres princes de la confédération du Rhin, avait son
quartier-général à Schleitz [1].

ux. « Qu'importe, reprit brusquement l'empereur, ne sont-ils pas Français? » Puis s'adressant aux chasseurs : « Jeunes gens, quand on ne craint pas la mort, on la fait entrer dans les rangs ennemis. » Cette allocution énergique fut accueillie par les cris unanimes de *vive l'empereur!* et le colonel sentit combien son observation avait été indiscrète.

1 Jérôme, que l'empereur son frère avait destiné d'abord à la marine, était de retour, depuis la fin d'août, d'une campagne qu'il avait faite sur l'Océan, en qualité de capitaine du *Vétéran*, l'un des vaisseaux de l'escadre sortie de Brest, en décembre 1805, sous le commandement du contre-amiral Willaumez.

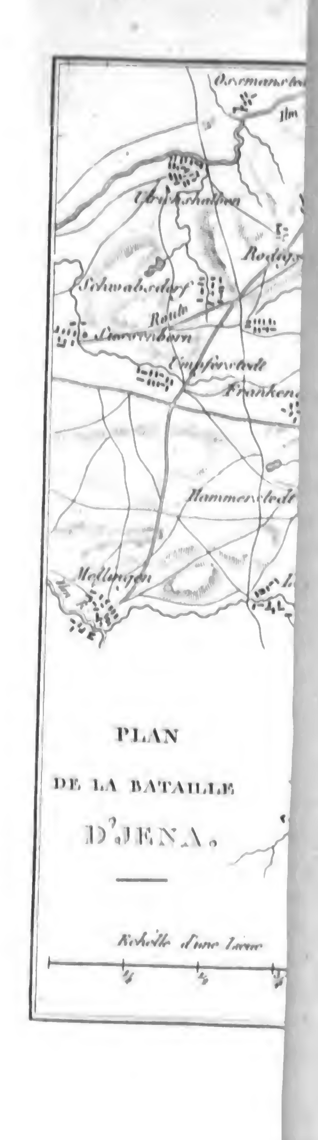
1806.
Allemagne.

Déjà Napoléon était informé des dispositions qui se faisaient dans l'armée prussienne pour recevoir la bataille sur la rive gauche de la Saale entre Jena et Eckardsberg; mais il doutait encore de cette détermination, en considérant que les généraux prussiens pouvaient prendre une position bien plus avantageuse que celle qu'ils avaient choisie, en allant se placer derrière l'Unstruth, près de Freyburg, dans l'angle formé au confluent de la rivière que nous venons de nommer et de la Saale. Au surplus, il est facile de remarquer que l'armée prussienne se trouvait tournée à peu près comme l'avait été l'armée de Mack, l'année précédente. Elle avait le dos au Rhin, tandis que l'armée française, bordant la Saale et ayant le dos à l'Elbe, marchait sur elle.

Dans le plan arrêté par le conseil de guerre, les Prussiens s'étaient d'abord proposé de déboucher sur Francfort par leur droite, sur Wurtzburg par le centre et sur Bamberg par leur gauche. La position que l'armée avait prise en conséquence de cette résolution était, ainsi que nous l'avons fait remarquer, très-convenable pour assurer le succès de l'entreprise. Toutes les mesures étaient prises pour son exécution, lorsque s'étant vus prévenus et tournés par Napoléon, les généraux prussiens reconnurent la nécessité de changer de dispositions. Les journées des 9, 10, 11 et 12 furent, en conséquence, employées à rappeler tous les détachemens qui avaient été poussés en avant, et, le 13, l'armée, après avoir changé de direction, vint se former en bataille entre Capellendorf et Awerstaedt, faisant face à la Saale.

Cette nouvelle position de l'armée prussienne était, comme on voit, bien moins favorable que celle que nous avons indiquée plus haut : aussi Napoléon manœuvra-t-il de manière à mettre à profit cette imprévoyance de ses adversaires.

Le 12 au soir, le maréchal Davoust arriva devant Naumburg, que l'ennemi évacua sans résistance, abandonnant de


Schwabsdorf
Umpferstedt
Hammerstedt
Mellingen
PLAN
DE LA BATAILLE
D'JENA.
Echelle d'une Lieue

reux magasins, et un équipage de dix-huit pontons de 1806.
: attelés. Le corps d'armée français prit position en Allemagne.
de la ville; le maréchal prince de Ponte-Corvo, qui
it immédiatement le corps du maréchal Davoust, oc-
Naumburg à midi : il porta une de ses divisions en
t de la ville, dans la direction de Camburg; détacha une
ade sur sa droite pour observer Freyburg, et laissa la di-
n Dupont campée à une lieue en arrière près du village
Weithau. Nous avons déjà dit que les corps des maré-
ıx Lannes et Augereau occupaient, le premier Jena, et le
nd Kahla. Le maréchal Ney s'était avancé jusqu'à Roda,
il avait concentré ses troupes. Le maréchal Soult était
i de Gera pour prendre une position plus rapprochée
s Lobeda; la garde impériale était en marche sur Jena.
Napoléon, arrivé le même jour (13 octobre) à deux heures
ès midi dans cette dernière ville, se porta de suite sur
plateau qui est en avant et qu'occupait une avant-garde
maréchal Lannes, pour y reconnaître par lui-même les
sitions de l'ennemi. Il se convainquit, après les avoir exa-
inées, que les généraux prussiens s'attendaient bien que
armée française ne déboucherait dans la plaine qu'en ten-
int de forcer le passage de la chaussée de Weimar, dont le
lateau, en avant d'Jena, était le principal abord, et qui,
ar son peu d'étendue, offrait à peine le déploiement de
uatre bataillons. En effet, tel était le projet de l'empereur;
ais pour aplanir les difficultés qu'il rencontrait, il donna
les ordres pour qu'on creusât, pendant la nuit, dans le roc,
ın chemin praticable pour le transport de l'artillerie sur le
lateau, et il fit ouvrir, à partir de la ville jusque dans les
allées qui l'environnent, des débouchés pour faciliter le
léploiement des troupes qui ne pourraient point trouver
lace sur ce même plateau.

Toutes les troupes aux ordres du maréchal Lannes vinrent

1806. Allemagne.

prendre position sur le plateau d'Jena, pendant qu'on effectuait les travaux dont nous parlons. Le général Victor, chef de l'état-major général de ce corps, plaça lui-même les divisions : celle du général Suchet occupa le penchant à droite et celle du général Gazan, disposée sur trois lignes, le penchant à gauche. Le maréchal Lefebvre, qui venait d'arriver avec la redoutable infanterie de la garde impériale, la forma en carré sur le centre, ou plutôt sur le sommet du plateau qui, n'ayant, comme nous l'avons déjà dit, que peu de largeur, se prolongeait cependant à droite et à gauche par des parties déclives. Les divisions du maréchal Lannes formaient ainsi les deux ailes, et l'artillerie était placée dans l'intervalle de chaque corps. Cette position du plateau d'Jena se trouvait naturellement flanquée et appuyée par celle qu'occupait, en avant de Kahla, le corps d'armée du maréchal Augereau.

Les ordres et instructions adressés aux autres corps d'armée qui devaient concourir à la bataille du lendemain furent expédiés dans la soirée du 13, et ne furent confiés par le major-général, Alexandre Berthier, qu'à des officiers sûrs et d'une expérience reconnue pour ce genre de mission. Les corps d'armée des maréchaux Davoust et Bernadotte étaient les plus éloignés; mais un aide-de-camp du maréchal Davoust et le capitaine d'état-major Berton[1], porteurs des ordres pour ces deux corps, firent une telle diligence, qu'ils arrivèrent aux quartiers-généraux avant minuit; et, jusqu'au jour, les maréchaux eurent assez de temps, Davoust surtout, comme le plus réuni, de faire leurs dispositions pour la bataille qui allait avoir lieu dans la matinée.

Le maréchal, prince de Ponte-Corvo, avait ordre de déboucher par Dornburg, pour couper la principale masse de l'ennemi de ses réserves, et tomber sur ses derrières s'il se portait en force sur Naumburg ou sur Jena.

[1] Aujourd'hui maréchal-de-camp.

Le maréchal Davoust devait défendre les défilés de Kœsen, 1806.
l'ennemi voulait s'avancer sur Naumburg, et, dans le cas Allemagne.
celui-ci resterait dans sa position, il avait ordre de se
rter sur Apolda, pour le prendre à dos.

Les corps d'armée des maréchaux Soult et Ney avaient dre de marcher toute la nuit pour venir se placer en ligne former la droite de l'ordre de bataille à Jena.

L'empereur, suivant son usage, vint passer la nuit au vouac, au milieu de sa garde, sur le plateau où elle était acée.

L'armée prussienne présentait alors, par ses feux, un ont de six lieues d'étendue, tandis que ceux de l'armée ançaise paraissaient concentrés sur un seul petit point. Les vant-postes de l'une et de l'autre se touchaient, et il ne se isait pas un mouvement qui ne fût entendu.

Toutes les troupes qui occupaient le plateau d'Jena prient les armes à la naissance du jour; un brouillard épais égnait alors sur l'horizon : l'empereur, parcourant les lignes, ecommanda aux soldats de se tenir en garde contre la cavaerie prussienne, qui passait pour être très-redoutable. Il eur rappela qu'il y avait un an qu'à la même époque ils avaient, par leur valeur, décidé de la prise d'Ulm; que l'armée prussienne, ayant perdu sa ligne d'opérations, ses magasins, se trouvait cernée en ce jour, comme l'avait été l'armée autrichienne; qu'elle n'allait point combattre pour la gloire, mais pour sa retraite, et que, cherchant à faire une trouée sur différens points, les corps d'armée qui la laisseraient passer seraient perdus d'honneur et de réputation. Les soldats répondirent à ce discours animé, en demandant qu'on les menât à l'ennemi. Les cris *en avant*, *marchons*, se firent entendre de toutes parts.

Les tirailleurs, déjà disposés sur la ligne, engagèrent aussitôt le combat. La fusillade devint très-vive, et la pre-



1806. Allemagne. mière ligne des postes de l'ennemi ne put résister à l'impétuosité des têtes de colonnes : l'armée française, débouchant alors dans la plaine, tant par le plateau que par les issues à droite et à gauche, commença à prendre son ordre de bataille.

Pendant ce temps, l'armée prussienne avait achevé de se former : la majeure partie se portait en avant des troupes qui venaient de déboucher ainsi du plateau d'Jena ; mais comme le brouillard durait encore et couvrait les deux armées, elles ne s'aperçurent que lorsque un beau soleil d'automne vint éclairer l'horizon vers neuf heures du matin : elles étaient alors à demi-portée de canon.

A ce moment, l'empereur avait en ligne, en avant du plateau d'Jena, outre la garde impériale et les deux divisions du maréchal Lannes formant le centre, le corps d'armée du maréchal Augereau formant la gauche, appuyée à un village et des bois, et le corps du maréchal Soult, avec trois mille hommes du maréchal Ney (seules troupes de ce corps d'armée qui fussent arrivées sur le champ de bataille) formant la droite.

La partie de l'armée prussienne que Napoléon avait devant lui était sous les ordres directs du feld-maréchal Mollendorf : elle se composait, 1°. du corps du général Ruchel, dit de Westphalie, de trente-trois bataillons, quarante-cinq escadrons, quatre compagnies de chasseurs bons tireurs, un bataillon d'artillerie et sept batteries, indépendamment des pièces régimentaires ; 2°. du corps aux ordres du prince de Hohenlohe, formé de vingt-quatre bataillons prussiens et vingt-cinq bataillons saxons, quatre-vingt-trois escadrons, dont trente-six saxons, deux bataillons d'artillerie et seize batteries, dont huit saxonnes.

L'autre partie de l'armée, où se trouvait le roi en personne et le duc de Brunswick, commandant en chef, plus rapprochée de Naumburg, se composait d'un corps de trois divi



ons, formant un total de trente-deux bataillons et cinquante scadrons, et d'une réserve forte de vingt bataillons et de ingt escadrons de la garde du roi ou corps d'élite, sous les dres immédiats du feld-maréchal Kalkreuth. 1806. Allemagne.

Le duc de Weimar était encore vers Eisenach avec un orps de dix bataillons et quinze escadrons, et le prince ugène de Wurtemberg, avec une réserve de dix-huit bataillons et de vingt escadrons, était en marche sur Halle, our venir joindre l'armée.

Telle était la composition de l'armée prussienne. Ainsi l'on oit que les Français avaient réellement à combattre, le 4 octobre, une force de deux cent vingt-quatre bataillons, nt quatre-vingt-dix-huit escadrons, formant un effectif e plus de cent mille hommes et de vingt mille chevaux. 'armée française en ligne n'était pas à beaucoup près aussi ombreuse, sur-tout en cavalerie.

Dans cette situation, et ayant en présence une masse de ès de soixante mille hommes, dont une cavalerie formiible faisait partie, comme on vient de le voir, Napoléon it désiré retarder de deux heures le combat, afin d'atndre le reste des troupes qui devaient le joindre à Jena, surtout sa cavalerie, qui lui faisait faute en ce moment itique; mais l'ardeur des troupes françaises et les dispositions de l'armée prussienne ne le permirent pas. L'ennemi étant ébranlé pour déposter quelques bataillons, qui, se ouvant en avant de la ligne française, venaient de s'engger dans le village d'Hollstedt, l'empereur donna l'ordre maréchal Lannes de porter ses troupes, en échelons, au utien de ce village. Dans le même moment, le maréchal oult, dont les troupes achevaient à peine de déboucher de loswitz, faisait attaquer un bois que défendait une forte vision prussienne.

L'ennemi manœuvra par sa droite sur la gauche de l'armée

1806. Allemagne.

française, commandée, comme nous l'avons dit, par le ma réchal Augereau, qui se mit en mesure de soutenir forte ment cette attaque; en moins d'une heure l'action devi générale. On combattit de part et d'autre avec un ordre e une fermeté qui rendirent long-temps l'avantage indécis mais enfin, au bout de deux heures, le maréchal Soult par vint à enlever le bois qu'il attaquait, et se porta en avan avec toutes ses troupes. L'empereur, qui avait auprès de lu sa garde et des troupes de réserve pour les porter, au besoin où leur concours serait nécessaire, apprenait à ce momen que la cavalerie de réserve venait d'arriver, ainsi que le autres troupes du maréchal Ney, et qu'elles se formaient e arrière sur le champ de bataille. Il fit alors avancer les corp qui étaient en réserve sur la première ligne, et qui, se trou vant ainsi appuyés, abordèrent impétueusement l'ennemi et le firent plier. Toutefois ces troupes, ainsi poussées, ré trogradaient lentement et en bon ordre, lorsque le grand duc de Berg, Murat, à la tête des dragons et des cuirassier de la réserve de cavalerie, vint fondre sur elles, et mit l plus grand désordre dans leurs rangs. La cavalerie ennemi voulut en vain résister à ce choc impétueux, elle dut suivr le mouvement de l'infanterie. Celle-ci s'était formée en ba taillons carrés, cinq de ces bataillons furent enfoncés; un grande partie de l'artillerie, plus de vingt mille hommes, fantassins et cavaliers, tombèrent en peu d'instans au pou voir des Français. Ceux-ci, poursuivant l'ennemi par la grande route de Weimar, arrivèrent dans cette ville en même temps que l'ennemi, après un trajet de six lieues.

Disons maintenant ce qui s'était passé pendant ce temps sur la gauche de l'armée prussienne.

Le duc de Brunswick ayant eu connaissance, dans la jour née du 12, du mouvement d'une partie de l'armée francaise sur Naumburg, s'était décidé, d'après l'opinion du conseil de



Altenburg
Saale R.
NAUMBURG
Schul Pforte
Alt Kosen
Flemmingen
Gahnisroda
ch
Heiligen Kreutz
Lobschutz
roda
Priesnitz
ripitsch
Koelpa
Leislau
Kobnitz
Molschutz
meischel
en Priesnitz



uerre, à marcher lui-même sur ce point avec les troupes de a gauche pour prévenir l'arrivée des Français et occuper les 1806. Allemagne. éfilés de Kœsen, par où ils devaient déboucher. Mais cette narche déjà tardive s'était opérée avec beaucoup de lenteur. L'avant-garde, commandée par le lieutenant-général Schmettau, s'arrêta le 13 à cinq heures du soir sur les hauteurs l'Awerstaedt, à deux petites lieues des défilés de Kœsen, yant seulement une grand'garde à une lieue plus près dans e village de Hassen-Hausen. Ce même jour, le grand quartier-général prussien, où se trouvaient le roi, la reine et les principaux ministres, fut établi à Awerstaedt. Deux prisonniers, faits par une des patrouilles du général Schmettan sur ine reconnaissance française, apprirent au général en chef prussien qu'il y avait déjà beaucoup d'infanterie et de la cavalerie en avant et aux environs de Naumbourg; mais le vieux duc de Brunswick, sans tenir compte de cet avis important, resta aussi tranquille dans sa position que s'il n'eût dû rencontrer aucun obstacle dans son mouvement du lendemain.

Cependant le maréchal Davoust, après s'être emparé de Naumburg, avait, comme nous l'avons déjà dit, pris position en avant de cette ville, dans la matinée du 13. Il avait fait occuper le pont sur la rivière d'Unstruth au-dessus de Naumburg, en donnant l'ordre de le couper si l'ennemi s'y présentait. Apprenant, par le retour de la reconnaissance à laquelle le général Schmettau avait fait les deux prisonniers dont nous venons de parler plus haut, que l'ennemi faisait un grand mouvement sur Naumburg, le maréchal se hâta d'envoyer un bataillon du vingt-cinquième régiment, faisant partie de la division Gudin, au défilé de Kœsen, avec ordre de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité, et il s'occupa des dispositions à prendre pour soutenir ce bataillon.

La position où se trouvait le maréchal allait être extrême-

1806. Allemagne.

ment critique. Le grand-duc de Berg, qui avait appuyé jusqu'alors, avec sa cavalerie, les mouvemens des corps d'armée, venait de recevoir l'ordre de se rapprocher d'Jena; le maréchal prince de Ponte-Corvo devait, comme on l'a vu plus haut, se porter avec toutes ses troupes sur Camburg et Dornburg: ainsi, le maréchal Davoust, réduit aux seules troupes de son corps, présentant un effectif de vingt-six à vingt-sept mille combattans, dont quinze cents de cavalerie seulement, se voyait exposé à soutenir avec ces forces les efforts de la gauche de l'armée prussienne, composée en grande partie de corps d'élite, et forte de plus de cinquante mille hommes, dont près de douze mille de cavalerie. Avant de recevoir les dernières instructions de l'empereur, le maréchal Davoust, guerrier d'un caractère ferme et d'une intrépidité à l'épreuve, avait senti toute l'importance du poste qui lui était assigné, et la nécessité absolue de défendre les defilés de Kœsen et le passage de la Saale jusqu'à la dernière extrémité. En effet, le duc de Brunswick, une fois maître de ces débouchés, se trouvait à même de tourner l'armée française, et par conséquent de la placer entre deux feux.

Cependant, l'empereur qui n'avait encore, le 13 au soir, qu'une connaissance vague du mouvement de conversion opéré par le duc de Brunswick, envoya pendant la nuit, au maréchal Davoust, les instructions que nous avons rapportées, et le maréchal se disposa aussitôt à les mettre à exécution. La division du général Gudin se mit en marche, avant le jour, et à six heures elle était déjà formée au delà des défilés de Kœsen. Les autres divisions débouchèrent successivement, mais elles furent long-temps à se mettre en ligne, à cause des difficultés que présentait un passage aussi long et aussi resserré que celui qu'elles avaient à franchir. Le brouillard était, comme à Jena, tellement épais que le général Gudin s'avança jusqu'auprès de Hassen-Hausen sans apercevoir l'en-



nemi et sans en être aperçu. Cependant, l'avant-garde prussienne arrivait à ce moment sur le même point ; et les deux troupes se trouvaient à portée de fusil sans s'être encore reconnues. La tête de colonne ennemie avait déjà dépassé le village, lorsque le général Gauthier, qui marchait en tête de la division Gudin, ayant entendu le mouvement des troupes prussiennes, fit avancer quelques pièces d'artillerie qui tirèrent dans cette direction. Cette canonnade imprévue et l'apparition des troupes du général Gauthier s'avançant en bon ordre et au pas de charge, déconcertèrent tellement cette partie de l'avant-garde ennemie forte d'a peu près deux mille hommes, qu'elle rétrogada en désordre sur les troupes qui la suivaient. Trois compagnies de voltigeurs du vingt-cinquième régiment et un escadron du premier régiment de chasseurs se précipitèrent sur l'artillerie prussienne, tuèrent ou mirent en fuite ses canonniers, et s'emparèrent des pièces. Le même vingt-cinquième poursuivit vivement la colonne ennemie.

Le général prussien Schmettau, qui suivait avec le gros de l'avant-garde cette première troupe culbutée, arriva sur ces entrefaites, et attaqua avec des forces supérieures le vingt-cinquième régiment dans Hassen-Hausen. Dans ce même moment, le brouillard étant dissipé, un corps de cavalerie ennemie qui avait tourné, à quelque distance, le village que nous venons de nommer, se trouva sur les derrières de la division Gudin, entre Spilberg et Bukscherau. Le général français ne fut point déconcerté par ce mouvement, et forma sur-le-champ son infanterie en carrés pour donner à la division Friant, qui suivait, le temps d'arriver à sa hauteur. La cavalerie prussienne, après avoir chargé inutilement, à plusieurs reprises, les carrés français, qui lui firent éprouver une perte considérable, renonça à l'espoir de les enfoncer et fit un mouvement rétrograde. Le maréchal Davoust arrivait alors avec quelques escadrons et la division Friant. Le cent

1806. Allemagne. onzième régiment de cette dernière division, réuni à d'autres bataillons de la division Gudin, chargea l'ennemi, qui occupait une hauteur, couronnée par des bois et soutenue par six pièces d'artillerie; les bois furent emportés à la baïonnette, les canons enlevés, malgré un feu de mitraille et de mousqueterie des plus meurtriers. Le village de Spilberg fut occupé par les troupes du général Friant. Le maréchal Davoust fit placer douze pièces d'artillerie en batterie auprès du cimetière, et ce feu, prenant en écharpe la ligne ennemie, jeta beaucoup de désordre dans ses rangs. La cavalerie française chargea en même temps l'extrême gauche de cette ligne, tandis que le colonel Higonet, à la tête du cent huitième régiment, emportait le village de Popel au pas de charge, prenait un drapeau, trois pièces de canon et un grand nombre de prisonniers. Le maréchal Davoust continua à porter en avant la division Friant en colonnes serrées, laissant Awerstaedt sur sa gauche, et appuyant sa droite au village de Lisdorf. Malgré le feu des batteries que l'ennemi avait sur ce point, et qui firent éprouver quelque perte au trente-troisième régiment, le général Friant suivit toujours son mouvement, en appuyant à droite, pour couper la retraite à ses adversaires, et se dirigeant sur Ekartsberg.

Cette marche oblique, qui éloignait forcément la division Friant de celle du général Gudin, ne tirait pas cette dernière d'embarras. Aux prises, depuis quatre heures, avec des forces supérieures, les troupes du duc de Brunswick étant successivement arrivées en ligne, les régimens de la division Gudin, que l'attaque de la division Friant avait soutenus et encouragés, se trouvaient maintenant, par le mouvement de celle-ci, livrés à leurs propres forces, et, malgré les plus vaillans efforts, ils commençaient à céder du terrain, lorsque la division Morand, ayant achevé de déboucher, arriva, au pas de course, à leur secours. La première brigade de ce corps

se porta rapidement à la gauche du général Gudin, et enleva à la baïonnette le village de Hassen-Hausen, dont l'ennemi s'était emparé; mais, emportée par son trop d'ardeur à la poursuite des Prussiens, cette troupe fut ramenée, et perdit le village, qui ne fut repris que lorsque le reste de la division fut arrivé en ligne.

1806. Allemagne.

Cependant, au milieu de cet engagement critique, le maréchal Davoust avait envoyé des officiers pour s'assurer du mouvement que faisait le prince de Ponte-Corvo, espérant qu'une des divisions de ce corps d'armée déboucherait par Camburg, ce qui aurait singulièrement amélioré la situation où lui, maréchal Davoust, se trouvait alors.

La division Dupont arriva effectivement à Camburg, mais elle avait ordre d'y prendre position. Le besoin d'être appuyé devenant plus pressant pour le maréchal Davoust, il renvoya un aide-de-camp au prince de Ponte-Corvo pour lui faire part de l'état des choses, et l'engager à détacher cette division qui était à portée. Le maréchal Bernadotte, se renfermant dans la stricte exécution des instructions qu'il avait reçues, répondit qu'il ne croyait pas pouvoir se priver des troupes qu'on lui demandait. Ce fut une grande faute dans l'ensemble des opérations de la bataille. En effet, un seul régiment suffisait, à tout événement, pour défendre le pont et garder le défilé de Camburg, avec quelques pièces en batterie sur la rive droite de la Saale, et il est certain que si le général Dupont avait débouché par ce point avec sa division, moins le régiment dont nous venons de parler, et se fût porté sur Salza, l'affaire engagée par le maréchal Davoust eût été décisive dès onze heures du matin, et encore plus brillante en résultats qu'elle ne le fut, par le nombre des prisonniers qu'on aurait faits, et par la prise de plusieurs pièces d'artillerie, que l'ennemi put emmener. Le maréchal Davoust aurait eu alors toute facilité de manœuvrer par sa

1806. Allemagne. droite, et de déborder les points de retraite du duc de Brunswick sur Rastenberg; mais, se voyant privé d'un secours sur lequel il devait naturellement compter, il se résigna à toutes les chances de sa position.

Engagé comme il l'était, Davoust pouvait se confier encore dans la vigueur des dignes généraux et chefs qui combattaient sous ses ordres, et surtout dans l'étonnante valeur de ses troupes. Le succès qu'il obtint à l'aide de ces moyens positifs passa toutes ses espérances [1].

Le combat durait depuis huit heures du matin, et, à onze heures, toute la partie de l'armée prussienne qui s'était portée au-devant du maréchal Davoust se trouvait engagée, à l'exception de deux divisions de la réserve. Ces troupes avaient fait de grandes pertes; le duc de Brunswick, le général Schmettau, et plusieurs autres, grièvement blessés, avaient quitté le champ de bataille. A ce moment, le roi Frédéric Guillaume, qui venait d'apprendre que le maréchal Mollendorf était maltraité à Jena, voulant déboucher à

[1] Il circula, dans le temps, des bruits assez étranges sur la cause du refus de secours que le maréchal Davoust avait éprouvé de la part du maréchal Bernadotte. Il existait, a-t-on dit, entre ces deux chefs, une mésintelligence qui prenait sa source dans la jalousie de métier, et de leur situation respective auprès de Napoléon. Sans chercher à savoir ce que ces rumeurs avaient de réel, ne peut-on pas faire cette question : Comment le maréchal prince de Ponte-Corvo, qui était à cette époque au rang des généraux les plus distingués que possédât la France, en apprenant la situation critique où se trouvait le maréchal Davoust, ne s'empressait-il point de donner aux instructions qu'il avait reçues la modification que réclamait l'urgence des circonstances non prévues par Napoléon? En jetant les yeux sur la carte, en examinant la position des troupes du corps d'armée de Bernadotte, au moment où Davoust s'adressait à ce maréchal pour obtenir de l'appui, on est fondé à penser que si la mauvaise volonté n'avait aucune part dans le refus du prince de Ponte-Corvo, sa conduite démontrait au moins une indifférence, disons mieux, un oubli de métier bien étrange chez un homme qui avait déjà eu de grands commandemens, et en qui on reconnaissait une grande activité et beaucoup de sagacité militaire.

tout prix, ordonna une attaque générale. Un corps nombreux de cavalerie prussienne, commandé par le prince Henri de Prusse, frère du roi, tomba avec la plus grande impétuosité sur la division Morand, déjà assez occupée de se défendre contre la forte division d'infanterie du général Wartensleben : les régimens français soutinrent cette nouvelle attaque avec une fermeté au-dessus de tout éloge. Les cavaliers prussiens, repoussés une première fois, revinrent à la charge, sans pouvoir entamer ces intrépides adversaires, et le prince Henri ayant été blessé, ses troupes vinrent se placer derrière l'infanterie. Le général Morand, reprenant alors l'offensive, aborda cette même infanterie ennemie qui avait momentanément cédé l'attaque à la cavalerie du prince Guillaume. La mêlée devint alors terrible. Vainement le feld-maréchal Kalkreuth, qui avait remplacé le duc de Brunswick dans le commandement en chef, renforça-t-il sa gauche par une partie de la réserve et deux régimens de la garde royale ; ces troupes fraîches durent céder à l'impétuosité des Français. Le général Morand s'empara du moulin d'Emsen, et y fit mettre en batterie son artillerie, qui, prenant en flanc la ligne prussienne, y causa de grands ravages.

1806.
Allemagne.

Pendant ce temps, le maréchal Davoust avait fait porter la division Gudin, qui formait son centre, sur le village de Tauchwitz : ce poste fut enlevé à la baïonnette ; on y prit quatre pièces de canon et un millier d'hommes. La perte de Tauchwitz devenait d'autant plus fâcheuse pour l'ennemi, que c'était un des meilleurs points de sa position : aussi, cet événement, qui avait lieu vers une heure de l'après-midi, commença-t-il à décider l'avantage en faveur du corps d'armée français. Débordés sur leurs ailes, repoussés par leur centre, les généraux prussiens auraient peut-être pris le parti de la retraite, si le roi, qui pendant tout ce combat d'Awerstaedt n'avait point quitté le champ de bataille, n'eût, de

1806. Allemagne. son propre mouvement, fait avancer deux divisions de sa réserve, qui n'avaient point encore donné ; il les fit appuyer par tout ce qu'on put réunir de cavalerie. Ce renfort allait replacer les troupes françaises dans une situation fort critique, et donner aux combattans des deux partis un nouveau degré de fureur et d'acharnement.

Le feld-maréchal Kalkreuth, l'un des meilleurs généraux de l'armée prussienne, et qui n'avait eu d'abord qu'un commandement secondaire, parce qu'il s'était montré opposé au parti de la guerre, s'étant mis à la tête des troupes dont nous venons de parler, les plaça en arrière du village de Tauchwitz, couvrant son front par le petit ruisseau qui coule de Popel à Reichausen. Son but était de protéger le ralliement des divisions déjà battues : et en effet, celles-ci, évacuant les hauteurs de Hassen-Hausen, cherchaient à se reformer derrière la nouvelle ligne. Mais ce dernier mouvement, forçant l'ennemi à abandonner une grande partie de son artillerie, redoubla l'ardeur des Français, qui s'avancèrent sans hésiter sur la réserve prussienne. Le maréchal Kalkreuth, repoussé bientôt de position en position, ne s'arrêta que sur la hauteur d'Eckartsberg, où, favorisé par le terrain et soutenu par les divisions qui s'étaient ralliées, il se flattait de mettre un terme à la poursuite et aux succès des Français.

Le maréchal Davoust, qui était loin de regarder comme décisif l'avantage qu'il venait d'obtenir après une lutte aussi opiniâtre, allait en effet tenter de nouveaux efforts pour déposter le feld-maréchal Kalkreuth. Pendant que les généraux Friant et Morand recevaient l'ordre de marcher rapidement sur les ailes de l'ennemi, le maréchal marchant lui-même à la tête de la division Gudin, la dirigea sur le plateau central d'Eckartsberg. De cette dernière attaque dépendait la gloire de la journée pour le corps d'armée français : Davoust mit cette considération sous les yeux de ses troupes ; aussi, mal-

gré toute la fatigue dont elles étaient accablées, ayant combattu pendant huit heures, elles se précipitèrent, plutôt qu'elles ne marchèrent, sur la nouvelle ligne prussienne. Le général Petit, à la tête de quatre cents hommes d'élite des 12ᵉ et 21ᵉ régimens, formant la tête de la division Gudin, leur fit gravir le plateau principal d'Ekartsberg, sous le feu meurtrier de l'artillerie et de la mousqueterie ennemies. Les Prussiens furent abordés à la baïonnette, sans que les assaillans tirassent un seul coup de fusil. Cette attaque impétueuse, soutenue par la brigade du général Grandeau-Dabaucour, eut tout le succès que le maréchal en espérait. Les Prussiens, enfoncés, culbutés, prirent la fuite avec tant de précipitation, que le général Petit put s'emparer d'une batterie de vingt pièces de canon abandonnées, sans avoir été enclouées, par ceux qui les servaient; elle fut dirigée sur-le-champ contre les fuyards, et augmenta la confusion de leur déroute. Le feld-maréchal Kalkreuth, entraîné lui-même, ne put donner aucun ordre; et les Prussiens, poursuivis jusqu'au delà des bois d'Eckartsberg, se dispersèrent sans pouvoir se rallier. Les divisions Friant et Morand avaient obtenu un pareil succès sur les troupes qui leur étaient opposées. La poursuite dura jusqu'à la nuit; et le général Vialannes, avec sa brigade de cavalerie, poussa jusqu'à Buttelstaedt, à trois lieues d'Ekartsberg, ramassant sur son chemin un grand nombre de prisonniers, de chevaux, et s'emparant de plusieurs drapeaux, sans éprouver de résistance.

1806.
Allemagne.

Passons maintenant aux opérations du corps d'armée du prince de Ponte-Corvo.

Conformément à ses instructions, ce maréchal s'était avancé sur Dornburg; mais sa première colonne n'atteignit ce point que vers midi, en même temps qu'une division de dragons, commandée par le général Beaumont, et une batterie d'artil-

1806. Allemagne.

lerie légère que le prince Murat y avait dirigée par la rive droite de la Saale, lorsqu'il s'était porté lui-même sur Jena. A ce moment de la journée, le feu du canon avait beaucoup diminué du côté d'Awerstaedt, et l'on venait d'apprendre que non-seulement le maréchal Davoust s'était maintenu, mais encore qu'il était de nouveau en situation de gagner du terrain en prenant une vigoureuse offensive. On n'avait, à la vérité, aucun indice des succès du centre et de la gauche sur le point d'Jena ; mais on pouvait conjecturer que l'affaire était en bon train de ce côté. Dans cet état de choses, qui n'avait, comme l'on voit, rien d'alarmant, le maréchal, prince de Ponte-Corvo, fit faire halte aux divisions qu'il avait avec lui (le général Beaumont imita son exemple), tandis qu'il se faisait éclairer en avant du débouché de Dornburg. Ce retard dans un mouvement si essentiel pour l'ensemble des opétions de la journée, fut encore prolongé par les difficultés que l'on rencontra dans le défilé de Dornburg, où l'infanterie put à peine marcher sur trois rangs pour laisser un passage à l'artillerie dans un chemin fort étroit, et sur les côtés duquel il était presque impossible de gravir, attendu l'escarpement. Il était plus de trois heures du soir, lorsque la division Rivaud, qui marchait en tête, put se former en avant du débouché. Aucun ennemi ne se trouvait devant elle : sur la gauche, et dans la direction d'Jena, on apercevait à la distance de deux lieues la fumée du canon, et l'on entendait les feux nourris et soutenus des troupes des maréchaux Soult et Lannes. La division Drouet, qui déboucha ensuite, se forma à côté de celle du général Rivaud. La division de cavalerie légère faisant partie du corps de Bernadotte, et que commandait le général Tilly, vint se placer à la droite de l'infanterie, et celle de dragons du général Beaumont à gauche. Sa ligne ainsi formée, le prince de Ponte-Corvo se porta rapidement

sur Apolda. Le feld-maréchal Mollendorf tenait encore devant le centre et la gauche de l'armée française, et s'efforçait de gagner la nuit, à la faveur de laquelle il espérait se retirer plus sûrement; mais, apercevant le mouvement du maréchal Bernadotte sur Apolda, il se vit obligé de détacher un corps considérable de cavalerie vers la maison rouge sur la grande route de Weimar, à l'effet de ralentir la marche du corps d'armée qui menaçait de tourner entièrement sa gauche. L'absence de cette cavalerie ainsi détachée affaiblissait d'autant les moyens de résistance que le général en chef prussien opposait alors aux progrès des troupes qu'il avait devant lui, et donnait surtout beau jeu à la cavalerie française dans les charges répétées que le prince Murat lui faisait faire sur les carrés de l'infanterie ennemie. Bientôt la victoire ne fut plus indécise.

1806. Allemagne.

La ligne du corps d'armée du maréchal prince de Ponte-Corvo étant arrivée sur les hauteurs qui dominent Apolda, au levant, le général prussien, qui manœuvrait dans cette direction, fit faire un mouvement offensif et avancer deux de ses batteries légères; mais ces dispositions n'empêchèrent point les troupes françaises de déboucher par Apolda même, qui est situé dans un fond au milieu duquel coule un ruisseau bourbeux. La cavalerie ennemie, après quelques démonstrations, se retira vers la hauteur de la maison rouge dont nous avons parlé plus haut, et disparut ensuite à la faveur de la nuit.

En débouchant d'Apolda, les deux divisions Drouet et Rivaud avaient pris à droite, vers la grande route d'Erfurth à Naumburg, flanquées et éclairées par la cavalerie légère du général Tilly, en même temps que le général Beaumont couvrait Apolda avec ses dragons. Quelques bataillons, que le maréchal Kalkreuth avait placés sur la droite de la route pour couvrir la retraite qu'il effectuait alors, se voyant dé-

1806. Allemagne.

bordés par les troupes du prince de Ponte-Corvo qu'ils n'attendaient point de ce côté, mirent bas les armes [1].

Ainsi, avant six heures du soir, la victoire était complette sur tous les points; mais le principal honneur de cette journée si justement célèbre par le double combat d'Jena et d'Awerstaedt, appartenait peut-être au maréchal Davoust. Avec vingt-six mille hommes placés dans des positions désavantageuses, et dont l'entier développement ne s'était effectué que lorsque sa première division (celle du général Gudin) était déjà engagée depuis quatre heures, ce maréchal avait d'abord contenu, puis vaincu une armée de plus de cinquante mille hommes, composée de l'élite des troupes prussiennes, animées par la présence du roi, guidées par le duc de Brunswick, ayant dix mille hommes d'excellente cavalerie, à laquelle, lui Davoust, ne pouvait opposer que mille neuf cents chevaux. Un grand nombre de drapeaux, plus de cent pièces d'artillerie, quinze mille hommes tués ou blessés, trois mille prisonniers furent les trophées de ce mémorable combat d'Awerstaedt, présenté dans les bulletins officiels comme un simple épisode de la bataille d'Jena. Une pareille victoire avait été achetée, il est vrai, par la perte de sept mille des braves qui formaient le corps d'armée de Davoust; mais si l'on considère l'acharnement du combat, la grande supériorité numérique de l'ennemi, la position éminemment critique où s'était trouvée la division Gudin, engagée seule pendant si longtemps avec une grande partie de l'armée prussienne, l'immense ar-

[1] Le capitaine Leseur (depuis maréchal-de-camp, mort en 1818), aide-de-camp du général Drouet, n'ayant avec lui que quelques cavaliers d'ordonnance, fit prisonnières de guerre quatre compagnies d'infanterie, qui se rendirent à discrétion, malgré la facilité qu'elles avaient de se jeter dans un bois très-fourré, qui aurait assuré leur retraite.

C'est ici le lieu de remarquer l'influence qu'exerce la victoire sur le moral de troupes vaincues. Après la bataille d'Jena, il y eut des exemples encore plus extraordinaires que celui que nous venons de citer.

tillerie de celle-ci, et surtout sa nombreuse et formidable cavalerie, on pourra s'étonner que la perte éprouvée par le maréchal n'ait pas eté plus considérable, bien que le succès ait couronné les efforts de ses troupes intrépides. 1806. Allemagne.

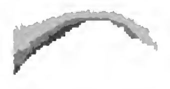
Ce même succès doit être regardé comme une des causes qui déterminèrent celui que Napoléon venait de remporter en personne à Jena. En effet, si les cinquante et quelques mille Prussiens commandés par le roi lui-même et le duc de Brunswick eussent forcé les défilés de Kœsen, en culbutant le corps d'armée de Davoust, l'empereur se fût trouvé dans une situation fort embarrassante.

On peut remarquer cependant que, dissimulant l'importance d'un pareil service rendu, Napoléon, dans les trois bulletins qui apprirent à la France la défaite complette de la formidable armée prussienne, eut l'injustice de ne consacrer que deux lignes au combat principal et décisif d'Awerstaedt. Il avait même refusé d'abord de croire à la vérité des détails que lui transmit le maréchal dans la soirée du 14, dans la persuasion où il était d'avoir eu lui-même affaire à la presque totalité de l'armée prussienne. Toutefois, lorsqu'il fut convaincu que le rapport de Davoust n'était point exagéré, il lui écrivit pour le féliciter sur sa victoire; et il le chargea de témoigner aux troupes valeureuses qui avaient combattu sous ses ordres toute la satisfaction qu'il éprouvait de leur belle conduite. Quelque temps après, Napoléon donna au maréchal Davoust une preuve encore plus éclatante de sa gratitude impériale en le créant duc d'Awerstaedt, avec la faculté de transmettre ce titre honorifique à ses descendans. Le troisième corps (celui de Davoust) obtint aussi, pour recompense générale, d'entrer le premier dans la capitale des états prussiens, comme on le verra plus bas. Mais l'oubli commis volontairement dans les bulletins offi-

1806. Allemagne. ciels ne fut point réparé publiquement, et pendant long-temps les détails glorieux du combat d'Awerstaedt restèrent inconnus à la France.

Au moment de la déroute d'Eckartsberg, le roi de Prusse, ignorant encore les succès obtenus sur la droite et sur le centre de son armée par Napoléon, chercha à gagner Weymar avec quelques troupes d'escorte; mais, apprenant dans sa marche, que le corps d'armée du maréchal Bernadotte occupait Apolda, et que les bataillons dirigés de ce côté par le feld-maréchal Kalkreuth venaient de mettre bas les armes, ce monarque s'empressa de rétrograder précipitamment. Presque cerné par les troupes victorieuses, il ne parvint à s'échapper que par une espèce de miracle en se jetant avec son escorte à travers champs et en gagnant les bois à la faveur de la nuit. Ce fut seulement à Sommern qu'il connut toute l'étendue de son infortune, en apprenant que son armée n'avait pas moins été maltraitée à Jena qu'à Awerstaedt. Dans cette situation désastreuse, Fréderic-Guillaume, abandonné à ses propres impulsions, pensa à la lettre que Napoléon lui avait écrite de Gera, l'avant-veille de la bataille, et qu'il avait reçue dans la soirée du 13; mais la réponse qu'il crut devoir faire au monarque français était trop tardive, pour en espérer quelque effet favorable.

Les mêmes obstacles qui venaient de faire courir tant de dangers au roi de Prusse dans sa retraite sur Sommern, achevèrent la dispersion des troupes prussiennes qui suivirent la même direction. Egarés dans des chemins de traverse pendant une nuit obscure, plusieurs corps donnèrent dans les bivouacs français, qu'ils prenaient pour ceux de leurs propres troupes, et bon nombre de soldats et d'officiers furent faits prisonniers: de sorte que, de la partie de l'armée qui avait combattu à Awerstaedt, à peine le feld-maréchal Kalkreuth



ut-il réunir quatorze à quinze mille hommes de toutes armes, vec lesquels il gagna les bords de l'Unstruth dans la direc- on de Greussen.

La journée du 14 octobre venait de renouveler pour armée française les lauriers qu'elle avait cueillis, le 2 dé- embre de l'année précédente, aux champs glorieux d'Aus- rlitz. Cette superbe armée prussienne qui, huit jours aupa- ıvant, nourissait de si grandes espérances, menaçait d'en- ıhir le territoire de la confédération rhénane, et se présen- ıit avec tant de confiance devant l'armée française qu'elle : flattait de contraindre à évacuer l'Allemagne, à chercher n abri derrière la barrière du Rhin; toute cette armée, isons-nous, était comme anéantie, et ses tristes débris, pour- ıivis dans toutes les directions, couraient risque de tomber ıtre les mains des vainqueurs. Le soir même de la bataille, : roi de Prusse avait déjà perdu, tant à Jena qu'à Awers- ıedt, soixante drapeaux, trois cents pièces de canon, des ma- ısins immenses, plus de trente mille prisonniers, dont trente ficiers généraux, vingt à vingt-cinq mille morts ou blessés: armi ces derniers se trouvaient le duc de Brunswick com- andant en chef, le feld-maréchal Mollendorf, le général chmettau et le général Ruchel. Les trois premiers mouru- :nt, quelques jours après, des suites de leurs blessures. Du ıté des Français, il y avait dix à onze mille hommes tués ı blessés; mais, à l'exception du général de Billi, aucun ıtre officier général n'avait succombé. Le général de divi- on Morand, les généraux de brigade Conroux, d'Hounières, etit et Gautier étaient au nombre des blessés. Les colonels Motte-Houdard du trente-sixième régiment, Viala du ıatre-vingt-huitième, Higonet du cent huitième, Marigny ı vingtième de chasseurs, Barbanègre du neuvième de hus- rds, avaient été tués sur le champ de bataille; et parmi s blessés on comptait les colonels Harispe, du seizième

1806. Allemagne. léger[1]; Burke[2], premier aide-de-camp du maréchal Davoust; Vergez[3], du douzième de ligne; Nicolas[4], du soixante-unième; Guyardet[5], du treizième léger; Coëhorn[6], adjudant-commandant; Brenon, du treizième de chasseurs; et Doullembourg[7], du premier de dragons.

Un biscaïen avait rasé la poitrine du maréchal Lannes, en déchirant l'habit, sans toucher au corps. Le maréchal Davoust, continuellement au milieu du feu le plus vif, parcourant sa ligne et se portant d'un carré à un autre pour encourager, par sa présence et son exemple, ses dignes com-

[1] Aujourd'hui lieutenant-général. Le Bulletin officiel le mettait au nombre des tués.

[2] Aujourd'hui lieutenant-général.

[3] Aujourd'hui maréchal-de-camp.

[4] Aujourd'hui maréchal-de-camp.

[5] Aujourd'hui maréchal-de-camp.

[6] Mort maréchal-de-camp.

[7] Aujourd'hui maréchal-de-camp. Le cheval de cet officier s'étant abattu dans une charge faite en poursuivant l'ennemi jusque sur Weimar, les dragons du premier régiment crurent avoir perdu leur colonel, et en firent le rapport à l'état-major-général; mais le brave Doullembourg, resté ainsi au milieu de l'ennemi avec quelques-uns des siens, réussit à s'échapper en faisant un long détour, qui ne lui permit pas de rejoindre de suite l'armée. Lorsqu'il vit son nom inscrit dans le Bulletin parmi ceux des officiers tués, il réclama auprès du maréchal Berthier, qui lui répondit que *cela ne valait pas la peine* d'une rectification. La campagne de Pologne se fit ensuite, et, vers sa conclusion, l'empereur rendit un décret qui imposait à certaines places et à de nouvelles rues de la capitale de France le nom des officiers généraux et supérieurs qui avaient succombé dans les deux campagnes de Prusse et de Pologne. Le colonel Doullembourg, voyant au nombre de ces monumens consacrés à la gloire nationale *la rue Doullembourg*, crut devoir se rendre encore chez le prince major-général pour faire cesser cette erreur. Berthier lui dit avec humeur : « Eh bien M. le colonel, voulez-vous que je fasse revenir S. M. I. sur une disposition si honorable pour vous? Non, vous vous logerez dans la rue *Doullembourg*, et vous y établirez votre famille. » Au surplus, il ne tint pas au courage et au dévouement de ce digne colonel, que le Bulletin ne fût véridique. La conduite subséquente de Doullembourg lui valut, le 4 avril 1807, le grade de général de brigade.

pagnons de péril, avait eu ses habits criblés de balles, et son chapeau emporté par un boulet, mais n'avait reçu d'ailleurs que quelques légères contusions. 1806. Allemagne.

L'infanterie française donna dans cette bataille une nouvelle preuve de sa valeur et soutint la réputation qu'elle s'était acquise, depuis long-temps, d'être la première du monde. Nous devons signaler plus particulièrement les régimens de cette arme, qui formaient la division du général Gudin. Engagés seuls pendant plusieurs heures avec l'infanterie et la cavalerie prussiennes, ils s'étaient maintenus avec une égale fermeté contre les charges successives et réitérées de ces deux armes [1]. Napoléon rendit justice à la cavalerie française, en déclarant que, fortifiée par l'expérience des deux campagnes précédentes, elle avait prouvé à Jena qu'elle n'avait plus d'égale. Parmi les officiers de cette arme qui s'étaient particulièrement distingués, les bulletins citèrent les généraux Durosnel et Colbert, qui, à la tête de leurs brigades; la première, composée des septième et vingtième de chasseurs, et la deuxième, du troisième de hussards et treizième de chasseurs, avaient donné de grandes preuves de sang-froid et d'intrepidité. Le maréchal Davoust avait signalé à l'empereur le général Vialannes de la même arme.

L'ardeur dont toutes les troupes furent animées dans cette grande journée était telle, que quelques corps que les circonstances n'avaient pas permis d'employer, manifestèrent haute-

[1] Il convient de citer aussi l'infanterie des divisions Friant et Morand. Dans une des charges que les bataillons de cette dernière division eurent à soutenir contre la nombreuse cavalerie que dirigeait sur elle le prince Henri, les soldats du dix-septième régiment de ligne placèrent, avant d'apprêter les armes, leurs schakos au bout de leurs baïonnettes, en criant *vive l'empereur!* « Mais tirez donc, » dit le colonel Lanusse, qui craignit que l'ennemi n'arrivât sur le premier rang avant qu'on fût en état de le recevoir. « — Oh! nous avons le temps, répondirent ces braves : à quinze pas, nous verrons. » En effet, à cette distance, une décharge meurtrière fit tourner bride aux cavaliers prussiens.

1806. Allemagne. ment leur dépit de ce qu'on leur refusait l'honneur de combattre. Parmi plusieurs traits qui viennent à l'appui de cette remarque, nous en choisirons un qui caractérise à la fois l'empereur et les soldats qui combattaient sous ses yeux. Pendant les premières heures du combat à Jena, où la cavalerie française, impatiemment attendue sur ce point, n'était pas encore arrivée, Napoléon, voyant ses ailes inquiétées et menacées par la cavalerie ennemie, se portait partout au galop pour ordonner des manœuvres et des changemens de front en carrés. L'infanterie de la garde impériale voyait avec un dépit qu'elle ne dissimulait point, toutes les autres troupes engagées, tandis que l'empereur la laissait dans l'inaction. Plusieurs voix firent entendre les mots *en avant!* « Qu'est-ce? dit brusquement l'empereur en se présentant sur le front des bataillons; il n'y a qu'un jeune homme sans barbe qui peut vouloir préjuger ce que je dois faire. Qu'il attende qu'il ait commandé dans trente batailles rangées, avant de prétendre me donner des avis.» C'étaient effectivement des vélites, dont le jeune courage était impatient de se signaler [1].

L'empereur passa la nuit à décerner des récompenses, à faire distribuer des secours de toute espèce, à veiller à ce que les blessés fussent soigneusement ramassés sur le champ de bataille, et à recevoir les prisonniers qu'on amenait par milliers au quartier-général. Parmi ces derniers se trouvaient six mille Saxons, dont trois cents et quelques officiers. Ces alliés forcés de la Prusse eurent à se louer de l'accueil qu'ils reçurent. Napoléon déclara aux principaux d'entre eux qu'un des motifs qui lui avaient fait prendre les armes ayant été d'assurer l'indépendance de la nation saxonne, en empêchant que ce pays fût réuni à la monarchie prussienne comme c'était l'intention du roi Frédéric-Guillaume, encouragé dans

[1] Bulletin officiel.

ce dessein par la Russie et l'Angleterre, il renvoyait les troupes de l'électeur Frédéric-Auguste dans leurs foyers, sur parole. En effet, cette mesure eut lieu après que les officiers eurent souscrit une déclaration faite en leur nom, et qui devenait également obligatoire pour les sous-officiers et soldats, dans le cas même où leur souverain leur intimerait des ordres contraires[1].

1806. Allemagne.

Suites de la bataille d'Jena; combat de Halle; Napoléon à Postdam; entrée des Français à Berlin; déroute successive des différens corps de l'armée prussienne; capitulation de Spandau; combats de Zehdenick, de Wigneensdorf, de Prentzlow; capitulation de Stettin; combats d'Anklam, de Lubeck, etc. — Dès le soir même de la bataille d'Jena, quelques partis de cavalerie française s'étaient portés, en poursuivant l'ennemi, sur la grande route de Weimar à Erfurth. Le lendemain, le grand-duc de Berg, Murat, se dirigea sur cette ville avec un corps composé de cavalerie et des troupes des maréchaux Augereau et Ney, en même temps que le maréchal Soult s'avançait, avec le centre et une partie de la cavalerie, vers Weissensée, dans le but d'atteindre les débris de l'armée ennemie qui avaient pris cette route, tant de Weimar que d'Eckartsberg. Le maréchal prince de Ponte-Corvo marchait de son côté par Rastenberg et Bibra sur Querfurth au-delà de la rivière d'Unstruth, avec son corps d'armée. Celui du maréchal Davoust, ayant le plus souffert, fut occuper Naumburg et Freyburg, et les hauteurs qui sont entre ces deux villes sur la rive gauche de l'Unstruth, pour y prendre un jour de repos, nécessaire d'ailleurs à la réunion des troupes.

7 novembre.

[1] Cela n'était plus à craindre. Déjà l'électeur de Saxe avait reçu de l'empereur l'assurance que sa souveraineté serait respectée; de son côté, il avait promis de favoriser les opérations de l'armée française, autant que le bien-être de ses sujets ne serait point compromis.

1806. Allemagne. Le maréchal Lannes s'avança également dans la direction de Freyburg.

Erfurth, investi le 15 à midi, était une des places d'armes des Prussiens, qui y avaient formé des magasins considérables. Il s'y trouvait alors quatorze mille hommes, tant de l'ancienne garnison que des blessés et des fuyards de l'armée battue à Jena. Le prince Murat fit sommer le commandant d'ouvrir ses portes : le même jour, à onze heures du soir, cet officier, du consentement du feld-maréchal Mollendorf et du prince d'Orange, qui s'étaient également réfugiés dans la place avec plusieurs autres officiers généraux blessés, conclut avec le colonel Préval, délégué à cet effet par le grand-duc de Berg, une capitulation, en vertu de laquelle la garnison et toutes les troupes prussiennes eurent la faculté de sortir de la ville avec tous les honneurs de la guerre pour se rendre à Halle, qui était la ville la plus proche des états prussiens. Tous les officiers généraux, au nombre de six, qui se trouvaient dans la place, furent compris dans la capitulation. Avant qu'elle ne fût arrêtée, Murat, apprenant que le feld-maréchal Mollendorf était retenu dans son lit par suite des blessures graves qu'il avait reçues à la bataille de la veille, s'était empressé de lui envoyer son propre chirurgien. On trouva dans Erfurth cent vingt pièces d'artillerie, formant un parc parfaitement approvisionné, et des magasins immenses. L'empereur nomma le général Clarke gouverneur de la ville et citadelle d'Erfurth et de tous les pays environnans.

Napoléon, qui était encore le 15 à Jena, y reçut la lettre dont nous avons parlé plus haut, et par laquelle le roi de Prusse faisait la demande d'un armistice de six semaines. La réponse du monarque français fut qu'il était impossible, après une victoire, de donner à l'ennemi le temps de se rallier.

Le bruit de cette démarche du roi de Prusse auprès de l'empereur des Français, répandu dans les différens corps de l'armée ennemie, servit de prétexte à plusieurs généraux pour échapper plus sûrement à la poursuite des troupes françaises. Le général Blucher, avec un corps de six mille chevaux, s'étant présenté pour traverser Weissensée, trouve ce village déjà occupé par la division de dragons français aux ordres du général Klein. Le général prussien, *désappointé* par cette rencontre, et voulant éviter un engagement dont il craignait sans doute les résultats, affirma, sur son honneur, au général français, que Napoléon venait d'accorder un armistice à l'armée prussienne. Klein, ne pensant pas qu'un officier pût ainsi engager faussement sa parole, laissa passer le détachement ennemi, et ne reconnut son erreur que lorsqu'il ne fut plus possible de la réparer.

Le maréchal Soult, qui marchait dans la même direction, celle de Greussen, au-dessus de Weissensée, ayant devant lui les troupes que le maréchal Kalkreuth ramenait d'Eckartsberg, au nombre de dix à douze mille hommes, ne se laissa point tromper aussi facilement. Sur ce que le général ennemi lui fit dire de la conclusion d'un armistice, Soult répondit qu'il était impossible que l'empereur eût fait cette faute, et qu'il ne croirait à l'armistice qu'alors qu'il lui aurait été notifié officiellement : Kalkreuth sollicita alors une entrevue, qui lui fut accordée par son adversaire. Il représenta au maréchal Soult que le roi ayant fait la demande d'un armistice à Napoléon, il y avait tout lieu de croire que celui-ci ne le refuserait pas ; mais Soult rappela au vieux feld-maréchal ce qui s'était passé après la bataille d'Austerlitz, et la conduite subséquente de l'empereur de Russie, dont un pareil armistice avait sauvé l'armée. « Nous n'avons en rien provoqué la guerre injuste que vous nous faites, ajouta le maréchal français, vous l'avez déclarée de gaîté de

1806. Allemagne.

cœur; la bataille d'Jena a décidé du sort de la campagne : notre métier est de vous faire le plus de mal que nous pourrons; posez les armes, et j'attendrai dans cette situation les ordres de l'empereur. » Les deux généraux se séparèrent, et les hostilités recommencèrent un instant après. Le village de Greussen fut enlevé, et les troupes prussiennes, culbutées, se jetèrent de nouveau dans des chemins de traverse, pour échapper à la poursuite des Français.

L'empereur etablit, le 16, son quartier-général à Weimar, dans le palais que la reine de Prusse occupait quelques jours avant[1]. Cette princesse suivait alors l'armée prussienne dans sa retraite, et en partageait tous les dangers, vêtue en amazone, avec l'uniforme du régiment qui portait son nom. Sur le point d'être prise, ainsi que le roi son époux, elle n'échappa que par un hasard heureux, qui ne permit pas qu'elle reçût cette humiliation.

Le roi de Prusse, toujours poursuivi par le maréchal Soult après l'engagement qui avait eu lieu à Greussen, arriva, le 17, à Nordhausen, et prit sur-le-champ la route de Magdeburg. Les Français continuèrent à s'avancer dans la même direction avec tant de celérité, qu'ils arrivèrent devant la place que nous venons de nommer au moment où l'arrière-garde ennemie venait d'y entrer. Pendant cinq jours que dura

[1] La présence de l'empereur dans Weimar, où les troupes françaises étaient, comme on l'a vu, en même temps que les Prussiens, le soir même de la bataille, adoucit beaucoup le sort de cette ville, exposée à tous les excès qui accompagnent presque toujours ce genre d'occupation. Une scène touchante, qui se passa peu de temps après, le jour des funérailles du lieutenant-général Schmettau, mort des suites de ses blessures, contribua beaucoup à rapprocher les habitans de Weimar des soldats français. Napoléon ordonna qu'un régiment entier prendrait les armes, et accompagnerait le convoi en grande tenue. Quatre officiers supérieurs tenaient les coins du drap mortuaire, et l'un d'eux prononça, en des termes affectueux et honorables, un discours funèbre sur la tombe du général ennemi.

cette marche, le maréchal Soult enleva encore aux Prussiens douze cents prisonniers, trente pièces d'artillerie et deux ou trois cents caissons.

Le concert qui s'établit dans les opérations des différens corps de l'armée française compléta la détresse de l'armée prussienne. Dans leurs marches combinées, les maréchaux Augereau, Soult, Ney, Bernadotte, Davoust et le grand-duc de Berg forcèrent l'ennemi sur tous les points, firent de nombreux prisonniers et se rendirent maîtres de tous les magasins établis sur leur route.

Il est bien difficile de peindre la terreur que la grande catastrophe d'Jena avait répandue parmi les troupes et les habitans du pays ennemi. Rien ne saurait mieux démontrer la stupéfaction générale, que cette phrase insérée, le surlendemain de la bataille, dans la gazette de Berlin : *L'armée du roi a été battue à Awerstaedt ; le roi et ses frères sont en vie.* En effet, après un pareil désastre, il ne restait plus d'espérance au gouvernement prussien ; toutes les places, la capitale même, devaient bientôt ouvrir leurs portes à l'armée victorieuse : cinq jours avaient en quelque sorte décidé du sort de cette monarchie, fondée, agrandie par l'épée, et qui naguère encore était si florissante.

Au milieu de l'agitation qui régnait dans tout le pays, les débris épars de l'armée prussienne se rendaient, par différentes directions sur Magdeburg, qui avait été indiqué par le roi comme point de ralliement général. Le corps de réserve, sous les ordres du prince Eugène de Wurtemberg, en marche pour venir joindre l'armée à Jena, avait reçu ordre de s'avancer, à marches forcées, sur cette même place de Magdeburg, afin de protéger la réunion des autres corps. Toutes les troupes de la vieille et de la nouvelle Prusse, qui étaient restées sur les derrières, durent aussi s'ébranler pour accourir sur le même point.

1806. Allemagne. L'empereur, étant informé que la réserve du prince de Wurtemberg, forte d'environ vingt-cinq mille hommes, prenait position à Halle, donna ordre au maréchal prince de Ponte-Corvo de quitter Querfurth, où il était posté, pour marcher, dans la nuit du 16 au 17, sur ce corps ennemi, afin d'être en mesure de le combattre dans la matinée du 17, et d'empêcher qu'il ne se fortifiât sur la rive droite de la Saale. Avec des troupes comme les siennes, le maréchal Bernadotte pouvait compter sur le succès d'une pareille entreprise: elles avaient à peine combattu dans la journée du 14, et elles brûlaient du désir d'égaler les faits d'armes qui venaient d'illustrer les autres corps de l'armée française. Le 17, à neuf heures du matin, le maréchal avait achevé son mouvement et faisait ses dispositions d'attaque. La Saale, devant la ville de Halle, qui est située sur la rive droite, se divise en plusieurs branches, qui sont guéables en certains temps de l'année, comme elles l'étaient toutes alors. Le point le plus difficile de l'attaque était devant le pont long et étroit qui conduit à la ville; et cependant il était essentiel de pénétrer par là, en raison des obstacles nombreux qui se se seraient présentés si l'on eût cherché à tourner Halle par la droite, couverte d'étangs, de marécages et d'autres difficultés de terrain : la chose devenait plus praticable par la gauche, dans la direction de Geibschenstein ; aussi le maréchal, en envoyant la division Dupont prendre position vis-à-vis du pont, à la faveur des monticules qui dominent l'embranchement des routes qui y conduisent, ordonna-t-il au général Drouet de se porter à gauche pour passer la Saale entre Halle et Geibschenstein, et occuper de suite la grande route de Magdeburg. Pendant ce mouvement de la droite et de la gauche des corps d'armée, la division de cavalerie légère du général Tilly fut se déployer devant Halle pour se montrer à l'ennemi, en masquant une batterie d'artillerie qui la suivait; la division

Rivaud fut placée à Zollhaus, afin de servir de réserve, et pour être à portée de soutenir le mouvement du général Drouet, dont le but principal était de déborder la droite du prince de Wurtemberg, en commençant son attaque. Toutes ces dispositions faites, et la division Drouet étant près d'arriver sur le point déterminé pour le passage de la Saale, le maréchal prince de Ponte-Corvo donna l'ordre au général Dupont de commencer l'attaque, et fit porter la division du général Tilly, que le canon de Halle inquiétait, vers l'endroit où le général Drouet allait traverser la Saale. Comme les troupes du général Dupont engageaient le combat devant le pont de Halle avant que celles du général Drouet n'eussent effectué leur passage, le prince de Wurtemberg crut d'abord n'avoir affaire qu'à une division d'avant-garde, et, dans cette persuasion, il porta une partie de ses troupes à la défense du pont, les faisant soutenir par de fortes réserves. Mais rien ne résista à l'intrépidité du quatre-vingt-seizième régiment de ligne, commandé par le colonel Barrois, qui, s'étant avancé au pas de charge, enleva l'entrée du pont. Ce mouvement, appuyé par le neuvième d'infanterie légère, ne rendit point les Français entièrement maîtres du passage, parce que l'ennemi était fortement retranché à l'autre extrémité. Une fusillade des plus vives se prolongea ainsi sur le pont de Halle. Pendant que le canon des Prussiens faisait de grands ravages dans les rangs du quatre-vingt-seizième régiment et du neuvième léger, après quelques instans d'hésitation, occasionée par ce feu meurtrier, le colonel Barrois, se plaçant à la tête de ses grenadiers, se précipita sur les barricades qui le séparaient de l'ennemi, et refoula avec tant de vigueur les Prussiens sur la ville, qu'ils n'eurent pas le temps d'en défendre l'entrée. Le quatre-vingt-seizième y pénétra la baïonnette en avant et sans presque tirer un coup de fusil. Au moment où le maréchal Bernadotte s'était aperçu que la première attaque n'avait

1806. Allemagne. servi qu'à gagner l'entrée du pont sans pouvoir le franchir entièrement, il avait envoyé sur les lieux les capitaines de son état-major Berton et Pernet pour connaître les motifs de l'hésitation des troupes. Ces deux officiers traversèrent le pont de Halle avec le colonel et les grenadiers du quatre-vingt-seizième régiment, suivis d'un piquet de cinquante hommes de cavalerie légère, que le maréchal avait mis à leur disposition pour éclairer la division Dupont, et entrèrent ainsi dans Halle. Prenant la tête de l'infanterie, le petit escadron des capitaines Berton et Pernet chargea sur la place de l'hôtel de ville, et fit trois cents prisonniers. Pendant cette attaque de la division Dupont, le général Drouet, appuyé par la cavalerie du général Tilly, avait traversé la Saale; le prince de Wurtemberg, qui n'avait été averti de ce mouvement qu'au moment où la tête de la colonne avait paru sur les bords de la rivière, ne doutant plus du véritable dessein du maréchal Bernadotte, fit avancer de suite des forces sur sa droite, et les déploya devant la division du général Drouet. Celui-ci aborda franchement cette ligne formidable, en conservant ses troupes en masse par divisions et par régimens, en même temps que l'artillerie légère se plaçait en batterie et que le général Tilly, dont les régimens firent plusieurs charges brillantes, se déployait à sa gauche et la couvrait. L'action s'engagea par une fusillade très-nourrie : l'ennemi avait l'avantage d'un front très-étendu; mais le général Drouet, se voyant soutenu par la division Rivaud, qui arrivait en ce moment sur le terrain, n'hésita point à continuer son mouvement offensif. Il fit battre la charge et croiser la baïonnette pendant que les Prussiens tiraient toujours à bout portant. Le vingt-septième régiment d'infanterie légère perça, le premier, et, comme il formait l'échelon le plus avancé, il se trouva un moment entouré par l'ennemi, qui osa le sommer de mettre bas les armes; mais les quatre-vingt-quatorzième et quatre vingt-quinzième régimens

ligne achevant leur charge, les Prussiens furent forcés à reculer par ce choc terrible. Aussitôt que ce mouvement rétrograde eut commencé, le général Werlé fit faire un changement de front à droite par la prompte manœuvre au vingt-septième léger, qui se trouva par là en mesure de déborder cette partie de la ligne prussienne. Deux mille hommes durent alors mettre bas les armes devant les trois régimens de la division Drouet, et la position de la rive droite de la Saale sur la route de Magdeburg fut acquise aux Français. 1806. Allemagne.

Sur ces entrefaites, le général Dupont avait débouché de Halle par la porte de Leipsick pour arriver sur des hauteurs où l'ennemi avait eu le temps de s'établir. Le neuvième régiment d'infanterie légère, ayant emporté cette position après une vive résistance de la part des troupes qui la défendaient, ne fut point assez fort pour s'y maintenir contre les réserves que le prince de Wurtemberg fit avancer sur lui, et fut repoussé dans Halle avant que le trente-deuxième et le quatre-vingt-seizième eussent pu se porter à temps hors la porte pour le secourir. Les Prussiens regagnèrent alors un petit retranchement qui leur avait servi à prolonger leur résistance sur les hauteurs dont nous venons de parler, et s'avancèrent jusqu'à la porte de la ville; mais une nouvelle charge les rejeta bientôt sur le point d'où ils étaient partis; et la division Dupont, ayant couronné les hauteurs de Halle à la gauche de la route de Leipsick, se lia bientôt avec le général Drouet, déjà victorieux de son côté. Dès ce moment, le maréchal prince de Ponte-Corvo resta maître du champ de bataille.

Le prince de Wurtemberg avait fait former sa cavalerie et ses réserves hors de la portée du canon, pour soutenir sa retraite, qui s'effectuait sur Zorbig et Radegast; mais le quatrième de chasseurs, le quatre-vingt-quinzième de ligne et une batterie d'artillerie légère, que le maréchal fit avancer sur cette arrière-garde, suffirent pour l'éloigner. Le colonel Gé-

1806. Allemagne.

rard, premier aide-de-camp du prince de Ponte-Corvo, dirigeait le détachement dont nous parlons. A la tête du quatrième régiment de hussards, il fit une charge des plus brillantes sur la cavalerie ennemie en même temps que le colonel Pécheux [1], du quatre-vingt-quinzième, en exécutait une autre avec son régiment sur l'infanterie.

Le maréchal ne voulant pas poursuivre plus loin le prince de Wurtemberg avec le gros de ses troupes, fit prendre position à une lieue en avant de Halle, observant la route de Magdeburg. Pendant la nuit, des partis de cavalerie et d'infanterie légère poussèrent jusqu'aux villages de Gross-Braschewitz et de Hohenthram, ramassant un grand nombre de prisonniers [2].

Les résultats immédiats du combat de Halle furent très-brillans pour les troupes du maréchal prince de Ponte-Corvo, et pour les généraux et les chefs qui les commandaient. Trente-cinq pièces de canon, environ cinq mille prisonniers et les deux drapeaux du régiment de Treskow fait prisonnier en totalité par la division Drouet, étaient entre les mains des vainqueurs. Après avoir fait l'éloge des généraux et officiers supérieurs dont on a vu les noms dans le récit du combat, et des généraux Léopold et Rouyer, le prince de Ponte-Corvo citait particulièrement les deux officiers d'état-major Berton et Pernet, pour leur conduite à l'attaque du pont et de la ville de Halle.

Le 18, le maréchal Davoust entra dans Leipsick : cette ville renfermait un grand dépôt de marchandises anglaises, dont on fit servir une partie à l'habillement et à l'équipement des troupes de l'armée.

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, etc.

[2] Un gendarme, qui accompagnait un détachement du quatrième de hussards comme volontaire et en amateur, chargea seul une pièce de canon attelée et gardée par sept ou huit éclaireurs ennemis; il la prit, et la ramena, ainsi que trois prisonniers, au camp français.

La retraite de l'armée prussienne sur Magdeburg était accélérée, comme nous l'avons déjà dit, par la vigueur que les différens corps de l'armée française mettaient dans leur poursuite. Dès le 19, le quartier-général de Napoléon était à Halle, où l'on trouva des magasins de subsistances, qui furent pendant long-temps d'une grande ressource pour les troupes. Le maréchal Soult arriva presqu'en même temps que le feld-maréchal Kalkreuth et le quartier-général royal, devant la place où les autres débris de l'armée ennemie venaient chercher un refuge; et Magdeburg ayant été investi aussitôt par les Français, une partie de ces mêmes débris n'eurent pas le temps d'entrer dans cette ville, et se jetèrent dans une espèce de camp retranché, où ils furent presque aussitôt attaqués par la division Legrand. Forcés dans cet asile, après cinq engagemens successifs, les Prussiens y perdirent encore beaucoup de monde tués, blessés ou faits prisonniers, et ce qui leur restait d'artillerie de campagne. Le roi de Prusse se voyant menacé d'un siége dans Magdeburg, ne songea plus qu'à sortir de cette place. Les troupes qui l'accompagnaient firent une trouée à travers le faible cordon que le maréchal avait d'abord établi autour de la ville. Le monarque ennemi ne pensant, dans sa fuite, qu'à mettre l'Elbe et l'Oder entre ses vainqueurs et lui, négligea de prendre des mesures pour couvrir sa capitale d'une invasion désormais inévitable.

1806.
Allemagne.

Le maréchal Soult completta dès-lors le blocus de Magdeburg. Les officiers prussiens, si arrogans au commencement de la campagne, avaient bien changé de contenance et de langage. Ils demandaient la paix à grands cris. Plusieurs généraux, et notamment le prince de Hohenlohe, dirent au général Belliard, dans une entrevue que celui-ci eut avec le gouverneur de Magdeburg : «Que veut donc votre empereur? Nous

1806. Allemagne. poursuivra-t-il toujours l'épée dans les reins? Nous n'avons pas un moment de repos depuis la bataille. » Ils avaient sollicité une trêve de trois jours pour enterrer les morts. L'empereur leur fit répondre : « Songez aux vivans, et laissez-nous le soin d'enterrer les morts; il n'y a pas besoin de trêve pour cela. »

Après le combat de Halle, le maréchal prince de Ponte-Corvo s'était porté dans la direction d'Ascherleben par les rives de la Saale, observant la route de Magdeburg, pendant que le corps du maréchal Lannes marchait sur Dessau, et que les premiers régimens de la garde s'acheminaient vers Leipsick. L'infanterie de Bernadotte occupa, le 20, Ascherleben, Güslen et Bernburg; sa division de cavalerie légère poussa jusqu'à Neugartsleben; le maréchal Lannes prit position à Dessau et Acken; la garde et le quartier-général arrivèrent à Leipsick; et le maréchal Davoust, qui occupait cette dernière ville depuis le 18, s'avança, de concert avec une partie de la réserve de cavalerie légère, dans les directions de Torgau et de Wittenberg.

L'empereur était presque certain de l'impossibilité où se trouvait le feld-maréchal Kalkreuth de gagner à temps la rive droite de l'Elbe pour réunir ce qui se trouvait de troupes prussiennes encore disponibles, et les joindre aux débris du corps de réserve du prince Eugène de Wurtemberg, qui paraissait s'être rallié à Roslau; mais, voulant toutefois prévenir cette réunion, si par hasard elle pouvait encore s'effectuer, il ordonna au maréchal prince de Ponte-Corvo de disposer, dans la nuit du 21 au 22 octobre, de tous les moyens en barques, bateaux et radeaux qu'il pourrait trouver sur la Basse-Saale depuis Bernburg, et de les faire conduire vers l'embouchure de cette rivière pour passer l'Elbe à Barby avec deux divisions de son corps d'armée et de l'artillerie. Le ma-

réchal devait ensuite se porter sur Zerbst et y prendre position sur la route qui conduit de Magdeburg à Roslau et Wittenberg : ce mouvement s'effectua aussi promptement que les localités le permettaient. Arrivé le 22 à Barby avec les deux divisions Drouet et Dupont, tandis que la division de cavalerie du général Tilly, portée en avant de Atzendorf, masquait cette marche, le prince de Ponte-Corvo fit passer ses troupes sur la rive droite de l'Elbe, et s'établit le soir même à Zerbst, s'éclairant par des partis de cavalerie sur son front et sur sa droite vers Leitskau et Lindau, et sur ses derrières vers Roslau. Le général Tilly avait reçu l'ordre de se porter rapidement sur Dessau, dont le maréchal Lannes faisait rétablir le pont, brûlé par le prince de Wurtemberg dans sa retraite. La division Rivaud était restée à Bernburg et à Neugartsleben pour continuer d'observer la route de Magdeburg à Halle.

1806. Allemagne.

Le rétablissement du pont de Dessau fut achevé dans la nuit du 22, et, dès le lendemain, le maréchal Lannes établit sa communication avec le prince de Ponte-Corvo par Roslau, d'où le prince de Wurtemberg était déjà parti pour se retirer dans la direction de Potsdam, ne jugeant pas à propos de risquer un engagement avec les troupes qui le menaçaient sur son front et sur ses derrières.

Dès le 16, une suspension d'armes avait été tacitement arrêtée entre le major-général de l'armée française et les généraux saxons, au moyen de laquelle, en renonçant à faire cause commune avec les Prussiens, les troupes de l'électeur Frédéric-Auguste se retiraient sur Meissen, après avoir remis aux Français la majeure partie des chevaux de leur cavalerie. Par cet arrangement, les états de l'électeur de Saxe, hormis la ligne par Leipsick, entraient en neutralité. Cette convention fut ratifiée par l'empereur Napoléon, qui se porta à Wittenberg le 23, en même temps que le corps du ma-

1806. Allemagne. réchal Davoust et la cavalerie légère s'établissaient sur la rive droite de l'Elbe à Schmelkendorf, Zahna et Seyda. La réserve de grosse cavalerie et les parcs s'avançaient vers Duben et sur la Mulda, dans la direction de Wittenberg.

Le corps du maréchal Lannes, ayant passé le pont de Dessau sur la Saale, et celui de Coswig sur l'Elbe, pour s'avancer vers Belzig, la division du général Tilly, qui suivit ce mouvement pour le passage de l'Elbe, vint s'établir à Decht, dans la direction de Zeisar; le prince de Ponte-Corvo envoya la division Drouet sur le même point; et le général Rivaud, levant ses camps de Bernburg et de Neugartsleben, s'avança vers Dessau, afin de prendre, le lendemain, 24, la direction de Ziesar, et se mettre en ligne avec les autres troupes du corps d'armée. Le maréchal prince de Ponte-Corvo avait marché sur ce point, poussant sa cavalerie légère à Beukenitz et à Paplitz; et, le 25, il entra à Brandenburg, en laissant sa cavalerie légère derrière la petite rivière de Plane et à Wolwitz, pour observer la route de Potsdam. Les corps des maréchaux Soult et Ney étaient toujours devant Magdeburg.

Ce même jour, 25, le maréchal Lannes prit possession de Potsdam, sans avoir éprouvé la moindre résistance de la part du prince de Wurtemberg, dont les hussards français purent à peine apercevoir l'extrême arrière-garde; et le maréchal Davoust, précédé de la cavalerie légère, qui couvrait en même temps sa droite, entra dans la capitale des états prussiens sans avoir rencontré d'obstacles dans sa marche par Juterbock, Lukenwald et Trebbin. Le corps du maréchal Augereau, que l'empereur avait appelé à la droite de l'armée après la bataille d'Jena, suivit le mouvement des troupes du maréchal Davoust.

Napoléon arriva également à Potsdam le 25, dans l'après-midi, avec une partie de son quartier-général, et fut visiter aussitôt toutes les positions qui environnent cette place,

ainsi que le château royal de Sans-Souci [1]. La cour de Prusse avait abandonné Potsdam et Berlin avec tant de précipitation, que rien n'avait été enlevé dans les palais du roi. A Potsdam, l'empereur trouva l'épée du Grand-Frédéric, la ceinture que ce prince avait portée dans la guerre de 7 ans, et le grand cordon de ses ordres : il dit avec enthousiasme, en saisissant ces nobles trophées. « J'aime mieux cela que vingt millions; je les enverrai à mes vieux soldats des campagnes de Hanovre; j'en ferai présent au gouverneur des Invalides, qui les gardera comme un témoignage mémorable des victoires de la grande armée, et de la vengeance qu'elle a tirée des désastres de Rosbach. » Personne assurément, à cette époque, n'était plus digne que Napoléon de mettre la main sur l'épée de Frédéric : il commençait, en effet, à remplir avec succès le rôle que le héros prussien avait envié, lorsque celui-ci disait, dans des termes si honorables pour notre nation : « Si j'avais l'honneur d'être *Roi de France*, il ne se tirerait pas, en Europe, un seul coup de canon sans ma permission. »

1806.
Allemagne.

Après avoir visité avec un religieux respect le caveau où les restes de Frédéric-le-Grand étaient déposés dans un cercueil de bois de cèdre recouvert en cuivre, sans ornemens, sans trophées, sans aucune inscription qui rappelât les faits

[1] En se rendant de Wittenberg à Potsdam, l'empereur des Français fut surpris par un orage, et mit pied à terre dans la maison du grand-veneur de la cour de Saxe. Vêtu, suivant son usage, comme un simple officier, et couvert de sa redingote grise, il fut fort étonné de s'entendre nommer par une jeune femme qui se présenta devant lui : c'était une Egyptienne, veuve d'un officier français, et qu'une suite d'événemens avait conduite en Saxe, où elle était depuis trois mois, dans cette même maison dont le propriétaire l'avait accueillie et traitée honorablement. L'empereur lui accorda sur-le-champ une pension de douze cents francs, et se chargea de l'éducation d'un enfant qu'elle avait eu de son mari. « C'est la première fois, dit à ce sujet Napoléon, que je mets pied à terre pour éviter un orage; j'avais le pressentiment qu'une bonne action m'appelait dans cet endroit. »

1806. Allemagne.

qui immortalisent ce roi guerrier, Napoléon quitta Potsdam pour se rendre à Berlin, où il fit son entrée solennelle le 27 octobre.

La magnificence des abords de cette capitale, par l'avenue de Charlottenburg, et de l'entrée de la porte du même nom, ajoutait à l'éclat du triomphe du monarque français. Le corps de ville, présenté par le général Hullin nommé commandant de place, vint au devant de l'empereur, pour lui faire hommage des clefs de la ville. Cette députation, composée du prince de Hatzfeld, du président de Kercheisen, de MM. Busching, Formey, Polzig, Ruck, Sieger, de Hermensdorf, Grote, de Vichnitz et d'Ekarlstein, fut admise ensuite à l'audience impériale, à l'exception, toutefois, du prince de Hatzfeld, auquel Napoléon fit dire de quitter Berlin pour se rendre dans ses terres [1].

[1] L'empereur regardait le prince de Hatzfeld comme l'un des principaux incitateurs de la guerre. Un autre gentilhomme prussien, le comte de Neale, auquel on faisait le même reproche, ayant osé paraître devant Napoléon, en reçut l'accueil le plus foudroyant :

« Eh bien! monsieur, lui dit l'empereur, vos femmes ont voulu la guerre, en voici le résultat; vous deviez mieux contenir votre famille. » Des lettres de ses filles avaient été interceptées, et, dans une, se trouvait cette phrase : « Napoléon veut la guerre, il faut la lui faire. — Non, ajouta l'empereur, je ne veux pas la guerre, non point que je me méfie de ma puissance, comme vous pourriez le penser, mais parce que le sang de mes peuples m'est cher, et que mon premier devoir est de ne le répandre que pour sa sûreté et pour son honneur. Le peuple de Berlin est victime de la guerre, tandis que ceux qui l'ont attirée se sont sauvés. *Je rendrai cette noblesse de cour si petite, qu'elle sera obligée de mendier son pain.* » Napoléon avait également fort mal reçu à Potsdam le maréchal du palais du duc de Brunswick, chargé de présenter une lettre de ce prince, par laquelle il recommandait ses états à la générosité impériale. Il dit à cet envoyé : « Si je faisais démolir la ville de Brunswick, et si je n'y laissais pas pierre sur pierre, que dirait votre prince? La loi du talion ne me permet-elle pas de faire à Brunswick ce qu'il voulait faire dans ma capitale? Annoncer le projet de démolir les villes, cela peut être insensé; mais vouloir ôter l'honneur à toute une armée de braves gens, lui proposer de quitter l'Allemagne par journées d'étape, à la seule sommation de l'armée prussienne : voilà ce que

Les ministres des puissances amies furent également admis à l'audience de l'empereur, ainsi que le clergé protestant des 1806. Allemagne.

la postérité aura peine à croire. Le duc de Brunswick n'aurait jamais dû se permettre un tel outrage : lorsqu'on a blanchi sous les armes, on doit respecter l'honneur militaire, et ce n'est pas d'ailleurs dans les plaines de Champagne que ce général a pu acquérir le droit de traiter les drapeaux français avec un tel mépris. Une pareille sommation ne déshonorera que le militaire qui l'a pu faire. Ce n'est pas au roi de Prusse que restera ce déshonneur, c'est au chef de son conseil de guerre, c'est au général à qui, dans ces circonstances difficiles, il avait remis le soin de ses affaires ; c'est enfin le duc de Brunswick que la France et la Prusse peuvent accuser seul de la guerre. La frénésie dont ce vieux général a donné l'exemple a autorisé une jeunesse turbulente, et entraîné le roi contre sa propre pensée et son intime conviction. Toutefois, monsieur, dites aux habitans du pays de Brunswick qu'ils trouveront dans les Français des ennemis généreux ; que je désire adoucir à leur égard les rigueurs de la guerre, et que le mal que pourrait occasioner le passage des troupes serait contre mon gré. Dites au général Brunswick qu'il sera traité avec tous les égards dus à un officier prussien, mais que je ne puis reconnaître dans un général prussien un souverain. S'il arrive que la maison de Brunswick perde la souveraineté de ses ancêtres, elle ne pourra s'en prendre qu'à l'auteur des deux guerres, qui, dans l'une, voulut saper jusque dans ses fondemens la grande capitale, qui, dans l'autre, prétendit déshonorer deux cent mille braves, qu'on parviendrait peut-être à vaincre, mais qu'on ne surprendra jamais hors du chemin de l'honneur et de la gloire. Beaucoup de sang a été versé en peu de jours, de grands désastres pèsent sur la monarchie prussienne : qu'il est digne de blâme cet homme qui, d'un mot, pouvait les prévenir, si, comme Nestor, élevant la voix au milieu des conseils, il avait dit :

« Jeunesse inconsidérée, taisez-vous ; femmes, retournez à vos fuseaux, et rentrez dans l'intérieur de vos ménages ; et vous, sire, croyez-en le compagnon du plus illustre de vos prédécesseurs ; puisque l'empereur Napoléon ne veut pas la guerre, ne le placez pas entre la guerre et le déshonneur, ne vous engagez pas dans une lutte dangereuse avec une armée qui s'honore de quinze ans de travaux glorieux, et que la victoire a accoutumée à tout soumettre.

« Au lieu de tenir ce langage, qui convenait si bien à la prudence de son âge et à l'expérience de sa longue carrière, il a été le premier à crier aux armes ; il a méconnu jusqu'aux liens du sang, en armant un fils (le prince Eugène de Wurtenberg) contre son père ; il a menacé de planter ses drapeaux sur le palais de Stuttgard, et, accompagnant ses démarches d'imprécations contre la France, il s'est déclaré l'auteur de ce manifeste insensé, qu'il avait désavoué pendant quatorze ans, quoiqu'il n'osât pas nier de l'avoir revêtu de sa signature.

1806. Allemagne. deux confessions d'Augsburg et de Genève. La ville de Berlin renfermait un grand nombre de ces familles anciennement françaises, que la révocation de l'édit de Nantes avait forcées de chercher un asile en Prusse. Les principaux d'entre les descendans de ces refugiés reçurent des témoignages d'intérêt et de bienveillance de la part du souverain de la France, qui les assura de sa protection pour le maintien de leur culte et de leurs priviléges. Napoléon prit ensuite des mesures si efficaces pour assurer la tranquillité publique, que les habitans de Berlin ne s'aperçurent point que cette ville était occupée par une armée victorieuse. Les affaires reprirent bientôt leur cours ordinaire; les spectacles furent ouverts comme en pleine paix; des acteurs français y célébrèrent les exploits de la grande armée; mais, par une délicatesse toute nationale, au lieu d'humilier les vaincus, par le souvenir de leurs récentes défaites, on s'étudia à ne rappeler que les faits qui étaient étrangers à la Prusse.

Nous avons dit que l'empereur, mécontent de la conduite du prince de Hatzfeld, avait refusé de le recevoir et l'avait exilé de Berlin. Des renseignemens ultérieurs et des papiers saisis aux avant-postes apprirent que ce prince entretenait une correspondance d'espionnage avec les ministres du roi de Prusse. Napoléon ordonna qu'une commission militaire serait assemblée pour juger ce délit, conformément aux lois de la guerre. Déjà le procès s'instruisait, lorsque l'épouse du prévenu vint se jeter aux pieds de l'empereur des Français: « Vous connaissez l'écriture de votre mari, lui dit Napoléon, je vais vous faire juge. » Il fit apporter les papiers interceptés, et les lui remit. La princesse de Hatzfeld, alors sur le point d'accoucher, s'évanouissait à chaque phrase qui lui découvrait jusqu'à quel point son époux était compromis. Le spectacle d'une douleur aussi légitime et des angoisses qu'éprouvait cette dame émut vivement l'empereur: « Eh bien,

lui dit-il, puisque vous tenez cette lettre fatale, jetez-la au feu; une telle pièce anéantie, on ne pourra plus condamner votre mari. » Cette scène, qui fait honneur à la sensibilité de Napoléon, et qui rappelle la conduite de l'empereur Trajan dans une pareille circonstance, se passait auprès de la cheminée du salon où l'empereur avait reçu la suppliante, qui ne se fit pas répéter deux fois l'invitation de livrer aux flammes la pièce de conviction qu'elle avait entre les mains. L'empereur ajouta encore à cet acte de clémence, en ordonnant au major-général Berthier de faire mettre en liberté le prince de Hatzfeld : trois heures plus tard, il eût été fusillé.

Le lendemain de son entrée dans Berlin, Napoléon avait fait mettre à l'ordre de l'armée la proclamation suivante, destinée à instruire les soldats de la prochaine arrivée des Russes, et des motifs qui devaient les engager à redoubler d'ardeur, pour vaincre ces nouveaux ennemis.

« Soldats! vous avez justifié mon attente et répondu dignement à la confiance du peuple français. Vous avez supporté les privations et les fatigues avec autant de courage que vous avez montré d'intrépidité et de sang-froid au milieu des combats. Vous êtes les dignes défenseurs de l'honneur de ma couronne et de la gloire du grand peuple; tant que vous serez animés de cet esprit, rien ne pourra vous résister. Je ne sais désormais à quelle arme je dois donner la préférence....... Vous êtes tous de bons soldats. Voici le résultat de nos travaux.

« Une des premières puissances militaires de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une honteuse capitulation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les avons traversés en sept jours, et livré dans l'intervalle quatre combats et une grande bataille. Nous avons précédé à Potsdam, à Berlin la renommée de nos victoires.

1806. Allemagne. Nous avons fait soixante-mille prisonniers, pris soixante-cinq drapeaux, parmi lesquels ceux des gardes du roi de Prusse, six cents pièces de canon, trois forteresses, plus de vingt généraux ; cependant, plus de la moitié de vous regrettent de n'avoir pas tiré un coup de fusil. Toutes les provinces de la monarchie prussienne, jusqu'à l'Oder, sont en notre pouvoir.

« Soldats ! les Russes se vantent de venir à nous. Nous marcherons à leur rencontre, nous leur épargnerons la moitié du chemin ; ils retrouveront Austerlitz au milieu de la Prusse. Une nation qui a aussitôt oublié la générosité dont nous avons usé envers elle après cette bataille, où son empereur, sa cour, les débris de son armée n'ont dû leur salut qu'à la capitulation que nous leur avons accordée, est une nation qui ne saurait lutter avec succès contre nous.

« Cependant, tandis que nous marchons au devant des Russes, de nouvelles armées, formées dans l'intérieur de l'empire, viennent prendre notre place, pour garder nos conquêtes. Mon peuple tout entier s'est levé, indigné de la honteuse capitulation que les ministres prussiens, dans leur délire, nous ont proposée. Nos routes et nos villes frontières sont remplies de conscrits, qui brûlent de marcher sur vos traces. Nous ne serons plus, désormais, les jouets d'une paix traîtresse, et nous ne poserons plus les armes, que nous n'ayons obligé les Anglais, ces éternels ennemis de notre nation, à renoncer au projet de troubler le continent, et à la tyrannie des mers.

« Soldats ! je ne puis mieux vous exprimer les sentimens que j'éprouve pour vous, qu'en disant que je porte dans mon cœur l'amour que vous me montrez tous les jours. »

On sait que l'habitude de Napoléon était, après une grande bataille, de passer successivement en revue les différens corps de son armée, à mesure que la suite des mouvemens amenait ces troupes à portée du grand quartier-général. En passant la

revue du corps du maréchal Davoust, qui s'était si éminemment distingué dans la journée du 14, l'empereur fit former en cercle les officiers et sous-officiers du corps, et leur dit : « Vous vous êtes couverts de gloire à la bataille d'Jena ; j'en conserverai un éternel souvenir. Les braves qui sont morts ont succombé avec gloire ; nous devons tous désirer de mourir dans des circonstances semblables. » En voyant ensuite défiler devant lui les 12ᵉ, 61ᵉ et 85ᵉ régimens de ligne, dont les pertes avaient été les plus fortes, il témoigna ses regrets d'être privé d'un si grand nombre de vieux soldats dont il connaissait la bravoure et le dévouement, depuis quatorze ans. Le corps du maréchal Augereau n'avait pas beaucoup souffert à la bataille d'Jena, où il tenait l'extrême gauche, sur laquelle l'ennemi n'avait fait que peu d'efforts. Lorsque ces troupes défilèrent devant l'empereur, il parut étonné de leur nombre, et, satisfait de la belle tenue des régimens : « Votre corps seul, dit-il au maréchal, est plus fort que tout ce qui reste au roi de Prusse ; et cependant vous n'êtes que la dixième partie de mon armée. »

Cependant les opérations continuaient avec une incroyable rapidité. Nous avons dit que le maréchal prince de Ponte-Corvo avait pénétré jusqu'à Brandenburg, ancienne capitale de la Prusse. Le maréchal Soult, laissant le corps du maréchal Ney en observation devant Magdeburg, pour continuer le blocus de cette place, avait traversé l'Elbe, vers l'embouchure de la rivière d'Ohre, pour prévenir le passage vers Tangermunde d'un corps prussien aux ordres du duc de Weimar, qui cherchait à gagner les rives de l'Oder.

Dès le 25, c'est-à-dire le même jour où l'empereur entrait dans Potsdam, la place de Spandau, qui est à quatre lieues de cette dernière ville, et à trois lieues environ de Berlin, forte par sa situation au milieu des eaux, et défendue par une garnison de douze cents hommes, avait ouvert ses portes

1806. Allemagne. aux troupes du maréchal Lannes. D'après la capitulation, les officiers seuls eurent la faculté de se retirer où ils voudraient; et le général Victor, chef de l'état-major général du corps d'armée, leur délivra des passe-ports à cet effet. L'empereur chargea le général du génie Chasseloup-Laubat d'améliorer les ouvrages de la forteresse de Spandau.

Le général Savary, aide-de-camp de Napoléon, s'était porté avec un détachement de cavalerie sur Neustadt, par Bernau, pour gagner de vitesse la cavalerie ennemie, et lui couper sa retraite sur l'Oder qu'elle cherchait à atteindre, ainsi que les autres débris de l'armée, en même temps que le grand-duc de Berg, Murat, arrivait dans le même dessein à Oranienburg avec la brigade de cavalerie legère du général Lasalle et les divisions de dragons Beaumont et Grouchy, et s'avançait dans la direction de Zehdenick. Ce mouvement de la cavalerie française forçait, en effet, le général Blucher, avec son corps de cavalerie, et le prince de Hohenlohe, avec une colonne assez nombreuse d'infanterie, à se jeter vers le Mecklemburg, pour, de-là, gagner le Bas-Oder, vers Stettin, en évitant d'être trop inquiétés et harcelés.

Mais cette nouvelle direction des troupes prussiennes ne les mettait point à l'abri de la poursuite opiniâtre des Français. Dans cette circonstance, les généraux ennemis manquèrent de cette résolution si essentielle en campagne, surtout après les revers qu'ils venaient d'essuyer; puisqu'ils allaient être encore dans la nécessité de combattre, autant valait-il tenter alors un chemin plus court et plus direct.

L'empereur avait donné l'ordre au maréchal Bernadotte, à Brandenburg, de se porter également sur Oranienburg avec son corps d'armée, en prenant sa marche par Nauen, pour appuyer le mouvement que la cavalerie faisait sur le même point. Le 26, le grand-duc de Berg, à la tête de la brigade de l'infatigable général Lasalle, atteignit les Prus-

siens à Zehdenich, vers trois heures après midi, et réussit à les contenir jusqu'à l'arrivée des deux divisions Grouchy et Beaumont. En ce moment, le général Lasalle chargea avec impétuosité les troupes qu'il avait devant lui : c'était l'arrière-garde du prince de Hohenlohe. Malgré la disproportion énorme du nombre, la charge de Lasalle fut si brusque et si impétueuse, qu'elle rompit, culbuta la ligne de l'ennemi, et rejeta celui-ci dans les défilés étroits qui se trouvent à la sortie du village de Zehdenick. Le régiment de dragons prussiens, de la reine, voulut se reformer ; mais les dragons de la division Grouchy se présentèrent, chargèrent ce régiment et en firent une horrible boucherie. De ces six mille hommes de cavalerie qui faisaient l'arrière-garde prussienne, partie fut culbutée dans les marais ; trois cents hommes restèrent sur le champ de bataille ; sept cents furent faits prisonniers, et parmi ces derniers le colonel du régiment de la reine et bon nombre d'officiers. L'étendard de ce même régiment, brodé des mains de la souveraine, tomba au pouvoir des vainqueurs.

1806. Allemagne.

Le 27 à midi, toutes les troupes du maréchal prince de Ponte-Corvo arrivèrent à Oranienburg ; le prince Murat, après le beau combat de la veille, s'étant porté sur Templin et Prentzlow, le maréchal poussa jusqu'à Grantsée que venait de quitter le prince de Hohenlohe.

Dans sa marche de Templin à Prentzlow, Murat avait détaché le général Milhaud avec le treizième régiment de chasseurs sur la gauche vers Boitzenburg, tandis que le général Lasalle se portait directement sur Prentzlow. Informé que l'ennemi était en force à Boitzenburg, le grand-duc de Berg, au lieu de suivre son avant-garde (le général Lasalle), marcha sur Wigneensdorf : il était à peine arrivé en vue de ce village, qu'il s'aperçut qu'une brigade de cavalerie ennemie s'était postée sur la gauche dans l'intention de couper le treizième de chasseurs. Marcher sur cette brigade et la cul-

1806.
Allemagne.

buter dans un lac qui se trouvait à portée, fut l'affaire d'un moment pour la division de dragons du général Grouchy. C'était le corps des gendarmes du roi, dont la jactance s'était plus particulièrement manifestée à Berlin lorsque la guerre avait été résolue. Cette troupe, réduite à se noyer dans le lac ou à capituler, implora la générosité de Murat, qui lui donna quartier. Cinq cents hommes mirent pied à terre et remirent leurs chevaux entre les mains des dragons français. Les officiers obtinrent seuls la faculté de se retirer, sur parole, dans leurs foyers. Quatre étendards, manifiquement brodés en or, furent le trophée de ce combat, qui n'était que le prélude de l'affaire plus sérieuse qui allait avoir lieu à Prentzlow.

Le prince de Hohenlohe avait appris à Grantsée le résultat du combat de Zehdenick, et c'est ce qui l'avait déterminé, en quittant cette petite ville, à prendre la direction de Furstenberg pour de là essayer d'atteindre Prentzlow, en débouchant par les défilés de Boitzenburg; mais la présence du grand-duc de Berg de ce côté, et l'issue du combat de Wigneensdorf, le forcèrent à faire un détour sur sa gauche : pendant ce temps, la cavalerie française continuait à s'avancer sur Prentzlow.

Parvenu devant cette ville, le général Lasalle la trouva déjà occupée en force par l'ennemi, qu'il se contenta d'observer en attendant l'arrivée des divisions Grouchy et Beaumont, avec lesquelles marchait le prince Murat.

Le 28 à dix heures du matin, toute la cavalerie française se trouvant réunie, Murat donna l'ordre au général Lasalle d'attaquer les Prussiens dans les faubourgs de Prentzlow, et le fit soutenir par les deux divisions de dragons avec dix pièces d'artillerie légère. Trois régimens de dragons traversèrent, au village de Golmitz, la petite rivière d'Uker, qui passe dans Prentzlow, et chargèrent le flanc de l'ennemi, tandis qu'une autre brigade tournait la ville. Cette attaque

fut bien secondée par l'artillerie légère, dont le feu commença par jeter beaucoup d'incertitude dans le mouvement des troupes prussiennes. Le général Grouchy fit une charge si brillante et si heureuse, que l'ennemi, culbuté dans les faubourgs, se jeta en désordre dans la ville. Murat fit sommer sur-le-champ, par le général Belliard, le corps prussien de mettre bas les armes. Les portes de Prentzlow étaient déjà brisées, et si les troupes françaises n'entrèrent pas dans la ville à la suite de leurs adversaires, c'est que le grand-duc de Berg voulut épargner aux habitans les terribles résultats d'un pareil engagement. Le prince de Hohenlohe, mû par le même motif, n'hésita point à capituler, et défila devant la cavalerie française avec seize mille hommes d'infanterie, presque tous de la garde royale ou des corps d'élite, six régimens de cavalerie, quarante-cinq drapeaux et étendards et soixante-quatre pièces d'artillerie attelées.

Ce combat, qui n'est pas l'un des moins remarquables de cette campagne, puisque le général d'un corps d'armée nombreux, soutenu par une bonne cavalerie et une artillerie formidable, se crut cependant dans l'obligation de mettre bas les armes, sans réfléchir qu'avec de la résolution il lui était facile de s'ouvrir un passage à travers la cavalerie numériquement inférieure qui l'entourait; ce combat, disons-nous, mettait au pouvoir des Français tout ce qui avait échappé de la maison du roi, à la bataille d'Jena; outre le prince de Hohenlohe qui avait pris le commandement en chef après le duc de Brunswick et le feld-maréchal Kalkreuth, il se trouvait au nombre des prisonniers de marque, un prince de Mecklenburg-Schwerin et plusieurs autres généraux.

En apprenant ce succès, Napoléon écrivit sur-le-champ à Murat: « Il n'y a rien de fait, tant qu'il reste à faire; vous avez débordé le corps de cavalerie du général Blucher, que j'apprenne bientôt que ces troupes ont éprouvé le sort

1806. Allemagne. de celles du prince de Hohenlohe. » Mais ce soin était principalement réservé, comme on le verra plus bas, au maréchal prince de Ponte-Corvo.

Le lendemain de la capitulation du prince de Hohenlohe, le général Milhaud, à la tête du treizième de chasseurs et du neuvième de dragons, fit mettre bas les armes à six mille hommes du même corps ennemi, qui avaient cherché à se retirer par Passewalk au-dessus de Prentzlow. Cet événement procura encore à la cavalerie deux mille chevaux sellés et bridés, avec les sabres des cavaliers ennemis. Pendant ce temps, le général Lasalle, qui s'était avancé avec sa brigade de hussards jusque sous les murs de Stettin, faisait capituler cette place sans éprouver de résistance. Une forteresse en bon état, bien armée et bien palissadée, cent soixante pièces de canon, des magasins considérables, une garnison de six mille hommes de belles troupes, prisonnière, ainsi que plusieurs généraux : tel fut le résultat de la sommation hardie du général Lasalle. La détermination prise par l'ennemi de se rendre ainsi sans coup férir, ne peut s'expliquer, comme le dit fort bien le bulletin officiel qui rend compte de ce fait extraordinaire, que par l'extrême découragement que produisait sur l'Oder et dans tout les pays de la rive droite, la disparition de la grande armée prussienne.

Sur ces entrefaites, la colonne ennemie, à la tête de laquelle se trouvait le duc de Saxe Weimar, composée de toutes les réserves que ce prince avait pu réunir, venait de passer l'Elbe au-dessus de l'embouchure de la rivière de Haven pour se rendre, ainsi que les autres débris de l'armée, au rendez-vous général sur les bords de l'Oder. Nous avons dit plus haut que le maréchal Soult, après avoir laissé au maréchal Ney le soin de continuer le blocus de Magdeburg, avait manœuvré pour couper la retraite à cette même colonne. Soult rencontra à Rathenau cinq escadrons de cavalerie saxonne qui demandè-

rent à capituler aux mêmes conditions que celles précédemment accordées aux autres troupes de leur nation ; il eut à Wuther-Hausen un engagement qui lui donna quelques prisonniers : toutefois, le corps prussien put atteindre les frontières du duché de Mecklenburg, où la présence d'autres troupes françaises allait l'exposer à de nouveaux dangers. 1806. Allemagne.

Le général Blucher, dont la colonne, forte de cinq à six mille hommes, infanterie et cavalerie, s'était trouvée, jusqu'à l'affaire de Zehdenick, en communication avec le corps du prince de Hohenlohe, avait alors marché de Grantsée sur Newstrelitz, où il arriva le 30 octobre, et s'était porté ensuite sur Wahren dans l'espoir de gagner le port de Rostock à l'embouchure de la rivière de Warnow dans la Baltique. Il put faire sa jonction avec la colonne commandée par le duc de Weimar, et qui s'était retirée de Newstrelitz sur Wistock, après avoir appris que la route de Stettin était occupée par les troupes françaises[1]. Ces restes de l'armée prussienne, dont Blucher prit le commandement en chef, coupés de toute retraite sur l'Oder, cherchaient à gagner la Baltique, qui pouvait leur offrir la ressource d'un embarquement.

Le grand-duc de Berg, pour remplir les intentions de l'empereur, qui l'avait chargé, comme on l'a vu, de faire partager au corps de Blucher le sort des autres troupes prussiennes, vint se joindre, après la prise de Stettin, avec partie de sa cavalerie aux corps qui opéraient déjà dans le Mecklenburg pour achever l'anéantissement de l'armée ennemie. Ces corps étaient, ainsi que nous l'avons dit, ceux des maréchaux Bernadotte et Soult, auxquels il faut ajouter le détachement de cavalerie légère (premier de hussards et septième

[1] Le duc de Weimar, pressé par les intérêts de sa famille et du peuple qu'il gouvernait, laissa alors le commandement de sa division au général Blucher, et fit négocier auprès de Napoléon son retour dans ses états.

1806. Allemagne. de chasseurs), que commandait l'aide-de-camp de l'empereur, Savary, et qui servait aux communications des corps entre eux.

La cavalerie de Murat était arrivée, le 31 octobre, à Friedland, où le prince établit son quartier-général. Ce même jour, apprenant qu'une colonne prussienne, commandée par le général Bila, cherchait à gagner Anklam, ville de la Poméranie prussienne à l'embouchure de la rivière de Peene, Murat ordonna au général Becker de se porter sur ce point avec une brigade de dragons. La colonne ennemie, composée d'infanterie et de cavalerie, fut bientôt atteinte et culbutée dans une plaine en avant d'Anklam : le général Becker entra dans cette ville avec les fuyards, et les força à capituler. Quatre mille hommes mirent ainsi bas les armes; les officiers furent renvoyés sur parole, mais les soldats durent être conduits en France [1].

Le grand-duc de Berg porta, le 1er novembre, dans la soirée, son quartier-général à Demmin, pour delà s'avancer sur Rostock, en poussant des partis vers Stralsund, et couper la retraite au général Blucher; mais celui-ci, qui s'avançait par Gustrow, se voyant prévenu par ce mouvement de la cavalerie française, se jeta par la gauche sur Schwerin.

Le 2 novembre, le maréchal prince de Ponte-Corvo, ayant le gros de ses troupes à Bentheim et Passau, poussa jusqu'à Granzin avec sa cavalerie légère. Le 3, il était devant Schwerin, dans l'après-midi; mais il y trouva le général Blucher, qui, déployant mille à douze cents chevaux avec de l'artillerie, sur la rive gauche de la Sthor, paraissait résolu

[1] Parmi ces prisonniers se trouvait le régiment des hussards de la garde du roi de Prusse, qui, après la guerre de sept ans, avait reçu, de l'impératrice de Russie, Catherine II, en témoignage de sa belle conduite, des pelisses de peau de tigre.

à défendre le passage de cette rivière par le grand lac de Schwerin. Le prince de Ponte-Corvo fit former sa cavalerie pour la porter en avant avec une batterie d'artillerie légère, en même temps qu'il faisait avancer le vingt-septième d'infanterie légère de la division Drouet, pour appuyer l'attaque; mais ces dispositions et l'escarmouche qui s'ensuivit, n'empêchèrent point le général Blucher de s'établir à Fahre et à Schwerin. 1806. Allemagne.

Il était à présumer cependant que cette demonstration du général prussien n'avait d'autre but que de couvrir sa retraite sur Lubeck, Schwerin ne lui fournissant pas un point de défense convenable pour retarder les progrès des troupes françaises, d'ailleurs assez nombreuses pour surmonter cet obstacle; et l'on ne pouvait pas supposer que le projet de Blucher fût de s'embarquer ensuite à Wismar, port peu éloigné de Schwerin, à la vérité, mais où Blucher ne pouvait pas rencontrer les moyens d'embarquement nécessaires, en admettant même que la cavalerie lui eût laissé faire tranquillement cette opération; une autre considération venait encore à l'appui de cette opinion, c'était la présence du duc de Mecklenburg dans Schwerin, qui est la capitale des états de ce prince: on devait croire que le général prussien ne voudrait pas attirer sur cette ville toutes les calamités qui suivent une attaque de vive force. Cependant le maréchal Bernadotte, afin de ménager lui-même cette ville dans le cas où, contre son attente, les Prussiens s'obstineraient à s'y défendre, fit, dans la nuit du 3 au 4, des dispositions pour refuser sa droite, et se mit, par sa gauche, à cheval sur la route de Lubeck, en tournant Schwerin et s'étendant vers Wismar. Mais, le 4, au matin, le maréchal apprit l'évacuation du poste de Fahre, et n'eut plus de doute sur la direction que prenait le corps prussien. Il fit, en conséquence, passer la Sthor à ses troupes légères, pour harceler l'ennemi sur Gadebusch sans traverser Schwe-

1806. Allemagne. rin. Ce mouvement fut suivi par le gros des troupes et l'artillerie du corps d'armée ; le maréchal entra avec quelques hussards d'escorte, dans la ville, où il apprit que le général Blucher avait fait filer de la cavalerie et quelque infanterie sur Wismar, tant pour couvrir son mouvement que pour rallier quelques détachemens prussiens et suédois, qui se trouvaient encore en présence de la cavalerie du grand-duc de Berg. Le général prussien avait aussi pour but, en envoyant quelques troupes sur Wismar, de favoriser l'embarquement de la garnison suédoise qui s'y trouvait, et de tout le matériel qu'on pourrait placer sur les bâtimens. Dans le même temps, le détachement de cavalerie commandé par le général Savary, venant de Gustrow, s'avançait également sur Wismar. Un combat s'engagea, en avant de cette ville, entre les deux troupes ; les Prussiens furent culbutés, rejetés dans Wismar et poursuivis jusqu'à une lieue au-delà, sur le chemin de Grevismuhlen. Pendant cet engagement, les bâtimens chargés de troupes suédoises et d'effets de guerre, qui étaient dans le Walfisch, gagnèrent le large, avant que les Français pussent les atteindre [1].

Le général Blucher, informé de l'échec éprouvé par son détachement de cavalerie à Wismar, sentit combien sa position était critique, d'autant mieux qu'il savait aussi que le corps du maréchal Soult, marchant à la poursuite du duc de Weimar, descendait l'Elbe, dans la direction du canal de Stecknitz ; il avait tout lieu de craindre qu'il ne fût lui-même devancé sur Lubeck s'il tardait à se retirer sur cette ville, où il espérait, à tout événement, tenir assez long-temps, en se fortifiant, pour pouvoir négocier une capitalation honorable, si des moyens sur lesquels il comptait, ne lui ar-

[1] Ces troupes étaient celles qui avaient occupé le Lawenburg, et qui cherchaient à regagner la Poméranie suédoise, ou même la Suède proprement dite.

rivaient pas assez opportunément pour qu'il fût permis de s'embarquer à Trawemund, en abandonnant même les chevaux de sa cavalerie. 1806. Allemagne.

Dans cette situation, et pour ne pas être trop pressé sur Schœnberg, par où il se retirait dans des chemins marécageux et difficiles, Blucher fit un second détachement de cavalerie sur Grewismuhlen, destiné à soutenir le premier, qui se retirait de Wismar dans cette même direction. La nouvelle colonne arriva à Grewismuhlen; celle venant de Wismar était aux prises avec la cavalerie française, qui l'avait poursuivie; mais ce renfort permit aux Prussiens, après un engagement de deux ou trois heures, de se replier en assez bon ordre sur Schœnberg, en détruisant le pont de Burzow sur la Stepnitz.

Couvrant ainsi sa retraite, le général Blucher se hâta d'occuper Lubeck, dans la journée du 5 novembre, avec son infanterie [1], et de placer, sur les bastions qui défendent les portes, dites de Ratzburg et de Trawemund, une partie de son artillerie: résolu, dès lors, à se défendre et à ne capituler qu'à la dernière extrémité.

En occupant ainsi Lubeck militairement, Blucher ne fut pas arrêté un moment par la considération des maux qu'il allait attirer sur cette ville neutre. A la vérité, il convient de dire qu'il ne s'attendait point à voir ses retranchemens aussi promptement attaqués et aussi audacieusement forcés qu'ils le furent par les troupes du maréchal Bernadotte, et qu'il espérait, ainsi que nous l'avons déjà dit, pouvoir obtenir une capitulation, qui, en sauvant son honneur, garantirait

[1] On sait qu'après la capitulation de Prentzlow, le général Blucher, qui suivait le mouvement du prince Hohenlohe, ayant changé de direction, s'était réuni à la colonne du duc de Weimar, à laquelle s'était jointe une troisième colonne prussienne aux ordres du prince de Brunswick-Oels, fils du vieux duc de Brunswick.

1806. Allemagne. Lubeck des suites d'une résistance à laquelle ses habitans n'auraient point pris part. La Trawe, et les profonds marécages que cette rivière forme autour de la ville, ne laissent à celle-ci d'autres points attaquables que les deux portes dont nous avons parlé plus haut : elles étaient couvertes par des retranchemens formidables, garnis d'artillerie, et défendus par la nombreuse infanterie que le général Blucher avait encore avec lui.

Dans la soirée du même jour, 5 novembre, l'avant-garde et la première division du corps du prince de Ponte-Corvo occupèrent Schœnberg, serrant de près l'arrière-garde prussiénne, qui, ne voulant point risquer un engagement, se hâta de joindre le gros des troupes dans Lubeck. Dans la nuit du 5 au 6, un officier d'état-major, envoyé par le maréchal Soult, arriva au quartier-général du prince de Ponte-Corvo, pour avoir des nouvelles de la position de ce corps d'armée. Le maréchal, qui était à Ratzburg, n'avait pas jugé convenable de pousser plus loin, avant d'avoir connaissance de ce qui se passait à Schwerin ; mais, la lenteur que l'officier dont nous parlons mit dans son retour, fut cause que les troupes de Soult ne purent arriver devant Lubeck, que quelque temps après celles du prince de Ponte-Corvo, qui n'avaient plus d'ailleurs que deux lieues à franchir pour arriver à cette destination, tandis que les premières en avaient plus de six.

Les colonnes du prince de Ponte-Corvo se mirent en marche, le 6, à cinq heures du matin. Arrivé à Herneburg avec son avant-garde, le prince, apprenant par des déserteurs les dispositions faites par Blucher, pour la défense de Lubeck, crut un moment que le général prussien ne se décidait à tenir dans cette ville, qu'en raison de la faculté qu'il avait pu obtenir des autorités danoises de se réfugier sur leur territoire, et pour donner aux troupes suédoises, qui étaient aussi dans Lubeck, le temps de gagner Trawemund et de s'y embarquer,

comme avaient fait celles qui se trouvaient à Wismar; il résolut en conséquence de former une double attaque à Lubeck et sur la Trawe, au-dessus de cette ville, afin d'être maître des deux rives. La division Drouet, formant la colonne de droite, s'avança par la grande route, et fut se placer dans des allées de tilleuls, hors de la portée du canon des retranchemens de la porte de Trawemund : sa droite fut flanquée par une brigade de la division de cavalerie légère du général Tilly; la division du général Rivaud, soutenue par un régiment de la même division Tilly, se porta sur le village de Schlukup, près des rives de la Trawe; la division Dupont, également soutenue par un régiment de cavalerie, marcha en réserve, immédiatement après le général Drouet. 1806. Allemagne.

En portant la division Rivaud à Schlukup, l'intention du maréchal Bernadotte était d'atteindre les embarcations suédoises, qu'il savait être sur le canal, et de passer la Trawe à Hernefahre, pour être en mesure d'opérer sur Trawemund. En effet, le huitième régiment d'infanterie, commandé par le colonel Antié, et faisant partie de la division que nous venons de nommer, étant parvenu, le premier, sur les bords de la Trawe, aperçut un certain nombre de bateaux remplis d'infanterie, qui descendaient la rivière pour gagner Trawemund. C'était un bataillon de grenadiers de la garde suédoise et quelques autres troupes de la même nation. Antié, se mettant à la tête de ses grenadiers, sauta de suite avec eux dans quelques embarcations qui se trouvaient sur le rivage, et les conduisit à l'abordage des barques ennemies : le choc fut de courte durée, les Suédois se rendirent à discrétion. Le quarante-cinquième régiment, arrivé à Hernefahre pendant que le huitième attaquait ainsi les embarcations suédoises, passa la rivière et s'établit sur la rive gauche. Maître de la route de Trawemund, le général Rivaud détacha sur ce port quelques compagnies de voltigeurs, qui forcèrent le peu

1806. Allemagne. de Suédois qui s'y trouvaient à se jeter dans les premiers bâtimens venus, et à gagner le large. Ainsi, le maréchal Bernadotte avait complétement réussi dans une partie de son plan ; mais l'attaque sur Lubeck allait présenter plus de difficultés et exiger de plus grands efforts.

Nous avons dit que la division Drouet, soutenue par celle du général Dupont, s'était formée en vue, mais hors de la portée du canon de la porte de Trawemund : déjà, le maréchal avait fait avancer et mettre en batterie la compagnie d'artillerie légère commandée par le capitaine Charruè, et ordonné au général Werlé de former le vingt-septième régiment d'infanterie légère en colonne d'attaque, lorsque la nouvelle du succès obtenu par le général Rivaud sur les Suédois se répandit dans les rangs de la division Drouet. Les cris *en avant! à l'assaut!* se firent entendre alors unanimement et se propagèrent en un instant jusqu'à la gauche de la division Dupont, qui arrivait sur le terrain. Le vingt-septième léger, conduit par le général Werlé, et par son digne colonel Charnottet, s'élança avec la rapidité de la foudre sur la barrière de l'avancée de la porte de Trawemund; mais, ne pouvant point renverser facilement cet obstacle, ces intrépides soldats se trouvèrent, pendant quelque temps, exposés au feu meurtrier qui partait de l'épaulement et du bastion ou cavalier qui couronnait la porte. On fit avancer alors un obusier et une pièce de 8 pour rompre les pieux jointifs de cette espèce de palanque, que les sapeurs réunis des vingt-septième léger et quatre-vingt-quatorzième de ligne achevèrent de renverser, non sans continuer d'être exposés au feu terrible de l'infanterie prussienne. A la fin, celle-ci se voyant sur le point d'être pressée corps à corps, regagna au pas de course le bastion de Trawemund avant que les Français eussent pu franchir entièrement la barrière.

Il restait encore beaucoup à faire pour pénétrer dans la

ville. Deux pièces de 8, amenées à la prolonge, à travers des monceaux de morts et de mourans, furent mises en batterie à l'entrée de la porte voûtée; et, au bout de quelques décharges bien dirigées, les Français parvinrent à se loger sous cette voûte, et même à pénétrer jusque dans la ville. Comme le général prussien avait établi des réserves et placé de l'artillerie sur ce point, les premières compagnies du vingt-septième léger eurent beaucoup à souffrir avant de s'emparer du bastion qui en faisait la principale défense; mais l'intrépidité des soldats français surmonta bientôt ce danger: tout ce qui se trouvait dans l'ouvrage, et qui ne put pas s'échapper à droite et à gauche, par le sentier du parapet, fut passé au fil de la baïonnette.

Pendant que ceci se passait sur le bastion, dit de Trawemund, le colonel Razout, à la tête du quatre-vingt-quatorzième de ligne, suivant immédiatement le vingt-septième léger, s'avançait au pas de charge par la grande rue de Lubeck, enlevait la batterie prussienne et culbutait toutes les réserves qui voulaient s'opposer à sa marche impétueuse. Le capitaine Razout, frère du colonel, emporté par son ardeur, se trouva un moment au milieu de l'ennemi, qui le somma de se rendre; mais il fut promptement débarrassé par le général Pacthod qui marchait en tête des grenadiers du quatre-vingt-quatorzième de ligne, et qui se distingua éminemment dans cette journée, autant par la vigueur de son bras, que par sa présence d'esprit, la justesse et la promptitude de ses dispositions. Le quatre-vingt-quinzième régiment, conduit par son colonel, le brave Pécheux, suivait le quatre-vingt-quatorzième, et prenait une part également active à ce terrible combat, les Prussiens ne cédant le terrain que pied à pied, et défendant chacune des rues de la ville. Les Français arrivèrent ainsi, toujours en combattant, jusque sur la grande place. Malgré la supériorité numérique des troupes prussiennes et leur résistance

1806. Allemagne. désespérée, les régimens de la division Drouet les forcèrent à abandonner ce nouveau champ de bataille, après leur avoir tué beaucoup de monde et fait des prisonniers [1]. Le général Drouet, en poursuivant ses succès, refoula les Prussiens jusqu'à l'autre extrémité de la ville, vers la porte de Ratzburg par où l'ennemi espérait pouvoir sortir pour se jeter sur le territoire danois. Pendant cette action, le prince de Ponte-Corvo avait disposé une des brigades de la division Dupont en observation sur la Trawe, et s'était tenu, avec la seconde, à portée de soutenir la division qui combattait dans Lubeck.

[1] Il arriva, à cette dernière occasion, une aventure, que nous croyons devoir rapporter à cause de sa singularité. Un capitaine, nommé Kolner, avait été employé, avant la campagne de 1805, par le général prussien Lestocq, à des travaux topographiques en Hanovre, de concert avec des ingénieurs français, et s'était lié particulièrement avec plusieurs des officiers du quatre-vingt-quatorzième, alors en garnison dans ce pays, après l'occupation qu'en avait faite le maréchal Mortier. Kolner s'entretenant un jour, avec ses nouveaux amis, des symptômes de guerre qui commençaient à se manifester en Allemagne, et de la possibilité que la Prusse prît part à la coalition contre la France, les officiers du quatre-vingt-quatorzième lui dirent en plaisantant : « Soyez tranquille, capitaine, si jamais nous nous trouvons en guerre avec les Prussiens, c'est à notre régiment que vous aurez affaire, et vous recevrez bon quartier, ainsi que les vôtres. » En effet, cerné sur la place de Lubeck par le quatre-vingt-quatorzième régiment, le capitaine prussien fut reconnu par les officiers, qui lui crièrent : « Kolner, rendez-vous, c'est le quatre-vingt-quatorzième. » A cette sommation inattendue, le capitaine, frappé comme d'un coup de foudre, remit son épée, et ordonna à sa compagnie de déposer ses armes : bien lui en prit; car, dans la chaleur de l'action, les Français allaient fusiller cette troupe à bout portant. Les officiers accueillirent, de la manière la plus aimable, leur ancien ami, lui rendirent son épée, lui firent retrouver ses équipages, et les soldats, à l'imitation de leurs chefs, ne traitèrent pas sa compagnie avec moins d'égards. Le maréchal prince de Ponte-Corvo, à qui l'on raconta ce fait original, s'empressa d'offrir sa bourse et ses services au capitaine prussien, qui obtint la permission de rentrer dans ses foyers près de Dusseldorf. L'imagination encore remplie de l'accomplissement de la prédiction qui lui avait été faite, et, touché du procédé des Français envers lui, Kolner fit le serment de ne plus porter les armes contre ces généreux adversaires : il a tenu parole.

Les Prussiens, poussés la baïonnette dans les reins, allaient déboucher par la porte de Ratzburg, lorsqu'ils se trouvèrent en présence des éclaireurs du maréchal Soult, dont l'avant-garde, commandée par le général Legrand, arrivait en ce moment au pas de course : dans cette position désespérée, ils ne virent plus d'autre ressource que de se jeter en foule dans le bastion de cette porte, et de battre la chamade pour obtenir quartier. Le général Drouet les reçut prisonniers à discrétion. 1806. Allemagne.

Ainsi se termina le combat dans la ville de Lubeck ; mais alors commencèrent les scènes de désordre qui sont la suite presque inévitable d'une prise d'assaut, et que les officiers-généraux et autres ne purent parvenir à réprimer qu'avec les plus grandes difficultés, au bout d'un espace de temps malheureusement trop long. Qu'on se figure une ville envahie à la fois par trois corps d'armée différens, car l'avant-garde du corps du prince Murat était arrivée presqu'en même temps que celle du maréchal Soult, le tout, formant une masse de trente mille hommes, auxquels il faut joindre près de dix mille prisonniers prussiens, qui, négligés au milieu de cette bagarre, par les vainqueurs, se joignaient à eux pour piller les maisons et se livrer à tous les excès [1].

Il était cinq heures du soir lorsque les Français se trouvèrent maîtres de Lubeck : à cette époque de la journée, toute l'infanterie prussienne, à l'exception de quelques compagnies de tirailleurs détachées sur la rive gauche de la Trawe, entre la ville et le village de Hernefahre, était prisonnière de guerre; toute l'artillerie, moins une batterie légère que le général Bluher avait gardée avec lui, était au pouvoir du vainqueur ;

[1] Le capitaine Clary, aide-de-camp du prince de Ponte-Corvo, eut l'épaule traversée par une balle, en voulant rétablir l'ordre dans la maison qui lui avait été assignée pour logement.

1806.
Allemagne.

il ne restait plus à combattre que la cavalerie. Celle-ci n'était point entrée dans Lubeck ; et Blucher l'avait disposée, pendant le combat, sur la rive gauche de la Trawe, vers Schwartau, sur la route de Neustadt et d'Oldenburg, attendant l'issue de l'attaque des Français, et comptant beaucoup sur la résistance des dix mille hommes de vieille infanterie auxquels il avait commis la défense de la ville. Trompé dans son attente, le général prussien se hâta de chercher un asile, avec la troupe qui lui restait, sur le territoire de Dannemarck.

Les maréchaux Soult, Bernadotte et Murat se concertèrent, pendant la nuit du 6, pour marcher le lendemain sur ce dernier débris de l'armée prussienne. On pouvait croire que le général Blucher n'avait point attendu le consentement du gouvernement danois pour se retirer sur son territoire; et, dans cette hypothèse, comme dans le cas contraire, les chefs de l'armée française ne se firent point scrupule de violer un asile accordé ou pris contre les lois de la neutralité.

Le 7 novembre, la division Drouet se mit en mouvement, à la pointe du jour, se dirigeant sur Schwartau; elle était suivie par la division Dupont; et le prince Murat, avec la brigade légère du général Lasalle et la division de cuirassiers du général d'Hautpoult, manœuvrait à droite de la route de Neustadt et d'Oldenburg. Le vingt-septième régiment d'infanterie, qui marchait en tête des troupes du général Drouet, ne tarda pas à rencontrer les arrière-postes prussiens placés sur la route que nous venons de nommer, à demi-lieue de Lubeck. Après une fusillade de quelques instans, le général Blucher, n'ayant pas l'espoir d'échapper à l'opiniâtre poursuite des Français, parut lui-même à son arrière-garde et demanda à entrer en pour-parlers. Le feu cessa de part et d'autre; le général prussien, accompagné du prince Guillaume de Brunswick-OEls et de plusieurs autres généraux, conclut avec le prince Murat une capitulation, par laquelle

il se rendait prisonnier, avec tout ce qui lui restait de troupes et de matériel [1]. 1806. Allemagne.

La prise de Lubeck et la capitulation de Schwartau valurent aux Français quinze mille prisonniers environ, dont quatre mille de cavalerie, un grand nombre de drapeaux et étendards, et le reste de l'artillerie de l'armée prussienne, au total de quarante pièces attelées, avec leurs caissons et tout l'attirail de campagne.

« Ainsi, dit le Bulletin officiel, ces généraux prussiens, qui, dans le délire de leur vanité, s'étaient permis tant de sarcasmes contre les généraux autrichiens, avaient renouvelé, quatre fois dans l'espace de trois semaines, la catastrophe d'Ulm : la première, par la capitulation d'Erfurth; la seconde, par celle du prince de Hohenlohe; la troisième, par la reddition de Stettin; la quatrième, par la capitulation de Schwartau.

Le général Savary avait marché, pendant les mouvemens dont nous venons de rendre compte, avec sa brigade de ca-

[1] Le général Blucher, s'étant avancé seul pour faire la première proposition aux tirailleurs du vingt-septième léger, se trouva en présence d'un voltigeur, qui, ayant gagné du terrain à la faveur d'un fossé, était le plus rapproché de la ligne des tirailleurs ennemis. Le soldat français aborde hardiment le général prussien, et lui demande ce qu'il veut : Blucher se nomme. « Eh bien ! dit le voltigeur, si vous êtes réellement ce Blucher que nous pourchassons, donnez-moi votre parole d'honneur que vous vous présentez pour capituler de bonne foi, autrement je ne vous laisse pas passer; car vous devez bien penser, mon général, que ce n'est pas le moment de s'amuser; il faut en finir, et vous êtes près de la mer. » Blucher, que ce raisonnement fit sourire, donna sa parole au voltigeur, qui le conduisit au colonel Charnottet : celui-ci fit cesser à l'instant le feu de ses tirailleurs.

Blucher avait montré, dans la longue retraite qu'il venait de faire, à quel point la constance et la fermeté de caractère peuvent suppléer aux talens; mais ce vieux général de troupes légères ternit l'espèce de gloire qu'il s'était acquise, en laissant publier sous son nom un rapport ridicule, dans lequel on s'efforçait de le justifier par des assertions controuvées.

1806. Allemagne. valerie légère, vers la frontière de la Poméranie suédoise, pour rejeter sur cette province tous les détachemens suédois qui pouvaient encore tenir la campagne dans le nord du Mecklenburg. Le seul engagement qu'il eut fut à Rostock, où il s'empara de cinquante bâtimens appartenant à la Suède. Après cette expédition, Savary, rappelé au quartier-général impérial, fut envoyé par Napoléon en Hanovre pour faire le siége de la forteresse de Hameln, à la tête d'un nouveau corps de troupes. Il fut remplacé dans le commandement de sa brigade légère par le général Reille, gendre de Masséna.

Reddition de Custrin, de Magdeburg; opérations du maréchal Mortier dans la Hesse et le Hanovre; armistice accordé à l'armée prussienne; décret rendu à Berlin, par Napoléon, qui déclare toutes les îles britanniques en état de blocus.—Pendant ces opérations d'une partie de l'armée française dans le Mecklenburg, le maréchal Davoust avait passé l'Oder à Francfort, et s'était emparé de Custrin. Cette place, défendue par une garnison de quatre mille hommes et quatre-vingt-dix pièces en batterie sur les remparts, fut rendue, sans coup férir, à la division Gudin, qui y entra le premier novembre; elle était en aussi bon état que Stettin. Située au milieu d'un vaste marais, dont les eaux présentent de toutes parts un système d'inondation auquel l'art n'a ajouté que peu de choses, la forteresse de Custrin n'est abordable que par une langue de terre ou chaussée qui y conduit: on ne pouvait donc attribuer sa reddition qu'à cette terreur générale qui avait glacé les troupes prussiennes. Indépendamment de tous les avantages matériels qui résultaient de cette conquête, elle achevait de rendre les Français entièrement maîtres du cours de l'Oder; elle augmentait le nombre des places d'armes qui s'établissaient sur ce fleuve, et facilitait d'autant l'expédition que l'empereur venait de confier à son jeune frère Jérôme, déjà parti de Dresde vers la fin d'oc-

tobre, à la tête des troupes alliées de la Bavière et du Wurtemberg, pour s'emparer de Breslaw et des autres places de la Silésie. 1806. Allemagne.

Les premiers jours de novembre furent également signalés par la reddition de l'importante forteresse de Magdeburg. Le maréchal Ney, chargé du blocus de cette place, l'avait tellement resserrée, qu'au 1er novembre la garnison et les habitans commençaient à éprouver les effets de la privation de toute communication. Le maréchal, que son impatience et la fougue naturelle de son caractère, ne disposaient point à supporter les lenteurs d'un siége régulier, voulut en accélérer l'issue par un bombardement. Ce moyen réussit au gré de celui qui en ordonnait l'emploi. Les obus et les bombes ayant incendié un certain nombre de maisons, les habitans s'ameutèrent, et, secondés par la terreur dont la garnison était elle-même frappée, ils forcèrent le gouverneur général comte de Kleist, à demander une capitulation : elle fut accordée par le maréchal, et signée le 8 novembre. Le lendemain, les principales portes furent remises aux troupes françaises, et, le 11, la garnison défila devant le corps d'armée, dont elle égalait presque les forces. Elle présentait en effet un total de vingt-deux mille hommes, parmi lesquels vingt généraux, huit cents officiers et deux mille artilleurs. Ces troupes, à l'exception des généraux et officiers, restèrent prisonnières. La conquête de Magdeburg donnait en outre aux Français, cinquante-quatre drapeaux, cinq étendards, près de huit cents pièces de canon, un approvisionnement considérable en poudre et en boulets, un superbe équipage de pont, et un matériel immense d'artillerie.

Nous avons dit plus haut qu'un nouveau corps d'armée composé de troupes françaises et hollandaises avait été rassemblé en Hollande et se trouvait prêt à entrer en campagne dans les premiers jours d'octobre.

1806. Allemagne. Le maréchal Mortier, auquel l'empereur avait confié le commandement de ce corps, s'avança bientôt vers les frontières de l'électorat de Hesse-Cassel, dont le souverain s'était uni, comme on sait, au roi de Prusse, tandis que son envoyé, à Paris, cherchait encore à tromper le cabinet de Saint-Cloud sur les intentions de son maître. Le moment était venu de tirer vengeance de cette conduite, et lorsque les débris de l'armée prussienne, complétement battue aux champs d'Jena et d'Awerstaedt, fuyaient devant les corps de l'armée française, il eût été imprudent de laisser sur les derrières des troupes encore intactes et prêtes à se jeter sur les vainqueurs dans le cas où ceux-ci éprouveraient quelque échec. Cette considération avait déterminé l'empereur à faire marcher promptement des troupes disponibles pour s'emparer de la Hesse.

Mortier avait son quartier-général aux portes de la ville de Cassel le 1er novembre : voulant éviter à cette capitale les suites d'une occupation de vive force, il la fit sommer de recevoir sans résistance les troupes gallo-bataves. La régence s'empressa d'obtempérer à cette sommation, et à midi le maréchal entra dans Cassel qu'il fit occuper en force. Le lendemain, il fit connaître aux habitans l'objet de sa mission par une proclamation, dans laquelle il déclarait qu'il prenait possession de la Hesse électorale au nom de l'empereur Napoléon, et ordonnait aux troupes hessoises de déposer les armes, comme prisonnières de guerre : laissant, toutefois, aux soldats la faculté de ne point quitter l'Allemagne s'ils voulaient prendre du service dans les rangs de l'armée française. Un grand nombre acceptèrent cette proposition, et plusieurs officiers même ne balancèrent point à faire partie d'une armée où ils étaient assurés de trouver un avancement rapide et de la gloire. L'empereur nomma le général de division Joseph Lagrange, gouverneur du pays de Hesse-Cas-

sel, et chargea le général de division Thiébault du commandement de l'évêché de Fulde. 1806. Allemagne.

Après avoir ainsi soumis la Hesse sans combat, l'armée gallo-batave, qui avait pris le nom de huitième corps de la grande armée, marcha vers le Hanovre et sur Hamburg pour fermer l'Elbe et le Weser.

Le Hanovre recélait encore quelques troupes prussiennes, qui s'étaient renfermées dans les places de Hameln et de Niemburg lorsque les premiers échecs avaient forcé le roi Frédéric-Guillaume d'appeler à lui le corps du général Ruchel, qu'il avait d'abord dirigé sur la Westphalie. D'autres débris, qui n'avaient pas pu réussir à passer l'Elbe après la bataille d'Jena, s'étaient aussi retirés de ce côté, et une partie avait également cherché un refuge dans celle des deux places que nous venons de nommer, qui se trouvait le plus à leur portée.

La marche du huitième corps d'armée dans la direction indiquée plus haut concourait, avec celles des autres corps qui se rapprochaient de la Westphalie, à cerner tous ces fuyards, dont un certain nombre couraient à la débandade, et d'autres, réunis sous les ordres du général Lecocq, formaient encore un corps de neuf à dix mille hommes renfermés dans Hameln. Le maréchal Mortier avait eu ordre de faire occuper Rinfeln et Minden, afin de contenir les garnisons des places de Hameln et de Niemburg, et de maintenir la communication entre les deux rives du Weser. Deux colonnes parties de Warburg et de Paderborn, sous les ordres des généraux Michaud et Gobert, se portèrent vers Hameln : la première, en se dirigeant par Hoxter et Pyrmont, suivit le cours du Weser; la seconde s'avança par Dryburg, Horn et Alverdissen. Ces troupes firent des marches forcées, afin d'être plus promptement à portée de contenir le camp retranché que l'ennemi occupait sous Hameln. Avant d'arriver à Artzen, le roi de Hollande, qui se trouvait avec cette partie du corps d'armée,

1806. Allemagne. avait formé une avant-garde, composée du vingt-deuxième régiment de ligne français, d'un détachement de la garde royale à cheval, du deuxième régiment de hussards hollandais, et de deux pièces d'artillerie légère : le tout sous les ordres du général-major au service de Hollande, Debroc.

Cette troupe rencontra, au village de Gross-Barckel, un fort détachement ennemi, composé des dragons de Brunswick et d'un escadron des hussards de Blucher. Le général Debroc les fit charger par les hussards hollandais, qui furent ramenés ; mais les voltigeurs du vingt-deuxième régiment d'infanterie et la cavalerie de la garde, s'étant avancés au soutien de ces hussards, le détachement ennemi fut bientôt rompu et culbuté, quoique deux bataillons d'infanterie fussent accourus pour le secourir. Les Prussiens furent poursuivis jusque sous les glacis. Le colonel français, Loyer, adjudant du palais du roi de Hollande, périt dans cette rencontre.

Napoléon connaissant l'importance de Hameln et ses moyens de défense, s'attendait à une résistance prolongée ; et c'est dans cette persuasion qu'il avait fait partir, comme on l'a vu, son aide-de-camp Savary, pour presser avec vigueur le siége de cette place. Savary arriva, le 19 novembre, à Ebersdorf, et le lendemain il eut une conférence avec le général Lecocq et les autres généraux prussiens, que l'issue du combat de Gross-Barckel avait déjà découragés. Le général français réussit à leur persuader qu'il était urgent pour eux de capituler, malgré l'extrême disproportion qui existait entre les troupes assiégées et les forces assiégeantes (ces dernières comptaient à peine quatre mille hommes). Neuf mille prisonniers, parmi lesquels six généraux ; des approvisionnemens pour nourrir dix mille hommes pendant six mois ; des munitions de toute espèce dans la même proportion ; une compagnie entière d'artillerie et trois cents chevaux de cavalerie : tels furent les avantages d'une capitulation qui donnait en outre aux Fran-

çais la possession d'une place importante, parfaitement armée et dans le meilleur état. 1806. Allemagne.

Le général Savary se rendit ensuite devant la place de Niemburg, qui était déjà si étroitement bloquée, que les postes et les diligences n'y entraient plus, depuis le 1er novembre. Une garnison de trois mille hommes la défendait, et comme elle manquait de casemates, on avait pris la précaution de pratiquer des souterrains blindés, à l'épreuve de la bombe. Malgré tous ces préparatifs de défense et un bon approvisionnement en vivres et en munitions, Niemburg capitula le 25 novembre. La garnison vint encore augmenter le nombre des prisonniers que cette campagne avait fait tomber au pouvoir des vainqueurs, et la prise de cette place completta l'occupation du Hanovre.

Sur ces entrefaites, le maréchal Mortier avait continué à s'avancer sur Hamburg avec une partie des troupes du huitième corps. Il occupa cette ville, et celle de Bremen. Les Français se trouvèrent ainsi maîtres de toutes les villes anséatiques, des côtes de la mer du Nord et de la Baltique qui les avoisinent, et de toutes les rivières qui affluent dans ces deux mers. Dans cette position, ils interceptaient le commerce de l'Angleterre sur tous les points qui lui servaient d'entrepôt, et commençaient ainsi l'exécution du projet que Napoléon se disposait à bientôt mettre au jour de la manière la plus solennelle, projet qui devait avoir tant d'influence sur les événemens postérieurs, et sur la fortune même de l'homme qui l'avait conçu!

La guerre de Prusse était pour ainsi dire terminée. Des cent cinquante mille hommes qui avaient formé la grande armée ennemie, les sept huitièmes avaient été tués, blessés ou faits prisonniers. Il ne restait plus au roi Frédéric-Guillaume que vingt mille hommes environ, infanterie et cavalerie, renfermés dans Glogaw, Breslaw, Brieg, Kœnigsberg et quelques autres

1806. Allemagne. places de la Silésie et du duché de Warsovie. Le roi, la reine, les chancelleries et quelques généraux avaient été chercher un asile dans Kœnigsberg, capitale de la Prusse orientale. Il semblait donc que, dans une situation aussi déplorable, le roi de Prusse n'avait plus d'autre parti à prendre que d'implorer la générosité du vainqueur, en lui demandant la paix.

Bien que ce prince conservât encore l'espoir de voir enfin arriver sur les frontières de ses états presque entièrement envahis l'armée de son allié l'empereur Alexandre, l'exemple de l'Autriche, sacrifiée dans la campagne précédente, devait faire considérer le secours tardif de la Russie comme impuissant contre la redoutable armée française. Aussi le monarque prussien, se dérobant cette fois à l'influence de sa cour, jugea-t-il convenable d'entamer des négociations sans attendre que la présence de l'armée russe rendît les conditions d'un arrangement moins onéreuses pour lui. Le grand maréchal du palais impérial, Duroc, le marquis de Lucchesini et le général de Zastrow envoyés du roi, s'abouchèrent à cet effet à Charlottenburg. Le résultat de leurs conférences fut la signature d'un traité d'armistice, prélude indispensable d'un acte plus positif que le gouvernement prussien semblait solliciter de bonne foi, mais que la Russie ne lui permit pas de conclure, en raison de la dépendance absolue dans laquelle il s'était placé vis-à-vis de cette puissance, soumise elle-même à toute l'influence tyrannique de l'Angleterre.

Par l'armistice signé le 16 novembre, le roi de Prusse s'engageait à remettre entre les mains du vainqueur à peu près toutes les places qui lui restaient, et cette clause n'avait pas peu contribué à accélérer la reddition des places de Hameln et de Niemburg, parce que le général Savary, parti de Postdam, le même jour de la convention arrêtée entre les plénipotentiaires français et prussiens, en avait informé les gouverneurs de ces deux places.

Le 18, la petite place de Czentoschau, à l'extrémité de la Pologne prussienne, avait ouvert ses portes à cent cinquante chasseurs à cheval du deuxième régiment, réunis à trois cents Polonais confédérés. Elle renfermait des magasins considérables, dont on s'empara; et la garnison, forte de huit cents hommes, resta prisonnière de guerre. 1806. Allemagne.

C'est en attendant la ratification de cette convention d'armistice par le roi de Prusse, que Napoléon rendit, dans son palais à Berlin, le fameux décret qui devait servir de base au système continental projeté par lui pour arriver au grand but de l'humiliation de l'Angleterre, de cette puissance colossale qui seule, en Europe, s'était jouée jusque alors de toutes les tentatives qu'il avait dirigées contre elle.

Telle était la teneur de cet acte, si diversement jugé depuis, par lequel le chef du gouvernement français se flattait d'obliger la Grande-Bretagne à renoncer aux prétentions injustes et tyranniques consacrées dans sa législation maritime:

« Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, considérant,

1°. Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés;

2°. Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'état ennemi, et fait en conséquence prisonniers de guerre, non-seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, et les navires marchands et même les facteurs de commerce, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce, et les négocians qui voyagent pour les affaires de leur négoce;

3°. Qu'elle étend aux bâtimens et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'état ennemi;

4°. Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et embouchures des rivières les droits de

1806. Allemagne. blocus, qui, d'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes;

Qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même de bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie, qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent;

Qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire;

5°. Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine de l'industrie et du commerce du continent;

6°. Que, tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque fait sur le continent le commerce des marchandises anglaises favorise par là ses desseins et s'en rend complice;

7°. Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres;

8°. Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la même manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentimens libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes:

Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime.

Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur terre que sur mer; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des

armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes. 1806. Allemagne

Nous avons en conséquence décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. Les îles britanniques sont déclarées en état de blocus.

2. Tout commerce et toute correspondance avec les îles britanniques sont interdits.

En conséquence, les lettres et paquets adressés en Angleterre ou à un Anglais, ou écrits en langue anglaise, n'auront pas cours aux postes et seront saisis.

3. Tout individu sujet de l'Angleterre, de quelque état et condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes, ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

4. Tout magasin, toute marchandise, toute propriété, de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, sera déclaré de bonne prise.

5. Le commerce des marchandises anglaises est défendu, et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques ou de ses colonies, est déclaré de bonne prise.

6. La moitié des produits de la confiscation des marchandises et propriétés déclarées de bonne prise par les articles précédens, sera employée à indemniser les négocians des pertes qu'ils ont éprouvées par la prise des bâtimens de commerce qui ont été enlevés par les croiseurs anglais.

7. Aucun bâtiment venant directement d'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

8. Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi, et le na-

1806. Allemagne. vire et la cargaison seront confisqués comme s'ils étaient propriété anglaise.

9. Notre tribunal des prises à Paris est chargé du jugement définitif de toutes les contestations qui pourront survenir dans notre empire ou dans les pays occupés par l'armée française : relativement à l'exécution du présent décret, notre tribunal des prises de Milan sera chargé du jugement définitif desdites contestations qui pourront survenir dans l'étendue de notre royaume d'Italie.

10. Communication du présent décret sera donnée par notre ministre des relations extérieures aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Etrurie, et à nos autres alliés dont les sujets sont victimes comme les nôtres de l'injustice et de la barbarie de la législation maritime anglaise.

11. Nos ministres des relations extérieures, de la guerre, de la marine, des finances, de la police, et nos directeurs généraux des postes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret.

Cette mesure, provoquée par les abus et la tyrannie de la législation maritime de la Grande-Bretagne, ne devait et ne pouvait être considérée que comme une représaille exercée par un peuple dont les Anglais avaient à la fin lassé la patience et la générosité. Si elle peut paraître, au premier coup d'œil, en opposition avec les idées reçues, il faut remarquer que le code maritime des Anglais est lui-même opposé au droit des gens, contraire à l'humanité, entièrement étranger à la civilisation actuelle de l'Europe. Les guerres continentales n'étaient-elles pas, en effet, dans l'enfance des sociétés, ce que sont aujourd'hui les guerres maritimes? Dans les luttes barbares, les propriétés particulières n'étaient pas distinguées de la propriété publique, tout passait au vainqueur. Dans la situation présente de la civilisation, sur terre, le droit de conquête ne s'étend plus sur l'habitant paisible et sur sa pro-

priété : vainement la France a-t-elle proposé, à plusieurs époques, en temps de paix, d'abolir l'usage de la course maritime, l'Angleterre, seule des puissances civilisées, s'y est toujours opposée; elle a voulu maintenir sur mer ces coutumes sauvages. D'après son code, les propriétés particulières sont pillées impunément, les individus non armés traînés en esclavage comme ceux qui portent les armes ; les neutres même, sous mille prétextes, ne sont pas respectés ; la législation maritime des Anglais, en un mot, est encore celle des pirates et des peuples barbares. Elle s'est fait sur ce point une morale exclusive, des lois qui ne sont que pour elle, et le droit monstrueux de blocus n'est pas une des moins iniques et des moins dérisoires. « Contre une puissance qui méconnaît à ce point toutes les idées de justice, disait M. de Talleyrand dans le rapport qu'il adressa à Napoléon relativement au blocus des Iles britanniques, que peut-on faire, sinon de les oublier soi-même un instant, pour la contraindre à ne les plus violer? Le droit de la défense naturelle permet d'opposer à son ennemi des armes dont il se sert, et de faire réagir contre lui ses propres fureurs. »

Ce décret fut envoyé au sénat avec un message, dans lequel l'empereur s'efforçait de démontrer que le système proposé était nécessité par les circonstances. « Nous avons pris pour principe invariable de notre conduite, disait-il, de ne point évacuer ni Berlin, ni Varsovie, ni les provinces que la force des armes a fait tomber entre nos mains, avant que la paix générale ne soit conclue; que les colonies espagnoles, hollandaises et françaises ne soient rendues ; que les fondemens de sa puissance ne soient affermis, et l'indépendance absolue de ce vaste empire, premier intérêt de notre peuple, irrévocablement consacrée......

« Nous avons mis les Iles britanniques en état de blocus, et nous avons ordonné contre elles des dispositions qui ré-

1806. Allemagne. pugnaient à notre cœur. Il nous en a coûté de faire dépendre les intérêts des particuliers de la querelle des rois, et de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes qui caractérisent la barbarie des premiers âges des nations. Mais nous avons été contraint, pour le bien de nos peuples et de nos alliés, à opposer à l'ennemi commun les mêmes armes dont il se servait contre nous. Ces déterminations, commandées par un juste sentiment de réciprocité, ne m'ont été inspirées ni par la passion ni par la haine. Ce que nous avons offert après avoir dissipé les trois coalitions qui avaient tant contribué à la gloire de mon peuple, nous l'offrons encore aujourd'hui que nos armes ont obtenu de nouveaux triomphes. Nous sommes prêts à faire la paix avec l'Angleterre, nous sommes prêts à la faire avec la Russie, avec la Prusse; mais elle ne peut être conclue que sur des bases telles, qu'elle ne permette à qui que ce soit de s'arroger aucun droit de suprématie à notre égard; qu'elle rende les colonies à leur métropole, et qu'elle garantisse à notre commerce et à notre industrie la prospérité à laquelle ils doivent atteindre......... Et si l'ensemble de ces dispositions éloigne de quelque temps le rétablissement de la paix générale, quelque court que que soit ce retard, il paraîtra long à notre cœur. Mais nous sommes certains que nos peuples apprécieront la sagesse de nos motifs politiques; qu'ils jugeront avec nous qu'une paix partielle n'est qu'une trêve qui nous fait perdre tous nos avantages acquis, pour donner lieu à une nouvelle guerre, et qu'enfin ce n'est que dans une paix générale que la France peut trouver son bonheur. »

Le sénat français ne manqua point d'applaudir au message et au décret qui en était l'objet. Il montra la même condescendance à l'égard de la demande que faisait l'empereur d'une levée de quatre-vingt mille hommes sur la conscription de 1807. Le sénatus-consulte qui ordonnait cette

levée fut rendu sans aucune opposition. Ainsi, dans la même année, deux conscriptions, celle de 1806 et de 1807, étaient mises à la disposition du chef du gouvernement. C'était un premier exemple de ces anticipations qui sont depuis devenues si fréquentes et si désastreuses; mais cette fois du moins encore les jeunes Français se levaient pour une guerre juste et légitime : la Russie, accourant de nouveau sur le champ de bataille, venait de faire évanouir les espérances de paix que l'on avait conçues.

1806.
Allemagne.

FIN DU SEIZIÈME VOLUME.

TAT général de la flottille française au mois de fructidor an XIII ; *époque où tous les préparatifs pour l'expédition d'Angleterre étaient complettés* [1].

DÉSIGNATION des DIVISIONS.		DESTINATION.	NOMBRE par divisions.		TOTAUX.	
			Hom.	Che.	Hommes.	Chev.
	AU PORT D'ÉTAPLES.					
	AILE GAUCHE DE LA FLOTTILLE,					
	Commandée par le contre-amiral Courand.					
1. ESCADRILLE.	5. division. 1. espèce....	Au 25. léger et au 59. de ligne..	2340		14157	764
	8. div. 1. esp.........	Au 9. léger et au 50. de ligne..	2340			
	9. div. 2. esp.........	Au 32. de ligne............	1900	38		
	10. div. 2. esp.........	Au 96. de ligne............	1900	38		
	10. div. 3. esp.........	Au 25. léger..............	1188			
	11. div. 3. esp.........	Au 27. de ligne............	1188			
	1. division. Ecuries.....	Au 3. hussards............	1589	336		
	2. div. Ecuries.........	Aux chevaux d'artillerie........	1307	316		
	1. sec. 20. div. Transports.	Au gros matériel d'artillerie....	135			
	30. div. Transports......	Aux bagages d'armée.........	270	36		
2. ESCADRILLE.	14. div. 2. espèce.......	Au 6. de ligne.............	1900	38	13138	731
	12. div. 2. esp.........	Au 69. de ligne............	1900	38		
	15. div. 2. esp.........	Au 39. de ligne............	1900	38		
	18. div. 2. esp.........	Au 76. de ligne............	1900	38		
	12. div. 3. esp.........	Au 50. de ligne............	1188			
	13. div. 3. esp.........	Au 59. de ligne............	1188			
	3. division. Ecuries......	Aux chevaux d'artillerie.......	1375	270		
	4. div. Ecuries.........	Au 10. chasseurs...........	1382	273		
	2. sec. 20. div. Transp...	Au gros matériel d'artillerie....	135			
	31. div. Transports......	Aux bagages d'armée.........	270	36		
					27295	1495

[1] *Nota.* Toutes les divisions de la flottille étaient composées de dix-huit bâtimens, excepté celles bateaux de seconde espèce, qui en comptaient dix-neuf, et celles de corvettes de pêche, vingt-t; chaque prame ou bateau de grande espèce portait cent vingt hommes et cinquante chevaux ; aque bateau de première espèce cent trente hommes, chaque bateau de seconde cent hommes et ux chevaux, chaque bateau de troisième espèce soixante-six hommes, et chaque transport un nome d'hommes et de chevaux proportionné à ses dimensions.

	DÉSIGNATION des DIVISIONS.	DESTINATION.	NOMBRE par divisions. Hom.	Ch.	TOTAUX. Hommes.	Chev.
		Report			27295	1495

AU PORT DE BOULOGNE.

AILE GAUCHE DU CENTRE DE LA FLOTTILLE,

Commandée par le contre-amiral Savary.

4. ESCADRILLE.	2. div. 1. esp	Au 4. de ligne	2340		13388	744
	3. div. 1 esp	Au 46. de ligne	2340			
	3. div. 2. esp	Au 28. de ligne	1900	38		
	4. div. 2. esp	Au 57. de ligne	1900	38		
	3. div. 3. esp	Au 24. léger	1188			
	4. div 3. esp	Au 24. léger	1188			
	7. div. Ecuries	A la garde impériale	1048	362		
	8. div. Ecuries	Aux chevaux d'artillerie	1079	270		
	1. sect 21 div. Transp.	Au gros matériel d'artillerie	135			
	33. div. Transp	Aux bagages d'armée	270	36		
5. ESCADRILLE.	6. div. 1. esp	Au 3. de ligne	2340		13241	665
	7. div. 1. esp	Au 72. de ligne	2340			
	6. div. 2. esp	Au 22. de ligne	1900	38		
	7. div. 2. esp	Au 75. de ligne	1900	38		
	5. div. 3. esp	Au 26. léger	1188			
	6. div. 3. esp	Au 26 léger	1188			
	9. div. Ecuries	Aux chevaux d'artillerie	1065	274		
	10. div. Ecuries	Au 8. hussards	915	279		
	1. sec. 22. div. Transp	Au gros matériel d'artillerie	135			
	34. div. Transp	Aux bagages d'armée	270	36		

AILE DROITE DU CENTRE DE LA FLOTTILLE,

Commandée par le capitaine de vaisseau Leray.

3. ESCADRILLE.	1. div. 1. esp	Au 14. de ligne	2340		13491	722
	4. div. 1. esp	Au 43. de ligne	2340			
	1. div. 2. esp	Au 36. de ligne	1900	38		
	2. div. 2. esp	Au 55. de ligne	1900	38		
	1. div. 3. esp	Au 10. léger	1188			
	2. div. 3. esp	Au 10. léger	1188			
	5. div. Ecuries	Au 11. chasseurs	1084	295		
	6. div. Ecuries	Aux chevaux d'artillerie	1146	315		
	2. sec. 21. div. Transp	Au gros materiel d'artillerie	135			
	32. div. Transp	Aux bagages d'armée	270	36		
		Reporté			67415	3626

Désignation des divisions.	Destination.	Nombre par divisions. Hom.	Che.	Totaux. Hommes.	Chev.
	Report			67415	3626

Suite de l'aile droite du centre de la flottille.

Escadrille	Désignation des divisions	Destination	Hom.	Che.	Hommes.	Chev.
6. Escadrille.	9. div. 1. esp.	Au 34. de ligne	2340		13461	636
	10 div. 1. esp.	Au 64. de ligne	2340			
	8. div. 2. esp.	Au 40. de ligne	1900	38		
	13. div. 2. esp.	Au 88 de ligne	1900	38		
	7. div. 3. esp.	Au 17. léger	1188			
	8. div. 3. esp.	Au 17. léger	1188			
	11. div. Ecuries	Aux chevaux d'artillerie	1080	260		
	12. div. Ecuries	A la garde impériale	1120	264		
	2. sec. 22. div. Transp.	Au gros matériel d'artillerie	135			
	35. div. Transp.	Aux bagages d'armée	270	36		

AU PORT DE WIMEREUX.

AILE DROITE DE LA FLOTTILLE,

Commandée par le général Combis.

Escadrille	Désignation des divisions	Destination	Hom.	Che.	Hommes.	Chev.
7. Escadrille.	13. div. 1. esp.	A la division Gazan	2340		12895	654
	20. div. 2. esp.	A la div. Gazan	1900	38		
	5. div. 2. esp.	A la div. Gazan	1900	38		
	19. div. 2. esp.	A la div. Gazan	1900	38		
	15. div. 3. esp.	A l'avant-garde, div. de gren.	1188			
	16. div. 3. esp.	A l'avant-garde, div. de gren.	1188			
	13. div. Ecuries	A la garde impériale	1092	269		
	14. div. Ecuries	A la garde impériale	982	235		
	1. sec. 23. div. Transp.	Au gros matériel d'artillerie	135			
	36. div. Transp.	Aux bagages d'armée	270	36		
8. Escadrille.	11. div. 1. esp.	A la réserve, div. de grenadiers.	2340		12103	290
	12. div. 1. esp.	A la reserve, div. de gren.	2340			
	11. div. 2. esp.	Dragons à pied	1900	38		
	17. div. 2. esp	Dragons à pied	1900	38		
	9. div. 3. esp.	A la réserve, div. de gren.	1188			
	14. div. 3. esp.	A la reserve, div. de gren.	1188			
	15. div. Ecuries	Aux chevaux d'artillerie	968	185		
	15. *bis* (3 bâtim.). Ecur.	Aux chevaux d'artillerie	144	29		
	2. sec. 23. div. Transp.	Au gros matériel d'artillerie	135			
	Reporté				105874	5206

DÉSIGNATION des DIVISIONS.	DESTINATION.	NOMBRE par divisions. Hom.	Che.	TOTAUX. Hommes.	Chev.
Report				105874	5206
AU PORT DE WIMEREUX. BATIMENS ARMÉS PAR LES MARINS DE LA GARDE IMPÉR. Commandés par le capitaine de vaisseau Daugier.					
ESCADRILLE de réserve. 1. div. 1. esp.	A l'infanterie de la garde imp.	2340		4680	
2. div. 1. esp.	*Idem*	2340			
AU PORT D'AMBLETEUSE. FLOTTILLE BATAVE. Commandée par le vice-amiral Verhuell.					
Diver. d. de 1. esp. (55 bât.)	A l'aile droite de l'armée	7150		33325	1266
Diver. d. de 2. esp. (207 b.)	*Idem*	20700	414		
Diver. d. de 3. esp. (60 bât.)	*Idem*	3960			
Diver. div. de tr. (101 bât.)	*Idem*	1515	852		
AU PORT DE BOULOGNE. BATIMENS NON ESCADRILLÉS.					
18 prames	A divers corps	2160	900	14665	101
3 bombardes	*Idem*	180			
13 paquebots	*Idem*	400	60		
4 bateaux de 2. esp.	*Idem*	400	8		
19 caïques	*Idem*	800			
102 bat. de Terre-Neuve	*Idem*	5100			
209 canots baleiniers	*Idem*	5225			
23 transports	A divers objets	400	46		
AU PORT DE CALAIS. RÉSERVE DE LA FLOTILLE, Commandée par le capitaine de frégate Lévêque.					
1. d. cor. de p. arm. en guer.	Aux 1. et 2. rég. d'inf. lég. ital.	2460	76	13639	218
2. d. cor. de p. arm. en g.	Aux 1. et 2. rég. d'inf. de lig. ital.	2382	77		
3. d. cor. de p. arm. en g.	Divers regimens de dragons	3097	81		
16. div. Transports	A la réserve	1370	422		
17. div. Transp.	*Idem*	1220	436		
18. div. Transp.	*Idem*	1185	131		
19. div. Transp.	*Idem*	1335	443		
Section supplém. Transp.	*Idem*	590	221		
TOTAUX				172183 *	96

La flottille impériale se composait de 2365 bâtimens de toute espèce, montés par 16783 marin (environ 1200 officiers compris), et portant une armée de 160000 hommes, et 9673 chevaux, av tout son materiel, et 15 jours de vivres de campagne pour la totalité des hommes faisant partie l'expédition.

* Dans ce nombre sont compris les équipages de la flottille de guerre, montant à plus de 12000 hommes.


JUL 14 1931






JUL 14 1931